REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVI[e] ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

D

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVI[e] ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-SIXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1916

L'ÈRE NOUVELLE

PROBLÈMES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

II (1)

LE PROBLÈME DE LA PAIX

I. — DE LA GUERRE A LA PAIX

Le sophisme, qui trompe encore, plus ou moins, les peuples allemands, consiste dans l'affirmation, — mille fois répétée, jamais sérieusement combattue en Allemagne, — que l'Allemagne a été attaquée par les Puissances, et qu'elle lutte uniquement pour son existence, pour sa liberté. L'Empereur aimait la paix; c'est contre sa volonté que l'Europe et le monde ont été jetés dans la guerre : « Je n'ai pas voulu cela. »

Sur les origines immédiates de la guerre, la lumière est faite. L'histoire n'aura, sans doute, aucun élément essentiel à verser au débat. Quand elle pénétrera dans les archives secrètes, elle éclaircira peut-être le point resté douteux de savoir si c'est l'Autriche qui a entraîné l'Allemagne ou l'Allemagne l'Autriche. Mais le fait de la « volonté d'agression » de la part des Empires du Centre résultera autant des actes d'une politique suivie que des faits diplomatiques immédiatement antérieurs à la crise (2).

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin 1916.

(2) On lira avec intérêt l'ouvrage, probablement éclairé par une documentation serbe, de M. Pierre Bertrand, *L'Autriche a voulu la guerre*; Bossard, in-8°.

S'élevant de « l'incident » au « permanent, » l'histoire reconnaîtra, sans doute, comme raisons profondes de la guerre : l'esprit d'invasion naturel à la race allemande, la folie orgueilleuse résultant des trop faciles victoires de 1866 et de 1870, l'ivresse d'un enrichissement prodigieux dû à un système industriel, commercial et financier qui ne pouvait pas durer. Elle dépouillera du prétendu mysticisme dont on a voulu la parer, une décision froidement prise et dont le caractère est foncièrement réaliste ; tout au plus, reconnaîtra-t-elle quelque infime appoint idéaliste dans la thèse de ces « satanés professeurs » dont parlait Palmerston. L'histoire résumera l'ensemble de ces dispositions avérées dans une expression désormais classique : le *militarisme prussien*. Elle dira comment le militarisme était la modalité agressive du système pangermaniste exposé par Bülow dans son livre : *la Politique allemande*, et elle notera comme décisif l'aveu échappé à Jagow : « Au conseil de Potsdam, les militaires l'ont emporté sur les civils. »

Le « problème de la guerre » nous a paru se résoudre en ces termes : guerre injuste, guerre agressive, guerre préparée, délibérée et déclarée : elle accable, non seulement le gouvernement allemand, mais le peuple allemand sous le poids des plus lourdes responsabilités. Avec les conséquences si étrangement disproportionnées entre les desseins et les résultats, la guerre de 1914 est le type de la guerre détestable. Cataclysme inouï, crime effrayant de lèse-humanité, elle est la preuve éclatante de l'insociabilité persistante de l'Allemagne prussienne parmi les autres peuples européens.

En ce qui concerne la « volonté de la guerre, » la contre-épreuve résulte de l'examen des « buts de la guerre. » L'opinion allemande, la presse allemande, les chefs allemands ne cessent d'agiter cette question. Or, dans une si ardente polémique, les uns et les autres ne prennent en considération qu'un seul et unique point de vue : l'intérêt de l'Allemagne. Jamais, une seule fois, on n'a envisagé, jusqu'ici, entre Rhin et Niémen, le véritable problème : comment, après la guerre, réglera-t-on les affaires de l'Europe et les affaires du monde pour que l'humanité respire et soit plus heureuse ? Pas une seule fois, la considération *des autres* n'a forcé l'attention du brutal et aveugle égoïsme des Allemands. Preuve qu'ils ont fait la guerre uniquement pour satisfaire cet égoïsme, puisqu'ils entendent

encore ne la conclure que pour des fins égoïstes, n'ayant ni admis ni aperçu même la nécessité de règlemens larges et humains comme issue et conclusion de ce formidable événement.

Dans les « fins de la guerre, » telles que les exposent soit les plus excessifs, soit les plus modérés, il s'agit toujours d'une bonne affaire pour l'Allemagne : rien de plus. Les six grandes associations industrielles et agricoles formulent ainsi leurs réclamations : « La sécurité de l'empire d'Allemagne dans une guerre future nécessite impérieusement la possession de toutes les mines de minettes, *y compris les forteresses de Longwy et de Verdun*, sans lesquelles cette région ne saurait être défendue. La possession de grandes quantités de charbons et principalement de charbons riches en bitume qui *abondent dans les bassins du Nord de la France* est au moins aussi importante que le minerai de fer pour l'issue de la guerre... En résumé, on peut dire que les buts que l'on se propose pour nous assurer une économie durable sont, en ce moment, ceux qu'il faut pour garantir notre force militaire, notre indépendance et notre puissance politique, d'autant plus qu'étendre nos possibilités économiques, c'est multiplier les occasions de travail et servir ainsi notre classe ouvrière. »

Avec plus de modération (sans doute sous l'influence des récens événemens militaires), le premier ministre bavarois Hertling dit, le 31 août, au journaliste Wiegand : « L'existence de l'Allemagne, son indépendance comme nation, la sécurité future de son peuple pour son développement pacifique au point de vue économique, industriel et politique, voilà les buts de guerre de l'Allemagne, voilà ce que défend le peuple allemand et pourquoi il verse son sang ; voilà pourquoi nous combattons. »

Étant donné les atténuations que comporte une parole officielle, l'objectif du ministre est le même que celui des corporations : les Allemands ne parlent que d'*eux*, ne songent qu'à *eux*, à *leurs* intérêts, à *leur* prospérité, à *leur* bien-être. L'Allemagne, puissance de proie, est tombée sur le monde comme sur une proie. Même maintenant, elle ne s'est pas encore aperçue que l'Europe et le monde, puisqu'ils ont été troublés dans leur repos, entendent n'y rentrer que quand ils auront assuré et garanti à l'humanité une vie paisible sous un régime politique et économique équitable.

Le véritable problème de la paix réside donc dans l'antago-

nisme fondamental entre la conception que les empires de proie se sont faite de la guerre et celle que s'en est fait le reste du monde. Qu'ils discutent les « buts de la guerre, » on ne prendra nul souci de leurs polémiques, tant qu'ils n'auront pas admis qu'il s'agit d'autre chose que des débouchés économiques de l'Allemagne, de l'expansion matérielle et matérialiste de l'Allemagne. Se bornant à cela, ils n'effleurent même pas le sujet. S'ils croient que leurs ambitions et leurs convoitises, grandes ou petites, l'achalandage de leur boutique, la vente de leur camelote expliquent et excusent l'effroyable boucherie, ils se trompent : plus ils insistent, plus ils irritent. Un tel manque de tact les rend haïssables et les isole du reste de l'humanité.

Ils ne s'aperçoivent donc pas que la raison humaine, toute la raison humaine (et la leur peut-être bientôt) répudie et répudiera ces « buts » mesquins et bas! Puisqu'ils ont déclaré la guerre au monde, le monde la leur fait pour les réduire à l'impuissance et refouler l'exemple et l'erreur de leur brutale insociabilité.

Comme des enfans gourmands et volontaires, ils troublent la maison par leurs cris, leurs exigences, leurs colères. Nous demandons une vie tranquille et noble, avec les plus hauts buts humains, la justice, la fraternité, la liberté! Peuple jeune et de formation récente, de croissance trop prompte et mal réglée, ce gros garçon encombrant n'a pas encore compris tout cela. Il ne songe qu'à élargir sa place, fût-ce au détriment des autres. Il va s'apercevoir qu'il y a une règle pour tout le monde. Les Allemands ont besoin d'une correction, d'une leçon et d'une entrave. Un régime sévère, une autorité forte sont nécessaires pour leur apprendre à vivre. Ou ils céderont et se rangeront à la loi commune, ou ils s'obstineront dans leurs caprices et dans leur orgueil : en ce cas, les précautions seront prises pour les refréner à l'avenir. En un mot, il s'agit de leur inculquer la loi de la morale et des convenances internationales qu'ils ignorent encore. Il faut qu'ils changent de conduite et, pour cela, qu'ils changent de doctrine et de professeurs.

Renoncer aux instincts de rapine et de proie, au parjure et à la cruauté, c'est la première condition pour être admis dans une société civilisée.

Tenir compte de la vie et de la liberté des autres, c'est le premier principe de la justice.

Modérer ses désirs et ses passions, c'est la première règle de la sagesse.

La leçon de la guerre apprendra, une fois de plus, aux violens que ce sont là les modalités essentielles de toute paix.

Ayant considéré dans la première étude le caractère matériel et moral de la guerre (1), je vais essayer de dégager dans celle-ci les conditions matérielles et morales de la paix.

L'examen des problèmes de la paix, ainsi envisagé à l'heure actuelle, ne présente aucun inconvénient; au lieu de nous déconforter, il nous réconforte. En nous découvrant la grandeur des buts de la guerre, leur élévation et leur noblesse, il nous donne la force d'âme nécessaire pour supporter les plus lourds sacrifices jusqu'à ce que ces buts supérieurs soient atteints. Il s'agit d'une marche à l'étoile : seule cette idée peut faire accepter la longueur de la route et les épines du chemin. La foi est notre soutien. Au but coûte que coûte! Nous savons que nous sommes au plus pénible de la pente la plus rude. Mais le clair sommet entrevu nous attire et nous aide. Là-haut, nous allons découvrir des horizons infinis, et nos enfans jouiront du repos dans la lumière.

Puisqu'il s'agit d'un idéal, nous pouvons le fixer sans baisser le regard; son rayonnement nous anime, mais ne nous aveugle pas. Peut-être ne l'atteindrons-nous jamais. Cependant nous devons le considérer comme l'objet infiniment désirable d'une victoire que, d'ores et déjà, nous pouvons admettre comme certaine.

C'est seulement pour cette hypothèse, — l'hypothèse de la victoire, — que l'on peut tenter d'esquisser les premiers linéamens de l'Europe future. Le sort des armes et la volonté de Dieu en décideront. Les aspirations les plus nobles lui sont évidemment subordonnées; elle est le but et le couronnement de nos efforts.

C'est en vue de cette victoire que nous écrivons ces lignes, sans présomption et sans illusion, car nous connaissons la difficulté des réalisations humaines. Mais nous avons bien le droit de dire que la victoire doit être absolue pour que la paix soit digne d'une telle guerre. Selon les paroles récentes du vieux Kouropatkine : « Il faut avoir conscience que les années que nous

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1916.

vivons comptent parmi les plus importantes de l'histoire. Toute faiblesse, toute erreur commise actuellement, peuvent avoir leur répercussion pendant des siècles et peser cruellement sur la vie des peuples. Les générations actuelles doivent accomplir leur besogne de réparation et régénération. »

J'ai à peine besoin de dire, avant d'aborder cette étude sur les problèmes de la paix, que les idées qui y sont exposées me sont exclusivement personnelles. *Je ne prends mes inspirations nulle part et je n'engage personne.* Mais l'heure me paraît venue de soumettre à l'attention et à la réflexion du public l'ensemble d'un débat sur lequel il devra bientôt se prononcer. Pour qu'il juge, encore faut-il qu'il soit saisi. Personne n'en est à penser, j'imagine, que les décisions d'une importance sans précédent qui sont à prendre, pourront être décrétées par les gouvernemens à l'insu des peuples. Les peuples veulent savoir et doivent être renseignés. Quel inconvénient à chercher dans une libre discussion, toute de loyauté et de franchise, les solutions dont dépendent la tranquillité et le bonheur du genre humain?

Les déductions qui vont suivre paraîtront peut-être rigoureuses, je les crois logiques et fatales, si nous voulons éviter le retour, à bref délai, d'une guerre plus terrible que celle-ci. Je voudrais qu'à chaque page de la présente étude, fût écrite, en marge, la magnifique apostrophe du président du Conseil, M. Briand : « Vous ne connaissez donc pas l'Allemagne! »

Je suis obligé d'ajouter enfin qu'au cours de ces pages, nécessairement comptées, les sujets n'ont pu être abordés que dans leurs lignes générales et, pour ainsi dire, effleurés. Je me suis attaché à l'étude des questions diplomatiques proprement dites, réservant, pour les études ultérieures, l'examen des autres problèmes internationaux, notamment des conditions économiques et des conditions du travail dans *l'Ère Nouvelle*.

La paix future ne sera certainement pas « la paix allemande. » La paix allemande ne voulant être, selon que le révèlent toutes les polémiques, sur les « buts de la guerre, » qu'une paix égoïste, la paix des Alliés sera, par opposition, une paix généreuse, une paix humaine et humanitaire.

Avant d'en venir à l'étude et à la discussion des points concrets, il faut, comme Talleyrand l'avait fait si sagement en 1814, poser les principes. L'avantage des principes est

grand du côté des Puissances de l'Entente, car l'Allemagne et ses alliés n'en ont pas.

C'est à un simple « poilu, » à un enfant tombé au champ d'honneur que je demanderai l'expression la plus haute et, je crois, la plus exacte du but idéal de la guerre. Il est naturel que ces héros, frappés pour une cause juste, aient su, mieux que personne, pourquoi ils combattaient et il est bon qu'ils fassent, d'outre-tombe, entendre leur voix. Leur âme héroïque était plus éclairée que n'importe quelle assemblée de diplomates. Si les diplomates ne savent pas s'inspirer de cette revendication des cœurs simples et droits, ils manqueront leur tâche; car ils ne sont que des scribes et les morts dictent.

Je cite donc ces paroles, parmi cent autres, parce qu'elles me paraissent traduire sincèrement et presque naïvement l'aspiration des âmes : « Après le conflit, ceux qui auront pleinement et filialement rempli leurs obligations envers leur pays se trouveront en face de devoirs autrement graves et de réalisation impossible quant à présent. Mais, précisément, là sera le devoir de projeter notre effort vers l'avenir. Ils devront tendre leurs énergies à effacer la trace des contacts blessans entre les nations... Les horreurs de la guerre de 1914 conduisent à l'unité européenne. Ce nouvel état ne s'établira pas sans heurts, spoliations, litiges, pour des temps infinis, mais indubitablement la porte est maintenant ouverte sur ce nouvel horizon (1). » En un mot, le but de la guerre européenne est de faire une bonne Europe : sinon, cette guerre n'a pas de sens. Et c'est pour cela que l'Europe est obligée de faire une Allemagne européenne. Tout le problème est là.

Le traité de Westphalie a essayé de faire une bonne Europe en appliquant à l'Allemagne un certain régime, le régime des « garanties; » l'œuvre a été manquée dans certaines de ses parties, et c'est pourquoi elle a péri. Nous tâcherons de reconnaître ces points défectueux et qui demandent correction.

Les traités de 1814-1815 ont eu le même objet. Mais ils avaient une tare initiale. Talleyrand, qui y prit une si grande part, a, de cela, une vue très claire quand il écrit, au plein de leur élaboration, en visant l'agrandissement exagéré de la Prusse : « Il est évident que l'Allemagne, après avoir perdu son

(1) *Lettres d'un soldat*. Paris. Chapelot, 1916.

équilibre propre, ne pourra plus servir à l'équilibre général. »

Les conférences de La Haye ont eu pour objet d'établir un mécanisme de paix durable entre les peuples. Mais ce mécanisme était sans force, sinon sans âme. Il fut impuissant à empêcher la guerre et n'a aucune efficacité pour rétablir et combiner la paix.

Une bonne Europe et une bonne paix seront le fruit d'une sage élaboration où ces divers précédens entreront pour leur part et qui, en s'inspirant, en outre, des conditions de la lutte déchaînée entre les peuples, créera un nouveau droit.

Une bonne paix, une bonne Europe dépendent d'une saine appréciation des conditions dans lesquelles l'Allemagne est accrochée au sein de l'Europe et, si j'ose dire, au sein de la paix. L'Allemagne doit être en Europe un élément de paix et non un élément de guerre. Il s'agit de constituer, autour d'elle et avec elle, une sorte de confédération européenne où chacun travaille à sa place et à son rang. A cela les hommes d'État doivent s'appliquer avec une grande hauteur de vues et une grande largeur de cœur; ils doivent se mettre au-dessus des passions du moment, écarter l'esprit de vengeance, ne pas céder aux faiblesses et aux compromissions de partis, s'inspirer à la fois des sentimens des peuples et de la froide raison, tenir aux réalités et s'élever jusqu'à l'idéal.

La génération qui a fait la guerre est capable et digne de prendre les choses de ce biais, car son éducation est forte et son inspiration droite, si les artifices des mauvaises ambitions et l'entraînement des passions aveugles ne l'égarent pas.

M. Asquith, dans son discours du 11 avril 1916 aux parlementaires français s'exprime ainsi, parlant au nom des Puissances alliées : « Comme résultat de cette guerre, nous entendons instaurer en principe que les problèmes internationaux doivent être résolus au moyen de libres négociations, sur le pied de l'égalité entre les peuples libres, et que ce règlement ne sera jamais entravé ou influencé par les injonctions impérieuses d'un gouvernement qui est contrôlé par la caste militaire. Voilà ce que j'entends par destruction de la domination militaire de la Prusse, rien de plus, rien de moins. »

Cette formule est excellente, mais négative. Il faut la compléter par un principe positif, et ce principe ressort de la sage interprétation de l'histoire, de la pratique de la vie des peuples, de la morale courante et de la morale internationale

fondées sur le passé et capables de garantir l'avenir. Nous ne voulons pas seulement la destruction du militarisme prussien : nous voulons, sur ses ruines, fonder une Europe nouvelle, une Europe rationnelle, — en un mot une Europe équilibrée. Il ne suffit pas de détruire, il faut construire.

Tel est donc le principe d'ordre permanent qui relève du plus haut idéal historique : une bonne paix par une bonne Europe.

Et voici, maintenant, les déductions résultant du fait même de la guerre telle qu'elle a été conçue et entreprise par l'Allemagne et ses Alliés; car ce fait est lui-même générateur de faits et de conséquences dont il faut bien tenir compte.

Toute paix, pour être durable, est à la fois extérieure et intérieure au vaincu qui la signe : elle lui vient du dehors puisqu'elle lui est imposée; elle se fait au dedans de lui puisqu'il doit finalement y adhérer. Ainsi se fonde le droit qui est le consentement des parties.

Examinons donc ces deux points de vue : quelle paix imposer à l'Allemagne et à ses Alliés? A quelle paix finiront-ils par adhérer ?

Puisque la guerre a été voulue par les Empires germaniques, déclarée par eux, à leur heure, dans un esprit de conquête et de domination, la paix doit, pour être juste, assurer aux peuples, victimes de cette agression, trois choses : le châtiment des responsables, la réparation des pertes subies, des garanties pour l'avenir. La justice, la victoire et les traités assureront le châtiment, la réparation et les garanties. Les trois élémens doivent être combinés de telle sorte que le problème matériel et le problème moral posés par la guerre soient, dans la limite des moyens humains, résolus.

Pour obtenir ces résultats idéaux, la guerre doit, pour ainsi dire, se transmuer en paix, par l'atténuation dégressive de son principe qui est la force et par l'apparition progressive de sa raison, qui est le droit.

Au début, la paix doit rester guerre, si j'ose dire, et, à la fin, la guerre doit être devenue paix.

Il est bon de prévoir cette évolution des choses pour y aider et la faciliter. La paix sera d'abord la paix des soldats, elle deviendra ensuite la paix des diplomates, et elle apparaîtra finalement la paix des jurisconsultes ou des arbitres. L'histoire

ferme lentement les portes du temple de Janus et elle ouvre plus lentement encore celles du temple de La Haye.

II. — DE L'ARMISTICE, POINT DE DÉPART DE TOUTE NÉGOCIATION

Nous voici donc en présence du premier acte commençant l'évolution de la guerre à la paix : c'est l'armistice. L'armistice, c'est-à-dire la suspension des hostilités entre toutes les armées ennemies, sera, comme d'ordinaire, le préliminaire indispensable.

L'armistice est essentiellement l'œuvre des militaires. Seuls les grands chefs peuvent savoir quelles garanties il faut obtenir de l'ennemi pour que leurs troupes ne soient pas exposées à un retour où la victoire serait surprise dans sa confiance et sa bonne foi. Un des graves inconvéniens de la formule du « chiffon de papier, » c'est qu'elle rendra, dans la crise actuelle, les premiers contacts particulièrement difficiles. Qui voudrait s'en fier à la parole de celui qui l'a prononcée? D'ailleurs, il n'y a pas de parole ni de signature qui compte à ces heures-là : il faut des faits; et, ces faits, qui peut les obtenir et les déclarer satisfaisans, sinon ceux qui auront la responsabilité des conséquences?

Songez aux terribles effets de la moindre erreur en ces matières. La guerre actuelle a réuni sur les champs de bataille « les nations armées ; » il ne doit être question de leur faire entrevoir une première détente, si l'on n'a pas obtenu d'abord, de l'ennemi, des concessions *réelles* mettant celui-ci dans l'impossibilité de reprendre les armes. Ces précautions sont indispensables et elles devront être calculées avec une exactitude et une vigilance rigoureuses : car, c'est en ce point précis qu'est le gond ou la charnière qui fera tourner la guerre vers la paix. La moindre surprise pourrait être fatale : nous avons affaire à une coalition qui est pleine de Sawof.

L'armistice doit être dicté par les militaires et être signé par eux sous leur responsabilité. A eux de prendre leurs précautions.

Ces précautions, d'ordinaire, sont les suivantes : le désarmement de l'ennemi, l'occupation de certaines places fortes ou de certains territoires, le sacrifice immédiat de certaines ressources et avantages qui pourraient permettre à l'ennemi de

« souffler » et de rouvrir les hostilités à une heure plus favorable.

Le désarmement, dans les conditions actuelles de la guerre, sera d'une importance capitale ; car la supériorité de l'armement n'a jamais été plus décisive. Le seul avantage de l'Allemagne, à la suite de sa longue préparation, tenait à ses armemens. Il ne faut pas que cette supériorité lui reste. Forteresses, artillerie, aéroplanes, dirigeables, vaisseaux de guerre, sous-marins, il y aura mainmise, d'abord, sur ces engins redoutables. Telle sera, nécessairement, la première condition de la paix ; et c'est pourquoi je dis qu'elle sera encore la guerre.

Cette précaution se complète par une autre qui est également habituelle et qui résultera d'une nécessité non moins urgente : c'est l'occupation d'une partie du territoire ennemi. Après la mort des fils et la honte de la défaite, l'occupation des territoires sera la première forme du châtiment. Cette occupation comporte aussi, pour l'avenir, des garanties indispensables, notamment en ce qui concerne la réparation des dommages causés par la guerre. Les réparations devant être énormes comme ont été les dommages et les ruines, l'occupation sera le gage nécessaire, l'unique sûreté suffisante. Le précédent de 1870 suggère une « occupation de garantie » se prolongeant pendant plusieurs années.

Je n'insiste pas. Cette solution préliminaire du problème de la paix est, pour ainsi dire, normale : mais sa technique nous échappe. Il en est, en effet, des conditions du désarmement et de l'occupation, à peu près comme il en est des combinaisons stratégiques et des mouvemens tactiques : seuls, les chefs militaires peuvent en connaître, seuls ils auront le dépôt du secret dans ces heures obscures.

Ajoutons seulement qu'une prière s'élèvera de toutes parts vers eux, à ce moment : « Faites que la guerre ne recommence pas. Prenez vos précautions ; faites, faites que tant de sang versé ne l'ait pas été en vain. Ne parlez pas de paix, ne laissez pas parler de paix, s'il n'est pas bien entendu qu'il s'agit de la bonne paix, de la paix réelle, absolue, définitive, pour laquelle nous, les peuples, avons combattu jusqu'à la mort. Gardez-vous, méfiez-vous ; vous connaissez la ruse permanente qui vous guette. Ne vous laissez pas tromper. Retenez-nous, s'il le faut, sous les armes jusqu'à l'heure où l'ennemi sera sous vos pieds. Mais qu'il soit ligoté de telle sorte que la paix

que vous imposez soit, une fois pour toutes, sans retour et sans discussion possible, la paix. »

L'armistice n'est pas seulement la suspension d'armes nécessaire, il est aussi le prélude de la pacification entre les peuples. Il est, à la fois, la dernière phase de la guerre et la première forme de la paix. De l'alinéa initial à l'alinéa final de son texte, la guerre et la paix sont, pour ainsi dire, entrelacées. Et c'est pourquoi il exige d'autres et non moins importantes préparations et élaborations. Le but idéal de la guerre et la pensée des gouvernemens, quand ils ont dû prendre leur parti de la guerre, doivent nécessairement s'y retrouver dans leur essence. Chacun de ses termes décidera d'un chapitre de l'histoire du monde. C'est là que se fait la jonction entre l'œuvre du pouvoir civil et l'œuvre du pouvoir militaire ou, plutôt, c'est là que doit se trouver l'expression de la volonté nationale en action.

Bismarck donne, dans ses *Souvenirs*, la doctrine, telle qu'il la conçoit, des relations de l'état-major avec le gouvernement pendant la guerre. Il rappelle que le dieu Janus a deux faces : l'une tournée vers les affaires civiles, l'autre vers les affaires militaires, et il ajoute : « La tâche de la direction de l'armée se propose l'anéantissement des forces ennemies; le but de la guerre, c'est d'obtenir la paix à des conditions en rapport avec la politique poursuivie par l'État. Le soin d'établir et de limiter les résultats qui doivent être atteints par la guerre, la préoccupation pour le prince de délibérer à ce sujet, est et demeure, pendant comme avant la guerre, un problème politique. Les voies et moyens employés dépendront toujours de cette question : a-t-on voulu atteindre le résultat finalement obtenu? ou plus, ou moins? Veut-on exiger des cessions de territoire ou y renoncer? Veut-on obtenir la possession d'un gage et pendant combien de temps? » L'esprit réaliste de Bismarck n'envisage, comme on le voit, que des objets concrets. Exclusif et autoritaire, il tend à subordonner à ses vues celles de l'état-major. Il se plaint, qu'à Versailles, « il dut se résigner à ne pas être appelé à donner son avis sur les choses de la guerre. » On sait que, finalement, ce sont les vues de l'état-major qui l'emportèrent, en effet, non seulement pour la rédaction de l'armistice, mais pour les conditions générales de la paix. Mais il n'en reste

pas moins que si les chefs militaires, assumant la responsabilité directe, doivent avoir le dernier mot, la solution raisonnable et sage doit être telle qu'elle combine, dans une juste mesure, le but élevé de la guerre, les idéaux des peuples, précisés d'avance par les pouvoirs civils, et, d'autre part, les nécessités de la « sécurité, » soit actuellement pour la guerre, soit futurement pour la paix, tels que seuls les états-majors peuvent en décider.

A un autre point de vue, l'œuvre de la diplomatie précède, éclaire nécessairement le travail des états-majors au moment de signer l'armistice : il s'agit de l'entente à maintenir fidèlement jusqu'au bout entre les alliés engagés dans la guerre. Il va de soi qu'aucune paix durable n'est possible, de la part d'une coalition, si cette entente n'est pas établie pendant la guerre et si elle ne se trouve pas fixée dans les termes d'un accord précédant l'armistice. Cet accord est l'élément essentiel de l'armistice lui-même, la source où il doit puiser, puisqu'il doit être l'expression, appliquée à la réalité, de la volonté commune des alliés.

Au traité de Westphalie, une des plus lourdes tâches de la diplomatie française fut de ne pas laisser se disjoindre l'entente entre les alliés. Les négociations se prolongèrent des années, en raison de l'espoir conçu par l'Espagne d'amener ses adversaires à une paix séparée. Avec une habileté singulière, les diplomates espagnols flattaient le gouvernement français et, en invoquant les liens de famille entre les deux couronnes (puisque Anne d'Autriche, régente de France, était fille des rois d'Espagne), ils offraient à cette reine de devenir l'arbitre de la paix. Mazarin retenait sa souveraine d'une main ferme. « Il ne me semble pas, écrit-il sagement au duc de Longueville, chef de l'ambassade française à Munster, que les Espagnols puissent avoir eu d'autres visées que de faire leur dernier effort pour donner jalousie de nous à nos alliés, et particulièrement à MM. les États (des Provinces-Unies)... » En fait, les Espagnols réussirent à obtenir une paix séparée de la République de Hollande, paix malheureuse qui contribua à prolonger la guerre de plusieurs années. La guerre n'a de sens que par la paix qu'elle produit : se séparer au moment de conclure la paix, c'est aliéner le sens profond de la guerre et se blâmer soi-même de l'avoir faite.

En 1814, la coalition qui vainquit Napoléon se prémunit,

comme on le sait, d'un accord secret entre les *quatre* Puissances alliées; c'est le fameux traité de Chaumont, « le grand traité d'alliance, » dit Munster, « le plus étendu peut-être qui ait été conclu, » écrit Metternich à Merveldt. « Il gouverna l'Europe jusqu'en 1848 et fonda cette coalition des *quatre* qui, tant de fois disloquée, se reconstitua chaque fois que la France montra quelque velléité de sortir des limites que les alliés prétendaient lui imposer. Il constitua, en quelque sorte, le pouvoir exécutif de l'Europe dont les traités de Paris du 30 mai 1814 et de Vienne du 9 juin 1815 formèrent la Charte (1). » On sait aussi que l'effort de Talleyrand, au Congrès de Vienne, consista surtout à dissocier, dans la mesure du possible, les *quatre* Puissances et à créer une entente particulière où la France de Louis XVIII aurait sa place.

Dans la guerre actuelle, les Puissances alliées ont pris l'engagement réciproque de ne pas mettre bas les armes séparément. Il est probable que des accords d'une nature plus précise et plus complète sont étudiés entre elles. Sans essayer de percer le secret de la diplomatie, il suffit de rappeler, devant l'opinion, que ces accords préalables, mûrement étudiés et établis d'avance, sont les conditions nécessaires d'une bonne et prompte négociation.

En somme, comme le simple bon sens l'indique, les clauses de l'armistice sont fonction d'un bon idéal de la guerre et d'une sage conception de la paix.

III. — QUELS SERONT LES PARTICIPANS A LA PAIX ?

Puisque la guerre a pour objet de créer de nouveaux rapports entre les Puissances qui y sont engagées et que la paix a pour objet de dégager et de préciser ces rapports pour en faire des droits, il y aura lieu d'établir d'abord, avec une grande rigueur, la liste des personnes internationales ou États qui prendront part soit à la conclusion de l'armistice, soit aux délibérations de la paix.

Cette question des *participans à la paix* est d'une importance extrême : par la seule prévision qu'elle interviendrait, certaines Puissances ont déjà pris rang parmi les belligérans;

(1) Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 290.

d'autres pays se prononceraient sans doute, s'ils avaient à craindre d'être forclos. Dès qu'il s'agira de l'armistice, cette question se posera : car, qui dictera l'armistice dictera la paix; qui signera l'armistice sera protégé par l'armistice même. C'est une première et très importante sélection. Les premiers traits de la figure de l'Europe nouvelle commenceront à se dessiner là.

Parmi les gouvernemens et les peuples belligérans, certains seront admis, certains seront exclus. Pour être admis aux délibérations, il faudra, d'abord, manifester une volonté franche et sincère d'y prendre part. S'éliminera qui voudra s'éliminer.

Quand les négociations du traité de Westphalie s'ouvrirent, la question des participans se posa cinq années avant la conclusion de la paix. Le cardinal Mazarin prit grand soin de rappeler aux États secondaires de l'Allemagne l'intérêt qu'ils avaient à se prononcer et à faire connaître s'ils demandaient leur admission. Car, faisait-il observer, qui s'excluait maintenant serait exclu par la suite. « Les villes, écrivait-il, par exemple, au magistrat de Colmar, doivent poursuivre d'être admises à l'assemblée générale de Munster pour assister et opiner comme il leur est permis par les lois de l'Empire, au traité de paix qui s'y doit conclure... Être reçues dans cette assemblée, comme il leur appartient et comme elles doivent le désirer, ou en être exclues, comme nos ennemis le prétendent, est un point décisif de la conservation ou de la perte de leur liberté. »

De même, et à peu de chose près, dans la même forme, se posera, dès le début des pourparlers, la question si grave de l'unité ou de la multiplicité des représentations pour les États composant l'Empire allemand. L'Empire allemand, aujourd'hui comme en 1643, compte des États qui ont gardé les principaux privilèges de la souveraineté, et notamment une certaine autonomie de leur armée et même de leur diplomatie. Ces États sont la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le duché de Bade, la Hesse, etc.

Même dans l'état de choses actuel, ces États peuvent être considérés comme des États souverains. Leibnitz définit les conditions d'un État souverain : « Quelque juridiction que l'on reconnaisse (par exemple celle de l'Empire), quelque hommage ou obéissance que l'on doive à un supérieur, tant qu'on a le droit d'être maître chez soi, *jus propriæ potestatis*, et que ce supé-

rieur n'a pas celuy de tenir des garnisons ordinaires chez nous et de nous oster l'exercice du droit de paix, de guerre et d'alliance, on a la liberté requise à la souveraineté, et lorsqu'on a assez de puissance pour faire figure dans les affaires générales, on est appelé souverain ou potentat (1). » Et il semble que l'on puisse encore appliquer aux temps présens la parole de Leibnitz au sujet de l'ancien Empire : « J'avoue ingénument que l'Empereur et l'Empire ont un très grand pouvoir sur les princes, mais je soutiens que cela ne détruit pas la liberté ni la souveraineté, pourvu qu'on prenne toutes ces choses dans un sens raisonnable (2). »

D'ailleurs, la question sera tranchée par les États allemands eux-mêmes : voudront-ils être admis aux délibérations ou en être exclus ? Comme belligérans, ils seront convoqués à signer l'armistice *pro parte sua;* s'ils s'y refusent, ils encourront la peine de leur abstention et seront tenus en dehors des préliminaires. Ne figurant pas dans le premier acte de la paix, ils ne seront pas invités à figurer aux actes suivans. Par simple refus, ils auraient accepté leur déchéance politique, militaire, diplomatique, ils auraient renoncé à présenter leur propre défense et à expliquer dans quelle mesure ils pourront entrer dans les différentes combinaisons européennes qui seront établies ultérieurement. Résolution grave, à une heure où le sort des peuples sera en passe d'être fixé pour longtemps.

Les États confédérés allemands ne sont pas des vassaux. Ils ont de vieilles traditions, qu'ils ne peuvent pas répudier d'un cœur léger, à cette heure où l'avenir du monde se décidera. En tout cas, l'Europe a tout intérêt à les saisir de la difficulté : le cas de conscience serait ainsi celui de l'Allemagne elle-même.

Mazarin termine sa lettre aux États secondaires de l'Empire par un petit apologue : « Ces villes peuvent juger ce que l'on dirait d'un malade pour lequel il se trouverait un médecin si généreux qu'il ne voudrait pas seulement prendre la peine de le traiter, mais qu'il le voudrait encore traiter à ses dépens, si le malade n'osait témoigner le désir d'être guéri ni se prévaloir des remèdes qui lui auraient été préparés pour cet effet. »

Pour être admis, il faudra donc manifester la volonté de

(1) *Œuvres*, édit. Foucher de Careil, t. VI, p. 376.
(2) *Ibid.*, p. 371.

traiter. Mais tous ceux qui manifesteront la volonté de traiter ne seront pas nécessairement admis.

Dès cette heure préliminaire, un débat s'ouvrira certainement devant la conscience des gouvernemens et des peuples, à savoir si les vainqueurs consentiront à traiter avec les auteurs plus particulièrement responsables de la guerre.

Il y a, sur ce point, une question de principe et une question de fait. La question de principe est en partie résolue par ce qui vient d'être exposé au sujet des États souverains en Allemagne. Si les Puissances reconnaissent comme un état de souveraineté la situation de la Bavière, de la Saxe, etc., il s'ensuit logiquement qu'elles ne traiteront pas avec l'Empereur allemand en tant qu'Empereur; car l'Empire allemand actuel n'a aucune existence dans le droit actuel européen, et cela de par la volonté de ses fondateurs.

La fondation de l'Empire allemand n'est pas le résultat d'une délibération entre les Puissances; il n'a pas été l'objet d'une reconnaissance légitime et libre de la part de l'Europe; cette fondation résulte d'un pacte de politique intérieure entre certains gouvernemens allemands. Aux yeux des Puissances, ce pacte est *res inter alios acta*. Il convient de fixer ce point d'histoire, car on peut dire que toute l'évolution de l'Europe depuis un demi-siècle, et probablement sa forme dans l'avenir, en dépendent.

La grande crainte de Bismarck, en 1871, c'était d'être obligé de soumettre ses conceptions politiques à un Congrès européen. Il ne voulait pas qu'on lui rognât les bénéfices de la victoire; il tenait à couper et tailler dans la chair vive des peuples selon sa fantaisie et sa volonté de vainqueur. Mais il ne s'apercevait pas qu'en procédant ainsi, il enlevait à son œuvre la seule base internationale solide, à savoir l'assentiment des Puissances et la sanction du droit. Juste revers des choses d'ici-bas : cet homme, qui faisait fi du droit, n'a pas prévu que si la force venait à manquer, son œuvre n'aurait même plus l'asile du droit. En fondant l'Empire allemand comme une chose uniquement allemande, il se débarrassait de certaines difficultés diplomatiques, mais aussi il renonçait à la stabilité du consentement universel : il faisait, volontairement, œuvre précaire. En fait, il n'y a pas de droit de l'Empire allemand dans le droit européen. Les Puissances ne doivent avoir aucun

scrupule à ignorer ce qui s'est fait, de parti pris, en dehors d'elles.

Cette méfiance à l'égard de tout congrès ou débat en commun, Bismarck la portait si loin qu'il se décida aussi, après réflexion, à ne pas recourir à une délibération quelconque, même allemande, au sujet de la fondation de l'Empire allemand. C'est, à ce qu'il semble, sous l'influence de Delbrück, qu'il prit ce parti, après avoir été d'un avis contraire : « Le 5 septembre, Delbrück recevait un télégramme qui l'invitait à se rendre au quartier général à Reims, aussitôt après son retour de Dresde. Le chancelier voulait chercher avec lui un prétexte pour convoquer le Parlement douanier, dont on devait faire valoir l'importance, conjointement avec celle du Reichstag, pour la création de l'unité et le rétablissement de la paix. Mais, à Reims, les deux hommes d'État se résolurent, le 10, après d'assez longues conférences, à renoncer à l'idée de convoquer le Parlement et à proposer, à Munich, la réunion d'un congrès des princes régnans, projet dont Bismarck s'était déjà entretenu avec le prince royal de Saxe (1). » Ainsi, Bismarck fut peu à peu amené à ne rechercher d'autre fondement à l'établissement de l'Empire qu'une tractation secrète avec quelques-uns des princes allemands, tractation dans laquelle il les fait « monter » les uns par les autres, et au cours de laquelle il exerce un véritable « chantage » sur les ministres indépendans. La négociation s'amenuisa finalement jusqu'à se réduire à une simple pression exercée par la Prusse victorieuse sur un prince malade et fol, le roi Louis de Bavière. A force de craindre la lumière, on bâcla et on boucla un des actes les plus graves de la politique internationale dans l'ombre d'une alcôve qui allait devenir un cabanon.

De tout cela, il n'y a qu'un témoin que l'on puisse croire, c'est Bismarck lui-même : tout autre paraîtrait suspect. C'est pourquoi il faut le laisser parler :

« La question du rétablissement de l'Empire était alors dans une phase critique et menaçait d'échouer, à cause du silence que gardait la Bavière et de l'aversion que montrait le roi Guillaume. A ce moment, le comte Holnstein se chargea, sur ma prière, de remettre une lettre à son souverain. Pour qu'elle

(1) A. de Ruville, professeur à l'Université de Halle, *La Restauration de l'Empire allemand. Le rôle de la Bavière*, trad. de M. P. Albin. Alcan, 1911, in-8°, p. 179.

parvînt sans retard, je l'écrivis aussitôt, assis à une table qu'on n'avait pas encore desservie, avec de mauvaise encre et sur du papier qui buvait. J'y développais l'idée suivante : la couronne de Bavière ne pourrait pas, sans blesser le sentiment de l'amour-propre bavarois, accorder au roi de Prusse les droits présidentiels que la Bavière lui avait déjà concédés antérieurement et officieusement. Le roi de Prusse était un voisin du roi de Bavière; la différence des points de vue des deux peuples rendrait plus vive la critique des concessions que faisait et qu'avait faites la Bavière, et la rivalité entre les nations allemandes en deviendrait plus intense.

« L'autorité de la Prusse, exercée à l'intérieur des frontières bavaroises, était quelque chose de nouveau, qui blesserait les sentimens bavarois. Un Empereur allemand, au contraire, n'était pas un voisin de race différente, mais un compatriote allemand des Bavarois. *(On voit le sophisme.)* A mon sens, le roi Louis pouvait faire plus décemment les concessions qu'il avait déjà accordées à l'autorité de la présidence, s'il les faisait à un empereur allemand au lieu de les faire à un roi de Prusse. C'étaient là les grandes lignes de mon argumentation. J'y avais joint encore des argumens personnels en rappelant la bienveillance particulière que la dynastie bavaroise, du temps où elle gouvernait la marche de Brandebourg, — (je voulais parler de l'empereur Louis), — avait témoignée à mes ancêtres pendant plus d'une génération. *(S'il ne s'agissait pas de Bismarck, comment qualifierait-on un tel manque de tact? Mais c'est tout l'esprit « hobereau. »)* Je jugeai cet argument *ad hominem* utile avec un souverain ayant la tournure d'esprit du Roi; mais je crois que l'appréciation politique et dynastique de la différence entre les droits présidentiels allemands et les droits royaux prussiens fut d'un poids décisif.

« Le comte se mit en route pour Hohenschwangau au bout de deux heures, le 27 novembre; il accomplit son voyage en quatre jours avec de grandes difficultés et de fréquentes interruptions. Le Roi, souffrant d'une névralgie dentaire, était alité. Il refusa d'abord de le recevoir, puis l'admit après avoir appris que le comte venait en mon nom et avec une lettre de moi. Il lut ma lettre dans son lit deux fois et très attentivement, en présence du comte, demanda de quoi écrire et rédigea la lettre au roi Guillaume que je lui avais demandée et dont j'avais

composé le brouillon. Dans cette lettre, il reproduisait le principal argument en faveur du titre impérial, avec cette adjonction coercitive que les concessions faites par la Bavière, mais non encore ratifiées, pourraient être faites *uniquement* à l'empereur allemand et non au roi de Prusse. J'avais choisi cette formule exprès pour exercer une pression sur le roi Guillaume, à cause de l'antipathie qu'il avait pour le titre impérial.

« La résistance du Roi et le fait que la Bavière n'avait pas pu parvenir à formuler ses sentimens avaient provoqué tout ce labeur.

« Le septième jour après son départ, le comte de Holnstein était de retour à Versailles avec la lettre du Roi. Le même jour, elle fut remise à notre Roi par le prince Luitpold (1)... »

C'est ainsi que l'on dispose du sort des peuples « qui ne savent pas formuler leurs sentimens, » c'est-à-dire qui n'ont ni gouvernement ni politique.

On comprend que Bismarck insiste sur le mal que lui donna toute cette affaire. Il avait fallu, en effet, une hardiesse inconcevable et une astuce vraiment prussienne pour préparer un pareil escamotage et le mener à bonne fin, de façon à mettre trente millions d'Allemands en poche sans qu'ils y vissent que du feu. Aussi la joie de Bismarck éclate, débordante et empourprée, quand il tient le résultat : l'assentiment de la Bavière fut consacré à Versailles quelques jours après par un acte constatant l'adhésion donnée par le roi. Busch écrit :

« L'après-midi de cette journée historique s'est passé dans une attente anxieuse du résultat. A l'heure du thé, je suis descendu dans la salle à manger. Bohlen et Hatzfeldt étaient là tous deux, assis sans rien dire. D'un geste, ils me désignèrent le salon où le chancelier était en train de négocier avec les trois plénipotentiaires bavarois. Je m'assis, à mon tour, en silence et j'attendis. Au bout d'un quart d'heure, la porte s'entr'ouvrit et M. de Bismarck apparut. Il tenait en main un verre vide et avait l'air rayonnant.

« — Messieurs, nous dit-il d'une voix encore tremblante d'émotion, le traité bavarois est signé : l'unité allemande est assurée et notre roi devient empereur d'Allemagne. »

Notre roi devient empereur d'Allemagne... Ni les peuples, ni

(1) *Pensées et Souvenirs*, édit. fr., II, p. 141.

même les gouvernemens n'avaient été consultés. On ne laissa à personne le temps de respirer. Le tout fut emporté dans le tourbillon de la victoire.

Je reviendrai tout à l'heure sur les conditions « européennes » de cette fondation. Mais je veux insister, d'abord, sur deux ou trois particularités importantes au point de vue spécialement diplomatique, puisque c'est celui que j'étudie en ce moment.

Au cours des négociations tendant à obtenir l'adhésion de la Bavière, la question de l'autorité militaire et diplomatique de ce royaume fut débattue jusqu'à la dernière minute. La Bavière comptait obtenir un agrandissement territorial aux dépens du duché de Bade, qui eût reçu en compensation l'Alsace. Sur ce point, les désirs du roi Louis et de son ministre furent adroitement écartés : une Bavière trop forte eût été gênante. Au point de vue de l'autonomie militaire des États, on aboutit à un arrangement ambigu, qui plaça les armées allemandes sous l'autorité réelle de la Prusse; — et les États du Sud savent, maintenant, à quel massacre cette concession au militarisme prussien, accordée contre leurs vœux nettement exprimés, a conduit les populations de l'Empire (1).

En outre, la Bavière, dans une légitime appréhension du péril que la politique « hégémonique » prussienne faisait courir à l'Allemagne et à l'Europe, s'efforça du moins d'assurer aux États confédérés une sorte d'indépendance diplomatique. C'était, selon la vue si sage de Leibnitz, la pierre de touche de la souveraineté pour les petits États ; et c'eût été peut-être, — qui sait ? — la pierre angulaire de l'édifice d'une bonne Europe. Il fut entendu, non sans peine, que la Bavière garderait sa

(1) Les populations bavaroises n'acceptaient l'idée de la fondation de l'Empire qu'avec de sérieuses appréhensions. Notamment, le « parti patriote » et conservateur, qui était alors au pouvoir en la personne du comte Bray, garda, jusqu'au bout, des dispositions particularistes qui sont exposées par tous les historiens de la fondation de l'Empire d'Allemagne, Lorenz, Sybel, etc., et que Ruville résume en ces termes : « C'était le parti du particularisme qui attachait de l'importance à la permanence des usages, des mœurs, des institutions locales... On craignait surtout le *militarisme*, le bureaucratisme, toutes ces formes rudes de l'Allemagne du Nord, comme autant d'élémens nuisibles... A cela se joignait un royalisme puissant dans le sens d'une royauté patriarcale... Les uns et les autres étaient imprégnés d'un fort esprit religieux... Tout à côté des patriotes, se trouvait le parti dit *Mittelpartei*, qui passait aussi pour animé de sentimens particularistes en ce qui touchait à la puissance et à l'indépendance de l'État bavarois... Etc. » Sur la politique de Bismarck, voyez l'*Histoire de la guerre de 1914*, t. II, p. 17 et suiv.

représentation diplomatique auprès des Puissances. Mais ce royaume, représentant, en somme, la seule force non prussienne du nouvel Empire, réclamait une autre garantie, décisive on peut le dire : il demandait que *les Affaires étrangères de l'Empire fussent remises aux soins d'un Conseil fédéral, présidé par un ministre bavarois*. Il s'agissait, sans doute, d'un organisme analogue à celui des « Délégations » en Autriche-Hongrie. Le militarisme prussien eût trouvé ainsi son contrepoids. « Il avait été question déjà de placer la commission des Affaires étrangères du Conseil fédéral sous une présidence bavaroise et du droit pour les envoyés de Bavière de remplacer les ambassadeurs en cas d'empêchement. »

Bismarck tenait, par-dessus tout, à une direction prussienne de la politique étrangère. Filant avec un art suprême cette carte qui l'intéressait personnellement, il fit semblant de vouloir accorder la représentation diplomatique et la présidence de la commission, ainsi qu'il résulte du rapport de Bray du 3 novembre. Mais dans la lettre du 11 il n'en est plus parlé. Les événemens se précipitaient. La victoire se prononçait et pesait sur les résolutions des ministres bavarois. « Bray ne put pas obtenir que fussent définies les prérogatives de la commission diplomatique, dont la présidence devait échoir à la Bavière : or, c'est ainsi seulement qu'une importance réelle aurait pu être assurée à cette commission (1). » Fin novembre, le roi Louis insistait encore pour que ce débat fût conclu en faveur de la Bavière. Il télégraphiait à Bray, qui était toujours à Versailles : « J'attends au plus tôt un rapport spécial, dont l'envoi a déjà été demandé plusieurs fois, portant particulièrement sur les questions diplomatique et militaire. » Tout cela fut emporté par la brusque intervention de Holnstein, telle que Bismarck l'a exposée. Le ministre Bray, qui perdit vingt-quatre heures dans son voyage de Versailles à Munich, ne fut même pas consulté. La Bavière, l'Allemagne, l'Europe étaient livrées sans compensation et sans contrôle au militarisme prussien.

La source de tous les maux vient de là.

Or, puisqu'il s'agit de reprendre, avec toutes les Puissances de l'Europe, les voies normales de l'honnêteté diplomatique, il suffit de reconnaître comme nul et non existant en droit un

(1) Lorenz, p. 377.

état de fait qui ne repose sur aucun engagement, sur aucun contrat, et où les participans eux-mêmes ont été trompés par une ruse indigne et avouée.

La Prusse n'a aucune qualité internationale pour représenter seule les populations allemandes dans une tractation générale. Les États confédérés ayant gardé une partie de leur souveraineté, ou même leur autonomie diplomatique, auront accès, s'ils le jugent bon, dans les diverses délibérations et actes d'où doit résulter la paix : en tout cas, ils devront être expressément invités. La diplomatie des Alliés pourrait reprendre mot pour mot le texte de l'invitation que les plénipotentiaires français adressaient, en 1644, aux princes et États de l'Empire : « Aussi bien, on ne pourrait espérer une paix générale et durable à moins qu'elle ne fût concertée avec tous les États de l'Empire. Car le droit de la Guerre et de la Paix n'appartient pas à l'Empereur seul... Leur honneur et leur intérêt demandaient également leur présence dans la négociation, parce que, dans une assemblée particulière, ils paraîtraient n'avoir qu'une part fort médiocre au traité, et qu'ils ne seraient jamais bien informés de ce qui se passerait. Et qu'en outre leur absence et la difficulté de s'entendre ferait que la négociation traînerait en longueur. »

Ce précédent de la paix de Westphalie n'est pas agréable peut-être aux oreilles allemandes. Mais il ne s'agit pas d'être agréable : il s'agit de rentrer dans le bon sens et dans le droit. Il s'agit de mettre l'Allemagne en mesure de vivre une vie raisonnable et sage avec l'Europe et à l'égard de l'Europe. Il s'agit de détruire, hors d'elle et au milieu d'elle, un artifice de mensonges et de fourberies qui a fait d'elle « l'ennemi du genre humain. » Cette nécessité supérieure est la raison de la guerre actuelle qui est, elle-même, fille de la faute commise en 1871. Il faudrait essayer de la corriger aujourd'hui et de fonder un état de choses légitime en l'exprimant dans les conditions de la paix.

Après avoir examiné, à la lumière de l'histoire, cette question de principe : l'empereur allemand a-t-il qualité pour signer l'armistice et les préliminaires de la paix? nous arrivons à la question de fait qui s'en déduit naturellement. Dans quelle mesure le roi de Prusse, Guillaume, est-il qualifié pour inter-

venir dans ces mêmes préliminaires? On n'apprend rien à personne en faisant observer que ce sujet difficile est d'ores et déjà débattu devant l'opinion chez les Puissances alliées.

En 1814, les Puissances coalisées gardèrent, jusqu'à la dernière minute, l'avantage de pouvoir jouer les deux cartes, soit de traiter avec Napoléon, soit de traiter avec le gouvernement qui lui succéderait. En 1871, Bismarck joua la même partie en se prêtant sous main aux pourparlers plus ou moins officieux engagés par les représentans plus ou moins autorisés de Napoléon III, tandis qu'il négociait ouvertement avec le gouvernement de la Défense nationale. Le point de vue uniquement pratique qui le guidait était celui-ci : ne conclure qu'avec un gouvernement assez fort, assez autorisé et assez loyal pour assurer au vainqueur une entière et honnête exécution des clauses du traité.

Les Puissances se trouveront peut-être, en Allemagne, en présence de circonstances qui leur laisseront le loisir de ne se lier que selon leurs convenances et leurs intérêts.

Peut-être prendront-elles, les unes à l'égard des autres, même avant la fin de la guerre, des engagemens, comme il semble bien que les Puissances alliées, en 1814, en avaient pris entre elles à l'égard de Napoléon. Ce sont de ces difficultés que la victoire tranche de son glaive.

Le 14 février 1814, au lendemain de Champaubert, alors que Napoléon était « ivre de joie » et se croyait, de nouveau, maître des affaires, Caulaincourt écrivait à Maret : « Toute l'Europe est contre nous. Il ne faut pas se faire illusion : *on ne veut pas négocier avec nous.* On veut nous dicter des conditions et nous ôter des moyens de nous plaindre... » Et Maret répondait à Caulaincourt : « Si le sort est contraire à l'Empereur, tout est inutile !... »

Ce sont les professeurs, les diplomates et les généraux allemands qui ont écrit cette page d'histoire !

IV. — DU « STATU QUO ANTE »

Abandonnons, maintenant, le point de vue spécialement allemand et retournons-nous vers l'Europe.

Nous avons dit que la négociation de la future paix aurait à préparer non seulement un châtiment, mais une réparation et une garantie.

Par définition, la réparation implique un retour vers un certain *statu quo ante*. Le militarisme prussien ayant été la cause de troubles profonds en Europe, il faut le détruire jusque dans sa racine pour empêcher que de pareils événemens ne se reproduisent. Comment peut-on y parvenir?

L'idée du *statu quo ante* implique une étude suffisamment précise des précédens.

En 1814-1815, après la chute de Napoléon, l'Europe imposa, à la France vaincue, le retour au *statu quo ante*, en prenant pour date l'année 1789. Quelle date l'Europe choisira-t-elle pour imposer le *statu quo ante* à l'Allemagne militariste et prussienne?

Sans nous perdre dans des considérations historiques, il n'est pas inutile de rappeler que le Moyen Age avait eu une intuition extrêmement juste du rôle de l'Allemagne, comme intermédiaire et médiatrice entre les peuples européens. « L'Empire au Moyen Age, dit Bryce, fut, par essence, ce que les despotismes modernes qui le singent prétendent être : l'Empire, c'était la paix. *Imperator pacificus*, tel était le plus ancien et le plus noble titre porté par son chef. » Et tel était, en effet, le rôle qui paraissait réservé providentiellement à l'Allemagne aux yeux de bon nombre d'Allemands et l'on peut dire de tout le libéralisme européen à la suite des événemens de 1848, au moment où l'assemblée de Francfort élaborait une constitution pour l'Allemagne unifiée.

Je trouve cette aspiration exprimée, en 1854, à propos des événemens de Crimée, dans une brochure française qui eut un certain retentissement : « En 1815, les législateurs de l'Europe jugèrent utile de constituer, au centre du continent, une puissance qui fût comme la *pierre d'assise* de l'ordre, à l'avenir. L'Allemagne, par sa situation, sa masse, sa profondeur, pouvait servir de barrière entre les États, les protéger contre la prépondérance ou l'agression d'un seul, éloigner de chacun les périls des coalitions. Pour cela, il fallait l'armer pour la défense et la *désarmer pour l'attaque*... etc. (1). » C'est cette conception du rôle de l'Allemagne qui explique les enthousiasmes de la génération des Cousin, des Michelet, des Renan et même des Taine qui acclamait la « vénérable » Germanie.

(1) Crampon, *La politique médiatrice de l'Allemagne*, 1855.

Mais, comme l'avait prévu Talleyrand dès 1814, les ambitions de la Prusse ont rompu l'équilibre et ont détourné l'Allemagne de la solution « européenne, » qui était cherchée en conscience et bonne foi par tous, vers le milieu du XIXe siècle. Au lieu de mettre l'Allemagne en harmonie, la solution prussienne l'a mise en antagonisme avec l'Europe. La suite des événemens a rendu cette conséquence plus claire que la lumière du jour.

L'Allemagne, située au milieu de l'Europe, empêche toute vie européenne si elle ne s'articule pas à l'existence commune. De Kiel au Danube ou à l'Adriatique, elle fait barrage, pour ainsi dire, et intercepte les communications, les échanges, les pénétrations mutuelles. Cet obstacle ne pourrait être levé que si l'Allemagne se prêtait à un sage et prudent aménagement de la vie commune. Par quel singulier égarement s'est-elle dérobée à cette mission qui lui était imposée par la nature?

La difficulté de cette lente croissance des peuples qui s'appelle l'histoire, l'aveuglement des hommes, un bouffissement d'orgueil militaire que les faveurs de la fortune ont gonflé encore, tels sont les faits circonstanciels qui ont éloigné l'Allemagne de ce beau rôle dont elle a eu, pourtant, à certains momens, l'intuition.

Le fait est que, le plus souvent, sa situation prédominante au centre de l'Europe lui apparut, non comme un moyen de pacification, mais comme un instrument de domination. De « pacifique, » l'Empire, par une pente presque fatale, devenait ou redevenait « militariste. »

C'est cette tendance de l'Allemagne, cette « volonté de proie » de certains de ses élémens à certaines époques, qui était signalée par les négociateurs français, dès le Congrès de Westphalie, et à laquelle ils s'efforçaient de parer. Visant alors la maison d'Autriche, ils écrivaient, comme préambule aux discussions du Congrès : *Jamdiu circumfertur Domum Austriacum Europæ monarchiam moliri, basim tanti Ædificii constituere in summo dominatu Imperii Romani, sicut in centro Europæ.* « Il est certain que la maison d'Autriche tend à la monarchie européenne en prenant pour base la puissance qu'elle a encore sur le Saint-Empire romain germanique et la position qu'elle occupe ainsi au centre de l'Europe. »

Vienne fut, pendant des siècles, la capitale de l'impérialisme

allemand : et ces siècles ont connu les longues guerres françaises contre la domination de la Maison d'Autriche. Une famille personnifiait, alors, la volonté de domination et de conquête de l'Allemagne, c'étaient les Habsbourg, adversaires permanens et déclarés des « libertés germaniques » et des libertés européennes. Hippolyte de la Pierre parlait au nom de tous les Allemands qui n'étaient pas hobereaux, fonctionnaires ou stipendiés, quand il écrivait en 1640 : « Que tous les Allemands tournent leurs armes contre cette famille, pernicieuse à notre Empire, à nos libertés ancestrales, loyale envers personne, sauf envers elle-même... contre la Maison d'Autriche, je la nomme... Qu'elle soit expulsée d'Allemagne comme elle l'a mérité. Que ses domaines, dont elle a poursuivi l'agrandissement grâce à l'Empire et qu'elle possède sous l'autorité de l'Empire, soient remis au fisc. S'il est vrai, comme l'a écrit Machiavel, qu'il existe dans chaque État des familles *fatales* qui naissent de la ruine même de l'État, à coup sûr, cette famille est fatale à notre Allemagne (1)... » Les traités de Westphalie représentent un effort fait par l'Europe pour arracher l'Allemagne à cette fatale erreur de la domination rêvée par une dynastie allemande.

Le système employé pour arriver à cette fin fut le suivant. Remontant aux traditions du Moyen Age, on admettait que l'Empire n'était qu'une très haute personne morale planant, en quelque sorte, au-dessus de la souveraineté d'un grand nombre d'États faibles. En fait, la prérogative impériale était et devait être presque uniquement d'honneur. Les États, — 350 environ, — reçurent « le libre exercice de la supériorité territoriale, tant dans les choses ecclésiastiques que dans les politiques, » c'est-à-dire qu'ils furent considérés comme *souverains* dans l'Empire : ce privilège qui leur était reconnu constituait ce qu'on appelait « les libertés germaniques. » D'après le texte du traité, « personne ne pouvait jamais, sous quelque prétexte que ce fût, troubler ces souverains, grands ou petits, dans la possession de cette souveraineté. » On disait, de ces États, qu'ils étaient « clos » à l'autorité de l'Empereur. Mais, comme il fallait une force pour assurer ces multiples indépendances, on la constituait, tout d'abord dans l'Empire, en groupant ces souverainetés un peu faibles et précaires, et en plus on la

(1) Cité par Auerbach dans son excellente étude : *La France et le Saint-Empire Romain Germanique*, H. Champion, 1912, in-8, p. XIV.

cherchait au dehors en appelant certaines Puissances à les défendre et à les « garantir. » Et c'est ainsi que la Constitution allemande s'articulait à la Constitution européenne.

Les deux Puissances qui avaient le plus contribué à refouler les ambitions de la Maison d'Autriche, l'une à l'Ouest de l'Allemagne et l'autre à l'Est, la France et la Suède, devenaient les « garantes » des libertés germaniques, c'est-à-dire, en somme, qu'elles prenaient en charge le maintien de la paix européenne par une sorte d'ingérence légitime et consacrée dans les affaires de l'Empire. Si, dans l'Empire, une famille régnante s'appuyant sur sa force propre visait à la domination sur l'Allemagne et à la domination universelle, alors, les souverainetés allemandes confédérées avec leurs Alliés, les Puissances garantes, se dressaient automatiquement pour faire face à ce danger : « Seront tenus tous les contractans (y compris la France et la Suède) de défendre et de maintenir toutes et chacune des dispositions dudit traité... Et s'il arrive qu'aucune de ces dispositions soit violée, l'offensé tâchera premièrement de détourner l'offensant (qui est supposé la maison impériale) de la voie de fait, soit en soumettant le fait à la composition amiable et à la voie de droit. — Mais si le différend n'a pas été réglé par aucun de ces moyens dans un espace de trois années, tous et chacun des contractans seront tenus de joindre leurs conseils et leurs forces à ceux de la partie lésée et de prendre les armes pour repousser l'injustice... (1). » C'est ce qu'on appelait « les articles des garanties. » La France et la Suède collaboraient avec les États secondaires de l'Allemagne au bon équilibre des affaires européennes.

L'Allemagne formait dès lors, comme le dit Bryce, une fédération à la fois « une et multiple, » selon l'expression des théoriciens de la Confédération germanique. Agencée selon ce mécanisme ingénieux, elle était devenue plus rassurante pour l'Europe. Mais était-elle satisfaite elle-même ?

Il n'est pas possible d'affirmer que le nouveau régime ait contenté tout le monde. Cependant, il n'est pas douteux, non plus, que le caractère allemand s'en soit arrangé. Il ne souffrait pas de ce morcellement, résultat acquis et accepté du travail

(1) Voir, notamment, les articles 111-120 du traité de Munster, dans les *Grands traités du règne de Louis XIV* publiés par Henri Vast, Picard, 1893, t. II, pp. 53-55.

des siècles. Le régime constitutionnel, fondé par les traités de Westphalie avec le consentement des peuples et des gouvernemens, fut, pendant cent cinquante ans, le régime normal de l'Allemage européenne.

Peu à peu, cependant, ce qu'il avait de vieillot et d'incohérent apparut : « Le voyageur qui parcourait l'Allemagne centrale, avant 1866, s'amusait fort de voir, toutes les heures ou toutes les deux heures, aux changemens dans l'uniforme des soldats et à la couleur des barrières du chemin de fer, qu'il venait de passer de l'un de ces royaumes en miniature dans l'autre. Il eût été surpris et embarrassé bien davantage un siècle auparavant, alors qu'au lieu des vingt-neuf divisions actuelles, il y avait, des Alpes à la Baltique, trois cents petites principautés, ayant chacune ses lois particulières, sa cour particulière (où l'on copiait, quoique imparfaitement, le pompeux cérémonial de Versailles), sa petite armée, sa monnaie spéciale, ses péages et ses douanes à la frontière, une foule de fonctionnaires pédantesques et touchant à tout sous les ordres d'un premier ministre qui était, en général, l'indigne favori du prince et à la solde de quelque cour étrangère (1)... »

L'Allemagne paraît n'avoir été frappée des vices de ce système à la fois sénile et bon enfant, que quand on les lui eut signalés du dehors. Il ne faut pas oublier, en somme, que cette Allemagne des petites principautés, l'Allemagne des traités de Westphalie, fut celle où naquirent et se formèrent Leibnitz et Kant, Gœthe et Schiller, Mozart et Beethoven, le prince Eugène et Maurice de Saxe, l'Allemagne des penseurs, des poètes, des musiciens, des hommes de guerre, une Allemagne qu'aucune autre n'a ni dépassée, ni atteinte.

Les théoriciens de l'Empire germanique reconnaissaient qu'il y avait, dans l'Allemagne, des élémens naturels de division et, s'ils observaient, dans cette constitution fédérative, quelque chose d'irrégulier, *irregulare quidquam*, ils vantaient son haut caractère amphictyonique qu'ils comparaient à celui de la conférération hellénique au temps d'Agamemnon et de la guerre de Troie; Oxenstiern affirmait que cette confusion venait d'un décret de la divine Providence : *confusio divinitus conservata*. Aussi, Louis XIV, agissant comme « membre de la paix » et

(1) Bryce, *Le Saint-Empire Romain Germanique*, trad. Em. Domergue, p. 448.

« en vue d'une bonne amitié et correspondance mutuelle, en cas d'attaque, » trouva-t-il facilement des adhésions germaniques, pour constituer la Ligue du Rhin (1658). Les États ne voulaient pas des rois de France comme empereurs, mais ils les acceptaient très volontiers comme associés, défenseurs et alliés. Ces sentimens ne commencèrent à se modifier que quand Louis XIV eut commis la faute à jamais déplorable de la dévastation du Palatinat.

Le XVIIIe siècle fit sentir au corps germanique combien sa faiblesse le livrait en proie aux ambitions étrangères. Foulé aux pieds à chaque « succession » qui s'ouvrait, enrôlant ses soldats et ses chefs au service des causes d'oppression partout dans le monde, il constatait l'infériorité de sa forme politique, alors que les autres pays de l'Europe prenaient conscience de leur dignité et de leur liberté. Ce fut le comble quand la Révolution et l'Empire eurent passé et repassé, en trombes alternatives, sur l'immense territoire, devenu un champ de bataille sans défense. A la fin, on eut le sentiment, dans l'Allemagne entière, que ce régime de morcellement à outrance et de piétinement continu, sous prétexte de liberté, n'était pas le meilleur. Alors se formèrent les associations pour le salut de la patrie; alors l'Allemagne résolut de chercher ses défenseurs dans son propre sein; alors elle exulta à sentir naître en elle un État solidement bâti et une dynastie militaire vigoureuse. Infiniment plus actuel et présent que les protecteurs lointains et douteux des « libertés germaniques, » parut cet État qui apportait aux populations allemandes, tirées de leur engourdissement, le premier espoir du relèvement par l'unité.

C'est ce sentiment que résume, non sans hyperbole, la fameuse phrase de Treitschke : « Tous les livres, toutes les œuvres d'art qui révèlent la noblesse du travail allemand, tous les grands noms allemands que nous considérons avec admiration, tout ce qui annonce la gloire de notre esprit, proclame la nécessité de l'unité, nous conjure de créer dans l'ordre politique cette unité qui existe déjà dans le monde de la pensée. Et notre douleur est décuplée, en pensant que chaque œuvre isolée est tant admirée, tandis que notre peuple tout entier est raillé au dehors. » Treitschke, sourd, et têtu en raison de sa demi-impotence, exprimait toute sa vie intellectuelle et toute sa vie active comprimées en ces aphorismes qu'un peuple docile

et comprimé lui-même, absorba d'un trait : « L'Allemagne n'a que trop pensé, il est temps qu'elle agisse. » — « Je veux voir des hommes vivre de leur vie. » — « Nous n'avons pas de patrie allemande : il n'y a que les Hohenzollern qui peuvent nous en donner une. » — « Ce que je veux, c'est une Allemagne monarchique sous les Hohenzollern; c'est l'exclusion des maisons princières; ce sont des annexions pour la Prusse : or, qui peut prétendre que tout cela se fasse pacifiquement? »

Mais si l'unité allemande se faisait par la force militaire, elle sombrait presque fatalement dans le militarisme, et le militarisme la faisait retomber à son tour dans l'esprit de domination et de tyrannie au dedans et au dehors: après deux siècles, on revenait au point de départ. Une nouvelle dynastie « fatale » se levait sur le ciel de l'Allemagne.

Comment la famille des Hohenzollern est devenue, pour l'Allemagne et pour l'Europe modernes, ce que la famille des Habsbourg était pour l'Allemagne et pour l'Europe d'il y a trois siècles, c'est une histoire trop connue. Notre génération a vu se dégager, des évolutions de l'histoire contemporaine, le dilemme où l'Allemagne est prise : soit une Allemagne dominante au milieu d'une Europe asservie, soit une Europe maîtresse du militarisme allemand et se garantissant à elle-même la paix par la bonne organisation d'une Allemagne pacifique.

Nous avons rappelé l'œuvre du Congrès de Westphalie, et nous avons signalé les défauts de cette œuvre. Les temps sont changés. Ne peut-on pas chercher autre chose et faire mieux?

Si nous reprenons la question qui se posait tout à l'heure : quelle sera, pour la future reconstitution de l'Europe, la date qu'il conviendra de choisir pour le retour d'un certain *statu quo ante?* la réponse ressort du rapide examen historique qui vient d'être fait : puisqu'il s'agit d'abolir le militarisme prussien, et de protéger l'Europe contre cette poussée de l'esprit de domination qui, dans la phase actuelle, s'est appelé le pangermanisme, c'est à une date antérieure aux événemens qui ont créé cette disposition conquérante qu'il faut ramener les institutions de ce pays : en se reportant au conseil formulé par M. Crampon vers le milieu du siècle dernier, il semble que le plus sage serait d'atténuer en Allemagne les élémens offensifs pour que le pays s'habituât à vivre dans un honnête concert

avec les voisins; en un mot, il faudrait raccrocher l'histoire au point où elle s'est décrochée.

Il ne s'agit pas de porter atteinte à l'unité allemande; il s'agit de lui enlever le caractère militaire et agressif qui opprime l'Allemagne pour opprimer l'Europe. La solution idéale serait là; et, par conséquent, la date à déterminer, au point de vue politique et diplomatique, serait certainement antérieure à l'année 1870.

Nous avons dit que l'Empire allemand actuel n'avait aucune consécration formelle dans le droit européen. Nous avons fait observer que les États de l'Allemagne, qui ont gardé un certain caractère de souveraineté, pouvaient être appelés à délibérer de leur sort dès les premières ouvertures pour la paix. Si les Puissances victorieuses formulent leur volonté d'agir ainsi dès les premières procédures, la question est tranchée. Les plus sérieux indices nous permettent de penser qu'il n'y aura pas, hors des sphères officielles ou des partis officiels allemands, un homme s'intéressant au maintien de l'Empire militariste et prussien. La plus grande partie des populations non prussiennes sont fatiguées de n'être, en somme, qu'une sorte de « garderie pour chair à canon. »

Comme tous les Empires conquérans, l'empire des Hohenzollern est une forme éphémère de gouvernement. Quarante années d'existence ne suffisent pas, en droit international, pour assurer le bénéfice de la prescription. L'histoire dira que l'Empire bismarckien fut, comme l'avait été l'Empire napoléonien, une phase plus ou moins heureuse de l'évolution européenne. Il s'est servi de l'enthousiasme unitaire pour en faire l'instrument des ambitions prussiennes. L'Allemagne ne sera pas perdue parce que les Hohenzollern, justement punis de leurs méfaits, arracheront l'aigle qui, pendant quelques années, aura sommé leur casque. L'Empire prussien n'a ni origines anciennes, ni légitimité. Champignon poussé en une nuit, ses vertus malfaisantes ne lui donnaient pas « le droit à la vie. » N'ayant pas su vivre, il n'aura pas vécu, voilà tout.

L'humanité ne lui pardonnera jamais d'avoir été le trouble-fête du monde, alors que celui-ci s'était endormi sur le beau rêve de La Haye, et de s'être résolu froidement à l'épouvantable dessein de la guerre actuelle. Elle lui appliquera la parole de son

précurseur et annonciateur, Treitschke : « ... Après avoir porté la ruine parmi nombre d'autres peuples, la ruine, à son tour, vient l'atteindre. Une Puissance qui foule aux pieds tous les droits doit, de toute nécessité, échouer lamentablement ; » et cette autre parole de son autre apologiste Sybel : « Dans les grands courans de l'histoire, rien ne s'engloutit sans espoir qui n'ait commencé à se détruire soi-même. »

Je connais les difficultés de cette solution forte : elle étonne de prime abord ; mais, à les prendre de front, les obstacles s'aplanissent. La victoire s'en chargera. J'ajoute qu'une fois le parti pris et la résolution divulguée, la cause rallie les adhésions latentes, et la victoire elle-même s'en trouvera grandement facilitée. Quand les peuples savent où ils vont, leurs vœux abrègent le chemin. Le plébiscite de 1870 consolidait l'Empire de Napoléon plus que les dernières élections au Reichstag ne soutiennent le régime impérial actuel. Guillaume est, depuis longtemps, un ballon crevé. Bülow, en dénonçant ses entourages suspects, l'incohérence de son langage et de sa conduite politique, a porté à son maître un coup plus rude que Rochefort ne l'avait fait à Napoléon III en allumant sa *Lanterne*.

Et puis, l'erreur de la guerre est impardonnable. L'esprit calculateur et appliqué des Allemands fera le compte des profits et des pertes. Les affaires ont été mal gérées. Toutes les imprudences ont été commises à la fois. Pas un enfant en Allemagne qui se fasse la moindre illusion sur l'autorité, la clairvoyance et le tact des diplomates allemands, sur la haute direction de la politique et même des choses militaires.

Si la dynastie des Hohenzollern est rendue aux destinées normales de la royauté prussienne, elle reprendra un rôle à sa taille. Parce qu'ils ont eu Bismarck et le premier Moltke, ils s'en sont fait accroire : ils se sont pris pour des génies et pour des chefs de guerre. Ils se sont gonflés, et n'ont pas compris que leur seul grand homme, Frédéric, avait ce qui leur manque, le sens de la mesure. L'Europe les ramènera à la portion congrue.

Les conseillers et les chefs seront punis. Mais ils ne sont pas seuls responsables. Le militarisme prussien n'est, ainsi que nous l'avons dit dans *les Problèmes de la guerre*, que la forme agressive du pangermanisme. Le mal enlevé, il faut guérir le corps lui-même.

V. — DU STATUT EUROPÉEN DE L'ALLEMAGNE

L'Europe de 1648, l'Europe de 1814-1815, était un système fondé sur le droit des traités qui avait pour principe la raison et pour moyen l'équilibre. Désorganisée par l'ascension de la dynastie militaire prussienne, cette Europe n'en a pas moins subsisté, pour ainsi dire, à l'état latent. En la débarrassant d'une encombrante superfétation, on la retrouve dans ses cadres anciens : c'est le bénéfice naturel d'un retour au *statu quo ante*.

Cependant, il est impossible à l'histoire de remonter son cours et d'en revenir soit à l'année 1866, soit, mieux encore, à cette année 1848, où la Diète de Francfort délibérait sur la meilleure constitution à donner à l'Allemagne réalisant son unité. Depuis lors, les faits et les idées ont marché. Pour construire une bonne Allemagne, sagement articulée au dedans et au dehors, il faut tenir compte des événemens du passé, certes, et des enseignemens qu'ils apportent, mais aussi des faits récens et des habitudes nouvelles. Il n'entre dans la pensée de personne d'anéantir les populations allemandes ni même de porter atteinte à leur liberté. La limite précise de l'intervention de l'Europe est celle de sa propre sécurité.

Depuis l'année 1848, l'Europe, réalisant le vœu de la Révolution française, a cherché la formule de son évolution dans un principe ignoré des siècles antérieurs, le « principe des nationalités. » Quoique le monde politique ait vécu, depuis près d'un siècle, sur ce principe, il est presque impossible de le définir avec une suffisante précision : c'est un « lieu commun, » un truisme à peu près insaisissable, comme beaucoup de truismes qui, parce qu'ils sont acceptés sans discussion, laissent de la marge à l'imprécision et au rêve.

La *nationalité* suppose, chez des peuples unis ou séparés, un certain nombre d'aspirations communes, résultant soit d'une parenté d'origine, soit de l'habitat géographique, soit d'une certaine communauté de langage, de mœurs, d'éducation, de religion, etc. L'idée de *nationalité* est plus large et plus floue que l'idée de *nation*. La nation a des contours mieux définis et une volonté de vie commune plus forte. Mais l'analogie entre les mots, une interprétation plus ou moins exacte de certains événemens historiques (par exemple le partage de la Pologne,

l'asservissement de l'Italie du Nord par l'Autriche), ont fait vibrer les sentimens des peuples et ont étendu le sens de la fameuse phrase empruntée à l'Exposé de Condorcet du 20 avril 1792 et qu'on donne généralement comme le point initial de la doctrine des nationalités : « La Révolution française professe que chaque nation a le pouvoir de se donner des lois. »

La Révolution française n'a jamais confondu les *populations* avec les *peuples;* elle n'a jamais songé à abolir la notion de l'État organisé. Son principe n'est nullement anarchique, tout au contraire. La conception, d'ailleurs extrêmement confuse, qu'elle put avoir du « principe des nationalités, » allait peut-être jusqu'à l'idée de libération des peuples asservis; mais elle savait que la liberté ne se suffit pas à elle-même et qu'il lui faut l'organisation et la force. Est digne d'être libre un peuple qui affirme et défend lui-même sa liberté.

On a dit avec raison que la doctrine des nationalités s'est emparée de l'opinion, surtout quand furent divulgués les entretiens de Sainte-Hélène. On répétait la phrase du *Mémorial :* « Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. J'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation... Le pouvoir souverain qui, au milieu de la grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra tenter tout ce qu'il voudra... » Et encore : « C'est avec un tel cortège qu'il serait beau de s'avancer dans la postérité, d'aller au-devant de la bénédiction des siècles. Après cette simplification sommaire, il ne serait plus chimérique d'espérer l'unité des codes, celle des principes, des opinions, des vues, des intérêts. Alors, peut-être, à la faveur des lumières universellement répandues, deviendrait-il permis de rêver, pour la grande famille européenne, l'application du congrès américain ou celle des amphictyons de la Grèce; et quelles perspectives alors de force, de grandeur, de jouissance, de prospérité, quel magnifique spectacle! » Tels étaient les rêves du conquérant assagi. C'est sur ce thème que cinquante années d'une agitation, à la fois libérale et bonapartiste, s'exercèrent. Des loges de francs-maçons aux ventes de carbonari, cette propagande fit son chemin sous terre. Grèce, Pologne, Italie, Allemagne, les malheurs et les revendications des peuples

opprimés arrachèrent les larmes et ébranlèrent l'émotivité universelle. La littérature, l'éloquence, la musique, la romance répétèrent à l'envi les variations et le refrain. Le romantisme avait trouvé une doctrine-sœur, « la politique des nationalités. »

Il n'y a pas lieu de reprendre ici l'histoire de cette conception « sentimentale et académique, plutôt que juridique, » comme le reconnaît l'Italien Cantù ; mais il est nécessaire de rappeler quel était son haut caractère idéaliste, et comment elle fut déviée, comment elle fut, pour ainsi dire, dérobée à ses origines par le machiavélisme des politiciens réalistes, comment le romantisme politique fut attelé au char de la Raison d'État.

La doctrine des nationalités, telle que la concevait la noble génération de 1848, avait pour corollaires indispensables la liberté intérieure des peuples et l'unité amphictyonique de l'Europe. Un écrivain qui rend compte du premier enseignement tripartite de Michelet, de Quinet et de Mickiewicz au Collège de France, dit : « Tous trois enseignaient une sorte de prométhéisme presque chrétien (1); » et c'est bien ainsi que l'histoire équitable doit interpréter cet enseignement de thaumaturges et de lointains précurseurs. Ils entrevoyaient l'Europe future comme une grande famille unie par l'essor de la liberté et du sentiment, famille vénérable et homérique, reprenant, dans un nouvel âge d'or, le rêve millénaire. Ils appelaient de leurs vœux et de leur foi ardente cette société des peuples telle que Sully et Henri IV l'avaient promise, telle que Fénelon et Rousseau l'avaient annoncée en propos consolateurs et infiniment doux à la souffrance humaine, et telle, en somme, que Napoléon, élève de Jean-Jacques, l'avait condensée en une de ses brèves formules autoritaires (2).

Cependant la révolution de 1848, née au souffle de l'enthousiasme, n'avait pu pousser cette doctrine jusqu'à la réalisation. Elle s'était arrêtée devant les redoutables responsabilités qu'il s'agissait d'encourir : ouvrir la croisade des nationalités, c'était déchaîner la guerre universelle. Lamartine avait barré la route aux périlleuses aventures : « Le Gouvernement provisoire ne se laissera pas changer sa politique dans la main par une nation

(1) Lebey, *Louis-Napoleon Bonaparte et 1848.*

(2) Ne pas oublier que Kant avait écrit, dès 1795, son *Traité sur la Paix perpétuelle*, qui supposait la création d'une cité de nations (*civitas gentium*) destinée à embrasser tous les peuples de la terre.

étrangère, quelque sympathique qu'elle soit à nos cœurs. Nous aimons l'Italie, nous aimons la Pologne, nons aimons tous les peuples opprimés, mais nous aimons avant tout la France, et nous avons la responsabilité de ses destinées et peut-être de celles de l'Europe en ce moment... Ne tentez pas de nous faire dévier même par le *sentiment* fraternel que nous vous portons. Il y a quelque chose qui contient et qui éclaire notre passion, même pour la Pologne, c'est notre *raison* (1). » En opposant la *raison* au *sentiment*, Lamartine commençait à débrouiller la confusion que des paroles vagues, indéfiniment répétées, — même par lui, — avaient créée dans les esprits.

Dans le manifeste aux Puissances (4 mars), dans la réponse au discours de MM. Mauguin et Napoléon Bonaparte (juillet 1848), le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire précisait, en ces termes, la politique extérieure de ce gouvernement : « Les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la République française; toutefois, les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations... » Il ajoutait seulement, « qu'après que des nationalités ou des démocraties se seraient produites, reconquises ou organisées autour d'elle, à la portée de sa main et de son geste *(il s'agissait visiblement de l'Italie)*, si ces démocraties ou ces nationalités faisaient appel à son appui, en vertu de la conformité des principes, la France se croirait en droit de leur porter cet appui (2). Il ne cachait pas sa méfiance à l'égard de la Prusse et, de ce côté, mettait les doctrinaires du principe des nationalités en garde contre toute illusion. Edgar Quinet, comme l'a ici même (3) très bien établi M. Paul Gautier, partageait ces méfiances.

Les sages dispositions que l'appréciation des réalités inspirait au poète, homme d'État, étaient, rappelons-le, en parfait accord avec les vues des chefs de la Révolution. La juste mesure ne peut être indiquée avec plus de précision et plus d'autorité que dans cette parole de Washington qui est le correctif néces-

(1) *Trois mois au pouvoir*, 19 mars. *Réponse à une députation des Polonais demandant l'appui du Gouvernement pour le rétablissement de la nationalité polonaise*, p. 130.

(2) *Loc. cit.*, p. 306-309.

(3) *Vues prophétiques d'Edgar Quinet sur l'Allemagne*, dans la *Revue* du 15 septembre.

saire de la doctrine : « Je souhaite du bien à tous les peuples, à tous les hommes, et ma politique est très simple. Je crois que chaque nation a le droit d'établir la forme du gouvernement dont elle attend le plus de bonheur, *pourvu qu'elle n'enfreigne aucun droit et ne soit pas dangereuse pour les autres pays*. Je pense qu'aucun gouvernement n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un peuple étranger, si *ce n'est pour sa propre sécurité* (1). »

On peut apprécier, maintenant, quelle est la valeur réelle du principe des nationalités avec son double idéal : « liberté des peuples, » « unité de l'Europe, » et sa limite : « respect et sécurité pour les autres peuples, » tel qu'il était conçu par les hommes de 1848; mais on peut se rendre compte aussi de la déviation que firent subir au principe les « machiavélistes » qui s'en emparèrent.

Napoléon III fut, en ce point comme en beaucoup d'autres, le précurseur de Bismarck. Trouvant le « mythe » dans son héritage, il y accrocha son ambition de prétendant : dans les *Idées Napoléoniennes*, il donne, en ces termes, la formule de la politique extérieure bonapartiste : « La politique de l'Empereur consistait à fonder une association européenne solide, en faisant reposer son système *sur des nationalités complètes* et sur des intérêts généraux satisfaits. » Par ces simples paroles, il attachait à son char toutes les revendications traînant dans l'univers. Il fut le candidat des chercheurs de patrie, avec tout ce que cela comportait de sentimens généreux, d'engagemens formels ou tacites, de risques immédiats ou lointains.

On sait quel fut le terrible dilemme où fut acculé Napoléon III par le principe des nationalités, quand il se trouva en présence de l'unité allemande telle que Bismarck l'avait machinée. Celui-ci détroussa son précurseur et du système et du bénéfice.

Depuis longtemps, les hommes avertis avaient signalé, sous le courant qui portait l'Allemagne vers l'unité, le dangereux bas-fond de l'ambition prussienne. Cette ambition profita avec une habileté surprenante des souvenirs que la guerre contre Napoléon Ier avait laissés au cœur de l'Allemagne. La Prusse, qui avait été la plus ardente dans la lutte contre le « tyran, »

(1) Lettre de Washington à La Fayette du 25 décembre 1778, citée par Émile Ollivier, *L'Empire libéral*, I, p. 171.

parut la patronne de l'indépendance des peuples. Il se fit une confusion entre le patriotisme libérateur et le militarisme dominateur. Cette confusion dicte à Treitschke la phrase qui revient dans son œuvre comme un *leitmotiv :* « C'est la Prusse seule qui a fait l'unité germanique, moins encore par l'action réfléchie de ses gouvernans que par la force intérieure de ses institutions, ou, ce qui revient au même, par l'esprit qui a présidé à son évolution politique. » Et l'écrivain, allant jusqu'au bout de sa pensée, dit encore : « Les hobereaux prussiens ont fait l'unité germanique. » Ce fut cette thèse que soutint Bismarck. Ses succès l'accréditèrent comme le messie des hobereaux prussiens. L'unité allemande se fit, non par l'application du principe des nationalités avec ses corollaires de liberté et d'unité européennes, mais par la suprématie d'une dynastie et d'une caste conquérante.

L'art de Bismarck fut d'entretenir cette confusion dans l'esprit des peuples et d'exercer, par les peuples, une pression sur la résistance des gouvernemens. Progressivement depuis 1870, les derniers retranchemens du particularisme furent forcés et l'Empire féodal et militaire s'installa.

L'effet certain de la victoire des Alliés sera de dénouer cette trame funeste et de dissiper ce tragique malentendu. Le militarisme prussien est déjà déconsidéré, puisqu'il a manqué à toutes ses promesses, échoué dans toutes ses entreprises. Colonies, marine, industrie, commerce, expansion, tout est anéanti ou compromis. On tablait sur la guerre : elle est ruinée et est la cause de toute ruine. Dès que le militarisme n'était pas vainqueur en six semaines, il était battu fatalement ; le voici aux abois ; il capitule, je le dis parce que je le sais. Il sera rejeté, pour toujours, de la face de la terre par la défaite absolue que les Puissances ont juré de lui infliger et qu'il est de leur devoir de lui infliger. D'ores et déjà, l'Empire de Bismarck est un sépulcre blanchi.

On se trouvera donc, bientôt, en présence d'une Allemagne qui cherchera ses voies au milieu d'une Europe libérée, et décidée à prendre les précautions nécessaires pour que le danger du pangermanisme des militaires et des professeurs soit à jamais écarté.

Comment sera constituée cette future Allemagne européenne ?...

Nous approchons peu à peu des questions complexes que la victoire seule sera en mesure de résoudre et de trancher. Il ne me paraît pas qu'il y ait d'inconvénient grave à rechercher dans quel sens peuvent se produire les prochaines solutions.

Le principe des nationalités suit le penchant des peuples ; le principe de l'équilibre satisfait leur raison. L'équilibre est un calcul de forces, et ce calcul est nécessaire pour construire l'édifice que les aspirations humaines n'ont su que rêver. Il faut opposer les forces aux forces, c'est-à-dire des États souverains à des États souverains. Nous avons vu que Leibnitz appelle « souverain » un État fort. La souveraineté, c'est l'indépendance capable de se défendre elle-même. L'indépendance des peuples, y compris celle des peuples allemands, résidera donc dans l'établissement légitime d'un certain nombre d'États forts, ces États forts se moulant, dans la mesure du possible, sur les nationalités. Ainsi seront sauvegardés, à la fois, les aspirations naturelles des peuples et les égards réciproques qu'ils se doivent, — la liberté et la sécurité.

Une Allemagne composée et entourée d'États forts bien coordonnés, telle serait, à première vue, la constitution d'une bonne Europe centrale. Nous verrons tout à l'heure comment ces États s'adapteront les uns aux autres dans l'ensemble d'un organisme commun et comment ils travailleront ensemble : car il ne serait pas sage de perdre de vue l'idée de l'unité européenne. Mais il faut insister, d'abord, sur l'établissement et la disposition de ces principaux rouages.

Si l'Europe victorieuse a refusé l'existence à l'Empire des Hohenzollern, à plus forte raison elle s'opposera à la conception pangermaniste, ruinée avant de naître, d'une *Mittel-Europa*, celle-ci fût-elle réduite à une simple organisation économique telle que la conçoit le professeur Naumann. Naumann nous trace la ligne de conduite à suivre par ses appréhensions mêmes : « Dès à présent, dit-il, il faut faire tout notre possible pour empêcher toute tentative de scission dans le bloc du Centre européen lors des pourparlers de paix. » Mais cette scission est fatale. Plus l'Allemagne insistera, plus les intérêts divergens seront sur leurs gardes. Déjà d'autres perspectives apparaissent, puisque Erich Pistor termine son grand ouvrage sur les ressources économiques de l'Autriche par ce souhait modeste : « Ce n'est pas une guerre avec l'Allemagne, *inévitable*

si nous n'arrivons pas à nous entendre, mais un rapprochement *raisonnable* avec l'Allemagne qui est la seule bonne politique de l'Autriche de demain (1). » Le projet de *Mittel-Europa* était lancé par le pangermanisme aux abois comme la procédure suprême de l'asservissement de l'Europe : l'Autriche ne veut pas jouer les guillotinés par persuasion. L'accord n'a pu s'établir même sur un projet d'union douanière, de *Zollverein*. En tentant cet accord et annonçant à grand bruit sa réalisation, le pangermanisme aura brûlé sa dernière cartouche.

L'Empire des Hozenzollern ayant achevé sa courte et fatale existence, la Prusse rentrera dans ses limites. En plus, elle sera mise hors d'état de nuire. C'est, selon le mot de Washington, une question de *sécurité*. Les ententes qui seront intervenues entre les Puissances alliées auront tracé d'avance, autour de la Prusse, un cercle de Popilius, nécessaire pour assurer le châtiment, l'indemnité et la garantie. C'est alors que se poseront, en particulier, les problèmes de l'occupation des territoires, des indemnités gagées sur les richesses du sol et de l'industrie, sur les domaines de l'État, et achevées par le désarmement sur terre et sur mer, — problèmes qu'il n'est pas dans mon intention d'aborder aujourd'hui, mais dont l'habile solution, fille de l'armistice, sera peut-être le nœud de toute la négociation.

La Prusse ainsi allégée reviendra, sans doute, à de plus sages dispositions; elle reconnaîtra que l'ambition mondiale est une entreprise de l'ordre le plus aléatoire, que la caste féodale et agrarienne l'a maintenue de parti pris sur un stade de civilisation retardataire et grossier, qu'un peuple doit travailler à son propre bonheur par l'entente avec les autres peuples plutôt que de s'asservir aux ambitions désuètes de quelques familles dominantes. D'ailleurs, ce sont ses affaires! Libre au peuple prussien de rester attaché aux destinées de ses maîtres et de cette famille « fatale » qui n'a vécu que pour troubler le monde, renier ceux qui l'avaient aidée, tout trahir, tout rabaisser, même le caractère de la nation allemande jadis si respecté, et porter ses ambitions insensées à l'assaut de l'univers.

Si, comme nous l'avons dit, les autres États allemands sont invités à prendre part aux négociations de l'armistice et de la paix, et s'ils acceptent, on peut trouver dans cette adhésion

(1) *L'Union de l'Europe Centrale*. Étude de Max Hoschiller. *Revue de Paris*, mars-avril 1916.

un premier embryon de la constitution d'une nouvelle Allemagne. Une Bavière, une Saxe, un État Badois, un Wurtemberg, sans doute un Hanovre, constitueront une pléiade centrale où toutes les aspirations légitimes auront leur place et leur essor. M. de Bethmann-Hollweg reconnaissait lui-même, dans un récent discours, que l'Allemagne devait accomplir de profondes réformes démocratiques : ces réformes résulteront d'une refonte complète du système constitutionnel germanique bien plus sûrement que des promesses d'un chancelier éphémère. Les travailleurs allemands chercheront la prospérité pacifique et le bien-être, non dans l'arbitraire d'un chef militaire et d'une caste, mais dans la liberté et dans un système de garanties sociales inséparables de cette liberté.

Il est à peine nécessaire d'ajouter que dans le voisinage de la Prusse et du Hanovre, une Belgique non seulement restaurée, mais indemnisée et agrandie, sera protégée par des précautions rigoureuses contre le retour des événemens affreux qui ont démontré l'insuffisance de ses garanties contractuelles.

Une Allemagne, composée comme il vient d'être dit, suppose une Autriche; mais l'Autriche a perdu toute autorité et compétence en ce qui concerne la haute direction des populations slaves. Son incapacité à ce point de vue est absolument démontrée. Elle a manqué à sa mission qui était d'harmoniser le jeu des forces libres dans le Sud-Est européen. Sa bureaucratie a été aussi inapte et encore plus inepte que le féodalisme prussien. Elle s'est ruée dans une servitude qui, quoi qu'il arrivât, n'avait d'autre issue que l'asservissement de l'Empire. Je ne pense pas qu'il y ait historiquement un cas plus extraordinaire d'aberration, de sottise et de corruption.

La Hongrie a tout sacrifié à ses ambitions intérieures : Budapest voulait dominer Vienne. Les Madgyars sont réduits à leurs propres forces : c'est peu. Mais, de toute façon, le slavisme avec qui les Hongrois n'ont pas su s'entendre, ne leur pardonnera, de longtemps, leur funeste accord avec l'Empire prussien. Une Autriche diminuée, une Hongrie isolée, une Pologne restaurée, une Bohême libérée, peut-être une Slavonie sortie de ses langes, telles seront, dans cette partie de l'Europe, les conditions normales et naturelles d'un système de liberté et d'équilibre.

La question des Balkans se résoudra, sans doute, par cette même nécessité de constituer des États forts.

La Turquie ayant disparu de la carte de l'Europe, la Bulgarie s'étant réduite d'elle-même à ronger les chairs pourries de sa félonie et de ses folles ambitions, une grande Roumanie et une grande Serbie seront les protecteurs indispensables de la paix dans la péninsule. Ces deux États servent aussi d'arches entre le monde slave et le monde latin. Ils barrent l'expansion allemande en Orient. Rôle doublement important auquel on dirait qu'une volonté supérieure les a destinés.

L'Allemagne étant ainsi reconstituée selon ses propres traditions, étant entourée d'États forts destinés à surveiller et à contenir ses instincts dominateurs, il reste à chercher quels seraient ses rapports permanens avec l'Europe.

VI. — L'EUROPE ORGANISÉE

Avant d'aborder ce point destiné à devenir la clé de voûte d'un système européen harmonieux et libre, je demanderais que l'on eût présens à l'esprit à la fois tous les précédens : l'Empire « pacifique » du Moyen Age, la « République chrétienne » de Henri IV et de Sully, les « libertés germaniques » et l'article des « garanties » du traité de Westphalie, la « paix perpétuelle » de Leibnitz et de Kant, les « conversations » de Sainte-Hélène, la vue « prométhéique » des thaumaturges de 1848, les applications du « principe des nationalités, » telles qu'elles se sont produites dans la deuxième partie du XIXe siècle, les vœux exprimés par les deux conférences de La Haye de 1899 et de 1907, et les tentatives si nobles ayant pour objet, sur l'initiative de l'empereur Nicolas, de prévenir le cataclysme que l'Europe, par la volonté du militarisme prussien, a dû subir malgré tout.

Cet ensemble de vœux, de recherches, de tentatives, d'expériences, de demi-réalisations, d'ébauches interrompues, de bonnes volontés persévérantes, suffirait pour prouver que les peuples européens marchent, pour ainsi dire, comme d'instinct et malgré les difficultés de la route, vers un haut règlement de la vie internationale qui satisfera tout ensemble le sentiment et la raison : à savoir la constitution d'une famille européenne (et même mondiale) où les peuples s'uniront pour le libre développement de chacune de leurs existences nationales. Ce nouveau régime, — non imposé, mais délibéré, — consacrerait véritablement l'Europe du droit.

Rappelons les paroles du soldat tombé en combattant : « Les horreurs de la présente guerre doivent conduire à l'unité européenne. » Pour répondre au vœu des morts et des martyrs, c'est cette unité qu'il faut, cette fois, réaliser.

Voyons ce que, dans la pratique et dans la tradition historique, peuvent nous apporter les précédens.

Le traité de Westphalie qualifiait deux Puissances, la France et la Suède, comme « garantes » des libertés germaniques; nous avons dit ce que ce privilège avait d'abusif et de suspect aux yeux des populations allemandes. Mais, n'en serait-il pas tout autrement, si c'était l'Europe entière qui assumât cette « garantie ? » Et n'est-il pas juste qu'elle ait un droit de suite dans les affaires de l'Allemagne, centre et pivot de son propre équilibre et de sa propre sécurité?

En 1814-1815, les « quatre » Puissances victorieuses avaient signé un pacte qui, pendant cinquante ans, maintint la paix : eh bien! les « quatre » Puissances magistrales de l'Europe nouvelle, les « quatre » qui ont sauvé la civilisation et qui ont, au prix des plus énormes sacrifices, mis les menottes au militarisme allemand, ont un devoir qui se prolonge et une responsabilité survivante à la guerre. Elles sont les gardiennes et, dans toute la rigueur du terme, les « gens d'armes » de la paix. Une alliance conclue entre ces quatre Puissances, — et qui inclut naturellement les États qui furent leurs compagnons d'armes, — assurera les forces nécessaires pour que, dorénavant, toute tentative de suprématie militaire soit refrénée. Il suffirait, pour ainsi dire, d'appliquer textuellement aux circonstances nouvelles le fameux article des « garanties » du traité de Westphalie : « Seront tenus tous les contractans de défendre et de maintenir toutes et chacune des dispositions du traité... Et s'il arrive qu'aucune de ces dispositions soit violée, l'offensé tâchera premièrement de détourner l'offensant de la voie de fait, soit en soumettant le fait à la composition amiable, soit par la voie de droit. Mais si le différend n'a pas été réglé par aucun de ces moyens, chacun des contractans seront tenus de joindre leurs conseils *et leurs forces* à ceux de la partie lésée et de *prendre les armes pour repousser l'injustice.* »

Ainsi serait constituée, pour la première fois, une *force européenne* apportant une sanction permanente aux décisions des accords de droit, — force qui a manqué jusqu'ici et qui, en

particulier, faisait défaut aux vœux tout platoniques de la Conférence de La Haye. Et cette création d'une force légitime internationale n'est pas un rêve, puisqu'elle est la clause principale d'un traité qui fut, pendant cent cinquante ans, la règle reconnue, et que la nouvelle rédaction ne modifierait l'ancienne qu'en reportant à l'Europe le contrôle attribué alors seulement à deux Puissances.

Les quatre grandes Puissances qui ont combattu pour obtenir un tel résultat seraient, par la nature des choses, les quatre piliers du vaste édifice qui, comme nous allons le dire, abriterait tous les autres peuples.

Les sacrifices qu'elles ont faits résolument, les blessures dont elles se ressentiront pendant des siècles, les responsabilités et les devoirs qu'elles assument, les mettent en droit de réclamer des réparations et des sécurités particulières :

Que la Russie obtienne les débouchés laissés libres par la disparition de la Turquie européenne; que l'Angleterre s'assure, pour son commerce et son expansion maritime, les avantages dont elle fait un usage si libéral; que l'Italie consolide et élargisse sa situation adriatique et méditerranéenne; que la France, si éprouvée, obtienne les avantages économiques et politiques résultant de la restauration définitive de ses frontières naturelles, ce sont là les suites normales de leur effort. Rien ne les paiera jamais des maux qu'elles ont acceptés, des risques qu'elles ont courus en considération du bien général. Leur haute conscience internationale s'est épurée encore au feu d'une telle épreuve. Leur esprit de justice garantit leur modération. Et puis, la vieille politique a fait son temps; ses résultats sont sous nos yeux : le meurtre, la dévastation, la ruine. Et pourquoi ? Qui voudrait, aujourd'hui, emboîter le pas d'un Bismarck, marcher sur les brisées d'un François-Joseph ou d'un Guillaume, d'un Tisza ou d'un Bethmann-Hollweg?

Mais il faut une sécurité, une garantie plus ferme encore; les intentions ne suffisent pas : il faut des institutions. L'Europe et le monde doivent être assurés contre le retour de pareils événemens. C'est pourquoi l'heure est venue de créer une autorité suprême ayant qualité pour assurer la paix.

Seule, une institution internationale, fondée avec le consentement de tous, aura désormais la haute situation nécessaire pour connaître du droit des traités et pour mettre en mouve-

ment la force coercitive commune chargée de les maintenir.

Cette institution serait, comme je le disais tout à l'heure, la clé de voûte de l'Europe organisée.

Ne sent-on pas que l'heure est arrivée d'en venir délibérément à la fondation de cette Société des États, que tant de nobles aspirations et les instincts populaires ont appelée de leurs vœux? L'histoire européenne est, depuis des siècles, en marche vers cet idéal. L'heure est venue : qu'on la saisisse.

La guerre actuelle découvrirait ainsi son sens profond et réaliserait son objet providentiel. L'homme s'agitait. Dieu le menait.

Le sol a été bouleversé pour que les assises permanentes du droit européen et du droit mondial y soient plus profondément enfoncées.

Ainsi se trouverait réalisée, dans la force et dans la liberté, la politique de l'équilibre. Déjà la Conférence de La Haye avait signalé cette solution comme le résultat le plus désirable de ses travaux : « Ce que la confiance universelle entrevoit dans la deuxième Conférence de La Haye, écrivions-nous en 1907, c'est la constitution prochaine, et peut-être définitive, d'une institution magistrale, — celle qui fut prévue par Leibnitz, — et qui, seule, peut influer réellement sur les destinées du monde : l'institution du premier *Parlement universel* délibérant devant l'opinion, la convocation solennelle et réitérée des ÉTATS GÉNÉRAUX DU MONDE. Si le XXe siècle, à peine né, développe le germe (combien fragile encore!) qui lui fut confié; si la coutume des délibérations internationales publiques s'introduit dans les relations entre les peuples, que ne doit-on pas espérer de l'avenir? L'opinion est reine et maîtresse du monde. Qu'on se fie en elle. Partout où elle est admise, elle apporte la clarté et la franchise. Le plus puissant agent de la paix, c'est la lumière (1)! Tous les pays du monde ont appris à délibérer dans des assemblées libres. La discussion publique est la garantie la plus forte que le bon sens et la raison aient obtenue jusqu'ici. Cette longue expérience des « parlemens » doit profiter aux peuples dans leurs relations internationales. Après qu'ils ont appris à délibérer chez eux, ils doivent apprendre à délibérer entre eux.

Les quatre Puissances victorieuses deviennent ainsi, en

(1) *La Politique de l'Équilibre*. — La Conférence de La Haye, juin-juillet 1907, p. 29.

quelque sorte, le pouvoir exécutif d'une assemblée à laquelle leurs représentans ont, comme ceux des autres États européens, un droit de présence et un droit de vote. Leur autorité d'initiative et de coercition tient à leur situation naturelle et aux circonstances qui les ont forcées à prendre en main, dans la crise actuelle, la défense de l'univers.

De larges ententes soigneusement élaborées fixeront les rapports des nations entre elles et détermineront ce rôle particulier attribué à certaines d'entre elles. Il ne s'agit pas d'établir une suprématie quelconque, puisque toute décision doit être, devant l'assemblée des nations, l'objet d'une délibération égale et publique, mais bien d'une coopération et, encore une fois, d'une sanction.

On comprendra les raisons (ne serait-ce que la longueur même de cette étude) qui m'empêchent d'insister sur les détails d'un projet qui, d'ailleurs, se réfère aux nombreuses études antérieures consacrées à l'idée d'une Société des Nations (1). Les questions sans nombre que soulève sa réalisation devront être étudiées dans un congrès de toutes les Puissances, congrès qui sera la véritable « assemblée constituante des États-Unis européens. »

Nous avons essayé de suivre, — en remontant des faits particuliers aux idéaux universels, — le développement probable du problème de la paix.

D'abord *l'armistice;* l'armistice, œuvre des militaires et qui, pourtant, dominera les premiers linéamens des arrangemens définitifs.

L'armistice décidera des *participans à la paix,* décision non moins importante, non moins décisive pour l'avenir, et qui ne pourra être pesée avec trop de soin.

La question des « participans » posera la question du *statut de l'Allemagne en Europe,* c'est-à-dire de l'Empire militaire des Hohenzollern et du militarisme allemand : ce sera le moment de décider de son sort.

Le sort de l'Empire allemand décidera à son tour du sort

(1) On trouvera une bibliographie suffisante et un exposé juridique de « l'Union des États, » dans l'ouvrage que vient de publier M. Paul Otlet : *les Problèmes internationaux de la guerre,* p. 427. — J'ai à peine besoin de rappeler la belle publication de M. Léon Bourgeois : *la Société des Nations,* 1910.

de l'Allemagne. L'Allemagne avertie sera en mesure de se reconstituer selon ses traditions et dans le respect de sa nationalité, avec le consentement de l'Europe, sauf à donner à celle-ci de sérieuses garanties.

L'Allemagne, articulée à l'Europe, permettra la fondation tant désirée d'une *Société des peuples*, ayant pour organe un parlement des États européens. Cette fondation, délibérée dans une assemblée libre, sera composée d'un pouvoir législatif, d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir judiciaire ou juridique.

Ainsi la guerre aura réalisé, à la fois, le châtiment, la réparation et la sanction. Une Europe organisée, une Europe meilleure sera le résultat de cette crise terrible. Tant de sang versé ne l'aura pas été en vain.

Je ne puis pas faire un pas de plus maintenant. Je crois à une bonne volonté universelle; je crois à des idéaux nobles et encore surélevés par le calvaire de la présente guerre; je crois à la force des hommes quand la foi et la patience les soutiennent; je crois à la noblesse des âmes, c'est-à-dire à la bonté de Dieu. Cette guerre aurait donc produit un pareil résultat! L'Europe pourrait sceller cette paix! Manière vraiment supérieure et profondément humaine de transformer le mal en bien. L'empereur Guillaume pourrait répéter, une fois de plus, son naïf et terrible aveu : « Je n'ai pas voulu cela! »

GABRIEL HANOTAUX.

LETTRES INÉDITES

DE

CHATEAUBRIAND ET D'AUGUSTIN THIERRY

Dans un passage fameux des *Mémoires d'Outre-Tombe*, Chateaubriand raconte en ces termes une visite qu'il fit à Augustin Thierry au printemps de 1825 :

« J'ai vu, à Vesoul, M. Augustin Thierry chez son frère le préfet. Lorsque autrefois, à Paris, il m'envoya son *Histoire de la Conquête des Normands*, je l'allai remercier. Je trouvai un jeune homme dans une chambre dont les volets étaient à demi fermés; il était presque aveugle; il essaya de se lever pour me recevoir, mais ses jambes ne le portaient plus et il tomba dans mes bras. Il rougit lorsque je lui exprimai mon admiration sincère : ce fut alors qu'il me répondit que son ouvrage était le mien, et que c'était en lisant le récit de la bataille des Francs dans *les Martyrs*, qu'il avait conçu l'idée d'une nouvelle manière d'écrire l'histoire. Quand je pris congé de lui, alors il s'efforça de me suivre et il se traîna jusqu'à la porte en s'appuyant contre le mur : je sortis tout ému de tant de talent et de tant de malheur. »

Cette rencontre des deux grands écrivains, l'un au faîte de la renommée, l'autre encore presque au début de son chemin de souffrance et de gloire, n'était pas la première. Quelques mois auparavant, par l'entremise de son frère Amédée, qui l'avait approché chez le prince de Talleyrand, Augustin Thierry s'était fait présenter à l'auteur d'*Atala*.

C'était au lendemain du renvoi brutal, par lequel le faisant congédier « comme un garçon de bureau, » Villèle avait écarté un collègue encombrant. Le ministre disgracié se retirait avec une ostentatoire simplicité, mais vouant désormais au « cauteleux aideur d'affaires » et à son parti une haine implacable. Devenu partisan de toutes les libertés, l'ancien *ultra* de 1815 avait aussitôt entamé la terrible opposition que l'on sait ; « le brin d'herbe arraché » allait aider à l'écroulement d' « une grande ruine. » Le libéralisme hautement affiché d'Augustin Thierry, ses théories et ses idées ne pouvaient donc alors déplaire au grand homme irrité. La vénération proclamée d'un disciple fervent, qui le saluait comme un inspirateur et comme un modèle, devait enchanter son orgueil.

Des relations durables et suivies s'établirent entre eux, empreintes d'une respectueuse déférence chez Augustin Thierry, d'une très chaude et bientôt admirative sympathie de la part de Chateaubriand. On en peut trouver la trace dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*. Avant la révolution de Juillet, au cours de ses voyages et durant son ambassade à Rome, Chateaubriand écrit à plusieurs reprises, « vieil élève à son jeune maître, » intervient même en sa faveur, et à vrai dire sans succès, auprès de M. de Martignac. Après 1830, ce commerce d'amitié continue et, rentré à Paris, le hautain « oublié » ne dédaigne point de quitter parfois son appartement de la rue d'Enfer pour venir au passage Sainte-Marie, en compagnie de Mme Récamier, converser avec l'historien aveugle et paralysé.

J'ai retrouvé dans mes papiers de famille une partie de cette correspondance que j'ai l'heureuse fortune de pouvoir publier aujourd'hui. Les lettres de Chateaubriand en ma possession sont au nombre de dix-huit, s'échelonnant sur une durée de quinze ans, de 1829 à 1844 : quelques-unes dictées par Chateaubriand à son secrétaire Hyacinthe Pillorge et revêtues de sa signature, les autres autographes, sur épais papier de fil, scellées du cachet à ses armes, de cette grande écriture allongée, d'un demi-pouce de haut, comme tracée avec des majuscules, si caractéristique qu'on ne saurait l'oublier, lorsqu'on l'a une fois entrevue.

Deux ou trois sont de simples billets de politesse, mais la plupart, par les renseignemens qu'elles fournissent ou les pensées qu'elles expriment, apporteront, je l'espère, une utile contribu-

tion à l'étude des sentimens, des illusions, des variations aussi de la plus illustre de toutes les « âmes solitaires. »

* * *

La plus ancienne entre mes mains est datée de Cauterets, 28 juillet 1829 : Chateaubriand, regagnant l'Italie par le chemin des écoliers, poursuivait alors à travers les Pyrénées ce voyage triomphal, cette « suite de rêves » si fâcheusement interrompue par la chute du ministère Martignac. Elle est adressée à Carqueiranne, aux environs d'Hyères. Frappé depuis quatre ans d'une cécité progressive, alors presque complète, aux trois quarts paralysé, quasi mourant, Augustin Thierry, condamné par les médecins, avait été par eux, comme suprême ressource, envoyé en Provence. Le *Journal de Santé*, rédigé quelques années plus tard par son secrétaire, le docteur Gabriel Graugnard, fournit ces détails tragiques sur l'évolution de sa maladie à cette époque :

« En 1825, perte complète de la faculté de lire, même les plus gros caractères ; diminution dans les forces musculaires, surtout pour la station et pour la marche sur une ligne tout à fait droite ; extension de la paralysie cutanée à une grande partie du tronc, aux cuisses et aux jambes.

« En 1826, nécessité de se faire conduire, augmentation de la faiblesse des jambes, impossibilité de se lever sans appui. La sensibilité de la main gauche diminue au point qu'il devient impossible de s'en servir pour boutonner les habits. En 1827, étourdissemens fréquens, précédés d'un violent battement de cœur et accompagnés d'une suppression totale de la vue. Il éprouve ces symptômes quelques momens après s'être mis en marche.

« En 1828, impossibilité de distinguer aucun objet ; il entrevoit encore quelques portions des murs et la blancheur du ciel. Les étourdissemens continuent d'être fréquens.

« En 1829, la vision cesse presque complètement. Les étourdissemens simulent de légères attaques d'apoplexie, ils disparaissent à la fin de cette année. »

Sur les bords de la Méditerranée, l'infirme se trouvait l'hôte d'une famille de protestans genevois, propriétaires d'un « châtelet » près de Costebelle : les d'Espine avec lesquels il s'était lié en 1825, au cours d'un voyage en Suisse (1). Croyant

(1) Cette amitié chèrement partagée de part et d'autre dura jusqu'à la mort

sa fin prochaine, il venait, comme dernière consolation, de poser sa candidature à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, intéressant de loin amis et protecteurs à l'élection désirée. C'est à ce sujet que Chateaubriand lui écrit.

Cauterets, le 28 juillet 1829.

« Je me suis presque rapproché de vous, monsieur, et ma santé m'a appelé aux eaux des Pyrénées. Mon premier projet avait été de rentrer en Italie par la Corniche et je me faisais un grand honneur de vous rencontrer sur mon chemin ; c'est même ce qui m'a empêché d'avoir l'honneur de répondre plus tôt à votre dernière lettre, espérant toujours vous porter moi-même ma réponse. Malheureusement je suis obligé de retourner à Paris et de prendre ensuite la route de Turin.

« Vous savez, Monsieur, si je suis à vos ordres et combien je serais heureux de vous servir : j'ai fait les démarches nécessaires; vous n'en aviez pas besoin. M. Villemain a pu vous apprendre que tous les vœux et presque toutes les promesses sont pour vous : la supériorité de vos droits n'est pas plus contestée que celle de vos talens.

« Je me prépare toujours à donner cet hiver les deux volumes de mon histoire (1), et, voulant rendre compte de tout ce qu'on a écrit, je lis ici M. Guizot, la plume à la main. Au milieu d'une foule d'excellentes choses, il y a bien des choses hasardées et qui sentent le système. Comment soutenir, par exemple, que les champs cultivés chez les Romains étaient sans chemins, sans habitans, sans villages, sans chaumières? C'est nier à la fois le Code, les Pandectes, les Novelles, l'histoire, la poésie; c'est avoir oublié jusqu'à l'étymologie du mot *païen*. Il n'y a que vous, Monsieur, qui soyez juste, parce que vous avez soumis votre raison aux faits.

« Dans quinze jours, Monsieur, j'aurai quitté les eaux et dans un mois je serai à Rome. Ai-je perdu tout espoir de vous y voir ? Ne pourrai-je, en échange de vos lumières, vous prêter mes deux mauvais yeux, pour vous conduire sur les ruines

d'Augustin Thierry. Le nom de la famille d'Espine revient fréquemment dans sa correspondance.

(1) Les *Études historiques*.

d'un empire? Mon dévouement est aussi profond pour vous, Monsieur, que mon admiration est sincère.

« CHATEAUBRIAND. »

L'avènement du ministère Polignac vint modifier ces projets, et l'on sait comment, le 28 août, Chateaubriand se démit de son ambassade. La lettre suivante est adressée de Paris, toujours à Carqueiranne.

Paris, 11 février 1830.

« Deux choses, Monsieur, me font grand plaisir dans votre lettre (1) : vous continuez vos grands et nobles travaux, et nous vous reverrons bientôt à Paris. Vous avez retouché vos anciens ouvrages; c'est ce qui arrive à tous les hommes de votre mérite : la conscience n'est jamais séparée du vrai talent (2). Sans doute, comme vous le dites, Monsieur, les études historiques ont fait des progrès; mais ces progrès ont-ils toujours été dans un sens utile? J'ai lu bien des choses rassemblées à la hâte, publiées avec la même précipitation et souvent dans un esprit de système que les faits mieux approfondis ne justifient pas.

« Je vais descendre moi-même dans cette périlleuse carrière. On met sous presse les deux volumes que je dois encore au public; ils auront besoin de votre indulgence. Je me suis placé entre l'ancienne et la nouvelle école. Je voudrais, s'il était possible, les unir au lieu de les diviser : vous verrez, Monsieur, que je vous rends pleine justice.

« Si je puis quelque chose pour votre nomination à une place que vous ne devriez pas solliciter, mais qu'on devrait s'empresser de vous offrir, ne doutez pas de mon zèle. Ma nouvelle position ne me laisse pas beaucoup de crédit : je suppléerai à la faveur par le dévouement.

« Vous avez éprouvé, Monsieur, un malheur de famille (3)

(1) Je ne possède malheureusement pas celle-ci. Les brouillons des lettres d'Augustin Thierry dictés à ses secrétaires ou à sa femme et conservés dans ses papiers ne commencent qu'en 1831.

(2) Il s'agit ici de la troisième édition de l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre*. L'auteur avait apporté de nombreux remaniemens et des additions importantes à son œuvre. L'avertissement est daté de Carqueiranne, 3 février.

(3) La mort de sa mère : M[me] Jacques Thierry, née Catherine Le Roux, morte à Blois, le 10 octobre 1829.

auquel je prends une part bien sensible ; moins jeune que vous, j'ai aussi beaucoup plus perdu : tout s'en va avec les années. Les exemples ne consolent pas, mais ils enseignent la résignation et la philosophie.

« Je vous renouvelle, Monsieur, avec autant de vivacité que de sincérité, l'assurance de mon admiration et de mon dévouement.

« Chateaubriand.

« Comme vous, je n'ai pu écrire moi-même : ce ne sont pas mes yeux qui souffrent, mais ma main sur laquelle s'est jeté un rhumatisme. »

Cependant la candidature académique d'Augustin Thierry se heurtait à de sérieuses difficultés. On le jugeait trop jeune. Suspect au pouvoir, retenu par la maladie à l'autre extrémité du pays, l'aveugle ne pouvait venir à Paris défendre sa chance. Sa faiblesse nerveuse aidant, il s'affligeait et désespérait. Chateaubriand lui écrit alors cette curieuse lettre :

Paris, 3 avril 1830.

« Votre lettre, Monsieur, m'a fait une sensible peine : vous ne revenez pas parmi nous et vous vous croyez oublié : ce mot-là doit être rayé de vos souffrances ; l'oubli est un mal qui ne vous atteindra jamais. M. Villemain vous aime, vous honore et vous admire ; il a été très malheureux et très découragé (1). Il y a de ces momens de dégoût qu'on a de la peine à surmonter dans la vie ; ils s'étendent sur tout, et bien qu'on conserve au fond du cœur des amitiés fidèles et tendres, on manque de la force nécessaire pour les exprimer.

« Je ne puis rien vous dire de positif sur l'Académie ; je ne sors plus, je ne vois personne, je rencontre quelquefois par hasard quelques-uns de nos amis communs ; alors nous parlons de vous ; ils paraissent toujours persuadés que vous avez des chances considérables. Je m'en informerai encore ; je vous l'écrirai ; mais je vous avoue en toute humilité que je n'ai aucun pouvoir, aucune influence ; je vis trop solitaire, et l'espèce de proscription politique dans laquelle je ne cesse de me trouver

(1) A cette date, Villemain, qui se lançait dans la vie politique, venait d'essuyer coup sur coup deux échecs électoraux à Pontivy et en Vendée.

placé fait fuir les faibles et anime les ennemis. Il ne m'appartiendrait pas, Monsieur, d'être sévère avec personne ; j'ai trop besoin d'indulgence. Je louerai beaucoup MM. Guizot, Thiers et Mignet, mais je dirai aussi en quoi je ne partage pas leur opinion sur quelques faits et quelques systèmes historiques. Ce que je donnerai sera bien misérable et ne saurait arrêter d'aucune manière un homme comme vous. J'aurai, je crois, trois volumes, et je ne crois pas qu'ils puissent être publiés avant le 1er janvier prochain ; mais aussi je serai libre pour le reste de ma vie ; ce reste est peu de chose désormais et je me le réserve ; je sortirai à la fois de la politique et des lettres. J'ai autant d'ardeur de disparaître aujourd'hui de la scène du monde que j'en ai peut-être eu autrefois pour m'y montrer.

« Soignez votre santé, Monsieur, travaillez pour vous distraire et pour nous instruire. Je me fais un grand bonheur et un grand honneur de dire en public ce que je pense de vous. Mon dévouement et mon admiration pour vous sont inaltérables.

« CHATEAUBRIAND. »

La Révolution survient. Les Lys sont renversés. Se sacrifiant pour « une famille ingrate, » à « une cause qu'il n'approuve pas, » reniant les « Judas de la Chambre des Pairs, » Chateaubriand, courtisan du malheur qu'il n'a pu détourner, a donné la démission de ses emplois et, pauvre, endetté, résigné jusqu'à ses pensions pour rester « nu comme un petit saint Jean. » Il songe à quitter la France, qui acclame l' « apostat, » à s'exiler en Suisse.

Élu le 7 mai au fauteuil de Boissy d'Anglas, Augustin Thierry est maintenant à Vesoul l'hôte de son frère, nouveau préfet de la Haute-Saône. Au futur historien du Tiers-État, que nul serment ne lie au régime déchu, la royauté bourgeoise, la monarchie constitutionnelle à l'anglaise apparaît comme l'idéal des gouvernemens, la conséquence et la fin nécessaire de la tradition nationale. Il l'avait accueillie d'enthousiasme et la regretta avec désespoir. « Nous avons été séparés de notre grande histoire, de celle de huit siècles, écrira-t-il énergiquement après 1848, nous ne pouvons plus y rentrer, parce qu'elle est malheureusement divisée contre elle-même. Nous nous sommes amarrés à la petite, à celle du Consulat et de l'Empire, et nous

nous y sommes accrochés comme les gens qui se noient, avec frénésie (1). »

Son amitié, sa vénération s'émeuvent devant les renoncemens de Chateaubriand et sa fureur de sacrifice. A la sollicitude qu'il témoigne, aux possibilités qu'il exprime, aux avis respectueux qu'il formule peut-être, répond cette lettre altière, débordant à la fois d'orgueil exaspéré et d'écrasant mépris, révélatrice à cette date de sentimens nouveaux où les partisans du « républicanisme » de Chateaubriand trouveront sans doute un appoint d'argument en faveur de leur thèse (2) :

Paris, 11 septembre 1830.

« Vraiment, Monsieur, je ne saurais vous dire à quel point je suis touché de l'intérêt que vous voulez bien me témoigner. Le sort a fait que ma vie s'est écoulée au milieu d'hommes qui ne m'entendaient pas et avec lesquels je n'avais aucune sympathie, tandis que ceux vers lesquels la nature m'inclinait ne m'ont apparu qu'au moment où tout finit pour moi, amitiés et jours.

« Je m'en vais du moins, Monsieur, avec la paix d'un honnête homme. Je crois avoir un peu contribué à la liberté de mon pays; la presse me doit peut-être quelque chose, et c'est elle qui vient d'affranchir ma patrie. Mes doctrines triomphent et ma chétive personne périt. Qu'importe alors? Je sacrifie bien volontiers la seconde aux premières. Je ne suis d'ailleurs pas bien rassuré sur l'indépendance que nous avons conquise. Si la France s'était formée en République, j'y serais resté parce que j'aurais vu logique et conséquence dans le fait et que je n'aurais eu à violer aucun serment ; mais troquer une monarchie contre une usurpation sans gloire qui sera tôt ou tard obligée de recourir aux lois d'exception, changer une couronne conservée pendant neuf siècles au trésor de Saint-Denis pour une couronne trouvée dans la hotte d'un chiffonnier, cela ne vaut pas la peine d'un parjure. Je n'ai conservé de ma jeunesse qu'un certain goût du malheur qui me range du côté de l'infortune, même méritée. Je partirai pour la Suisse aussitôt que j'aurai achevé l'impression de mes trois volumes : elle est très

(1) Lettre à la princesse Belgiojoso.

(2) Je n'ignore pas les *Considérations* qui précèdent la traduction du *Paradis Perdu*, mais elles furent écrites en 1836, bien postérieures par conséquent à cette lettre.

avancée. Tous mes regrets, Monsieur, seront pour des hommes comme vous et, quel que soit le lieu que j'habite, je vous y conserverai admiration et dévouement.

« CHATEAUBRIAND. »

L'année 1831 venait d'apporter un grand changement dans la vie d'Augustin Thierry. Il avait rencontré aux eaux de Luxeuil, cette petite ville des grands souvenirs, Mlle Julie de Quérangal, fille d'un contre-amiral en retraite, major de la marine à Lorient, dont le nom s'est fait honorablement connaître dans les guerres de l'Empire. De cœur noble, instruite et distinguée d'esprit, cultivant elle-même les lettres (1), la jeune fille s'était prise à la fois d'admiration pour le talent de l'écrivain et de pitié pour son malheur. L'enthousiasme devint aisément de l'amour, bientôt un mariage s'ensuivit : union fortunée qui devait, treize années durant, illuminer de bonheur intime et réchauffer de prévoyante tendresse la vie douloureuse de l'illustre aveugle, et lui verser l'oubli de ses cruelles souffrances.

Après avoir quitté la France pour s'installer à Genève en un modeste logement du quartier des Pâquis, Chateaubriand vient de rentrer à Paris, rappelé par la proposition Briqueville, qui bannit à perpétuité du territoire « l'ex-roi Charles X, ses descendans et les alliés de ses descendans. » Le 31 octobre paraît chez Le Normant, sa brochure d'inspiration si haute et de si fier langage : *De la nouvelle proposition relative au bannissement de Charles X et de sa famille, ou suite de mon dernier écrit : De la Restauration et de la Monarchie élective.*

Ce devoir accompli, il s'est remis à la composition de ses *Mémoires*. Le 15 décembre 1831, il écrit à Augustin Thierry, toujours installé à Vesoul, chez son frère, où il prépare les *Nouvelles Lettres sur l'Histoire de France*, devenues plus tard les *Récits des Temps Mérovingiens*.

Paris, 15 décembre 1831.

« Je me suis empressé, Monsieur, d'aller offrir à Mme Thierry

(1) Mme Augustin Thierry a publié en 1835 des *Scènes de mœurs et de caractère au XIXe siècle*, d'un style exact et net et de très fine observation, dont quelques-unes parurent dans cette *Revue* et un roman : *Adélaïde. Mémoires d'une jeune fille* (1839).

l'hommage de mon respect : j'ai été doublement charmé de voir votre femme et une Bretonne pleine d'esprit et de grâce. Il a été décidé entre nous que j'étais son cousin depuis trois ou quatre cents ans, et j'espère d'après cela que vous ne me refuserez pas d'être le vôtre.

« J'étais bien honteux, Monsieur, de vous offrir mes *Études*, je sentais combien le présent était peu digne de vous. Vous ne sauriez croire à quel point je suis heureux d'apprendre que vous vous remettez à l'ouvrage et que mes essais informes entrent cependant pour quelque chose dans votre résolution. C'est ainsi que vous m'avez dit (et je ne l'ai pas oublié) que *ma bataille des Francs* vous avait donné la première idée d'une histoire différente des histoires publiées jusqu'à notre temps. Ce sont là mes vrais titres de gloire. Mme Thierry vous porte mes *Études :* l'échange que vous me proposez m'est trop favorable pour que je perde l'occasion de m'enrichir.

« Hélas ! Monsieur, tout mon bonheur serait de rester à Paris, de vous voir, de vous entendre, de m'instruire dans votre conversation, et surtout de vous presser de continuer votre immortel travail ; mais je ne fais que traverser la France : accouru pour défendre encore quelques exilés et pour vendre mon chétif ermitage, je m'apprête à reprendre le chemin de la terre étrangère. Chaque homme accomplit sa destinée. La mienne est liée à une couronne qui a toujours pesé sur moi et qui m'écrase en tombant. J'ai pris seulement mes précautions pour que mes cendres soient rapportées dans ma patrie.

« Recevez, Monsieur, je vous prie, la nouvelle assurance de l'attachement et de l'admiration que je vous ai voués. Mme Thierry vous dira combien nous avons parlé de vous et tous les souhaits que je fais pour votre bonheur.

« CHATEAUBRIAND. »

Emprisonné durant quelques jours à la préfecture de police, en raison de ses rapports suspects avec la Duchesse de Berry, Chateaubriand reçut dans sa geôle momentanée de nombreuses marques de sympathie. Aux témoignages de Bertin, de Villemain, de J.-J. Ampère, de Charles Lenormant, vint s'ajouter celui d'Augustin Thierry. A peine remis en liberté, Chateaubriand se hâte de remercier Mme Augustin Thierry.

Paris, ce 9 juillet 1832.

« Madame,

« Rien ne pouvait me rendre plus heureux que votre lettre dans ce moment. Je suis touché et fier des marques d'intérêt que vous et M. Thierry voulez bien me donner. Je les méritais du moins par mon admiration sincère et mon profond dévouement pour votre illustre mari.

« Je partirai à la fin du mois pour la Suisse. Si je passe par Vesoul, ce qui est possible, j'aurai l'honneur d'aller vous voir et vous remercier. J'emporterai dans ma solitude l'espoir de me consoler un jour par la lecture des nouveaux ouvrages dont M. Thierry est occupé : il accroîtra sa renommée en augmentant la gloire de la France.

« Offrez, je vous en prie, Madame, mes complimens les plus empressés à M. Thierry, et agréez l'hommage des sentimens respectueux que j'ai l'honneur de vous offrir.

« CHATEAUBRIAND. »

Chateaubriand, en route pour Lucerne, s'arrêta effectivement à Vesoul. Un brouillon de *Souvenirs* inédits d'Amédée Thierry, recueillis en 1858 par son fils, Gilbert Augustin-Thierry, alors adolescent, trace un amusant croquis de la visite précipitée du grand homme : « Lorsqu'il quitta Paris en 1832 pour se rendre en Suisse, M. de Chateaubriand passa par Vesoul. Sa voiture de poste le conduisit à l'auberge de la Madeleine, d'où il partit pour se rendre à la préfecture. Son intention était de voir au passage mon oncle Augustin qui lui avait écrit au sujet de son emprisonnement, et mon père, dont il avait parlé avec bienveillance dans la préface de ses *Études historiques*. M. de Chateaubriand demeura une demi-journée à la préfecture à causer fort gaiement. Il raconta sa captivité fort douce dans le salon de M. Gisquet, préfet de police, n'ayant pour geôlier que Mlle Gisquet, qui lui faisait de la musique du matin au soir. A l'entendre, c'était un emprisonnement assez doux : il est vrai qu'il n'en parle pas ainsi dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*. Il ne traite pas M. Gisquet avec autant de bonne grâce que dans la conversation qu'il avait eue avec mon père.

« Il ne voulut rien prendre à la préfecture, malgré les instances qui lui furent faites, et lorsque, au bout de quelques

heures, il voulut partir, il s'opposa obstinément à ce que mon père le reconduisît jusqu'à son hôtel. Mon père insistait lorsqu'il s'aperçut que M. de Chateaubriand prenait presque son insistance polie en mauvaise part. Amédée Thierry avait oublié que, représentant du gouvernement et préfet, il jouait le rôle de bourreau et M. de Chateaubriand celui de victime. Il le quitta à la porte de la préfecture, et c'était déjà beaucoup pour l'impatience de son hôte, qui avait traversé en sa compagnie une cour séparée seulement de la rue par une grille.

« Trois jours après, le capitaine de gendarmerie arriva tout effaré dans le cabinet de mon père : « Monsieur le préfet, une nouvelle importante. — Laquelle? — M. de Chateaubriand a traversé la ville, il y a trois jours, se rendant en Suisse : vous pouvez considérer la chose comme certaine. — Vraiment, mais c'est de la plus haute importance!... Qui a-t-il vu en passant? — Je ne sais pas encore, mais je suis sur la voie, et demain, j'espère, je vous dirai quelles sont les visites qu'il a faites... — Je fais mieux la police que vous, mon cher capitaine, car je puis vous informer dès maintenant qu'il a passé la journée à la préfecture ! »

La Duchesse de Berry est arrêtée à Nantes. Revenu précipitamment à Paris, le défenseur *officieux* de l' « auguste captive » s'est mis sans perdre un jour à la composition de son *Mémoire sur la captivité de Mme la Duchesse de Berry*. C'est au milieu de ce travail qu'il écrit dans la Haute-Saône à son ami lointain :

Paris, le 10 décembre 1832.

« Hélas, Monsieur, votre lettre m'est arrivée tout au beau milieu d'une fièvre de nerfs que je m'étais donnée par excès de travail; je n'ai donc pu avoir l'honneur de vous répondre à l'instant même et je suis encore obligé d'emprunter aujourd'hui la main de mon secrétaire. Je vous en veux, Monsieur, d'avoir pu supposer un instant qu'il me fût passé par la tête des idées semblables à celles dont vous vous êtes tourmenté : je vous honore et vous admire sincèrement; j'ai cru et j'ai dû croire à une méprise. Croyez, Monsieur, que rien ne pourra jamais altérer les sentimens que je vous ai voués pour la vie (1). »

CHATEAUBRIAND.

(1) J'ignore à quel malentendu précis fait allusion Chateaubriand, et la correspondance d'Augustin Thierry ne m'en a pas livré le secret.

Tout au plus m'est-il permis d'inférer, de la crainte éprouvée par celui-ci, que

Au commencement de 1833, Guizot, devenu ministre de l'Instruction publique dans le Cabinet présidé par le maréchal Soult et fondant le Comité des Travaux historiques et la grande Collection de documens inédits qu'il le chargeait de publier, avait « élevé l'histoire du pays au rang d'institution nationale. » A l'historien des Communes, qu'il affectionnait, il proposa d'accepter le travail important, pour lequel nul autre n'était mieux désigné, de recueillir les monumens de l'histoire du Tiers-État. Les compétitions étaient fort vives dans le monde savant et ces charges officielles ardemment disputées. Averti des intentions ministérielles, Chateaubriand exprime son désir de les voir se réaliser, indique les raisons qui justifient à ses yeux la désignation dont Augustin Thierry est l'objet.

Paris, 10 janvier 1833 (1).

« Oui, Madame, j'avais reçu avec une vive reconnaissance et relu avec une nouvelle admiration les belles ébauches d'un grand maître. La préface est véritablement un charme. Mais vous ne me dites pas, Madame, une excellente nouvelle; c'est que M. Thierry vient ici pour être à la tête d'une commission historique. Est-ce qu'il n'aurait pas accepté? Je me faisais un si grand bonheur de le revoir et de vous revoir, j'espérais qu'il me permettrait d'aller quelquefois m'instruire auprès de lui et de lui dire combien je l'admire. Lui seul est resté au point juste dans la nouvelle école historique; tous ses imitateurs ont dépassé le but et, en croyant rendre aux temps passés leurs couleurs primitives, ils sont arrivés au roman. Il fallait le mélange exquis de raison, de goût et d'imagination de M. Thierry pour élever l'histoire à la poésie, sans lui faire perdre la vérité. Je suis trop fier, Madame, de penser que vous avez eu la bonté de lire mes vieilleries à votre illustre mari; je reconnais là la bienveillance et la fraternité bretonnes.

« Agréez, Madame, tous mes vœux les plus empressés, mes hommages respectueux, et offrez, je vous prie, à M. Thierry les sentimens dévoués de son plus sincère admirateur. — Surtout, revenez vite parmi nous.

« CHATEAUBRIAND. »

ses sentimens d'affection et de fidélité pour la nouvelle monarchie pussent altérer les bons rapports d'une amitié précieuse à son esprit et à son cœur.

(1) A Mme Augustin Thierry.

Le retour d'Augustin Thierry ne put être aussi rapide que le souhaitait Chateaubriand. Diverses difficultés d'ordre budgétaire vinrent porter obstacle au bon vouloir de Guizot, retarder jusqu'à la fin de 1834 l'accomplissement de sa promesse. Sans fortune, l'historien se trouvait alors en proie à la plus pénible gêne. Il se désolait d'être contraint au séjour d'une petite ville provinciale et de ne pouvoir, faute de ressources, donner suite au grand projet, chèrement caressé par lui, d'écrire l'histoire des *Invasions germaniques* (1).

Chateaubriand s'afflige et s'indigne d'une situation si cruelle.

Paris, 25 mars 1834.

« J'aurais eu l'honneur, Monsieur, de répondre plus tôt à votre lettre, si elle ne m'était arrivée au moment même où Mme de Chateaubriand tombait malade d'une manière assez grave pour m'alarmer. Ce que vous avez la bonté de me mander me pénètre de reconnaissance et me fait en même temps beaucoup de peine. Je relirai avec un nouveau plaisir votre important et bel ouvrage (2) : je suis digne du moins du présent par mon admiration sincère pour celui qui me le veut bien offrir. Hélas ! Monsieur, vous éprouvez ce qu'ont éprouvé tous les hommes; vos amis ont été distraits par la fortune. J'ai fait ce que j'ai pu dans mon temps : aujourd'hui, mon discrédit s'accroît de l'indépendance que j'ai gardée. Mais quelle honte pour la France qu'un homme de votre mérite ne puisse, faute d'une position convenable, continuer ses travaux, tandis que l'on gorge d'argent, de places et d'honneurs la médiocrité et la bassesse ! Quand je lis les précieux, mais trop courts fragmens que vous nous donnez quelquefois, je gémis de voir votre génie emprisonné dans des bornes si étroites.

« Monsieur votre frère est venu à Paris ; il s'est donné la peine de passer chez moi ; malheureusement, il n'a pas laissé son adresse. J'ai été désolé de ne pouvoir aller le chercher et le remercier de son souvenir. Mme Thierry, votre gracieux secrétaire, veut-elle bien agréer mes respectueux hommages ? Pour

(1) Projet que la maladie l'empêcha toujours de réaliser. Il nous a donné en quelque sorte la monnaie de cette grande œuvre dans les *Récits des Temps Mérovingiens*.

(2) *Dix ans d'Études historiques*, alors sous presse.

vous, Monsieur, mon admiration sincère et mon entier dévouement vous sont acquis et connus.

« CHATEAUBRIAND. »

L'attribution d'une pension littéraire, puis d'une indemnité annuelle (1) pour son travail de Collection permirent à Augustin Thierry de quitter la Haute-Saône et cette maison du cardinal Jouffroy qu'il avait adoptée à Luxeuil pour résidence d'été. Au début de 1835, il vint s'installer à Paris, 11, passage Sainte-Marie (2). Il devait, jusqu'à la mort de sa femme, mener dans cette paisible retraite une existence quasi bénédictine, non toutefois sans quelque ouverture sur le monde.

Ce furent les années heureuses de sa vie torturée. La plus attentive des compagnes s'employait à l'entourer d'une société d'amis et d'admirateurs dont elle était l'âme après lui. Le modeste « salon vert » de leur appartement devint bien vite le centre des plus attrayantes réunions. Les causeries littéraires alternaient le plus ordinairement avec des soirées consacrées à la musique, pour laquelle l'aveugle avait une véritable passion. Sur les listes d'invitations durant cette période, je relève les noms de Michelet, Henri Martin, Villemain, Félix Ravaisson, Aug. Trognon, les deux frères Ary et Henry Scheffer, Alfred Nettement, J.-J. Ampère, Guigniaut, Ludovic Lalanne, Ozanam, H. Fortoul, Egger, Letronne, Monselet, Géruzez, J.-V. Leclerc.

C'est aussi l'époque où, dans le boudoir de Mme Récamier, en présence d'un auditoire soigneusement trié sur le volet, commencent les premières lectures des *Mémoires d'Outre-Tombe*, dont cette *Revue* eut, au mois de mars 1834, l'honneur de publier, la première, un fragment important. Pareil régal ne fut pas dispensé aux seuls habitués de l'Abbaye-au-Bois. Le passage Sainte-Marie en eut parfois sa bonne part : témoin la lettre que je transcris plus loin et ce billet d'Augustin Thierry à Ary Scheffer :

« Mon cher ami,

« Julie espérait vous rencontrer hier chez M. Viardot et vous

(1) D'abord fixée à 3 000 francs, elle fut élevée à 4 500 en 1837.
(2) Aujourd'hui rue Saint-Simon.

proposer d'assister chez nous, demain dimanche, à une lecture des *Mémoires* de M. de Chateaubriand, qui commencera à huit heures précises. Voyez si le cœur vous en dit; il n'y aura là que de la littérature et de l'amitié, deux choses qui, hélas! vous sont devenues bien indifférentes.

« Tout à vous, mais tristement.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Chateaubriand lui-même apporte en outre cette intéressante confirmation :

Paris, 26 juillet 1836.

« Votre lettre, Monsieur, m'a fait le plaisir le plus grand et m'a rendu trop fier. Je vous en remercie mille fois ; je la dois à la bienveillance de votre talent et à la bonté gracieuse de Mme Thierry. Hélas! Monsieur, j'ai assisté tous ces jours-ci à des scènes bien douloureuses, j'ai vu hier mettre dans la tombe ce même jeune homme plein d'avenir que j'avais vu chez vous attentif à l'histoire de ma vieille vie. Ainsi Dieu retire de ce monde tout ce qui s'élève et se distingue de la foule, parce qu'il faut que la société actuelle se décompose et aille à sa destinée. Je croyais bien que M. Carrel me survivrait; mais mes malheureux cheveux blancs m'ont si souvent trompé que je ne croirai plus en eux (1).

« C'est en vous que je crois, Monsieur, dans votre gloire que j'admire bien sincèrement. Je pars à l'instant de Paris; je serai un mois absent. Offrez, je vous prie, mes respectueux hommages à Mme Thierry : si c'est elle qui déchiffre mon griffonnage, elle les lira ici.

« CHATEAUBRIAND. »

***

L'automne de 1837 devait amener à Augustin Thierry le tracas d'une sérieuse préoccupation littéraire. Dans un article consacré à la mémoire d'Armand Carrel (2), Désiré Nisard crut pouvoir avancer que celui-ci avait aidé de sa collaboration l'auteur de la *Conquête de l'Angleterre* et que les derniers livres de l'ouvrage avaient été écrits par eux en commun.

La fierté d'Augustin Thierry s'émut douloureusement; il

(1) Carrel venait d'être tué en duel le 22 juillet par Girardin.
(2) *Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1837.

protesta avec véhémence contre une telle assertion : « Je suis peiné horriblement, se plaint-il à Sainte-Beuve, et j'aurai besoin de vous demander conseil dans la triste nécessité où je me trouve d'avoir à revendiquer pour moi seul la propriété intellectuelle d'un de mes ouvrages, de celui qui m'a coûté la vue. » Il invoqua le témoignage des amis qui les avaient connus tous les deux, Carrel et lui, au temps de leurs premières relations, en 1824, et réclama l'insertion d'une note rectificative à François Buloz et à son associé Félix Bonnaire. Une polémique assez aigre s'engagea dans les journaux. C'est au sujet de cette querelle qu'Augustin Thierry remercie Chateaubriand, intervenu, sur sa demande, au *Journal des Débats*.

Paris, 6 octobre 1837.

« Monsieur,

« J'ai été touché et en même temps confus de l'extrême bonté avec laquelle, au milieu des inquiétudes qui vous tourmentent (1), vous avez daigné recommander en ma faveur une réclamation littéraire d'un intérêt bien léger auprès de vos douloureuses préoccupations. Peut-être aurais-je laissé tomber de lui-même le roman de cette collaboration imaginaire, bâti par M. Nisard sur des faussetés, des conjectures et des inductions; ce qui m'a provoqué, ce sont ces appels tendancieux à nos conversations, à mes paroles, à de prétendus aveux de ma part! La triste polémique où je me suis vu entraîné d'une manière si inattendue, m'a fatigué et dégoûté horriblement; j'ai hâte de rentrer dans mon repos, de songer au travail présent et d'oublier que je me suis vu contraint de revendiquer pour moi seul la propriété intellectuelle d'une portion du travail passé. Mon plus vif regret est d'avoir eu à remuer, bien malgré moi, la cendre d'un homme que j'ai aimé et estimé.

« J'espère, Monsieur, que vos alarmes actuelles seront bientôt dissipées et que, lorsqu'il me sera donné de causer avec vous, je retrouverai pleinement libre de soucis et de craintes cet esprit dont la supériorité raffermit le mien et cette puissante raison qui me console.

« Agréez de nouveau, Monsieur, l'expression de ma vive et respectueuse admiration.

« AUGUSTIN THIERRY. »

(1) Une nouvelle maladie de Mme de Chateaubriand.

Voici la réponse de Chateaubriand :

Paris, 7 octobre 1837.

« Vraiment, Monsieur, je suis bien touché et bien honoré de votre souvenir; j'ai seulement été désolé que Mme Thierry se soit donné la peine de venir me chercher si loin, quand il lui suffisait de m'écrire. J'aurais trouvé un moment, au milieu de mes inquiétudes et de mes chagrins, de (1) me rendre à ses ordres.

« J'ai écrit à M. Bertin, mais je n'ai jamais cru au succès; j'espère maintenant que tout cela est fini. A la hauteur où vous êtes, Monsieur, rien ne peut vous atteindre; laissez votre gloire faire justice de tout ce qui pourrait vous blesser. Aussitôt que j'aurai un instant de santé, j'en profiterai avec empressement pour aller vous porter le nouveau tribut de ma sincère et constante admiration. Mes hommages respectueux, je vous prie, à Mme Thierry.

« CHATEAUBRIAND. »

Durant les années qui suivent, l'évocateur des *Martyrs* que les infirmités commencent à gagner et qui « s'est ennuyé dès le ventre de sa mère, » cherche à tromper cet ennui par de fréquens voyages. Vaine poursuite à la recherche de l'impossible. A quoi bon, constate-t-il lui-même, avec toute la mélancolie de *René*, « traverser le ciel à tire-d'ailes, sans avoir le temps de se livrer à une rêverie ou de placer une idée sur sa route? Il n'y a que Françoise de Rimini avec laquelle on peut fuir d'une fuite éternelle.

Quali colombe dal disio chiamate
Con l'ali aperte e ferme al dolce nido
Volan per l'aer dal voler portate. »

Entre temps, néanmoins, il a déménagé, quitté la rue d'Enfer pour s'installer 112, rue du Bac. Ce voisinage relatif facilite les relations mutuelles entre les deux écrivains. J'en trouve pour preuve les billets de politesse échangés entre eux à cette époque. Déjà presque entièrement condamné par la paralysie à l'immobilité, Augustin Thierry se fait de temps à autre

(1) *Sic.*

transporter chez son illustre ami, et ce dernier, de son côté, honore le « salon vert » d'assez fréquentes visites (1).

De ces témoignages d'estime et de sympathie réciproques entre deux des grands hommes dont s'honore la France du siècle dernier, je ne retiendrai ici que le suivant, pour l'intérêt littéraire qu'il présente.

Augustin Thierry vient d'achever à ce moment la préface fameuse qui ouvre les *Récits des Temps Mérovingiens*. Il en a communiqué les bonnes feuilles à Chateaubriand. Celui-ci. ravi de l'éclatant hommage que lui rend l'historien, exprime sa gratitude dans ces lignes trop volontairement modestes pour être bien sincères :

Vendredi soir, 5 mars 1840.

« Je serais trop fier, Monsieur, ma pauvre vieille tête tournerait, si je pouvais croire que j'ai eu l'insigne honneur de vous initier à votre admirable talent. Mais, Monsieur, vous êtes né de vous-même et de votre propre génie. Je n'en montrerai pas moins cette page avec orgueil, sinon comme un titre légitime de gloire, du moins comme une preuve précieuse de votre indulgente amitié. Je prie Mme Thierry, qui vous lit peut-être ce billet, de vous offrir l'expression de ma reconnaissance et d'agréer l'hommage empressé de mon respect.

« CHATEAUBRIAND. »

Cette même année, l'Académie française décernait à Augustin Thierry le grand prix Gobert. Cette haute récompense, accordée au « rénovateur profond de notre histoire nationale (2), » lui fut, — par une distinction unique dans les annales des lettres françaises, — continuée jusqu'à sa mort, devenant ainsi un véritable « fief littéraire, » suivant l'expression employée

(1) Notamment, à la fin de 1839, pour aller voir, au passage Sainte-Marie, le beau portrait d'Augustin Thierry par Henry Scheffer. Voici le billet adressé au peintre par son modèle à cette occasion :

« Mon cher ami,

« Vous avez oublié votre promesse de l'autre jour. M. de Chateaubriand doit venir chez moi dimanche prochain; il a été très frappé des portraits de Carrel et de Mme Arago. Je voudrais qu'il pût juger que cette fois vous vous êtes surpassé vous-même.

« Tout à vous de cœur. »

(2) Villemain.

par Villemain pour en marquer le singulier caractère et en rehausser l'éclat.

Chateaubriand, doyen de l'illustre Compagnie depuis la mort de Joseph Michaud, l'historien des *Croisades*, avait chaleureusement appuyé cette désignation de sa haute influence. Goutteux (1), il emprunte la main de son secrétaire pour répondre aux remerciemens du bénéficiaire :

Vendredi 15 mai 1840.

« Vraiment, Monsieur, vous ne me devez rien du tout; je n'ai pas ouvert la bouche, je n'ai fait qu'applaudir de grand cœur aux éloges qu'on donnait de tous côtés à vous et à votre livre; je n'ai fait que soutenir la couronne que l'on posait sur votre tête. Je vais emporter et lire aux eaux (si je vais aux eaux) la *Gaule* de M. votre frère (2) ; je vous prie de le remercier bien sincèrement pour moi. Quand j'aurai le Mémoire de notre très savant ami, j'irai vous le reporter et présenter mes respectueux hommages à Mme Thierry. Vous n'écrivez plus faute d'yeux, je n'écris plus faute de mains.

« CHATEAUBRIAND. »

* * *

J'arrive aux dernières lettres de cette Correspondance. Elles ont trait à la douloureuse catastrophe qui va si cruellement bouleverser la précaire existence d'Augustin Thierry. Sa femme se mourait en cette fin de mai 1844. Ce qu'elle était pour lui, sa reconnaissance, sa tendresse pour son Antigone de tous les instans, il le crie avec une éloquence désespérée dans les lignes qui suivent, où la mortelle angoisse de l'homme se mêle tragiquement aux effusions reconnaissantes de l'écrivain (3).

Paris, le 19 mai 1844.

« Monsieur,

« Il y a bien des jours que j'attends une heure de calme

(1) La goutte, qui depuis longtemps le tenait aux mains, commençait de gagner Chateaubriand aux jambes. La marche lui devenait difficile. La Faculté l'envoya prendre les eaux de Néris. Il s'y trouvait en juillet 1842, en compagnie de Teste, ministre des Travaux publics, qui depuis..., et d'Amédée Thierry.

(2) L'*Histoire de la Gaule sous l'administration romaine*.

(3) Chateaubriand vient de lui adresser la *Vie de Rancé*, avec la plus flatteuse dédicace.

pour vous écrire et cette heure ne vient pas; j'ai le cœur pénétré de reconnaissance pour vous, mais je l'ai si plein d'angoisse que pas un mot doux ne peut en sortir. Ce témoignage d'une si haute et si généreuse amitié, qui sauvera mon pauvre nom de l'oubli quand il ne restera plus rien de moi, devait être la plus grande joie de ma vie, et Dieu veut qu'il m'arrive au milieu d'une épreuve qui me tient suspendu entre la vie et quelque chose de bien pire que la mort. Pardonnez-moi, Monsieur, si l'effusion me manque pour vous dire combien je suis touché de votre bienveillance pour moi; j'ai lu la *Vie de Rancé* avec respect et recueillement, je me suis nourri de tous les passages qui répondaient à mes souffrances et à mes terreurs. J'ai eu pour eux de la préférence au milieu d'une foule de choses également belles que je retrouverai avec délices, lorsque je ne serai plus sous le poids d'une seule impression. Ce volume qui, en dépit d'une parole que la voix publique vous supplie de retirer, ne sera point votre dernier ouvrage, a toute la vie de ceux dont il est séparé par l'espace de quarante ans. C'est la même ampleur, la même grâce, la même puissance de style, la même hauteur de vues et ce souffle de l'inspiration poétique dont le secret est à vous et que vous avez versé sur le siècle.

« J'ai été ému de ce que vous dites avec tant de tristesse sur la fragilité du bonheur en ce monde; j'ai pleuré à la peinture des déchiremens d'âme que cause le malheur de survivre; je vous ai écouté parlant avec empire de la soumission de l'être mortel aux desseins cachés de la Providence. Ce sont de grandes et nobles pensées; je devrais dire qu'elles m'ont relevé, mais rien ne me relèvera que l'espoir, et par ce mot je n'entends que l'espérance humaine, hélas! je n'ai pas la force d'aller au delà. Il n'y a pas pour moi de refuge au désert; la cécité est une solitude plus grande que celle du cloître; j'y étais quand j'ai rencontré ma chère Julie; par elle, j'ai vécu treize ans de la vie de tout le monde, je n'avais plus conscience de ce qui me manquait; mes années de jeunesse et de santé ne sont rien dans mon souvenir, je ne compte que le temps que j'ai passé aveugle à côté d'elle. Vous me comprenez, Monsieur, vous savez qui elle est, vous avez de l'amitié pour elle; votre sympathie si vive et si cordiale m'a fait du bien, conservez-la-moi, priez pour nous; je vous dois plus que la poésie qui a

fécondé mes premières lectures : je vous dois l'émotion religieuse qui, dans le cours de ma vie, m'a souvent ramené à Dieu.

« Recevez, Monsieur, du plus profond de mon cœur, l'expression de ma respectueuse et tendre admiration.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Chateaubriand répond le surlendemain à cet appel d'affliction :

Paris, 21 mai 1844.

« Hélas ! Monsieur, pardonnez-moi si je n'ai pu répondre plus tôt à votre trop admirable lettre et que je ne mérite point du tout. Je n'avais point ma main, elle était absente, et j'ai été obligé d'attendre son retour jusqu'à ce matin. Non, Monsieur, j'espère que le Ciel vous laissera longtemps votre digne compagne ; vous vivrez pour elle, elle vivra pour vous. Voilà tout ce que je puis vous dire. Je suis si vieux que je pleure toujours, non certes de regret de la vie ; je devrais être consolé, puisque j'ai rencontré un homme comme vous sur mon passage. Heureusement que j'ai le ferme espoir en Dieu, qui nous recevra tous les deux dans son sein quand il jugera à propos de nous appeler. Je n'aurai pas à prier pour vous, c'est vous qui prierez pour moi. Monsieur, je n'ai jamais tant ressenti le besoin et la consolation de la religion qu'en ce moment où je pleure d'attendrissement et de regret. Qui pourrait remplacer l'espoir que j'ai heureusement toujours eu en Dieu, et pour moi tout indigne que je suis, et pour ceux qui, comme vous, Monsieur, sont l'objet continuel de ma tendre et sainte admiration ?

« CHATEAUBRIAND. »

Ce billet à tournure parénétique est, à ma connaissance, du moins, le dernier qu'ait adressé Chateaubriand à Augustin Thierry. Je n'ai pas non plus trouvé trace, dans les brouillons de celui-ci, d'une correspondance ultérieure entre eux.

M[me] Augustin Thierry mourut le 10 juin. Ce fut pour celui qu'elle laissait seul, dans la souffrance et les ténèbres, un coup atroce, dont il ne se consola jamais : « J'ai dans l'oreille une voix que je n'entends plus, écrit-il encore six années plus tard, et dont un seul mot suffisait pour éloigner de moi tout ennui...

Je l'aimais d'un amour absolu, d'un amour qui les renfermait tous... »

Chateaubriand vint, passage Sainte-Marie, porter ses condoléances au veuf écrasé de chagrin, puis leurs relations s'espacèrent pour cesser bientôt complètement.

Augustin Thierry vit de plus en plus solitaire et retiré, rue du Mont-Parnasse, dans l'ermitage fleuri que lui a trouvé la princesse Belgiojoso, rivé par la paralysie dans sa voiture d'infirme; les ombres du soir s'appesantissent sur les années finissantes de Chateaubriand.

Au lendemain des journées de juin 1848, sa mort affligea sincèrement celui qui tant de fois, avec une si belle ferveur, s'était proclamé son disciple. Il s'inclina sur cette tombe de tout son tendre respect, de la tristesse accrue de ses craintes pour les destinées du pays : « J'ai omis, mande-t-il en *post-scriptum* le 10 juillet, à la princesse Belgiojoso alors à Milan, de remplir un devoir de vénération et d'affection; je ne vous ai point parlé de M. de Chateaubriand. Funérailles sur funérailles, ruines sur ruines pour la pauvre France, voilà tout ce qu'on peut dire maintenant d'une telle perte! Mme Récamier n'a encore vu personne, Ampère vient de partir pour Saint-Malo où la sépulture aura lieu sur un rocher de granit baigné par la mer. »

Quelques mois plus tard, le duc de Noailles recueillait la succession académique de l'illustre disparu. Ce fut pour Augustin Thierry l'occasion d'un dernier hommage aux admirations de sa jeunesse.

Il écrivit au nouvel académicien :

« Monsieur le duc,

« Au fond de la triste retraite à laquelle je suis condamné, j'ai ressenti vivement un double regret : celui de n'avoir pu joindre les miens aux applaudissemens de votre nombreux et brillant auditoire et celui de n'avoir pu vous exprimer ma gratitude pour la mention si honorable que vous avez bien voulu faire de mon nom. Je suis loin de croire que je mérite tout ce qu'il y a dans ces paroles de trop flatteur pour moi, mais je vous en remercie comme d'un témoignage d'extrême bienveillance. Je ne puis vous dire avec quel charme j'ai lu votre

tableau si vrai, et si large, de la vie littéraire et politique de l'homme de génie que nous avons perdu. Ceux qui, comme moi, ont aimé autant qu'admiré M. de Chateaubriand, seront heureux de retrouver là tout l'idéal de son talent et de son caractère. Ils vous sauront gré d'avoir embrassé dans une même étude les deux faces de cette noble vie et d'avoir fait une égale part de gloire au penseur inspiré et à l'homme d'État patriote. Le même esprit, qui a marqué de son empreinte la poésie du XIXe siècle, a conçu le premier, pour l'exemple de tous, cette alliance de la tradition et des principes qui est le seul port de salut pour notre malheureux pays. En louant avec une éloquence digne du sujet ses mérites à cet égard, vous vous êtes associé à son œuvre; par l'impartialité de votre pensée et le calme persuasif de votre langage, vous aurez contribué dans cette circonstance à la grande conciliation nationale, sans laquelle, tout le fait craindre, hélas! notre société succombera.

« Agréez de nouveau, monsieur le duc..., etc., etc.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Tu duca, tu signore et tu maëstro,

saluait Augustin Thierry, comme Dante fait à Virgile, celui qu'au temps où triomphait Hugo, il proclamait toujours le plus grand génie de son siècle. A l'heure où, battues en brèche, les idées qu'avait défendues Chateaubriand semblaient à jamais abolies, fidèle à ses enthousiasmes d'enfant, pieusement, l'historien, lui aussi à jamais illustre, conservait intact le culte de son dieu et gardait le rayonnement de cette belle gloire française au fond de ses yeux morts.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

ON CHANGERAIT PLUTÔT LE CŒUR DE PLACE...[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

II

— Dimanche, avait dit Weiss à Reymond, je mène ma fille de l'autre côté de la montagne, chez son grand-père, à Milchpach, où elle fera un petit séjour... Quatre-vingts ans, mon père!... Il a dirigé pendant près d'un demi-siècle une petite filature, créée par lui. Depuis la mort de ma mère, il demeure seul dans notre modeste vieille maison avec Catherine, la bonne, qui existe depuis toujours... Nous arrivons à neuf heures. Pain, café, lait, beurre, miel, à discrétion. Nous parlons au grand-père. Tour de jardin... Après quoi, deux heures de chemin, sous bois, nous mènent à Reichburg où nous goûterons le nectar d'Alsace. Chaque année, mon ami Klug invite les notables de Reichburg, quelques amis du dehors, ses quinze ou vingt vignerons. De midi à cinq heures, repas. Ensuite, une partie de quilles pour faciliter la digestion. Nos repas alsaciens, c'est une chose à voir, meilleure encore à manger! On conte des gauloiseries en bon dialecte, on se secoue, on prend du courage

(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

jusqu'à l'année suivante... C'est vraiment bon de passer quelques heures entre soi. Et vous venez avec nous?

Telle est la formule d'invitation des Alsaciens.

Ils partirent à cinq heures du matin. Quelle fraîcheur! Quelle paix posée sur les prés!... Par le sentier sinueux, la petite caravane gravissait les premières pentes : Suzanne Weiss, en jupe courte, le teint animé sous un chapeau blanc à larges ailes, son père, le geste immense, le verbe abondant et coloré, Reymond, ému plus encore, peut-être, par la présence de la jolie Alsacienne que par la beauté des choses.

— Oui, répétait Weiss, Dictionnaire vous vante la race de ceux qui se montrent trop. Moi, je veux vous révéler la race qui se cache, les braves gens de chez nous.

— Dictionnaire?... interrogea Reymond.

— Kummel, naturellement! Ils ont chacun leur sobriquet. Le rat blond, c'est le gendarme Taubenspeck; l'Ogre, son collègue; Arminius, le chef des douaniers; Sourire d'avril, c'est Kraut, et Hollande (sous-entendu fromage de), c'est le juge Döring, le soupirant de ma fille. Ah! l'Alsacien est malicieux.

— Pauvres gens, je les plains, dit Suzanne. Nous sommes par trop moqueurs!

— Vous voyez, monsieur Reymond, reprenait Weiss, vous voyez! Elle plaint Döring : l'homme qu'on plaint, on finit par l'aimer et l'homme qu'on aime, on l'épouse. Cela me promet de la joie dans mes vieux jours... Nous sommes à mille mètres, ici. Nous suivons cette crête, ensuite nous plongeons dans la vallée. Regardez, regardez!

Les ombres des monts fuyaient devant la clarté du matin. Le dédale des vallées, les villages posés à plat sur la verdure, le trait blanc des routes; au delà de la plaine carrelée de cultures le fil du Rhin, la Forêt-Noire; l'Allemagne, l'Alsace, la France; c'était si beau que Reymond ne put retenir un regret.

— Tout de même, que les hommes sont bêtes! Toutes ces barrières! Tous ces poings tendus! La nature est plus intelligente. Partout les fleurs s'ouvrent, et l'oiseau, sans se préoccuper des douanes ou des passeports, prend son vol et roucoule en France après avoir roucoulé en Allemagne.

— Nous ne demandons qu'à roucouler, s'écria Weiss. Seulement, il y a des oiseaux qui n'aiment pas à roucouler en cage.

Ils préfèrent la liberté. C'est un goût comme un autre. Quand messieurs les *Schwobs*...

— Papa, supplia Suzanne, il fait si beau! Laisse donc ces malheureux *Schwobs* tranquilles pendant un quart d'heure.

— Tu as raison, ma fille. Un quart d'heure, je le promets.

Weiss siffla une romance. Il y a des sermens qu'il est bien difficile de tenir. Une planchette clouée à un arbre disait aux passans : *Halt! Schöne Aussicht!* Devant cet ordre, Weiss repartait de plus belle :

— Ah! les revoilà! Halte! admirez la vue!... Voyez si les hommes à chapeau vert ont bien obéi!... Ces boîtes de conserves, ces coquilles d'œufs, ces *Strassburger Post* graisseuses. Il en est tombé, là, des *kolossal!* des *wunderschön!...*

Campé devant l'écriteau, Weiss retroussait sa moustache, plastronnait, mimait les gestes de quelque fonctionnaire « en mal de nature. »

— Tu n'y arrives pas, disait Suzanne. Il y a dans ta barbiche, dans ta cravate, dans l'aile de ton chapeau, quelque chose de trop fantaisiste.

— *Halt! Schöne Aussicht!* répétait Weiss sur un ton d'extase... Et maintenant, en route... Cette fois, je le promets, pendant un quart d'heure je parle d'autre chose.

Gageure impossible. La ruine de quelque château fort profilait sur l'azur ses murailles de grès rose, la dentelle de ses créneaux. On approchait. Sur chaque arbre, des flèches de couleur indiquant la direction. De nouveaux écriteaux : *Restauré en 1903.* Et le nom de l'architecte, *Geheimrat* de Sa Majesté. Au pied de la tour on lisait en lettres rouges : *Soixante-trois marches, 1 126 mètres au-dessus de la mer, Panorama digne d'être vu...*

Et Weiss s'excitait :

— Ils ne peuvent pas nous laisser seuls une minute! Aucun respect de la pensée intime. Ils organisent même les ruines!... Même les ruines!... C'est comme dans leurs écoles. Pour chaque composition, un schéma. Tout ce qu'on ajoute, au nom de son sentiment personnel, biffé! Défendu d'admirer ce passage. Obligatoire de pousser des cris de paon amoureux devant cet autre... Oui, monsieur Reymond, regardez cette ruine. Vous trouverez certainement quelque part l'indication du coût de la restauration, les noms des visiteurs illustres, une table d'orientation,

des corbeilles pour le papier, la profondeur des puits, en mètres et centimètres, des ossemens numérotés, toute l'histoire de ces murailles avec l'affirmation qu'elles furent dressées dans les temps allemands, abattues par les Français et rétablies dans leur splendeur par les Allemands. Je ris. J'ai tort. Les hommes qui font cela sont redoutables. Le jour où un chef leur criera : Debout!... ils se lèveront jusqu'au dernier, ils marcheront comme des machines et ils écraseront tout sur leur passage. Ah! jetons-nous à travers bois, à la rencontre de la belle et libre nature!

On s'essoufflait à le suivre. Ce géant sentimental ployait les jeunes cytises pour s'ensevelir dans leur or, embrassait les genêts, courait après les papillons, jetait son chapeau au soleil en poussant de sauvages clameurs. Tiré en avant par une force enthousiaste, la veste sur le bras, le gilet rebondi, les manches de sa chemise gonflées par le vent, la canne en l'air, il allait à grandes enjambées. Et soudain, vivement retourné :

— Qu'est-ce que vous racontez à ma fille, Reymond? Hein? Inutile. Je ne la donnerai qu'à un Alsacien.

Les jeunes gens rougissaient. Déjà Weiss se livrait à un nouveau jeu. Agenouillé derrière un tronc, il imitait à s'y méprendre l'appel du coucou. Bientôt, un bel oiseau apparaissait qui voletait, inquiet, de branche en branche.

— C'est la femelle... Déception, ma belle, Weiss n'est qu'un homme. Va-t'en à la recherche du bel inconnu!

Infatigable, le géant à barbiche! Du doigt, penché sur le sol, il montrait des grains de café semés sur la mousse. « Voyez, ça brille, c'est frais... Bien alignés, à cinq centimètres les uns derrière les autres... Il courait bien, le lièvre!... Le chevreuil, c'est plus allongé. » L'instant d'après, la même barbiche apparaissait devant les becs ébahis d'une nichée de piverts installée au creux d'un arbre.

Suzanne disait à Reymond :

— Ce papa! Essayez donc de vous ennuyer quand il est là! Je comprends si bien sa joie! A force de vivre dans la contrainte, de taire ses sentimens, on réagit à certaines heures, on éprouve le besoin de chanter, d'interpeller les arbres, de créer de la fantaisie. Je me demande si vous pouvez vous mettre à notre place. On est si heureux, en Suisse.

— Peut-être trop. Il m'arrive d'envier les Alsaciens. Vous souffrez, mais vous vivez triple.

— Double nous suffirait, parfois. Et pourtant vous avez raison. Quand je donne mes leçons de français aux jeunes filles de Friedensbach, que je détruis les frêles échafaudages de M. le *Lehrer* Kummel, je vous assure que j'éprouve une satisfaction que je ne trouverais sans doute dans aucun autre pays. Les Allemands surveillent les futurs soldats. Nous, on nous néglige. Nous ne sommes que des jeunes filles! C'est vrai. Mais pendant que nos frères sont à la caserne, nos pères enfermés dans les fabriques avec leurs soucis, c'est nous, avec nos mères, qui continuons l'âme alsacienne. Et quand nos frères reviennent, après un an, deux ans, dressés à la prussienne, grâce à nous, un mois après il n'y paraît plus... Et tant de nos jeunes gens s'expatrient! Que deviendrait le pays, sans nous?

Reymond risque une question :

— Vous ne pensez pas quitter l'Alsace?

— Moi?... Certes non. Je suis prête à faire une carrière de vieille fille à Friedensbach. Je serai un peu la tante d'une masse de braves gens. Comme Pénélope, je détruirai chaque soir, fil à fil, la toile ourdie pendant le jour par les Kummel de l'avenir. C'est précieux une vieille fille qui sait ce qu'elle veut! On la regarde passer avec son cabas brodé. On ne s'en méfie pas... Et elle en profite!

Suzanne eut un rire perlé... Reymond aurait peut-être préféré moins d'intransigeance; sentiment vague, émotion discrète; dans la lumière de ce dimanche matin où passaient des chants de cloche, jusque dans les ronds de soleil qui dansaient sur la mousse il y eut soudain pour lui une tristesse.

On descendait vers la vallée. Des scieries, des hameaux; un cimetière bleu de sauges; sur les sentiers, des femmes, des hommes qui allaient à la messe et dont on ne voyait guère que les feutres à larges ailes, que les coiffes blanches ou noires, balancés au-dessus des hautes herbes.

— Ah! je voudrais rajeunir, disait Weiss, couper cette barbiche où se glissent déjà des poils blancs, reprendre cette bonne petite figure de jadis, si ronde, si candide, et danser dans le soleil du dimanche autour de la croix du cimetière... Reymond, vous voyez l'Alsace! Dire qu'ils nous l'ont prise!... Allons chez papa!

Il attendait sur le seuil de son jardin, le grand vieillard aux larges épaules, au large front, à la large barbe un peu jaunâtre à force d'être blanche.

— Salut, papa... Et cette santé?

— Salut, fils. Ça va? Et à la maison?... Bonjour, Suzele. Comme tu deviens belle! Je n'ose plus t'embrasser... Monsieur Reymond, soyez le bienvenu chez moi.

Le geste hospitalier, il leur montrait la maison basse, le jardin. Déjà, Victor Weiss avait rejoint Catherine près de la fontaine.

— Catherine! Cette vieille Catherine!... Es-tu mariée, cette fois? J'ai, à Friedensbach, un vieux pour toi... Soixante-huit ans et bon estomac. Un mot et l'affaire est conclue. Je te marie le même jour que ma fille.

Catherine riait, les poings aux hanches, le bonnet chaviré sur une oreille. Désignant Reymond du menton, elle disait très bas :

— Est-ce que c'est lui?...

— Jamais de la vie! Il est Suisse, celui-là... Ah! je le mets plus haut que Kraut et que Kummel, mais je veux un prétendant qui boive, depuis vingt ans au moins, le kirsch d'Alsace.

— A table! à table! criait le grand-père.

Un chef-d'œuvre, cette table, avec son pot à lait ventru, sa cafetière bedonnante, son rayon de miel, sa miche, son gâteau aux groseilles, sa corbeille de fraises. Deux tourterelles qui roucoulaient dans une cage remplissaient la demeure de leur mélancolie amoureuse.

— Que c'est joli, grand-père! Comme nous allons être heureux, les deux seuls, pendant huit jours! Comme je me réjouis de travailler au jardin avec Catherine! disait Suzanne.

— Oui, ma Suzele, répondait le vieillard. Ta place, ici, près de moi. Monsieur Reymond... Victor... Et n'oublions pas que c'est dimanche, aujourd'hui. Je demande la bénédiction d'en haut. « Mon Dieu, bénis cette nourriture que tu nous donnes en abondance. Fais que nous en usions avec reconnaissance, avec joie, et pour ta gloire. *Amen!...* »

On attaqua le pain, le lait, le café, le miel, le gâteau, les fraises. Reymond ne disait pas grand'chose. Il regardait, il écoutait ces Alsaciens, trois générations restées fidèles aux deux parlers de la province : le patois, dru, rauque, bruit de cailloux que charrie le torrent, tout de franchise, et soudain, là dedans, le français habillé à l'alsacienne, tout en bonhomie chantante. Le grand-père faisait la chronique de Milchpach.

— Kramm est mort mercredi. On l'a enterré vendredi... La vieille Salomé est malade... Grot, le braconnier, s'est logé une charge de chevrotines dans l'épaule gauche. Le fils Moscher épouse une sommelière de Colmar. Grande brouille dans la famille... Et la fabrique a un nouveau chimiste, un jeune homme très gentil, très comme il faut. Un des nôtres, naturellement. Ce serait peut-être quelque chose pour Suzele?... Je l'inviterai un de ces jours...

— Grand-père, crois-tu donc qu'il est obligatoire de se marier?

— Les jolies filles comme toi, avec ce teint de bruyère en fleur : certainement. Et dix bambins autour des jupes.

— Et si je vous annonçais, un de ces quatre matins, que je me fais infirmière à l'hôpital de Mulhouse?

Weiss eut peur.

— Ça, jamais. Il y a suffisamment de vieilles filles pour ce métier.

— Jamais?

Têtus tous deux, père et fille se mesurèrent du regard.

— Paix, paix, conseilla le grand-père. Mon chimiste chassera ces idées modernes.

Profitant d'un silence, les tourterelles se reprirent à roucouler. Des roses guignaient aux fenêtres. Catherine entra pour desservir.

— Dire qu'il fut un temps, ma pauvre Catherine, lança Weiss avec une malice dans les yeux, où tu me portais dans tes bras! Je prendrai bientôt ma revanche. Quand tu seras tombée en enfance, c'est moi qui te porterai et te dorloterai.

La servante riait en se tenant l'estomac des deux mains. Une clarté gaillarde rajeunissait sa face de fidélité, si luisante, si bien lavée, si bien encadrée de tresses grises. Elle s'essuyait les yeux.

— Toujours aussi gai, monsieur Victor!...

— Père, dit alors Weiss, ta pendule galope. Avant une demi-heure, départ pour Reichburg, comme je te l'ai écrit. Dimanche prochain, quand je viendrai chercher Suzele, nous passerons toute la journée ensemble... Une idée, père. Montre donc à M. Reymond l'armoire du grenier. Je veux qu'il comprenne notre pays.

— L'armoire du grenier? répéta Reymond.

— Suivez...

Des entassemens de bois. Une huche à blé, des outils. Entre les poutres de la toiture, pendues au bout d'un fil, des araignées dormaient. Réveillées en sursaut, à gestes vifs de leurs pattes grêles, elles regagnèrent leur retraite. Deux lucarnes s'ouvraient sur le bleu des Vosges. Dans la pénombre, le vieillard parut être un fantôme. On ne voyait guère de lui que sa barbe et son front. Lentement, ouvrant la porte d'une sorte de cachette dissimulée dans l'épaisseur de la muraille, il en tirait un drapeau à la hampe dorée.

— Le drapeau que vous voyez a flotté sur cette maison pour fêter la prise de Sébastopol. Que de fois je l'ai hissé! Et depuis quarante ans, il s'ennuie... Il attend, il attend...

Weiss s'était précipité sur son père, lui avait pris ce drapeau, gagnait une lucarne en deux enjambées, secouait frénétiquement les trois couleurs au-dessus du toit ruisselant de soleil. Une seconde, il y eut dans le paisible jardin une clarté de plus, comme un reflet de flamme, comme un pan de ciel tombé sur les fleurs. — « Jésus Maria!... » Debout entre deux rosiers, la vieille Catherine joignait les mains...

— Victor! Victor!... criait le grand-père.

Revenu vers sa fille, Weiss l'enveloppa dans le drapeau. Un instant, les yeux dilatés, le cœur en émoi, la gorge serrée, ils crurent que leur rêve était descendu sur la terre d'Alsace.

Le premier, le grand-père se ressaisit.

— Assez, assez, c'est trop cruel!... C'est vous qui verrez ça!

Religieusement, il roula le drapeau autour de sa hampe, il le remit à sa place.

— Et voici le rouet de la maman. Il en a chanté des soirées et des soirées, près du grand poêle... Et il s'est tu, lui aussi, comme celle qui dévidait son fil. Quelle chose mélancolique que la vie!... Te souviens-tu, Victor, quand elle vous récitait : « Beau papillon bleu?... » Ah! laissons cela. Et voici les épaulettes de mon oncle, officier du grand Napoléon, sa médaille de Sainte-Hélène... Et ici des papiers de famille, des proclamations des rois de France à leur peuple, des avis de la mairie, tous signés Weiss, — quatre générations de maires, — tous avec le timbre français... Le képi de mon frère, colonel de voltigeurs, tué à Magenta. Que de fois j'ai déjà montré mon herbier de souvenirs à mes petits-fils! Ils le montreront à leurs fils. La tradition, c'est la nourriture de l'âme...

Quand Weiss et Reymond quittèrent la vieille demeure, on vit longtemps, debout sur le seuil, le grand-père appuyé sur sa petite-fille, et Catherine, qui faisait des signes de la main.

— On dirait que nous partons pour l'Amérique ! disait Weiss. Eh bien ! Reymond, vous avez vu, maintenant, le sanctuaire d'une famille alsacienne. Ce sanctuaire, vous le retrouverez partout, chez le paysan, chez l'ouvrier : une médaille, une cocarde, un képi, le livret militaire du fils mort à la Légion étrangère... C'est notre paratonnerre contre la foudre germanique ! Et maintenant, allons voir un autre morceau d'Alsace.

Sur le sommet de la colline, Weiss s'était retourné. Il montrait, à ses pieds, les jardins de Milchpach.

— Voyez ces fleurs... Malgré leurs ordonnances, ils ne peuvent empêcher la nature de broder notre drapeau, chaque été, sur chaque jardin, sur chaque champ de blé, sur chaque coin de pré... Du rouge, du blanc, du bleu !... Non, la nature n'aime pas le noir !

***

Des coteaux plantés de vignes. Dominant la plaine, Reichburg, un village où ceux que l'on mène en terre, voici quatre et cinq siècles, se lèveront quand la trompette sonnera, marcheront sans étonnement dans la rue connue, pousseront la porte de toujours et retrouveront la maison telle qu'ils l'avaient laissée quand ils en sortirent les pieds devant... Un mur d'enceinte avec ses créneaux, ses mâchicoulis, ses tours de guet, ses poternes, ses ponts-levis ; dans cette enceinte, une burlesque chevauchée de toits criblés de lucarnes, des girouettes, des façades striées de poutres peintes, des poulies où pend la corde qui attend sa charge de sarmens ; et des rues pavées filant tout de guingois, étouffées entre des ventres de maisons, élargies en places biscornues; un nid de branchages, cela va sans dire, au faîte d'un pignon, où claque du bec la cigogne en gilet noir et blanc; et des enseignes rouillées, des balcons à balustres, des fenêtres grandes comme la main, mille facéties de la pierre et du bois, des escaliers inutiles, un perron de château devant une bicoque haute comme ça, des étages en surplomb, si bien que, là-haut, les amoureux s'embrassent par-dessus la rue en se penchant un peu.

Reymond était dans l'extase. Alors Weiss :

— Croyez-vous que les descendans des bourgeois qui bâtirent Reichburg et discoururent au fond des caves contre les seigneurs pillards soient mûrs pour l'esclavage? Pour l'instant, pressons le pas. J'entends déjà un bruit de fourchettes.

Sous la voûte qui menait à la cour de Klug, Reymond demeura saisi. Dieu du ciel, dans quel monde tombait-il? Pouvait-on rêver maison pareille? Trois façades irrégulières, des fenêtres à meneaux, des gargouilles aux gueules largement fendues; un escalier extérieur, continué dans une tourelle; le puits avec son seau, sa chaîne; autour de ce puits, tombées de là-haut sur les pavés, des plaques de soleil dentelées par les décrochemens du toit, entaillées par les corniches. Tout cela cuit par les étés, grisaillé par les pluies, verdi par les mousses. En cet instant, dans cette cour, un vacarme et des couleurs de kermesse, des tables dressées où étincelaient les flacons, où croulaient les miches, où fumaient les soupières; et des femmes qui couraient quérir les victuailles, et de grands gaillards aux faces colorées, aux gestes abrupts, qui fumaient, s'exclamaient et riaient avec des voix de forgerons.

... Voici que Klug accourait, poilu jusqu'aux yeux, et il tendait aux arrivans ses deux mains larges comme des battoirs à linge. Autour d'eux les jurons claquaient, pareils à des coups de poing sur une table.

— Salut, bonjour, Weiss... Salut, monsieur. Cordiale bienvenue je vous souhaite. Avez-vous de l'appétit? de la soif?... A la bonne heure!... Ici, pas de présentation. On lie connaissance devant le gigot... Messieurs! (il se serait fait entendre d'une brigade) Babele a secoué son tablier. C'est le signe convenu. A table! Tout le monde à l'attaque!

Il y eut une acclamation. Les notables s'assirent d'abord, Guhlmann, son énorme menton rose posé sur sa cravate mauve, Krebs dont le regard humide sondait les profondeurs de la cuisine, Ammersberger, les mains dévotement croisées sur le ventre, et Weiss, et Reymond, d'autres encore. Après eux, les vignerons s'empressèrent. Cela fit un crissement de souliers ferrés, puis un alignement de barbes blanches, de barbes grises, de moustaches blondes, vrais rayons de soleil sur le teint rouge. Et tous regardaient le maître, sans servilité, en hommes que lie une rude fraternité.

En silence, on se penchait sur le carton du menu où cou-

raient en guirlande des enfans nus. On lisait : *Potage à la reine. Asperges. Truites au bleu, sauce hollandaise. Pommes nature. Vol-au-vent Toulouse. Choucroute garnie à l'alsacienne. Gigot de chevreuil. Salade. Buissons d'écrevisses. Bombe. Biscuit. Fromages assortis. Fruits. Dessert. Café. Liqueurs. Cigares. Et des vins trop longs à énumérer. Bon appétit, Messieurs!*

Devant chaque assiette, sept verres, depuis la flûte, en passant par la coupe, jusqu'au verre trapu, démocratiquement assis sur son large fond, car il y a les gros vins rouges, et ceux qui aiment à s'étaler pour faire l'étoile, et ceux qui aiment à mousser dans un cristal étroit comme une bague.

Un bruit, soudain, discret à la table des notables, sans merci à celle des vignerons : le potage qu'on absorbe. Et c'était vraiment beau de voir ces faces cuites au soleil, ces serviettes déployées comme des drapeaux, ce rythme des bustes, des coudes au travail, ces lèvres suçant les moustaches. On se regardait alors paisiblement. Et l'on ne disait pas grand'chose. Ne convient-il pas d'attendre sans fièvre le moment où l'âme des flacons, transvasée, chatouille le cœur, délie les langues? Être l'hôte de Joseph Klug, propriétaire à Reichburg, on le sait, ce n'est point une sinécure. Autour de sa table, pour réduire en taupinières les montagnes d'asperges, ne sont admis que les hommes sérieux, et non ces moulins à paroles qui ne savent point affronter la mangeaille. On se regardait à nouveau, les lèvres égayées de graisse fine.

Manches retroussées, les femmes des vignerons apportaient les plats de choucroute où tremblaient les tranches de lard, où s'arrondissaient voluptueusement les saucisses. Et il y avait aussi Lina, la plus belle fille de Reichburg, qui offrait les sauces en baissant ses chastes paupières, peut-être pour montrer la longueur de leurs cils. Quand elle daignait les soulever, alanguie, elle montrait des yeux d'un bleu si tendre qu'on en gardait le cœur amolli. Galant, Weiss fredonnait une chanson où l'on parlait de bleuets, de ciel de printemps. Et Lina souriait, glissait le long de la table, revenait, inclinait sa nuque grasse, ses tresses blondes.

— Vous voyez ce grand jeune homme, là-bas, disait Klug à Weiss, ce grand à moustache noire, celui qui ne quitte pas la Lina de l'œil? C'est son fiancé, Gustave Badwiller. Ils se sont promis il y a huit jours, pendant les effeuilles. Ah! il y en a de

la colère et de la jalousie parmi les gars de Reichburg! Pas le sou, la Lina, mais entendue à la besogne. Et des yeux!

On était heureux. On dégustait les crus. Les narines s'enflaient en reniflant leur fumet. On claquait de la langue, on montait son regard, d'un air inspiré, jusqu'à la girouette de la tourelle.

— C'est du Kitterlé 1900...

— Ce Riesling, il est bon, mais il lui a manqué un dernier coup de soleil.

— Moi, je reviens toujours au Riquewihr. Ça se flaire avant de se boire.

Et ils distinguaient, en hommes penchés toute l'année sur les ceps, les « vins de gosier » des « vins de langue, » car il en est qu'il faut faire glisser sur la langue et d'autres qui caressent la luette.

— C'est à la manière dont il boit le vin, expliquait Weiss, qu'on reconnaît le vrai civilisé. La bière, ça s'entonne, ça noie la soif. Le vin, ça se déguste. Il y a de l'esprit, là dedans, toute l'âme d'une terre, toute la couleur d'une race.

Cependant, le thermomètre montait à vue d'œil. Arrachées des gilets, les serviettes gisaient sur la table, entre les coupes de fruits et les carafons de kirsch. On lançait des choses en patois. Des gestes immenses, des faces hilares, des fronts luisans, de la béatitude au fond des yeux... Un signe de Gustave Badwiller à sa bonne amie. Ils s'étaient pris à la taille et les voici pirouettant sur les pavés de la vieille cour, frappant la mesure du talon, front contre front, le tablier rouge de la Lina flambant au soleil, s'éteignant à l'ombre... Des rires gaillards secouèrent les épaules! Un vigneron avait tiré d'une poche sa petite flûte et il jouait un air attendri, terminé en notes polissonnes. On applaudissait, on s'agitait dans le cercle des fumées bleues. Et là-haut, dans le rond de ciel, un vol de pigeons semait des flocons blancs.

— Ça commence! ça commence! criait Weiss. Vive l'Alsace! Ça va bien, mais ça ira encore mieux quand les *Schwobs* seront dehors!

Et il contait une de ces histoires populaires qui ont, en Alsace, le don de génération spontanée.

— En fait de *Schwobs*, vous connaissez celle-là?... C'était au paradis, au commencement du monde. Le bon Dieu avait tant

de préoccupations qu'il confia à saint Pierre le soin d'achever la création de l'humanité. Saint Pierre s'en tirait pas mal du tout. Il prenait les morceaux dans une corbeille, il assemblait, il vissait... Une tape sous le menton et l'homme se mettait en route pour le pays qui lui était désigné. Seulement, c'est un travail de précision. Saint Pierre se fatiguait. Et voilà qu'il se trompe et qu'à un homme il donne deux estomacs et point de cœur et à un autre deux cœurs et deux estomacs. C'est des choses, ça peut arriver... Saint Pierre s'aperçoit du malheur. Quoi faire ? Le voilà devant le bon Dieu. Il avoue sa distraction et il dit : « Peut-on se servir de ces deux hommes? » Dieu réfléchit. Il penche la tête. Et soudain : « L'homme qui a deux cœurs, tu le mettras en Alsace : un de ces cœurs sera pour cette Alsace, l'autre pour la France, et les deux estomacs pour lui. Quant à l'homme qui n'a pas de cœur et deux estomacs, tu le poseras au delà du Rhin et tu le baptiseras *Schwob.* »

Ces récits, point méchans, nés du cœur d'un peuple opprimé, ont le don de divertir. L'auditoire rit donc largement, tant et si bien qu'il eut soif et qu'il fallut vider encore un verre de Kitterlé. Et les vignerons avaient aussi leurs histoires, léguées par les vieux. On riait de nouveau à se rendre malade, de ce rire profond, sain, puissant, que connaissaient les héros de Rabelais et qui coule en cascade, s'apaise, reprend de plus belle, et alors les pommettes brillent, les yeux pleurent, les veines dessinent leurs arabesques sur le front, et, quand c'est fini, on se sent plus léger, tout frais, tout dispos, prêt à retourner à la tâche coutumière.

Maintenant, sous un vaste berceau recouvert de rosiers grimpans, dans le jardin de Klug, ils jouaient aux quilles. Le parfum des roses se mêlait au parfum de la vigne en fleurs, la chaleur de juin vibrait sur les toits de Reichburg ; infatigable, la cigogne claquait du bec au faîte de son pignon ; filles et garçons passaient sur le chemin, se tenant par le petit doigt, fredonnant des chansons un peu tristes ; des ombres bleues se tassaient aux creux des vallées et toujours, dans leur nid de pierre, les cloches battaient de l'aile... Qu'il faisait bon, par ce dimanche après-midi, dans ce jardin du vieux pays, avec ses roses, ses ancolies, avec ses choux à grosses têtes, ses fraises, ses cerises bientôt mûres ! Il n'était qu'un rire, ce jardin, d'où se retirait à pas prudens un matou troublé dans son sommeil.

— Ah! disait un des notables de Reichburg, on est heureux, par là... Oui... si ce n'était, si ce n'était...

Il ne terminait jamais sa phrase.

— Si ce n'était le phylloxera... essayait Weiss.

— Oui, si vous voulez... Et encore, lui, on le sulfate, tandis que. sur ceux que j'entends, ça ne prend pas.

Patois et français s'entre-choquaient, tandis que roulait la boule au long de la planche, que s'effondraient les quilles avec un bruit sec.

Sept heures sonnaient au clocher. Et l'on s'était assis à nouveau dans la cour autour de la table où les pâtés arrondissaient leur dos brun, où les bouteilles alignaient leurs têtes fines. On chantait, on portait des santés. On se hâtait de jeter sa joie au ciel déjà pâli par le soir, car on allait se quitter.

Et c'est alors que se passa une scène d'une simplicité inouïe. La porte de la voûte était close. On était bien chez soi, entre gens sûrs. Weiss avait dit quelques mots dans l'oreille de Klug, et Klug avait appelé son fils, un garçonnet de dix ans. L'enfant disparut en courant. On le vit, l'instant d'après, ouvrir la fenêtre de la tourelle, disparaître encore : soudain, comme chez le grand-père Weiss, le drapeau flotta, celui qu'on tient caché dans l'armoire secrète. A sa vue, tous s'étaient tus, tous s'étaient levés, tous s'étaient découverts, notables et vignerons. Quel silence! Et tous ces regards levés vers les couleurs balancées! Dans le fond de la cour, les femmes, la belle Lina, qui le regardaient aussi. C'est dans ce silence que Gustave Badwiller proclama en patois, et d'une voix de stentor, son intention de haranguer le drapeau en français. En français? Il y eut un étonnement parmi ceux qui connaissaient l'homme, car il ne savait rien de la France, il ignorait tout de sa langue, il avait servi le vainqueur en quelque lointaine province où sa prestance lui avait valu les galons de sergent. On se taisait, ému, inquiet. Et tout le monde, maintenant, regardait Gustave Badwiller. Mais lui, de ses yeux aigus, il regardait le drapeau avec une intensité magnifique, comme si un instinct lui montait au cœur, d'obscurs élans. Sa poitrine se gonflait sous l'effort, son front ruisselait de sueur. Deux fois, le vigneron essaya de parler, cherchant des mots, tendant les poings, beau dans sa souffrance sans paroles. Et soudain ce cri :

— Vive le France, noun de Dié!...

Le vigneron s'assit d'un bloc, épuisé.

Jamais Reymond, — et Dieu sait s'il en avait entendu dans les cantines de son pays! — n'avait ouï plus beau discours.

On serrait les mains tendues. On se séparait. Derrière eux, Weiss et Reymond laissaient les toits de Reichburg, les collines plantées de vignes. Ils allaient bon pas, par le chemin bordé de haies. Le Suisse et l'Alsacien se donnaient le bras. Et pour rythmer leur marche sous les étoiles, eux aussi criaient : « Vive la France, noun de Dié! »

*
* *

On part en vacances. On revient. Rien n'est changé. Le Rhin roule ses flots verts; les fabriques crachent leurs fumées; la Forêt-Noire, les Vosges bleues; entre elles, le jardin de la plaine; le petit train siffle, s'époumone, court dans l'étroite vallée, au bord de la rivière aux eaux moirées. Sur le quai des gares, la casquette rouge du chef, le casque à pointe du gendarme. Une colline est jetée de côté, une autre encore. Le clocher de Friedensbach se lève au-dessus des vergers. Et voici le cocher joufflu, Jean et René chapeau à la main, très gentils, un peu gênés.

— Vous avez passé de bonnes vacances, monsieur?

— Merci, merci. Et vous-mêmes? Vos parens vont bien?

Tandis que les chevaux trottent, on échange ces tristes banalités. On se réjouissait tant de se revoir, et voici que l'on est séparé par ces deux mois de vacances, durant lesquels les yeux et les esprits se sont donnés à des paysages différens, à des préoccupations dissemblables. Entre élèves et professeur, il y a toute la distance qui sépare une plage de Normandie des glaciers helvétiques. On ne dit plus rien, déçu. On sent qu'il faut laisser aux jours qui vont venir le soin de renouer les fils. Vivre ensemble : alors tout conspire, le ciel, les arbres, les hommes avec leurs gestes, leur accent et leurs phrases, pour créer à nouveau cette unité que l'on souhaite.

Le même portier, la même cour où tombe l'éternel ronronnement des machines, les mêmes crânes penchés derrière les mêmes fenêtres du même bureau. De sa cuisine la vieille Julie salue. « Nous sommes heureux de vous revoir, » dit Mme Bohler. Un fil se renoue. Dans la salle d'études, la carte de géographie,

la statuette de Jeanne d'Arc, la mappemonde, les livres ; sur le tableau noir, ces mots écrits en lettres capitales : « 16 juillet. Les vacances ! Vive la France ! » La chaise de Reymond est dans l'embrasure d'où l'on voit le chemin qui monte vers la forêt, les clairières où s'arrondissent les buissons de genêts. Et voici que les objets viennent à votre rencontre. Les yeux qui vous observent reprennent leur regard de confiance. La vallée vous ressaisit.

— La joyeuse bande des mercredi et samedi, explique Mme Bohler, sera bien réduite. André Berger et Émile Zumbach, très pris par leur école professionnelle, ne rentreront à la maison que le dimanche. En revanche, Charles Weiss se joindra à mes fils aussi souvent que le programme du collège le lui permettra. Encore un an et nous fermerons cette salle d'études ! René pourrait nous rester encore un peu de temps, mais nous ne voulons pas séparer les deux frères. Encore un an !

— Nous reviendrons, clame René, nous reviendrons avec l'armée française !

Et voici M. Bohler, avec sa figure si jeune et ses cheveux si blancs, son buste très droit, sa timidité de silencieux énergique, ses gestes brefs qui semblent dresser une barrière. Avec lui, on retrouve l'Alsace, la lutte, la souffrance cachée. Et il répète :

— Dans un an... dans un an... En attendant, travaillez bien, les garçons.. Les livres sont arrivés, monsieur Reymond. Demain, à huit heures, vous pouvez ouvrir l'usine.

On se quitte. Reymond suit la route, franchit le passage à niveau, passe devant l'école où il aperçoit Kummel, qui se plie en une profonde révérence. Les oies cancanent près de la fontaine où trône l'homme ventru. Les gamins se poursuivent en traînant leurs sabots sur les pavés.

— Jacobine, le voilà !

Le vieux Schmoler est sur son seuil, la main tendue. Jacobine accourt. Et l'on retrouve la chambre aux persiennes baissées, les coquillages, le lit avec son ciel et ses tentures de cretonne. La cloche du dîner. Les deux tables. On dit : « Mahlzeit !... » On dit : « Bonjour !... » Béat, la barbe sur l'estomac, Kraut contemple la veuve à l'opulente poitrine. Silencieux, immuables, les fonctionnaires mangent et boivent.

La nuit se pose sur les toits. Le pas du gendarme sonne dans la rue déserte. En sa mansarde, l'apprenti du cordonnier joue de l'accordéon. Les trois générations Schmoler disent des choses en patois. Que le lac Léman est donc loin, les montagnes, les prés où tintent les sonnailles des troupeaux !

Reymond se demande s'il a jamais quitté Friedensbach.

* * *

Le lendemain matin, heureux de constater que les connaissances de ses élèves ne s'étaient point trop évaporées, Reymond fit un discours ministre : on allait se mettre à la besogne d'arrache-pied, enlever le baccalauréat à la baïonnette.

— Je compte sur vous, mes amis. Et maintenant, avant de passer à l'attaque, allons renouer connaissance avec les Vosges. Après quoi nous ferons du bon travail.

On se remit à l'ouvrage avec une sorte d'acharnement, dans la monotonie des jours.

Aboi de la sirène, halètement des machines, chanson des sabots sur les pavés, ces bruits vous conditionnent. Ils paraissent nécessaires et éternels. On existe en eux et par eux. On va de l'un à l'autre, le matin, l'après-midi. Ils vous dictent une discipline stricte. Et le drame alsacien est oublié ou plutôt mis de côté, enfermé dans l'armoire avec le rouet et le drapeau. Il faut bien vivre, et vivre, c'est sortir du lit, travailler, manger, se soumettre à l'ordre établi par la force, se donner aux habitudes, devenir pareil aux machines dont les bras d'acier vont et viennent, dans ce sens et jamais dans un autre... Cela jusqu'au jour où des choses qu'on croyait mortes, mortes et enterrées et mêlées à la poussière, vous piquent le cœur, vous campent debout avec une flamme dans les yeux... C'est court. La réalité vous ressaisit. Pour la minute que l'on passe sur la cime, que de semaines, que de mois durant lesquels on rampe sur le sol mouvant de la plaine! L'émotion use et tue. L'habitude conserve. Weiss le dit bien dans son langage imagé : « Du panache deux fois l'an. Pendant le reste du temps, on tourne sa manivelle, on se tait, on dure dans le gris... »

On dure dans le gris. C'est bien ça.

— C'est vous, monsieur Weiss?... Et les Vosges? A quand la première escapade?

— Ne me mettez pas l'eau à la bouche. Un hiver comme celui-ci est le pire des supplices.

Et voici qu'il parle comme Jean Bohler.

— Si nous étions nous-mêmes, libres, nous aurions un petit théâtre, nous ferions venir de temps en temps un conférencier... Allez donc essayer!... Kummel, Döring et le gendarme, c'est la sainte Trinité. Plutôt que de subir des observations, des ricanemens ou des rebuffades, on renonce à tout, on se met en boule, comme le hérisson. Et quand le brouillard s'en mêle, c'est complet. Brr!

Vraiment, le journaliste en mal de copie qui viendrait en ce moment, à Friedensbach, collectionner des mots héroïques, partirait la besace vide. A quoi bon parler, déblatérer? Est-ce que ça avance les choses, par hasard?

Le père Herzog, le vaincu de Sedan, cloue donc ses semelles en conscience. Le vieux Schmoler, le vaincu de Woerth, va et vient dans son grenier, sépare les pommes blettes des pommes saines, mastique le trou où passent les rats, coupe menu des branches sèches, les lie en fagots. Et Jacobine trottine du fer à repasser à la casserole où cuit le saucisson. Au restaurant, M[me] Vogel continue à faire sauter les omelettes, à goûter les soupes, à dresser la table, à sourire aux cliens avec une placidité qui maîtrise les langueurs de Kraut. Pauvre Kraut! Ce brouillard le déprime plus que quiconque. Parfois, après qu'il a chiffré tout un matin, sa pensée s'arrête comme une horloge encrassée. Dans le cliquetis des fourchettes qui le fatigue, il songe à la retraite. Est-ce qu'un homme de son âge a été créé pour vivre seul? Il convient qu'une femme veille sur le trousseau, entoure d'un linge la boule d'eau chaude, noue ses bras tièdes autour de ce cou de fonctionnaire fidèle. Kraut ne sait plus bien s'il a fait à l'hôtesse un signe amical. Il croit que oui... Les dîneurs sont partis. Kraut demeure seul sous la flamme de gaz qui crépite... S'il entrait dans la cuisine?... S'il disait très simplement sa solitude, les besoins de son cœur, le chiffre de sa retraite?... Il n'ose pas. Il n'osera jamais. Et il s'en va, le chapeau vert enfoncé sur la nuque, les yeux candides, un peu triste, la barbe suintante de brouillard.

C'est encore lui. Il fait décidément trop laid dehors, trop froid dans la chambre, sous les tuiles. Kraut a pris une décision. Il se sent fort de toute la vieille Allemagne qui sert Dieu, fort

des vieilles légendes, de la jeune gloire de son pays. Une porte a grincé. Penchée sur la marmite où l'eau qui va servir à laver la vaisselle bout à gros bouillons, Mme Vogel montre son éternel sourire d'hôtesse prudente. Elle recule. C'est qu'il est effrayant, le brave homme, effrayant de candide rougeur, d'aveux balbutians, effrayant avec ses yeux clairs où luit une convoitise sénile! Pour prendre le ciel à témoin de son refus, la belle veuve a levé vers le plafond ses deux bras nus.

— Madame Vogel, dit le vieux Kraut avec un calme sinistre, vous me comprenez, n'est-ce pas?... J'ai droit à ma retraite... Si vous voulez, je tiendrai le livre de comptes de la pension... J'ai l'habitude...

La veuve se dérobe. Avec une douceur tenace, elle suggère à Kraut que la Thuringe est peuplée de femmes excellentes. Kraut a un sourire amer.

— Est-ce que vous refusez parce que je suis Allemand?

Il vaut mieux, pour l'avenir de la pension, ne pas répondre à cette question.

— A quoi pensez-vous, monsieur Kraut?... Mon mari est mort il y a deux ans. S'il vous entendait!

Mlle Schmoler entre innocemment. Il n'y a plus qu'à se retirer. Tout s'effondre, Dieu, les vieilles légendes, la jeune gloire. A quoi sert d'administrer ce pays avec sollicitude, puisque les veuves y refusent l'amour des vieux fonctionnaires?

Depuis ce jour, Kraut s'aigrit. Il perd la mémoire. La bière, le cervelas, la moutarde, la choucroute, ces mets divins ont un goût d'amertume, de déchéance. Au bureau, des papiers traînent, les comptes ne bouclent pas... Il est vieux. Sa tête s'en va. Des souvenirs d'enfance lui reviennent avec des violences extatiques. A ceux qui prennent des nouvelles de sa santé, il répond toujours :

— Je veux retourner à la maison...

Ces mots, il les prononce avec des larmes dans la voix, un tremblement sénile des lèvres. La maison!... Elle n'est pas en Alsace. Elle est de l'autre côté du Rhin. Il lui prend des envies de se cacher dans la jupe de sa mère, comme autrefois... Sa mère?... Alors, puisqu'elle est morte, dans la jupe verte des forêts où, enfant, il cueillait la fraise avec des camarades d'école.

— Je veux retourner à la maison...

*
* *

En coup de vent, un télégramme entre deux doigts, M. Bohler est sorti du bureau. Il n'est que onze heures du matin. Qu'arrive-t-il à cet homme esclave de la règle?... La porte de la maison, vivement repoussée, claque.

— Qu'y a-t-il? demande Mme Bohler, effrayée.

— Je n'y comprends rien. Un télégramme de Leipzig. On m'annonce la mort de Marthe.

Marthe, une nièce orpheline, qui épousa, contre une volonté durement exprimée, un banquier de là-bas; Marthe, la blonde et bonne fille qui, tant de fois, courut dans ce petit salon, grimpa sur les genoux de l'oncle devenu son père, morte à vingt-cinq ans, et qu'on va descendre dans cette terre étrangère...

— Marthe?...

— Aussi, cinq enfans en cinq ans! Le cinquième l'a tuée... Je n'irai pas. D'abord, c'est trop loin. Et puis... Non, je n'irai pas.

— En souvenir de ton frère, il faut y aller. Crois-moi. Cette pauvre Marthe!... Qui aurait cru?... Devant la mort, il n'y a plus qu'à oublier, qu'à pardonner.

— Est-ce que je lui en veux à la pauvre enfant?... Est-ce qu'on sait ce que l'on fait à dix-neuf ans?... Nous n'aurions jamais dû l'envoyer en pension en Allemagne. Avons-nous été trop durs pour elle?... Aussi, est-ce qu'on épouse le fils d'un homme qui a sabré nos soldats en 70, qui a travaillé de son mieux à nous voler notre pays?... Enfin, c'est du passé tout ça, et maintenant elle est morte. Non, je n'irai pas, je ne peux pas y aller. Quelle grimace faire devant cette tribu de Zingler? C'est impossible.

— Vas-y, mon ami, crois-moi.

— Non.

On regarde la photographie posée sur le petit bureau, où une enfant rit de toutes ses dents.

— Crois-moi, vas-y.

— Non.

M. Bohler s'en va. Dans la cour, on voit passer sa tête aux cheveux si blancs...

Il va sans dire que M. Bohler est parti le soir même. Il a été deux jours absent. De retour, il n'a pas dit grand'chose.

— Ils ont été très convenables. Le mari était atterré. Il l'aimait bien... C'est comme je pensais : elle est morte en donnant le jour à son cinquième enfant, qui vit, lui. Cette pauvre Marthe! On m'a montré son portrait, très ressemblant, perdu au milieu des portraits de quatre ou cinq générations de Zingler, presque tous en uniforme. Ça me faisait l'effet d'un tableau volé à la guerre... Il a plu tout le temps... Ah! laissons ça...

M. Bohler s'est tu. Et sa femme, qui le connaît, n'a pas demandé davantage. Ce que M. Bohler n'a pas dit, car cet énergique ne veut pas s'avouer sentimental, c'est qu'il avait emporté un peu de terre d'Alsace, et que cette terre, il l'a jetée sur le cercueil, au cimetière.

***

Janvier. De la pluie, de la boue. Les gouttières pleurent. On n'a jamais vu un hiver comme celui-là. Rabattue, la fumée des fabriques tombe en malédiction sur la terre.

Suzanne Weiss est à Paris, chez une cousine. Avec elle, la gaieté de Friedensbach est partie.

Et la laine ne marche pas. M. Bohler est d'une humeur massacrante... A la salle d'études, le travail se poursuit conformément au programme : on traduit de l'Horace, du Tite-Live, du Tacite, de l'Hérodote et du Platon, on étudie la Révolution française, on lit Racine, Bossuet et Voltaire. Après quoi, Jean se précipite sur son violoncelle et René sur ses haltères. Car René veut être officier, et il entend se doter de doubles muscles. Il en est au quatorzième exercice de son traité de gymnastique. Une heure chaque soir, il manœuvre son torse, jette les bras en arrière, les jambes en avant, soulève les poids vingt et trente fois. Énervés, les frères se querellent :

— As-tu fini de miauler sur ton violoncelle ?

— Et toi de grimacer, assis sur les talons ?

— Ce n'est toujours pas en jouant du violoncelle qu'on chassera les Allemands d'Alsace!

— Petit crétin, va!

— Grand crétin!

La conversation se poursuit sur ce ton. Le pas du père. On se tait.

On veille au petit salon. Certain soir, les deux potaches

doivent noircir quelques lignes sur ce sujet : *Ma première émotion littéraire*. Fébrilement, ils passent en revue la bibliothèque, les livres d'enfant, maintenant méprisés, les livres d'aventures, de science, de sentiment. Mme Bohler écrit. Caché derrière un journal, son mari fume. Cette fumée intermittente, le grignotement de la plume loquace, une page que l'on tourne, le clair tic tac de la pendule, augmentent encore la quiétude de cette chambre tiède. A leur tour, Jean et René écrivent, raturent, gémissent, recopient. Ça y est!

— Montrez-moi ça! dit soudain M. Bohler.

— Pas à haute voix, non! supplient les deux garçons.

— Est-ce que je vous consulte?... De Jean, d'abord.

« Quelques pages de mon premier livre d'histoire me resteront toute la vie. La vocation de Pierre l'Ermite; la foule, entraînée par lui, criant : « Dieu le veut! » tous, au mépris de leur vie, s'enflammant d'un zèle vengeur, abandonnant famille, maison, pays, pour marcher contre l'Infidèle. Cela m'enthousiasmait, me donnait des idées sublimes... Je demeurais des minutes entières en contemplation devant la gravure qui ornait le texte : un sentier rocailleux, une terre aride, l'interminable procession de ces hommes qui allaient au combat, au bout du monde. Dans ce temps-là, — j'avais huit ans, — il m'arrivait souvent de partir avec un peu de pain dans un bissac. J'allais sur la grand'route, je marchais, je marchais, ayant fait avec candeur le sacrifice de ma vie, jusqu'au moment où la bonne me rattrapait et me secouait d'importance... Émotion littéraire, par association d'idées. A huit ans, déjà, j'attendais chaque jour les Français, je les voyais sur un sommet des Vosges, criant : « Dieu le veut!... » Et c'était si grand qu'en reprenant mon récit, j'y mettais une beauté absente d'un texte bien sec. »

M. Bohler se tait. C'est Mme Bohler qui dit :

— Bravo, mon Jean! A René maintenant.

« Moi, tant que je vivrai, je soutiendrai que Jules Verne est épatant. Il est littéraire parce qu'il suggère des masses de choses. Écrit-il bien? je n'en sais rien. Mais ce que je sais, c'est qu'il vous grandit. On va dans la lune. On fait vingt mille lieues sous la mer. On invente des machines. Toutes les inventions modernes (sous-marin, automobile, télégraphie sans fil) sont dans Jules Verne. Ces engins sont littéraires, parce que franchir les espaces, plonger sous les mers, planer au-dessus des

mondes, ça donne une émotion, ça fait rêver, ça nourrit l'imagination. Et surtout c'est littéraire, parce que c'est avec ces trucs qu'on reprendra l'Alsace-Lorraine... »

Un éclat de rire accueille cette lecture. René se fâche tout rouge. Il croit qu'on se moque de lui.

— C'est épatant ! C'est la mienne qui est le plus chic... D'abord, littéraire, je ne sais pas ce que ça veut dire. Je suis scientifique, moi.

D'un mot Mme Bohler calme cette exaspération :

— Allons, allons, rire ce n'est pas se moquer. Elle est très bien, ta composition. Venez m'embrasser, mes garçons, et allez vous coucher...

Le porte s'est refermée. Les parens se regardent avec attendrissement. M. Bohler, qui n'est pas coutumier d'optimisme, dit soudain :

— Ils sont magnifiques, nos fils... Et quand je dis nos fils, je parle d'une façon générale. Partout, j'ai les mêmes échos. Ils ont quelque chose dans le cœur. Ils ont des muscles... Oui, oui, les Kummel et consorts n'ont qu'à se bien tenir !

***

— Vous ne vous ennuyez pas trop, monsieur Reymond ? demande parfois Mme Bohler.

— Pas du tout, madame.

Reymond ne dit pas la stricte vérité. Cet hiver lui paraît autrement long que le premier. Friedensbach lui a livré tous ses secrets, les vieux toutes leurs histoires. Où est, maintenant, l'Alsace héroïque qu'il croyait avoir surprise ?

Kummel se charge de mettre un peu de piment dans cette paix somnolente. Il vient d'avoir la visite de son frère, Walther Kummel qui demeure à Nancy, à Paris, à Bruxelles, à Cologne, à Berlin, un mois ici et un mois là, car ses affaires l'obligent à de fréquens déplacemens. Quelles affaires ?... Strasbourg et Metz le voient aussi fréquemment, Belfort et Épinal, les villes frontières de préférence. Ce Walther Kummel parle l'anglais, l'italien et le français aussi bien que sa langue maternelle. Aimable, insinuant, son étui à cigares toujours bien garni, il voit beaucoup de monde qu'il s'entend à faire parler. On dit de lui : « C'est un charmant homme. »

Il est donc venu à Friedensbach visiter son frère, ses sept

neveux et nièces, sa belle-sœur, Anna Kummel, qui porte toujours un tablier brodé sur sa jupe noire, qui chante si bien au fond de sa cuisine : *Mein Herz ist ein Bienenhaus*... Durant quelques jours on a vu ici ou là sa tête osseuse, ses yeux vifs au regard fuyant, ses joues plates. Le juge le saluait très bas, le gendarme encore plus bas. Puis il est parti pour Paris où l'attendaient des affaires. Il faut croire que le Lehrer Kummel s'est abreuvé à la source, car après ce départ, comme obéissant à un mot d'ordre, son patriotisme s'est exacerbé.

Certain matin que Reymond n'avait pu assister à la leçon donnée par Kummel à ses élèves, il les trouva hors des gonds, brandissant un papier, criant ensemble :

— Lisez ça, monsieur ! Nous devons le mettre en allemand. C'est dégoûtant !

Reymond prend le papier. Il lit :

« *L'Allemagne, centre de l'Europe.*

« Ce n'est pas seulement par sa situation géographique, mais bien aussi par son importance morale que notre chère patrie est le centre de l'Europe. En considérant nos voisins, nous constatons en eux des défauts trop caractéristiques pour qu'on puisse les nier. Les Anglais sont incapables de fournir des savans, alors que notre pays s'enorgueillit à juste titre d'une foule de chimistes, de physiciens, de mathématiciens du plus haut talent. Nos universités n'envoient-elles pas des rayons de lumière jusque dans les lieux les plus reculés de la terre? On doit reconnaître que les Français et les Belges ont un certain esprit d'invention. Mais leur légèreté et leur insouciance les empêchent totalement de s'attacher à leurs découvertes et d'en tirer profit. S'ils avaient la profondeur de notre caractère, ils se rapprocheraient un peu de ce peuple allemand dont vous faites partie. Tandis que chez nous, du premier au dernier, chaque fonctionnaire fait son devoir, nous voyons chez nos voisins le plus grand désordre dans toute l'administration et le manque absolu de patriotisme. Les Italiens sont trop passionnés pour pouvoir juger sainement des choses. La raison, qualité maîtresse dirigeant toutes nos entreprises, ne peut diriger nos fougueux voisins.

« On n'ose presque pas parler de l'ignorance et de la paresse

russe, de l'incurie qui règne dans cet immense empire. Ces différens défauts sont tellement essentiels que la civilisation des peuples en est totalement arrêtée et que leur niveau moral n'atteindra jamais le nôtre, à moins qu'ils ne s'inspirent de nos institutions. Alors cette nouvelle Europe dont l'Allemagne sera plus que jamais le cœur, l'organe vital, marchera vers le progrès. Et nous chanterons une fois de plus : *Deutschland über alles!* »

Reymond demande simplement :

— Vous n'avez rien dit?

— Bien sûr que non. Papa nous a défendu de discuter.

— Il a bien raison. Montrez-lui tout de même ce papier.

Le soir même, après sa leçon, Reymond entreprend Kummel.

— J'ai lu, monsieur, le thème que vous avec dicté à mes élèves. Ne pensez-vous pas qu'il vaudrait mieux s'abstenir de ces textes à tendance... disons : politique? Vous appartenez au premier peuple du monde, c'est entendu. Est-il nécessaire...

Kummel n'attend pas la fin de la phrase. Il est tout rouge. Tous ses cheveux sont dressés sur son crâne pointu. Derrière les verres des lunettes les yeux brillent d'un éclat prophétique.

— Je vous en prie, nous avons le devoir de proclamer la vérité *urbi et orbi* comme vous dites, messieurs les professeurs de latin. Ne restons pas sur le terrain des affirmations générales. Des faits. Chez nous annuellement, un million huit cent mille naissances. En France, neuf cent mille, à peine. Chaque année nous gagnons un million d'habitans. Chaque année la France en perd cent mille. Qu'est-ce à dire, sinon que cette grande nation qu'est la France, ce nabab (vous dites?) du monde possède une grande peur de vivre comme l'a écrit un de nos nombreux grands écrivains... Voyagez donc, ouvrez les yeux, franchissez notre frontière!... Dès Belfort, tout est sale. Journaux, pelures d'orange sur le sol, vitres souillées de poussière... Et partout des femmes en cheveux, des créatures comme vous dites. Industrie enfantine. Commerce patriarcal. Au total, conception médiévale (vous dites?) des choses...

« J'ai vu l'Alsace que nous avaient livrée les champions de la civilisation. Quelle incurie!... Quelle écurie, plutôt!... Ah! j'ai fait un calembour... Oui, il faut proclamer la vérité... L'Angleterre est la sangsue du monde. Il faut l'abattre!... L'Italie joue

de la mandoline, l'Espagnol de la guitare... Le Russe? Il a un pou suspendu à chaque cheveu... L'Autriche? Quelque chose grâce à nous... Et le pauvre Alsacien, debout sur son échelle, qui regarde par-dessus les Vosges! Il dit : « Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir? » Et je réponds, moi : « Rien que le désordre, l'anarchie, la luxure, les disputes, l'alcool et de telles choses. » C'est ce qu'ils nomment : liberté...

« Nous voulons, nous, les Allemands, régénérer le monde, lui apporter la civilisation et le bonheur. Parce que nous avons pitié du monde. C'est cela le vrai *idealismus*... Écoutez ce qu'écrit à ce propos un de nos hommes de culture. Je l'ai découpé dans mon journal : « Nous, Allemands, nous défendons l'idéal de la fraternité des peuples, de l'état mondial qui embrassera toute l'humanité, le surallemand, l'éternel humain, le cosmique, l'aspiration infinie au saint empire de l'ordre vivant dans l'organisation libre, la symphonie des forces de la vie dans le cœur des peuples. Or, ce n'est pas là un nouvel idéal, mais le plus ancien de tous, universellement humain, cosmique, l'idéal de raison pure orientale, médiévale, romane, l'idéal d'un en tous, de l'unité dans le nombre et du nombre dans l'unité... L'Allemagne est le seul disciple pieux de cet absolu que nous imposerons par la persuasion, si les têtes ne sont point trop dures, par la force si la persuasion échoue. »

« Voilà! Avez-vous compris maintenant? »

Sur le crâne pointu, les cheveux demeurent dressés.

— Avez-vous compris? répète le pédagogue avec une véhémence sacrée,

Que répondre? On n'argumente pas avec la foi.

Le pédagogue annonce :

— Les temps approchent...

Ce soir-là, on ne va pas plus avant.

... M. Bohler tient en main le fameux papier; il assure son lorgnon sur le nez, il prend un air sévère de chef. Et soudain il rit d'un bon rire qu'on ne lui connaît guère :

— C'est du délire mystique... Je donnerai à lire ce papier à mes amis de France, il en vaut la peine... Mes garçons, gardez-vous bien de protester. Buvez ce lait... L'orgueil leur monte au cerveau. Une ivresse. Hé! mangez, dévorez, digérez les peuples, vous finirez bien par en sauter!

M. Bohler se frotte les mains.

Le fils aîné de Weiss, François, qui fait son droit à Strasbourg et suit en esprit curieux des cours à la Faculté des lettres, est rentré passer le dimanche dans sa famille. Au dîner, entre la tourte et le café, on a lu le factum du *Lehrer* Kummel. Seul, entre tous les convives, — il y a là Reymond, le chimiste Gangloff, l'ingénieur Ballenhofer, — il n'a même pas souri. Et il explique :

— Ça vous étonne? A l'université, on nous nourrit de cette littérature.

Comme on paraît sceptique, il se lève, il va chercher dans sa chambre un livre intitulé : *Gedanken und Wahrnehmungen*, du romaniste G. Gröber. Il l'ouvre et il lit : « L'Anglais est un rustre prosaïque, l'Américain une âme vile et mercantile, l'Espagnol un dégénéré, l'Italien un voluptueux et un fainéant, le Français un débauché, un frivole et un superficiel... » Et cela continue, des pages et des pages, pour prouver qu'il n'y a de nation forte et saine que l'Allemagne, de science que la science allemande, de philosophie et de religion que la philosophie et la religion allemandes.

François Weiss poursuit :

— Mes professeurs, je les ai entendus dix fois se donner le ridicule de guerroyer contre les prénoms français, nier formellement qu'il y ait une littérature française, une poésie française. Victor Hugo écrit pour ne rien dire. Chateaubriand? Un rhéteur emphatique. Un seul écrivain mérite de retenir l'attention : J.-J. Rousseau, et encore est-ce un Suisse d'affinités germaniques. On concède pourtant aux Welches le feuilleton. On affirme couramment que les Français ne savent pas leur langue, qu'ils prononcent mal, que les seuls Allemands parlent correctement le français, parce qu'ils savent la grammaire, la phonétique... A une ou deux exceptions près, remanier la carte, annexer, est le passe-temps favori de ces messieurs. Et tous à plat devant l'État. C'est le dieu. Il a tous les droits, y compris celui de vie et de mort. Croyant parler à un Alsacien, un de mes professeurs de droit ne disait-il pas dernièrement à l'un de mes camarades : « Pourquoi, dans votre travail, écrivez-vous *état* avec une minuscule? On voit bien que vous êtes Alsacien et que, comme tous les Français, vous n'avez aucune idée de ce qu'est l'État *(Sie haben keinen Begriff vom Staat).* » Le piquant de l'affaire, c'est que l'étudiant à qui l'on adressait

ces reproches était Badois... Je vous assure que l'on étouffe dans ce milieu de pédans.

Weiss, les yeux brillans, écoute parler son fils. Soudain, élevant son verre :

— Messieurs, à la santé de Kummel et de ses émules ! Laissons grandir leur folie... C'est eux qui nous rendront l'Alsace !

— En attendant, il faut plier l'échine et compter les coups, observe le chimiste Gangloff.

Weiss n'en démord pas :

— A la santé de Kummel !

Et il vide son verre en claquant la langue.

***

Février. Les vents se disputent au carrefour des vallées. Il neige, il gèle et dégèle. Sommets blancs, pentes grises, prés verts en bordure de la rivière.

... Aujourd'hui, les persiennes sont closes. On les abaisse quand passent les régimens au casque lourd, les touristes aux mollets gras, le *Kreisdirektor* en tournée. Derrière ces persiennes aux lamelles obliques, — cent petits chemins par où glisse le regard, — tour à tour les yeux gouaillent, rient ou s'attendrissent quand le curé, sous un dais d'or, promène le bon Dieu, quand un vieux s'en va dans sa caisse noire. Aujourd'hui, derrière ces persiennes, des yeux gourmands, des yeux de dévotes contemplant le péché. Le papa Schmoler et sa Jacobine hochent la tête, blâment, condamnent et guignent tout de même qui passe et se pavane.

Après tant de brouillard, tant de pluie, le carnaval secoue ses grelots. On voit des masques qui ballottent devant les figures ; des robes, habituées à plus d'ampleur, qui flottent sur des hanches maigres ; des perruques dont les boucles pendent sur des joues mal rasées. Le vieux Karcher, qui a du vice, chacun le sait, se promène en femme enceinte ; les fils Badecker, en Mauresques ; la Minna du moulin, en page Louis XV. On se démène, on grimace, on lève la jambe, on danse, on entre dans le café d'où sortent des cris de filles lutinées, on fait cortège derrière la grosse caisse et la flûte. Et l'un bat du tambour et l'autre secoue sa crécelle. Confettis et serpentins. Faux nez et faux cheveux, fausses filles et faux garçons, fausses œillades dans un jour faux. Passe un ours, passe une dame du

grand monde, — bas violets, carrure d'hercule, ombrelle rouge, chapeau en forme de cloche à melon, — passe un gorille accompagné de madame gorille. Dans la cohue, moustache troussée, l'œil au guet, les gendarmes, attentifs aux uniformes, — ils ont coffré un cuirassier français, —attentifs aux couleurs proscrites... Que de hurlemens dans la nuit! Cramponné à la corde qui le soutient, le garde champêtre n'en finit pas de sonner le couvre-feu. Avec son faux nez pourvu de trois verrues, le voici qui sort de l'école : zigzaguant et vacillant, se garant dans les fossés pour éviter d'illusoires véhicules, jovial et disert, vaille que vaille, il progresse dans la direction de son domicile. Grumbach est devant le sien, qui a déjà lancé son cinquante-deuxième coup de pied dans la porte obstinément close... Et voici que la lune, que l'on ne connaissait plus depuis des semaines, montre sa face d'ahurie entre deux nuages.

— Que voulez-vous, dit Weiss à Reymond, il faut bien se secouer de temps en temps! Faute de mieux, nos gars soufflent dans des mirlitons! On vit petitement. On s'étiole...

Sur les monts, le chapeau blanc de l'hiver diminue. Il n'est déjà plus qu'une calotte. Il y a pourtant encore, au creux des ravins, des hachures et des zébrures de neige qui dessinent des gueules ouvertes, des pattes crispées, des couleuvres enroulées. Quand on monte là-haut, tout gargouille, tout clapote et l'on ne compte plus les ruisseaux, petits fous qui se cassent les reins au pied des rocs. La nature est d'une laideur héroïque et travailleuse... Un souffle tiède entre deux souffles froids. La première sève émeut les aulnes. Une couleur de vie vient aux branches bien lavées.

Le temps qui va de l'hiver au vrai printemps est dur à ceux qui languissent. Kraut, lui aussi, en a eu assez. Ça n'a pas traîné. On l'a mis dans un double cercueil de plomb. Comme il a tant répété qu'il voulait retourner à la maison, on l'emmène à la gare, traîné par deux chevaux. Est-il donc besoin de mourir pour apprendre où est son pays? Derrière les persiennes, on a pitié. Un brave homme, ce Kraut. S'ils étaient tous comme lui, cela irait encore. On l'emmène donc sous sa double enveloppe de plomb scellé. Devant le wagon, les fonctionnaires sont rangés. Les gendarmes saluent. Le juge dit des phrases qu'il lit sur un morceau de papier. Le petit train s'éloigne et

l'on regarde, là-bas où coule le Rhin, plus loin, plus loin encore, là où s'étend la verte Thuringe. Chacun chez soi, cela vaut mieux ainsi.

Kraut s'en est allé. Il sera à la maison ce soir.

***

Le successeur de Kraut vient d'arriver à Friedensbach, Kroner, qui naquit en un village du Wurtemberg. Quand? C'est bien difficile à dire. Grand, maigre; des bras interminables, des mains de momie qui lui battent les cuisses quand il marche; un long cou, une pomme d'Adam toujours en voyage; piquée là-dessus, une tête d'une intéressante laideur avec une barbe rare qui laisse voir la peau, des yeux tristes, un front drôlement bombé, un crâne puissamment voûté : Kroner n'a pas d'âge; il tient du marmot en crise de croissance et du vieux qui se détache de la vie.

Au bureau, — état civil, impôts, — Kroner reçoit poliment. Dès que la porte tourne sur ses gonds, il émerge de ses paperasses, il interroge de l'œil, non pas affable, mais consciencieux, gravement humain. Avec les vieux, il lui arrive de parler le français qu'il possède parfaitement. Les services qu'il peut rendre, il les rend, et, quand il écrit le nom d'un mort, il secoue la tête comme pour prendre part.

Ce Kroner vit en solitaire. Le dimanche, on le voit souvent assis sous les saules, au bord de la rivière. Il se promène aussi, les mains au dos, sympathique aux jardins en terrasse, à ces toits du bourg qui se touchent de l'aile. La lune le connaît bien. Elle n'a pas "ami plus fidèle. Aussi se plaît-elle à dessiner contre les murailles son ombre cocasse.

Le soir, il est possible que Kroner écrive des vers. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il passe des heures et des heures, enfermé dans sa chambre, assis devant la table poussée près de la fenêtre : la plume trotte, le maigre buste se balance comme pour marquer le rythme des syllabes. Soudain, jetant les bras en avant, Kroner déclame. Schiller et Lenau sont ses hommes. Il les cite. Leur effigie en terre cuite trône sur le dos du piano. Car Kroner a plus d'une corde à son arc. Après le bain de poésie, le bain de musique. La tête très haute dans les passages de force, le nez sur les touches dans les passages de douceur mélancolique, l'homme se grise des sons qui montent

dans le silence de Friedensbach endormi. Que joue-t-il? La *Pathétique;* après quoi il s'éponge, vidé de son âme, les yeux vitreux. Et voilà que les doigts courent à nouveau sur les touches ; les sons se précipitent, se heurtent, flot puissant; un chœur invisible lance son *Freude ! Freude!* Des pieds, des mains, de la tête, du buste, Kroner se démène ; l'ombre aux mouvemens brisés se tasse en un coin de la chambre, grandit démesurément, envahit le plafond. *Freude ! Freude!* Le flot s'étale, s'apaise; il semble que l'orage s'éloigne derrière la montagne; après quoi, dans l'air rafraîchi, sur l'azur d'un bleu profond, les hirondelles dansent avec de petits cris joyeux...

Les fonctionnaires n'aiment pas ce Kroner au regard de myosotis. Tout ce qu'il avance les irrite et tout ce qu'ils disent le choque. Kummel se répand à son sujet en sarcasmes :

— Ah! c'est une fleur du Wurtemberg, une porcelaine de cette vieille Allemagne qu'on brisait pendant qu'elle reflétait la lune... Tout à fait *altmodisch*, ce pauvre Kroner. Rien pour la force, rien pour la conquête... C'est une personnalité de souvenir, de réconciliation universelle. Un musicien, oui, je suis contraint de le reconnaître; mais un représentant de la patrie allemande? alors je dis non... Il faut le renvoyer dans son village du Wurtemberg, afin qu'il puisse, le soir, écouter chanter les sapins qui se balancent. Homme d'étoiles et non de terre allemande ! Kroner?... une vieille fille évangélique.

Maintenant, à la table des missionnaires de l'Idée, Kroner ne disait plus grand'chose. Il mangeait sans bruit, signe de dégénérescence; il usait du cure-dents avec discrétion, signe de neurasthénie; il ne frappait pas du poing pour appuyer ses argumens, signe de faiblesse congénitale. Un soir, pourtant, comme il avait prononcé le mot de bonté, une rumeur l'enveloppa, une rumeur qui ressemblait fort à une huée. Avançant sa figure congestionnée, le voisin cria : « Bonté?... bonté?... non, monsieur! (ce « non, monsieur » fut dit en français.) La bonté ! Nous sommes assez forts pour nous passer de cette médecine... »

Une ou deux fois déjà, demeurés seuls dans la salle du restaurant, Kroner avait échangé quelques mots avec Reymond.

Un soir, les deux hommes se rencontrèrent au bord de la rivière. Ils firent route côte à côte. La douceur de l'air invitait

aux confidences, et Kroner, en vraie « fleur du Wurtemberg, » n'y manqua pas.

— J'aime ces deux vieux Schmoler, surtout Mme Jacobine, avec son bonnet si bien attaché, avec ses joues si bien lavées, avec ses bons yeux de grand'mère. Elle me rappelle tellement ma maman, si simple aussi, si propre de conscience... Mon père est postillon. Il sonne du cor dans les forêts du Wurtemberg. Je suis vraiment son fils... Ah! si vous pouviez voir notre maison, au coin de la forêt, près de la rivière (et c'est pourquoi j'aime beaucoup cet endroit où nous sommes). Quelque chose est posé sur mon toit, quelque chose de mieux encore qu'une cigogne : c'est la paix, c'est la bonté, c'est le désir d'accomplir la volonté divine. Et ma mère est assise devant la porte, qui raccommode, qui épluche les légumes, qui dit bonjour aux passans... Tout à coup, le cor sonne, et c'est le père, là-haut, sur le siège de la voiture. Il s'arrête un instant. Il dit : « Bonjour, *Mutter*... » Elle répond : « Bonjour, *Vater*... » Ils se regardent. Le fouet claque et les grelots sonnent à nouveau dans le bois... J'aime mon Wurtemberg... Et j'aime aussi l'Alsace, sa franchise, sa fierté. Pauvre Alsace, comme nous la menons dur!... Pauvre Alsace!... Je suis bon patriote, monsieur Reymond, vous pouvez en être sûr. Et c'est pourquoi je dis aussi : Pauvre Allemagne!

— Et pourquoi donc?

Kroner ne répondit rien.

Et le père Schmoler disait souvent :

— M. Kroner?... C'est un Allemand comme on en fabriquait au temps de mon père.

BENJAMIN VALLOTTON.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LE SUICIDE BULGARE

AUTOUR D'UNE COURONNE

NOTES ET SOUVENIRS

1878-1915

II [1]

STAMBOULOF ET FERDINAND DE COBOURG

I

Le nom de Stéphan Stamboulof est inséparable de la formation de la principauté bulgare. Si ce patriote, aux formes brutales, à la physionomie farouche, à l'âme méfiante et soupçonneuse, n'a guère figuré que comme agitateur parmi les ouvriers de la première heure, on ne saurait en revanche lui contester le mérite d'avoir voulu résolument, en 1886, sauver son pays de l'anarchie que lui-même avait contribué à préparer et que venaient d'aggraver les auteurs du complot ourdi contre le prince Alexandre. Ce complot semble lui avoir ouvert les yeux et l'avoir décidé à se faire le champion de la légalité, une légalité qu'il se proposait d'ailleurs de tailler à son image.

Il était alors président du Sobranié; à ce titre, il jouissait d'une autorité quasi souveraine à laquelle il avait tous les

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

droits, car, ainsi qu'il le prouva depuis, à travers les tragiques aventures de sa vie politique, c'était un esprit judicieux et prévoyant et un ardent patriote. Cette autorité, il l'emploiera d'abord à écraser la révolte.

En arrivant à Sofia, les révolutionnaires s'étaient empressés de former un gouvernement provisoire ; ils se flattaient d'être approuvés et soutenus par la population et par l'armée. Mais lorsqu'ils tentèrent de s'imposer, l'indignation éclata de toutes parts ; le peuple refusa de reconnaître ces usurpateurs de l'autorité légitime. En quelques heures, avec le concours de diverses garnisons de province appelées dans la capitale, la contre-révolution s'organisait. Stamboulof comprend alors que, si elle n'est pas maîtrisée, elle continuera l'anarchie. D'une main ferme, il en prend la direction. Il fait arrêter les émeutiers et les membres du gouvernement provisoire, auquel il en substitue un autre de sa composition. Le 25 août, les Bulgares peuvent lire sur les murs de leur capitale une affiche ainsi conçue :

« Au nom du prince Alexandre et de l'Assemblée populaire, je déclare que je prends la présidence du gouvernement provisoire à Sofia et que quiconque refusera d'obéir sera traité en rebelle. Je nomme aux fonctions de général commandant Moutkourof, — son beau-frère, — et je le charge de tous les pouvoirs civils et militaires. En conséquence, chacun est tenu de lui obéir.

« Je supplie le peuple bulgare de défendre la couronne et la patrie contre les traîtres qui voudraient renverser du trône notre bien-aimé prince. Avec le puissant concours du peuple et de l'armée, nous saurons défendre le prince, l'élu de la nation.

« Vive le prince Alexandre de Bulgarie! »

Entre temps, il a écrit au prince pour l'inviter à revenir. Grâce à ces mesures, la principauté est en voie de pacification, lorsque, le 3 septembre, le jeune souverain rentre à Sofia, entouré d'une brillante escorte et salué par les acclamations d'une foule enthousiaste qui semble vouloir le venger. On doit le croire alors plus puissant que jamais, mais il doute de sa puissance. Il fait savoir à l'empereur de Russie qu'il sera heureux de lui donner la preuve définitive de son dévouement. « Le principe monarchique m'a forcé de rétablir la légalité en Bulgarie et en Roumélie. La Russie m'ayant donné la couronne, c'est entre les mains de son souverain que je suis prêt à

la remettre. » La réponse impériale est foudroyante. « Je ne puis approuver, mande le Tsar, votre retour en Bulgarie, prévoyant les suites funestes qu'il peut avoir pour ce pays déjà si éprouvé. Je m'abstiendrai de toute immixtion dans le triste état de choses auquel la Bulgarie a été réduite, tant que vous y resterez. Votre Altesse appréciera ce qu'elle a à faire. Je me réserve de juger ce que me commandent la mémoire vénérée de mon père, l'intérêt de la Russie et la paix de l'Orient. »

La sécheresse et la dureté de ce langage ne laissent aucun doute sur les dispositions malveillantes d'Alexandre III envers le prince de Bulgarie. Stamboulof se résigne à le voir abdiquer. Mais il le supplie de ne pas laisser la principauté sans gouvernement et de l'aider à former une régence qui gouvernera jusqu'à l'élection d'un autre souverain. De celui d'hier, au moment où il se retire, le pays acceptera un régime provisoire, tandis qu'il refuserait de se soumettre au gouvernement que les factions tenteraient de lui imposer. Une régence est organisée, d'après un plan qu'a conçu le futur dictateur; elle sera composée de trois membres. Naturellement, et à bon droit d'ailleurs, il s'y assure une place, la première; la seconde est donnée à son beau-frère, le colonel Moutkourof, dont la popularité et l'influence en Roumélie sont considérables. Quant à la troisième, il la destine à Karavélof et la lui fait accepter. Il tient le personnage pour son ennemi et pour un anarchiste. Il le soupçonne d'avoir pris une part active à la mise en œuvre du complot qui vient d'avorter et d'avoir obligé le prince, pour éloigner de lui ses défenseurs les plus braves et les plus sûrs, à les envoyer à la frontière, en dénonçant faussement les armemens de la Serbie. Mais les preuves de cette manœuvre font encore défaut. Chef d'un parti remuant et audacieux, Karavélof serait pour la régence un adversaire redoutable. En se l'adjoignant, Stamboulof l'annihile.

Après avoir approuvé et peut-être suggéré ces mesures, Alexandre convoque pour le 11 septembre la grande Assemblée par laquelle elles devront être ratifiées. Puis, dans un dessein de pacification, il ordonne la mise en liberté des membres du gouvernement révolutionnaire, que Stamboulof avait emprisonnés. Mais comme, d'autre part, il faut des exemples propres à décourager les fauteurs de désordres, il décrète que l'École militaire ayant pris part à l'insurrection est supprimée et que,

pour le même motif, les deux régimens qui se sont insurgés cesseront d'exister. Si grande est encore son autorité que ses décisions sont acceptées comme s'il était toujours le maître. Enfin, il part le 7 septembre, après avoir fait ses adieux à l'armée, au corps diplomatique et aux divers fonctionnaires. Dans sa dernière proclamation, il déclare qu'il se retire parce qu'il croit que son éloignement facililera la réconciliation entre la Bulgarie et la Russie. Les régens l'accompagnent jusqu'à la frontière. Là, les adieux revêtent un caractère émouvant, quasi familial, dont il se réjouit, ayant eu, avant tout, le souci « de ne pas partir comme un malfaiteur, mais convenablement et au grand jour. »

— Au revoir, Monseigneur, lui glisse à l'oreille Stamboulof.

Ce n'était pas une simple parole de politesse, mais l'expression d'une espérance; volontiers, il eût dit comme Victor Hugo dans son ode à Napoléon :

Sire, vous reviendrez dans votre capitale.

Et il eût été bon prophète, car le souverain qui abdiquait volontairement en septembre 1886 revint à Sofia en novembre 1893, mais dans un cercueil, pour inaugurer la sépulture destinée aux princes de Bulgarie (1).

Ainsi s'achevait ce règne de sept ans, au début duquel le prince Alexandre, animé d'un beau zèle, se promettait de consacrer tous ses efforts à la grandeur et à la prospérité de sa patrie d'adoption. Il s'était tenu parole, mais sans obtenir les résultats qu'il avait espérés. L'union bulgare était réalisée par l'annexion de la Roumélie. Mais cette annexion avait définitivement brouillé la nation avec la Russie, et des rivalités grosses de périls s'étaient créées dans les Balkans. L'armée nationale avait donné des preuves de sa force et de son dévouement à la patrie, mais l'esprit révolutionnaire s'y était développé comme

(1) Il était mort au mois de septembre en Autriche où il s'était retiré et marié morganatiquement, après avoir acquis la certitude que son espoir d'épouser la princesse Victoria de Prusse ne se réaliserait pas. A la nouvelle de sa mort, le prince Ferdinand fit célébrer un service religieux dans la cathédrale de Saint-Kral, et, le 25 novembre, le corps était reçu solennellement à Sofia. Cette cérémonie, qui se déroula dans le plus grand calme, donna lieu à des commentaires propres à démontrer que le successeur d'Alexandre ne l'avait pas fait oublier.

dans tout le pays, et certains chefs y nourrissaient l'ambition d'y jouer un rôle politique. Des passions de guerre civile grondaient de toutes parts, envenimaient les débats de tribune, les polémiques des journaux, les disputes de la rue, et ce trouble général imprimait aux mœurs publiques un caractère dissolvant, une disposition maladive à l'indiscipline et à l'inhumanité, comme si la civilisation, retardée dans ses effets par la domination musulmane, n'eût rien gagné à la délivrance du peuple bulgare et eût été impuissante à le corriger de ses défauts et de ses vices, fruits amers d'une trop hâtive liberté succédant à une longue servitude.

A Saint-Pétersbourg, on estima que le départ du prince faisait disparaître, au moins pour un temps, les causes de dissentiment et d'irritation qui avaient troublé les relations des trois empereurs. N'avait-il pas suffi que ce départ fût prévu et escompté pour opérer entre eux un rapprochement? L'archiduc Charles-Louis d'Autriche (1) était allé porter à Péterhof les complimens de François-Joseph et le ministre russe, M. de Giers, avait rendu visite au prince de Bismarck. On regardait donc maintenant la paix comme assurée. Le gouvernement russe se hâtait de renouer avec la Bulgarie les relations diplomatiques; il y envoyait comme agent le général Kaulbars qui y avait déjà résidé en 1883 pour régler la situation des officiers russes qui formaient les cadres de l'armée bulgare. En lui confiant sa nouvelle mission, on lui avait dit que la liberté de la Bulgarie devait être respectée et que si d'aventure les intérêts de la Russie étaient compromis par la politique de la régence et si le représentant impérial était amené à formuler des réclamations, « il devrait mettre des gants de velours sur des mains de fer. » Ultérieurement, on reprochera à Kaulbars de n'avoir pas tenu suffisamment compte de ces recommandations et d'avoir provoqué une rupture nouvelle. Mais, au moment où il partait pour Sofia, on ne la prévoyait pas; on était tout au contentement d'avoir vu disparaître le prince Alexandre (2).

Il n'en fut pas de même en Angleterre. La chute du prince

(1) Le plus jeune frère de l'empereur François-Joseph. Après la mort de l'archiduc Rodolphe, il devint héritier de la couronne; mais il ne se sentait pas fait pour régner, et bientôt après il transmettait ses droits à son fils, l'archiduc François-Ferdinand, qui fut assassiné à Sarajevo le 20 juin 1914.

(2) Je crois devoir faire remarquer que les documens utilisés dans cette étude sont pour la plupart inédits.

y causa d'universels regrets. Frère d'un gendre de la reine Victoria, venu plusieurs fois à la cour britannique, il y était aimé et estimé; il n'y comptait que des amis. C'est ce que constatait au mois de novembre le marquis Salisbury, premier ministre, dans un discours qu'il prononça au banquet du lord-maire et qui déchaîna en Russie et particulièrement chez le Tsar une irritation passionnée.

— Quel impair! s'écria Bismarck en fermant le journal dans lequel il avait lu cette harangue. Est-il concevable qu'on n'évite pas une telle imprudence quand on est le premier ministre d'un grand État et quand on peut, par une parole inconsidérée, mettre en péril la vie de plus d'un million d'hommes?

Du reste, le langage du marquis Salisbury était tout platonique et ne rendit pas au prince Alexandre la couronne à laquelle il venait de renoncer.

A Vienne, on fut déconcerté d'abord par la révolution de Sofia; mais on apprit ensuite avec satisfaction que le prince était rentré dans ses États. « Il représente l'ordre, l'autorité, le droit dans un pays profondément troublé. » Mais on doutait qu'il pût garder la couronne. Quand il la déposa, des regrets se manifestèrent. « L'autorité d'Alexandre était assez forte pour s'exercer utilement et longtemps encore dans un pays désorganisé et pour y rétablir l'ordre. Il est fâcheux qu'au lendemain d'une restauration victorieuse, le découragement se soit emparé de lui. Sûrement, il serait rappelé si le pays pouvait se prononcer librement. Mais ce n'est pas à souhaiter, car ce serait alors le conflit avec la Russie, et les conséquences pourraient en être graves. » Il fallait donc se résigner au fait accompli, et le premier ministre autrichien, le comte Kalnocky, invitait formellement son agent à Sofia à soutenir le gouvernement que le prince Alexandre avait institué avant son départ. « Il faut songer à l'avenir, écrivait-il. Toute combinaison destinée à l'assurer devra reposer sur le traité de Berlin. Mais j'estime que l'Europe fera bien de ne pas intervenir et de laisser les événemens suivre leur cours et les partis livrés à eux-mêmes. »

L'attitude de la Turquie restait louche. On s'étonnait qu'en sa qualité de suzeraine de la Bulgarie, elle n'intervînt pas et parût s'être désintéressée de l'événement, en se bornant à laisser entendre qu'elle ne souhaitait pas que le Sobranié se pressât d'élire un nouveau prince. N'avait-elle pas tout à gagner à la

prolongation de l'état de désorganisation et de désordre auquel était vouée la nation vassale dont la soumission reposait sur des bases si fragiles ? Tant que l'anarchie régnerait dans les pays bulgares, ils seraient impuissans à secouer le joug et à revendiquer leur indépendance définitive en entraînant la Macédoine dans leur affranchissement.

La France se tient sur la réserve, soucieuse surtout de convaincre l'Europe qu'en Bulgarie comme partout ailleurs, sa politique est résolument pacifique et qu'elle s'applique à ne pas contrarier celle de la Russie, tout en prouvant qu'elle restera neutre, tant que ses intérêts en Orient ne seront pas compromis par sa neutralité.

C'est aussi la neutralité que pratique le Cabinet de Berlin, mais il incline à approuver l'action russe telle qu'elle s'est exercée. A la nouvelle de la chute du prince Alexandre, Bismarck se frotte les mains : « Sa présence en Bulgarie compromettait l'alliance des trois empereurs et il est bon qu'on l'ait sacrifié. Sans doute, le sacrifice attristera l'opinion allemande ; ce sera même pour elle une déception et un regret, car le prince Alexandre était Allemand. Cependant, il se flattait sans cesse de l'avoir oublié et comme, dans ses adieux à la principauté, il s'est affirmé comme uniquement Bulgare, c'est un compatriote auquel le gouvernement ne peut s'intéresser. »

Mais tout le monde ne pensait pas ainsi. En réponse aux duretés que la presse officieuse prodiguait au souverain dépossédé, les journaux indépendans répondaient en exprimant les regrets que leur causait le départ de « cet officier prussien placé en faction pour garder les avenues du Bosphore. » Guillaume Ier partageait ce sentiment et se montrait sévère pour l'attitude des Bulgares envers leur prince. Mais il se consolait par l'espoir que la chute de celui-ci n'exercerait aucune influence sur les affaires européennes ni sur l'alliance des trois empereurs. Le 24 août, recevant en audience de congé, au château de Babeleberg, le baron de Courcel, ambassadeur de France, qui, ayant démissionné, était venu lui présenter ses lettres de rappel, il lui donnait l'assurance que la paix ne serait pas troublée par l'affaire des Balkans.

— Lors de ma récente entrevue avec l'empereur d'Autriche, lui confiait-il, nous sommes convenus de diriger la politique de

nos deux empires dans le sens de la paix. Les dispositions de l'empereur de Russie sont les mêmes. Ce matin, j'ai reçu de lui une lettre où il me dit : « Je n'engagerai ni un de mes régimens, ni une de mes caisses dans les affaires des Balkans. »

En même temps que le vieux souverain manifestait sa confiance dans le maintien de la tranquillité européenne, il faisait exprimer au prince Alexandre « sa sympathie personnelle pour la dignité dont il avait fait preuve et pour le méritoire désintéressement de sa conduite. » Si, comme tout autorise à le croire, c'est par l'intermédiaire du kronprinz Frédéric que ce témoignage de bienveillance parvint à Alexandre de Battenberg, il dut en être profondément heureux et y voir la preuve que son abdication n'éloignait pas de lui la jeune princesse, qui, malgré Bismarck, persistait, avec l'assentiment de ses parens, à se considérer comme sa fiancée. Au surplus, cette preuve n'était pas nécessaire. Il savait qu'un accueil affectueux l'attendait dans la famille impériale et, en fait, ce fut seulement au mois d'avril 1888 qu'il fut invité à cesser d'y venir « pour le moment. »

Il n'en est pas moins vrai que, pour ne pas déplaire au gouvernement russe, le gouvernement allemand approuvait la révolution qui venait de s'accomplir à Sofia. Lorsque, au mois de décembre, on annonça à Berlin la visite prochaine des députés bulgares, Grékof, Stoïlof et Kaltchef, que le Sobranié, d'accord avec Stamboulof, envoyait dans les grandes capitales pour appeler l'intérêt des Puissances sur la Bulgarie, et leur demander de lui donner un souverain, il fut décidé que lorsqu'ils se présenteraient à la Wilhelmstrasse, ils seraient reçus par le comte Herbert de Bismarck, fils du chancelier et secrétaire d'État, et qu'il les inviterait fortement à s'entendre d'abord avec la Russie.

A ce moment, l'ambassadeur de France, M. Jules Herbette nommé à Berlin en remplacement du baron de Courcel, venait de prendre possession de son poste. Dès sa première entrevue avec le chancelier, c'est de la Bulgarie que celui-ci l'entretint.

— Vous arrivez à Berlin dans un moment où la politique est assez compliquée, lui dit-il. Les événemens de Bulgarie me préoccupent. Sans doute la Russie est fondée à revendiquer un rôle prépondérant dans ce pays qui se trouve dans le giron de son action directe, comme la Serbie dans celui de l'action de

l'Autriche-Hongrie : c'est la situation qui découle du traité de Berlin. Malheureusement, le gouvernement russe n'a su ni prévoir ni prévenir le soulèvement de la Roumélie et le Tsar n'a pu se résigner à l'atteinte portée à son autorité dans un pays arrosé du sang de ses soldats, et je ne puis dire qu'il ait eu tort. De leur côté, l'Angleterre et l'Autriche ont commis la faute de chercher à profiter de ce mouvement pour modifier à leur avantage l'équilibre des influences dans la presqu'île des Balkans. De là est venu tout le mal. Je n'hésiterai pas, pour mon compte, à soutenir cette opinion devant le Parlement si je suis appelé à parler des affaires bulgares. Mais ce que je ne pourrai faire, c'est de défendre les moyens employés par les agens du gouvernement russe pour restaurer son prestige dans la principauté. Je tiens trop à ma réputation d'homme d'affaires et d'homme d'État pour ne pas les blâmer très haut.

Et il les énumérait à grands traits, d'un accent où la raillerie le disputait à la colère, où le vinaigre se mêlait au miel et où se trahissait la satisfaction que lui causaient les fautes commises par le voisin.

Puis il continuait :

— Malheureusement, je ne trouve pas beaucoup d'écho à Saint-Pétersbourg. Cela serait sans grand inconvénient si je pouvais calmer l'irritation de nos amis de Vienne. J'y réussirais certainement s'ils n'avaient pas à compter avec la Hongrie, avec le régime parlementaire et avec la presse. Vous connaissez les passions et les ambitions qui agitent les Hongrois, je n'y insiste pas. Les difficultés qui proviennent du régime parlementaire et de la liberté de la presse ne sont pas moins graves pour le Cabinet de Vienne. Il n'est pas le seul dans cette situation. J'ai conscience que l'influence extérieure d'un pays est en raison inverse de l'immixtion de ses députés et de ses journaux. Voyez l'Angleterre : tant que tories et whigs ont admis que la politique étrangère devait rester en dehors de l'action parlementaire, elle a eu une politique étrangère. Depuis quelques années, elle est frappée d'impuissance.

Et, la voix s'élevant, le chancelier ajoutait ironiquement :

— Peut-on commettre une plus lourde bêtise que celle de Gladstone qui, par sentimentalisme, a rompu l'entente traditionnelle de son pays avec la Porte ? Quand on a la Russie pour adversaire, il faut avoir la Turquie pour alliée. Indépendam-

ment de son excellente armée, le Sultan tient les clés de la Mer-Noire par où la Russie est vulnérable. Unie à la Turquie et à l'Autriche, l'Angleterre pourrait lutter contre la Russie. Isolée comme elle l'est, il faut qu'elle se tienne tranquille. Quant à l'Autriche, elle a plus de points de contact et d'attaque contre la Russie, y compris l'élément polonais. Mais celui-ci n'est pas très sérieux. La Pologne s'est toujours agitée en temps de paix quand ses gentilshommes, ayant fait de bonnes affaires et reconstitué leur fortune, veulent se distraire; jamais en pleine guerre, c'est-à-dire en temps opportun. Je craindrais beaucoup un choc enlre les deux empires, non seulement à cause de l'amitié que nous avons de part et d'autre, mais aussi dans l'intérêt de l'Allemagne. Aujourd'hui, ces guerres ne se font plus entre cinquante mille ou soixante mille hommes prenant leur temps et leurs quartiers d'hiver. Les belligérans jouent leur va-tout; la vie est complètement suspendue chez eux et jusque autour d'eux. Une guerre soit entre la Russie et l'Autriche, soit entre l'Angleterre et la France équivaudrait à une demi-guerre ou à un quart de guerre pour l'Allemagne, dont l'industrie et le commerce verraient se fermer pour un temps plus ou moins long leurs meilleurs débouchés. Tous mes efforts tendront donc au maintien de la paix, je ne dirai pas seulement par sentiment chrétien, — c'est là quelque chose d'élastique, — mais par intérêt. Mon vieux roi et son vieux serviteur veulent finir tranquillement leur existence. C'est à la politique pacifique que je me consacrerai, tant que je conserverai la confiance de l'Empereur.

Ce qu'il convient de retenir des confidences du chancelier à l'ambassadeur de la République française, c'est qu'au moment où la révolution bulgare mettait en péril la paix européenne, il était d'avis que les Puissances devaient, en affectant de s'en désintéresser, empêcher qu'elle ne s'aggravât d'une conflagration qui mettrait le monde en feu. Le maintien du *statu quo* semblait être le moyen le plus efficace de la conjurer. Mais ce maintien que favorisaient à Sofia les agens étrangers impliquait dans une certaine mesure l'ingérence des Puissances dans les affaires bulgares. Or, c'est de cette ingérence que Stamboulof, en montant au pouvoir, voulait libérer son pays.

La politique que, dès la première heure de sa dictature, il entend suivre sans défaillance, il la formulera bien souvent

durant les années qui suivent et il est juste de reconnaître qu'elle ne variera pas dans son but. Ce but se résume en peu de mots : se dégager dans un temps plus ou moins long de la tutelle de l'Europe : « Nous ne méritons pas d'y être maintenus indéfiniment, car nous ne songeons qu'à vivre dans la paix, qu'à nous consacrer au travail et qu'à conquérir l'appui des gouvernemens étrangers. »

Tels sont les propos qu'il ne cessera de répéter en leur imprimant chaque fois un peu plus d'énergie et que, lors de sa chute, ses successeurs, parlant au nom du prince Ferdinand, s'approprieront et opposeront aux influences qui se multiplient pour peser sur leurs résolutions.

« La Bulgarie entend vivre et vivre indépendante ; elle ne veut pas servir d'instrument à l'ambition de telle ou telle Puissance. Elle a ses ambitions, ses aspirations personnelles et n'admet pas qu'il soit question, sur son territoire, de prépondérance autrichienne ou russe. Ce que nous demandons, c'est que l'Europe se montre juste envers nous comme elle l'a été pour nos voisins et qu'elle nous reconnaisse le droit à la lumière et à l'existence, auquel tout peuple qui a conscience de lui-même peut prétendre et auquel nous prétendons. »

La politique de Stamboulof à l'extérieur tient dans ces paroles. S'il ne la pratiqua pas toujours avec une modération et un à-propos qui eussent accru son autorité, si trop souvent elle fut maladroite, brutale, créa entre lui et les Cabinets européens un malaise regrettable, c'est que les malheurs de son pays l'avaient rendu méfiant et soupçonneux. Même dans un conseil désintéressé, il inclinait à voir une tentative d'encerclement et de domination.

II

Quand il s'était emparé du pouvoir, il avait trouvé la Bulgarie dans un état de désorganisation tel que, pour l'en tirer, ce n'eût pas été trop du génie d'un Richelieu ou de l'implacable volonté d'un Cromwell. Mais il ne possédait ni la haute culture de l'un, ni sa connaissance de l'Europe, ni sa souplesse et pas davantage l'hypocrite habileté et l'esprit de ruse de l'autre. Fils d'un aubergiste et tour à tour tailleur, élève de séminaire, nihiliste avéré, agent de sociétés secrètes, dépourvu d'instruction et

plus encore d'éducation, entré par surprise dans la vie publique, il devait à son contact avec les milieux d'affaires le développement de sa valeur intellectuelle. Mais ce contact n'avait pas assoupli ses formes ni humanisé son caractère. Il était resté brutal, colère, spontané, tout de premier mouvement et si fortement familiarisé avec une existence d'aventures et avec les périls qu'elle comporte qu'il s'était accoutumé à les défier, convaincu que le plus sûr moyen de conjurer les mauvais desseins d'un ennemi, c'est de lui porter les premiers coups. C'est ainsi qu'il procédera vis-à-vis de Karavélof, dont il avait été politiquement l'élève.

En dépit de leurs relations passées, il le méprisait et se défiait de lui. C'est afin de le tenir solidement dans sa main, nous l'avons dit, qu'il l'avait admis dans le conseil de régence. Mais quand il le soupçonna de comploter contre l'État, il n'hésita pas à sévir. C'était au mois de mars 1887, bien peu de temps, on le voit, après son arrivée au pouvoir. Malgré ses efforts, il n'avait pu rétablir l'ordre dans la principauté ni faire régner l'union dans la régence. Ses collègues qu'il entendait dominer le jalousaient, lui résistaient et manœuvraient pour attirer sur lui l'impopularité qu'il travaillait à attirer sur eux. Un vent de révolte soufflait à travers l'armée, menaçait d'ébranler sa fidélité. Dans le peuple on souhaitait ouvertement une dictature militaire et si grosse de périls se révélait la situation que les régens, inquiets pour leur sécurité personnelle, se faisaient garder, chacun de son côté, par des gendarmes.

Soudainement, des insurrections éclatent en même temps à Silistrie, à Lom-Palanka, à Roustchouk, à l'instigation d'officiers compromis dans le complot contre le prince Alexandre et dont quelques-uns, réfugiés en Roumanie et en Russie, étaient rentrés secrètement dans leur pays pour conspirer de nouveau. Elles furent rapidement étouffées, et la victoire resta partout à Stamboulof. Il n'était pas homme à n'en pas abuser. Sur les divers théâtres de l'insurrection, des sentences arrachées à la servilité de tribunaux terrorisés envoyèrent à la mort non seulement des révoltés, pris les armes à la main, mais des gens qui n'avaient encouru que des soupçons. Rien qu'à Silistrie, il y eut quinze condamnations capitales dont neuf furent exécutées. A Roustchouk, la justice dictatoriale ne fut pas moins rigoureuse et les coupables furent fusillés. Ce jour-là commencèrent

à s'allumer contre le dictateur les colères et les rancunes qui ne furent assouvies que sept ans plus tard, par son trépas tragique, et se forma en lui, ainsi qu'il l'a dit souvent depuis, la conviction qu'il serait assassiné.

D'ailleurs, cette crainte ne l'empêchera pas de poursuivre l'écrasement de ceux qu'il tient pour ses ennemis. Après avoir expulsé Karavélof de la régence, il le fait arrêter et avec lui divers personnages, anciens ministres ou publicistes soupçonnés d'être ses complices. Ces malheureux sont incarcérés à la Tcherna Djamia (la Mosquée Noire), prison où l'on enferme les pires malfaiteurs et placés sous la surveillance de ce major Panitza dont nous avons déjà parlé, un des héros de la révolution rouméliote et qui s'est signalé par ses atrocités pendant la guerre serbo-bulgare, véritable bandit à qui ne répugne pas le métier de bourreau et qu'en dépit de son indignité et bien qu'il l'accuse de faire porter à sa femme des bijoux volés, Stamboulof, pour se l'attacher, a nommé commandant de la place de Sofia et inspecteur de la justice militaire. Panitza se transforme en tortionnaire. Il martyrise les prisonniers placés sous sa garde. Ils sont fouettés jusqu'au sang et leur flagellation se renouvelle à plusieurs reprises. Celle de Karavélof se distingue par des raffinemens de cruauté.

Ces drames de la prison ont au dehors une répercussion bruyante. Les familles des suppliciés, leurs femmes et leurs filles, remplissent la ville de leurs gémissemens. Stamboulof refusant d'écouter leurs doléances, elles s'adressent aux agens étrangers. Ceux-ci interviennent, protestent, somment le dictateur de renoncer à ces mesures barbares. Il les laisse parler et, quand ils sont partis, il donne les ordres les plus sévères pour que rien de ce qui se passe à la Tcherna Djamia ne transpire plus au dehors.

Cependant l'Europe s'est émue aux récits des horreurs dont la prison est le théâtre. Les gouvernemens invitent leurs représentans à Sofia à prêcher à Stamboulof la modération, l'humanité, la clémence, mais ils n'indiquent pas les moyens qu'il faudrait employer pour le contraindre à suivre leurs conseils. Ils sont d'avis que, seule, la Porte, en sa qualité de Puissance suzeraine, a le droit d'exiger. Mais la Porte reste sourde, immobile et silencieuse. Ce gâchis a pour conséquence d'ébranler la confiance que le pays avait en Stamboulof. On l'accuse d'aspirer

à régner sur la Bulgarie. Il finit par comprendre la gravité des périls qui le menacent, et s'il a rêvé le pouvoir suprême, ce qui reste douteux, il y renonce. Le procès intenté à Karavélof et à ses prétendus complices se dénoue par un jugement qui les condamne à une détention à laquelle les circonstances mettront bientôt un terme, et Stamboulof se décide à redoubler d'efforts pour donner un successeur au prince Alexandre ou pour ramener celui-ci, s'il est démontré que la couronne bulgare ne tente personne.

Il semblait en effet qu'elle ne tentât personne. Les trois députés bulgares, dépêchés par Stamboulof à la recherche d'un candidat, se heurtaient partout à l'indifférence des gouvernemens, à des refus ou à des impossibilités. A Berlin et à Vienne, on ne les avait reçus qu'à titre privé. A la Wilhelmstrasse, après les avoir invités à s'entendre avec la Russie, on leur objectait qu'ils étaient sans droit pour parler au nom de la Bulgarie et que ce droit n'appartenait qu'au Sultan de Constantinople, leur suzerain. Au Ballplatz, le comte Kalnocky, qui dirigeait les affaires de la Monarchie austro-hongroise, affectait vis-à-vis d'eux une extrême réserve. Mais, à la fin de juin, on apprit qu'ils avaient enfin mis la main sur un candidat, et le nom de celui qui devait durant tant d'années faire parler de lui à son désavantage plus souvent qu'en sa faveur, ce nom était bientôt sur toutes les lèvres.

A peine est-il besoin de rappeler qu'issu d'une branche collatérale de la maison régnante de Saxe-Cobourg Gotha, et alors âgé de vingt-six ans, le prince Ferdinand descendait des Bourbons par sa mère Clémentine d'Orléans, la plus jeune fille de Louis-Philippe, roi des Français. Jusqu'au jour où il aspire à la couronne de Bulgarie, des voyages et une existence assez déréglée, qui lui vaut dans Vienne le renom d'un débauché, paraissent suffire à ses ambitions. Mais après l'abdication d'Alexandre, elles s'éveillent et se déchaînent passionnées et ardentes sous l'influence de sa mère. Elle gémit de le voir oisif, vouée à un avenir obscur et sans gloire, et de constater que ce descendant d'Henri IV et de Louis XIV, bien qu'il se glorifie de ses illustres aïeux, n'est encore autre chose que lieutenant de réserve dans la cavalerie autrichienne. Un trône est vacant, pourquoi ne l'occuperait-il pas?

Qui du fils ou de la mère s'est posé le premier cette ques-

tion? Nous l'ignorons, mais ce qui n'est pas contestable, c'est qu'ayant vu le but, ils se sont accordés pour l'atteindre. La princesse Clémentine, par sa naissance, son caractère, la dignité de sa vie au rang relativement secondaire où l'avait placée son mariage, jouissait dans les cours européennes d'une considération respectueuse et d'une influence exceptionnelle qu'elle s'était acquises en ne laissant jamais oublier qu'elle était Française et fille de roi. Il est difficile de préciser les conditions en lesquelles cette influence s'est exercée dès ce moment au profit de son fils. Mais on peut affirmer, sans craindre de se tromper, qu'elle fut le principal ouvrier de la candidature du prince Ferdinand.

Bien que le Cabinet de Vienne se soit toujours défendu d'avoir suggéré aux députés bulgares l'idée de cette candidature ou de l'avoir appuyée auprès d'eux, ses affirmations à cet égard ne peuvent être acceptées comme l'expression de la vérité, alors que l'on entend le comte Kalnocky, dès que Ferdinand de Saxe-Cobourg Gotha eut été désigné comme prétendant à la couronne bulgare, se prononcer spontanément en sa faveur.

— Il n'a pas été notre candidat, déclarait-il à un ambassadeur, nous ne l'avons pas encouragé à briguer la couronne qui lui était offerte et qu'il a cru devoir accepter; mais si son élection est régulière et comme sa personne ne soulève aucune objection, nous ne pouvons refuser notre adhésion.

Telle n'était pas l'opinion de la Russie. Son ambassadeur en France, le baron de Mohrenheim, alors en congé à Saint-Pétersbourg, télégraphiait à son chargé d'affaires à Paris que, le cas du prince de Cobourg étant illégal, le gouvernement russe ne pouvait y voir qu'une raison de plus pour ne modifier en rien son attitude. Il avait demandé à Constantinople quelle démarche comptait faire la Porte en présence de cette nouvelle infraction au traité de Berlin. Il attendait cette réponse. Mais quelle qu'elle fût, elle ne changerait pas sa détermination.

Le langage du comte de Berchen, sous-secrétaire d'État à la Wilhelmstrasse, n'était pas moins significatif :

— Cette candidature est contraire à l'article 3 du Congrès de Berlin; on peut la considérer comme mort-née.

Herbert de Bismarck renchérissait sur cette condamnation :

— La candidature Cobourg n'est prise au sérieux nulle part, et même, à Vienne, on la tient pour compromettante. Les Bul-

gares ne voudront pas d'un prince autrichien et catholique.

Mais cette prophétie était démentie, à peine émise. A la suite de pourparlers activement conduits par les députés bulgares, Ferdinand avait donné son consentement et, le 7 juillet, il était élu prince de Bulgarie par le Sobranié réuni à Tirnovo. Prévenu le même jour par un télégramme adressé au château d'Ebenthal, l'une des résidences de sa famille, il répond aussitôt que, « dès que son élection aura été approuvée par la Sublime-Porte et qu'il aura été reconnu par les Puissances, il répondra à l'appel de la nation bulgare en se rendant au milieu d'elle. » C'était promettre plus qu'il ne pouvait tenir, car s'il était assuré de l'adhésion de la Turquie que sa déclaration de vassal devait forcément lui rendre favorable, il ne pouvait mettre en doute le refus de la Russie de le reconnaître et, par voie de conséquence, celui des autres gouvernemens, qui ne voudraient pas entrer en conflit, à cause de lui, avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg. Dans les chancelleries, on était convaincu que son acceptation serait sans effet. Mais, le 16 juillet, en recevant la députation du Sobranié, venue pour lui rendre hommage, il exprimait l'espoir de justifier la confiance de la Sublime-Porte « et de reconquérir avec le temps la sympathie de la Russie à qui la Bulgarie doit son émancipation. »

On voit ici se trahir son esprit de ruse. Dans sa première réponse dictée par le Cabinet de Vienne, il n'avait accepté que sous condition ; dans la seconde, il n'est plus question de la reconnaissance des Puissances, comme s'il était résolu à s'en passer et persuadé d'ailleurs que, devant le fait accompli, elles ne la lui refuseraient pas. A Sofia, on partageait cette conviction ; elle se manifesta par des démonstrations populaires ; on pavoisa, on illumina, le ministre des Affaires étrangères Natchowitz partit pour Vienne en emportant, à destination du nouveau souverain, un uniforme de chef de l'armée bulgare et un autre uniforme pour un aide de camp. Mais, en arrivant dans la capitale, et avant d'avoir vu le prince, il était averti que décidément l'élu du Sobranié refusait de régner.

En l'abordant, il le trouva en proie à des hésitations inattendues. Il s'était ému, ou du moins feignait-il de l'être, des remontrances entendues au Ballplatz, où on lui avait reproché de n'avoir pas suivi les conseils du gouvernement austro-hongrois. On serait donc disposé à croire qu'il n'osait passer

outre, si d'autre part on n'était autorisé à conclure de sa conduite ultérieure que son parti était déjà pris et que ses perplexités apparentes n'étaient qu'une comédie.

Nous avons sous les yeux un rapport diplomatique daté de Vienne le 29 juillet, qu'il y a lieu de reproduire ici, non pas seulement parce qu'il éclaire quelque peu les obscurités de l'âme tortueuse du futur prince de Bulgarie, mais encore parce qu'il nous montre ce qu'on pensait de lui dans la société viennoise et combien peu il y était considéré.

« L'Autriche avais pris en main la candidature de Ferdinand, et maintenant elle lui donne beaucoup de soucis. On se plaint de lui dans les sphères compétentes, de ses incorrections, de ses imprudences, de son manque de docilité aux conseils. Entouré de reporters, il parle à tort et à travers et, en voulant contenter tout le monde, il ne donne satisfaction à personne. Ce que le Cabinet de Vienne aurait voulu obtenir de lui, c'est qu'il continuât à être l'élu du Sobranié et que, fidèle à sa déclaration d'Ebenthal, il attendît à Vienne l'issue des négociations engagées par la Porte. Ces négociations, il est vrai, n'avaient aucune chance d'aboutir, étant donné le *veto* absolu de la Russie. Mais elles pouvaient traîner un certain temps, prolonger le *statu quo*, concilier au jeune prince la faveur précieuse du Sultan et, en attendant, le trône de Bulgarie ne serait ni renversé ni occupé par un autre. C'est là le conseil donné par le Ballplatz au prince Ferdinand et, sans doute aussi, il a promis de s'y conformer. Mais voici les députés bulgares qui l'accusent de pusillanimité, de trahison; il s'excuse, se dément, s'embrouille dans ses explications et se compromet chaque jour davantage. On croit cependant au ministère qu'il ne poussera pas l'imprudence jusqu'à partir pour Sofia. Il l'affirme et cependant on dit qu'il y est attendu. Tout est contradiction dans sa conduite et dans ses dires et Kalnocky regrette de s'être adressé à ce jeune homme ridicule et fat, à ce prince qui ne sait ni commander son peloton de Honved, ni monter à cheval, qui n'a rien de ce qu'il faut pour le rôle qu'il a étourdiment accepté et qui répondait à quelqu'un qui s'étonnait qu'il se fût lancé dans cette aventure : — Cela m'amuse. »

Le rapport qui vient d'être reproduit contient toute la genèse de la candidature Cobourg et, après l'avoir lu, on ne s'étonne pas d'apprendre que, le 7 août, dans la matinée, Ferdinand

quittait le château d'Ebenthal et se mettait en route pour la Bulgarie. Un blâme général salua son départ. Un journal, organe officieux de la cour de Vienne, disait dédaigneusement : « Nous assistons à une aventure privée qui ne regarde que le prince de Saxe-Cobourg-Gotha. » On lit dans un autre : « Il se rend à Sofia par sa volonté, à ses propres risques, sans aucun encouragement des Puissances et sans la consécration de la Porte. Il agit en contradiction avec le traité de Berlin et son entreprise est bien hasardée. »

Le mécontentement de François-Joseph se manifesta autrement que par des paroles. Un grand seigneur hongrois, que Ferdinand voulait emmener avec lui, se vit refuser par l'Empereur l'autorisation de partir qu'il avait cru devoir solliciter. Plusieurs jeunes officiers qui suivaient son exemple furent arrêtés à la frontière et renvoyés dans leur garnison. Mais ce désaveu n'était qu'une façade. Au fond, l'Autriche était enchantée d'avoir un homme à elle sur le trône bulgare. Bientôt, tout en affectant de ne pas sortir de la ligue des Puissances, elle le soutiendra sous main et s'efforcera de débarrasser de tous les obstacles la route sur laquelle il s'est engagé. Un diplomate originaire de Hongrie, encore peu connu dans les chancelleries, mais dont, au Ballplatz, on apprécie l'habileté et qui devait, à la veille de la guerre actuelle, jouer dans son pays un rôle néfaste, le baron de Burian, est envoyé à Sofia muni d'instructions qui sont plutôt favorables au prince. Quant à Bismarck, il continue à feindre l'indifférence et à déclarer que les trois empereurs étant d'accord, la paix dans les Balkans ne sera pas troublée. Il invite l'agent d'Allemagne à Sofia à traiter le prince Ferdinand « comme un lieutenant autrichien en voyage. »

Le discrédit dont le prince est ainsi frappé prend un caractère uniforme et définitif, dès qu'on le sait en chemin. Le 18 août, les agens étrangers en Bulgarie et en Roumélie orientale reçoivent l'ordre de ne pas aller le saluer, de n'avoir avec lui ni relations officielles, ni relations officieuses et de ne voir ses ministres que pour les affaires urgentes. Ils devront refuser toutes les invitations et s'abstenir de toutes visites. L'agent français est même autorisé à prendre un congé illimité, s'il le juge nécessaire ; il devra seulement déclarer aux ministres qu'il les rend responsables des dommages qui seraient en son absence causés à nos nationaux. En définitive, si le prince entre en

Bulgarie avec l'adhésion de partisans assez nombreux pour créer un gouvernement, il faut le traiter comme un gouvernement de fait en évitant toute démarche qui pourrait être interprétée comme une reconnaissance de sa légalité.

Quoique prévenu, au moment de quitter Vienne, des mesures d'ostracisme dont il va être l'objet de la part des Puissances, Ferdinand n'en poursuit pas moins sa route vers la Bulgarie où il est annoncé et attendu. Le 11 août, les régens qui se sont rendus à Roustchouk pour se porter par le Danube au-devant du souverain qu'ils doivent rencontrer à Lom-Palanka sont prévenus que son itinéraire est changé et que, de Widdin, où il a débarqué, il se dirige vers Sofia par Sistovo et Tirnovo, en évitant Roustchouk et Philippopoli où il devait d'abord s'arrêter. En débarquant, il lance un manifeste au peuple bulgare, sa première manifestation de prince régnant, laquelle est saluée à Sofia par un *Te Deum* chanté à la cathédrale. Le 16, il est à Tirnovo où il prend officiellement contact avec Stamboulof et où la grande Assemblée reçoit son serment. A cette séance solennelle, les agens étrangers, bien qu'invités pour la forme, ne se montrent pas. Mais personne ne songe à en prendre ombrage. Le ministre des Affaires étrangères leur a dit :

— Il nous suffit que vous ne vous éloigniez pas, et tout ce que nous vous demandons, c'est de nous ignorer.

Enfin, le 23 août, à sept heures du soir, le prince fait son entrée dans sa capitale. Il est dit dans un rapport diplomatique : « L'événement a excité plus de curiosité que d'enthousiasme. » Il est certain qu'en dépit des efforts de Stamboulof pour faire croire à Ferdinand qu'il était déjà populaire, l'accueil avait été plutôt réfrigérant. Les partisans de la Russie s'agitaient et pour l'instant faisaient cause commune avec ceux qui, restés fidèles au souvenir du prince Alexandre, avaient espéré son retour. Le même soir, un dîner de gala réunissait autour du nouveau souverain les officiers de la garnison. On remarqua que le fameux major Panitza n'avait pas été invité. On crut d'abord que Ferdinand avait voulu manifester ainsi la répulsion que lui inspirait le passé de ce personnage méprisable et méprisé. Mais on sut bientôt qu'il l'avait mandé et « reçu avec cordialité. » Lorsque, à la fin de cette journée du 23 août, la première de son règne, le prince de Bulgarie se trouva seul, il pouvait se dire qu'il avait atteint son but.

Mais ce n'était pas tout d'avoir conquis une couronne, il fallait maintenant la conserver, non seulement la conserver, mais y ajouter de nouveaux fleurons. Peut-être appelait-il le jour où il pourrait la transformer en un diadème impérial. N'avait-il pas déjà confié à sa mère que ses ambitions ne seraient satisfaites que lorsqu'il aurait été sacré à Sainte-Sophie de Constantinople, empereur d'Orient? Toutefois, cette perspective dont, un peu plus tard, il devait faire la confidence à son oncle le duc d'Aumale, n'était qu'un rêve, un rêve qui ne pouvait devenir une réalité qu'avec le temps, alors que la réalité qui s'imposait immédiatement à lui le mettait aux prises avec les difficultés du gouvernement et avec la nécessité de les résoudre.

Elles étaient nombreuses et lourdes. Un pays déchiré par les factions, une population sans expérience de la politique, composée de moutons de Panurge, jouet de quelques hommes, qui se disputent le pouvoir au nom de doctrines vagues et confuses faites pour entretenir le désordre matériel et moral, chefs sans soldats qui, pour se former une armée parmi cette foule l'ont asservie et exploitent sans vergogne son ignorance et sa crédulité; ce pays, toujours menacé par l'ingérence étrangère, divisé en plusieurs partis sans qu'aucun d'eux puisse se flatter de posséder une majorité, ni même le pouvoir de vaincre l'anarchie qui, sous la régence, a fait de tous côtés de rapides progrès, tel est en résumé le tableau des écueils à travers lesquels le prince Ferdinand devra naviguer.

Mais ce qui est plus grave, c'est que, pour se diriger sur cette mer qui lui est encore inconnue, il a besoin d'un pilote, lequel ne peut être que ce Stamboulof, l'homme auquel il doit la couronne et qui, devenu, depuis le départ du prince Alexandre, le maître tout-puissant de la Bulgarie, y gouverne en dictateur. Investi de la confiance de Ferdinand, que celui-ci ne saurait lui refuser sous peine de s'en faire un ennemi mortel, Stamboulof, en cas de dissentiment avec le prince sur une question grave, voudra-t-il incliner son pouvoir, et, s'il s'y refuse, si néanmoins le prince persiste, ne sera-ce pas le conflit, un conflit dont personne ne saurait prévoir les suites?

Cette question, Ferdinand avait dû se la poser dès ses premiers entretiens avec Stamboulof, lorsque, après avoir reçu la démission de la régence, il eut à conférer avec lui en vue de la

formation d'un ministère. Comment aurait-il pu se dissimuler les périls de sa situation en entendant Stamboulof exposer ses idées, ses projets, ses volontés, en des termes dont la correction et la déférence n'affaiblissaient pas l'énergie, en y mettant l'accent d'un homme qui vient de gouverner son pays dans des circonstances critiques, et par la manière dont il l'a gouverné, s'est acquis des droits à sa reconnaissance?

Mais Ferdinand n'est pas embarrassé pour si peu. S'il est contraint de subir la dictature ministérielle, il la subira aussi longtemps qu'il faudra, attendant l'heure où il pourra s'y soustraire, étudiant son terrain, se familiarisant avec la langue de ses sujets, se créant des relations parmi eux, et essayant de s'attacher l'armée sur laquelle il compte pour hâter sa délivrance.

Élu prince de Bulgarie, il est naturel qu'il veuille être le maître dans sa principauté et qu'il aspire à se débarrasser de Stamboulof au moment où il lui sera démontré que la collaboration du personnage ne lui est plus nécessaire. Mais ce n'est pas encore le cas, et huit années s'écouleront avant qu'il puisse s'emparer de la totalité du pouvoir dont, jusque là, Stamboulof ne lui abandonne que des lambeaux. Ce n'est qu'à partir de 1894 qu'il gouvernera seul et que sa personnalité s'affirmera, avec d'éminentes qualités de comédien, un don excessif de dissimulation, un extraordinaire raffinement de duplicité, une dureté envers les inférieurs, qui n'est égalée que par sa souplesse envers les puissans, signes révélateurs d'un caractère antipathique.

Le 1er septembre, les régens et leurs ministres étaient démissionnaires et, à la demande du prince, Stamboulof formait un nouveau Cabinet. Il en avait pris la présidence et s'était adjugé le portefeuille de l'Intérieur. Son beau-frère Moutkourof était à la Guerre, Jetkof à l'Instruction publique, Stoïlof à la Justice, Natchowitz aux Finances et Stronski aux Affaires étrangères. Par la suite, il ne sera pas toujours aussi heureux dans ses choix, certains de ses collaborateurs ne lui seront pas aussi utiles que ceux-ci; c'est que Ferdinand, s'efforçant d'appliquer la formule: diviser pour régner, aura semé la division dans le groupe ministériel et y aura trouvé des armes pour se défendre contre les menées du dictateur.

III

Tandis que s'organisait ainsi le gouvernement princier, l'Europe assistait indifférente en apparence à ces incidens, conservant l'attitude qu'elle avait prise dès le début contre Ferdinand, mais sans rien y ajouter de plus menaçant pour son gouvernement. C'était une attitude boudeuse et de mauvaise humeur qui n'empêcherait pas ce gouvernement de durer, tant qu'elle garderait sa forme actuelle, et il semblait bien que les Puissances ne fussent pas disposées à lui en imprimer une autre. La Russie, résolue à ne pas agir elle-même, adjurait la Porte d'exiger le départ du jeune prince. Mais, outre que la Porte était hors d'état de vaincre et de punir la rébellion d'une province vassale, elle ne souhaitait pas le renvoi d'un homme qui, en ceignant la couronne, s'était déclaré son tributaire, et il ne lui déplaisait pas de laisser dans l'embarras ceux qui l'avaient dépouillée. Partout, on criait bien haut que Ferdinand de Cobourg ne pouvait rester en Bulgarie, qu'il devait s'éloigner, mais personne n'indiquait le moyen de l'y contraindre, et lui-même, convaincu qu'aucune Puissance ne prendrait les armes contre lui, laissait couler ce torrent de paroles, assuré de n'être pas emporté tant qu'il pourrait s'appuyer sur le peuple bulgare, dont la présence de Stamboulof à la tête de son gouvernement lui garantissait la soumission, et parmi lequel les manifestations hostiles dont il était l'objet de la part de l'Europe augmenteraient sa popularité.

Loin de s'inquiéter de ces manifestations, il les utilisait comme un moyen de défense, laissant entendre que la croisade qui le menaçait, dirigée contre la Bulgarie, visait derrière elle tous les États balkaniques. Aussi fait-il appel à leur solidarité. Au commencement du mois de janvier 1888, il prodigue ses avances à la Roumanie, il convoque l'agent serbe et l'agent hellénique. Il confie au premier qu'il est prêt à conclure un traité d'alliance avec la Serbie, et qu'il tend la main au roi Milan. Il dit au second :

— Je vous parle dans un moment solennel. J'attends d'un moment à l'autre une note collective des Puissances m'engageant à me retirer. Je suis résolu à résister, et je suis assuré du dévouement absolu de mes ministres et de mon armée.

— Votre Altesse royale m'étonne beaucoup, monseigneur, en attribuant un tel dessein aux Puissances, objecte Ranghabé, le ministre hellène. Je ne crois pas qu'elles aient cette intention.

Mais Ferdinand persiste dans son dire.

— Je suis bien informé, déclare-t-il. En tout cas, je compte sur la Grèce.

Il sait bien que le péril qu'il signale n'existe pas. D'Autriche, d'Italie, de Belgique, d'Angleterre même, il est averti secrètement que l'Europe n'entreprendra rien contre lui. Mais il trouve bon d'exciter le chauvinisme bulgare pour s'assurer dans le Sobranié une majorité favorable aux propositions de ses ministres.

Sur ces entrefaites, la princesse Clémentine de Cobourg arrivait à Sofia, afin d'y passer quelques semaines auprès de son fils et de lui apporter l'appui de sa présence. Elle préludait ainsi aux nombreux séjours qu'elle devait faire par la suite dans la principauté, ayant à cœur de prouver aux sujets de ce fils chéri qu'elle ne se lasserait jamais de l'assister de ses conseils et de son expérience. Les ministres allèrent la recevoir à la frontière, tandis que Ferdinand l'attendait à Slivnitza. Elle fit à Sofia une entrée solennelle, les troupes formant la haie de la gare au palais. Le spectacle de cette fille de roi, issue de la plus illustre race du monde, assise à côté du souverain, souriant à la foule qui les acclamait, valut peut-être au prince ce jour-là un regain de popularité. Mais il ne le réconcilia pas avec l'Europe. Les membres du corps diplomatique étranger ayant été prévenus que la princesse avait exprimé le désir de les recevoir, les uns refusèrent de se rendre à cet appel dans la crainte d'être blâmés par leur gouvernement; ceux qui s'y rendirent le firent à titre privé et en redingote, bien qu'on leur eût formellement demandé de se présenter en uniforme.

Quelque pénibles que fussent des incidens de cette nature, Ferdinand ne s'en inquiétait pas. Il se savait secrètement soutenu par l'Autriche. Le Ballplatz ne se prononçait pas en sa faveur, mais, avec son astuce accoutumée, il paralysait les tentatives russes et encourageait sous main l'inaction de la Turquie. « Nous ne repoussons pas en principe, disait Kalnocky, l'idée d'une démarche collective des Puissances en vue de proclamer l'illégalité du pouvoir du prince de Cobourg. Mais avant

de nous y associer, nous demandons qu'il soit répondu aux deux questions suivantes : Que fera-t-on si, comme c'est probable, il refuse de se soumettre? S'il se soumet, que fera-t-on pour gouverner la principauté ? » Aucun gouvernement ne voulant prendre les armes pour détrôner le successeur d'Alexandre de Battenberg, les deux questions étaient condamnées à rester insolubles. Ferdinand de Cobourg pouvait dormir tranquille: il n'avait rien à redouter des Puissances.

La gravité des questions intérieures ne lui permettait pas de les envisager avec la même sérénité. Son éducation, ses goûts le portaient du côté des conservateurs, parmi lesquels figuraient des hommes tels que Stoïlof et Grécof appartenant à l'élite sociale bulgare; c'est sur eux qu'il eût voulu s'appuyer. Mais, toutes ses tentatives pour s'assurer leur concours étaient contrecarrées et déjouées par Stamboulof, résolu à ne laisser arriver au pouvoir que des hommes à sa dévotion. Les efforts de Ferdinand pour se gagner la faveur de l'armée où il comptait déjà quelques amis subissaient le même sort. Le dictateur repoussait systématiquement les projets de réorganisation militaire, dont il n'avait pas eu l'initiative.

Cinq mois de règne et un voyage dans la principauté en compagnie de la Princesse mère ayant donné à Ferdinand l'illusion d'une popularité qui n'existait pas, il se crut un jour assez fort pour manifester une volonté et formuler des exigences. Il invita le dictateur à procéder dans les états-majors de l'armée à des changemens de personnes qui lui auraient permis d'exercer sur les soldats un pouvoir sans contrôle. Stamboulof lui répondit par un refus formel, ne voulant pas le laisser devenir le maître tout-puissant de l'armée. Comme le prince insistait, le dictateur répliqua :

— Si vous passez outre à l'avis de vos ministres, Monseigneur, le Cabinet tout entier se retirera, et si vous appelez vos amis pour le remplacer, ce sera fini pour vous à la prochaine session. N'oubliez pas que j'ai la majorité dans le Sobranié.

A la même époque, Stamboulof, ayant soumis à l'agrément du prince un projet d'amnistie en faveur des auteurs de la Révolution du 21 avril 1886 qui avait renversé Alexandre de Battenberg, Ferdinand lui demanda d'y comprendre un certain major Popof, précédemment condamné pour concussion, et auquel néanmoins il s'intéressait. Le dictateur commença par

déclarer que la mesure était impossible. Mais, sur les instances du prince, il finit par céder.

— Je ne veux pas vous refuser, Monseigneur, fit-il sèchement ; mais il ne faudrait pas recommencer.

Le lendemain, dans un cercle intime, il se vantait d'avoir donné cette leçon à son souverain, et il ajoutait railleusement :

— C'est un enfant capricieux.

La presse ministérielle aggravait ces faits en les soulignant par ses remontrances et ses avertissemens. Elle faisait remarquer que les conservateurs n'étaient qu'un état-major sans soldats dans le pays et que le droit de changer les ministres n'appartenait qu'à la Chambre : là, Stamboulof était le maître.

« Ferdinand, écrivait-on de Sofia, a besoin de Stamboulof dont la chute rendrait sa position plus précaire. Il est sans attaches et sans sympathies dans le pays. Son genre de vie efféminé, le cérémonial d'un autre âge dont il s'entoure tranchent avec la simplicité et les goûts essentiellement militaires qui distinguaient son prédécesseur le prince Alexandre et sont en opposition avec les mœurs encore rudes et démocratiques des Bulgares. »

Il régnait depuis deux ans lorsque était formulé ce jugement. En se soumettant à Stamboulof, il avait gagné du temps, tourné bien des difficultés, familiarisé les Puissances avec l'idée qu'il resterait en Bulgarie et qu'elles seraient obligées tôt ou tard de le reconnaître. Recourir à des prodiges de ruse pour vivre en harmonie avec le dictateur, était-ce payer trop cher les résultats qu'il pouvait considérer comme acquis au moment où s'achevait l'année 1889?

Une course en Autriche venait de lui assurer de sérieux avantages. La Bulgarie avait pu contracter un emprunt, le faire coter aux bourses de Vienne et de Pesth et faire accepter par les usines autrichiennes une commande de 60000 fusils. Enfin, devant les Délégations, l'empereur François-Joseph avait parlé de la nation bulgare en termes si bienveillans que, malgré leur brièveté, on pouvait les interpréter comme une promesse. Aussi Ferdinand de Cobourg se montrait-il de plus en plus confiant. Lorsque dans son entourage intime quelques pessimistes agitaient devant lui le spectre des exigences que, d'après eux, les Puissances formuleraient bientôt pour l'obliger à déposer sa couronne, il levait les épaules et s'écriait :

— Allons donc ! je suis à moitié reconnu.

C'était vrai, mais personne n'osait encore le lui dire officiellement. Au mois de janvier 1891, on constate que les représentans de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Turquie sont entrés peu à peu en relations intimes avec la Cour, mais à titre privé. Ils demandent qu'il ne soit pas fait dans les journaux mention de leurs visites. Toutes les Puissances sont d'accord pour éviter de froisser la Russie, alors surtout que, à tort ou à raison, elle accuse la Bulgarie, par l'intermédiaire du consul d'Allemagne, de donner asile à des nihilistes et des emplois comme professeurs à quelques-uns d'entre eux.

Entre temps, la politique de Stamboulof, son despotisme, ses procédés de gouvernement, ses rigueurs implacables contre les artisans de désordres, la haine de ses ennemis et enfin la nécessité qui s'imposait à lui de se défendre contre leurs entreprises avaient ouvert en Bulgarie une période sombre et tragique. Sous le règne d'Alexandre de Battenberg, bien que la paix publique eût été parfois troublée par les dissentimens des partis, et qu'il se fût dénoué par une révolution, le sang des sujets bulgares n'avait pas été répandu par la main du bourreau; ce n'est que sur les champs de bataille qu'il avait coulé. Depuis que Stamboulof était devenu le maître, il en était autrement. Le souvenir des sentences de mort prononcées contre les conspirateurs de 1887 entretenait parmi les agitateurs une soif de vengeances dont la multiplicité des complots, des rumeurs alarmantes et des menaces anonymes adressées au ministre révélait l'intensité.

Il ne se méprenait pas quant à la gravité des périls auxquels il était exposé. Pour les conjurer, il ne négligeait aucune précaution. « Je suis allé le voir, écrit un membre du corps consulaire, mais, pour arriver jusqu'à lui, j'ai dû franchir un cordon de gendarmes et de policiers. Il était assis à sa table de travail, un revolver devant lui et une carabine à portée de sa main. » Dans une autre lettre datée de l'été de 1891, on raconte qu'en partant pour Tirnovo où il se propose de passer la belle saison, il a annoncé qu'il ne rentrera pas avant janvier. « A Sofia, il vit dans la crainte des assassins, enfermé dans sa maison, entouré de gardes du corps, le revolver au poing; il sort rarement et toujours escorté de huit gendarmes, tandis qu'à Tirnovo, il se sent moins haï; loin de toute grande ligne de communication il est plus en sûreté. »

Vers le même temps, on l'entend déclarer qu'il ne peut se garder du poignard des assassins qu'en se maintenant au pouvoir ; il ajoute :

— Quand je tomberai, si je réussis à fuir sain et sauf à l'étranger, j'y serai poursuivi par mes ennemis et je n'échapperai pas à leur vengeance.

Il ne se faisait donc pas illusion sur le sort qui l'attendait. Mais plus se fortifiait sa conviction à cet égard, plus il devenait impitoyable envers ses adversaires, envers quiconque était soupçonné de vouloir le renverser. C'est ainsi que, dans la nuit du 2 au 3 février 1890, averti par une dénonciation des allées et venues du major Panitza, inspecteur de la justice militaire, tendant à faire croire que ce personnage préparait un mauvais coup, il l'avait fait arrêter à son domicile. Il s'y était ensuite transporté, afin d'y perquisitionner, ne voulant laisser à personne le soin d'instruire cette affaire. Les papiers saisis chez Panitza, et ses aveux ne laissaient aucun doute sur ses menées révolutionnaires. Le prince alors en voyage devait être appréhendé en rentrant à Sofia et les ministres avec lui. Comme l'accusé reconnaissait qu'il avait compté sur le concours d'une partie de la garnison et de plusieurs civils, vingt personnes, soupçonnées de s'être engagées à le seconder étaient arrêtées quelques heures après lui, parmi lesquelles plusieurs officiers, et le préfet de police lui-même qu'on relâchait ensuite, faute de preuves, mais en ne lui laissant qu'une apparence d'autorité.

Nature de brigand et d'aventurier, perdu de dettes et chargé de crimes, Panitza ne méritait guère qu'on s'apitoyât sur son sort; on ne peut donc blâmer Stamboulof d'avoir voulu faire un exemple dans sa personne, en le traduisant en cour martiale ainsi que ses complices afin de terroriser ceux qui seraient tentés de l'imiter. Mais toujours fougueux, emporté, intraitable dans ses résolutions, il commit la faute, après avoir livré le coupable à ses juges, de ne pas l'abandonner à son sort et de prétendre leur dicter la sentence. Par peur ou par conviction, ils étaient disposés à une indulgence relative, alléguant la fragilité des preuves qu'il invoquait pour établir que Panitza, soudoyé par un gouvernement étranger, avait voulu la mort du ministre; mais cette modération indignait Stamboulof.

— Dans un procès tel que celui-ci, disait-il, on ne doit pas juger d'après les faits et d'après les preuves matérielles, mais

d'après les considérations politiques et la conviction morale.

Influencée par l'activité et le caractère impérieux de l'intervention de Stamboulof, la cour martiale ne résista pas, et Panitza fut condamné à subir la peine capitale. Il se pourvut en cassation, mais la Cour confirma l'arrêt des premiers juges. Alors les démarches en sa faveur, commencées par sa famille, se multiplièrent pour obtenir de Ferdinand qu'il usât de son droit de grâce. Le prince s'y refusa et, pour se soustraire aux sollicitations, il quitta Sofia à la veille du jour fixé pour l'exécution. Stamboulof partit derrière lui, après avoir fermé sa porte à divers membres du corps diplomatique qui, cédant aux supplications de la femme du condamné, avaient tenté de sauver sa tête. Le 28 juin, Panitza périssait fusillé, sans qu'on lui eût permis d'embrasser sa famille, témoignage d'inhumanité qui acheva de faire de Stamboulof un objet d'horreur pour la majeure partie de la population de Sofia.

Cet acte de cruauté eut une autre conséquence, et celle-là bien autrement grave pour le dictateur. Le nombre s'accrut des révolutionnaires qui déjà s'étaient promis de venger les morts, leur exaspération ne connut plus de bornes, et les plus violens d'entre eux se jurèrent que le tyran tomberait sous leurs coups.

Plus redouté qu'aimé, il ne comptait d'appuis dévoués que parmi les courtisans qui avaient associé leur fortune à la sienne et attendaient tout de lui; vis-à-vis de la majorité de ses concitoyens, il était plus puissant par la terreur qu'il inspirait que par des services qui ne pouvaient être contestés. Ce n'était pas assez pour tenir en échec ses ennemis et les paralyser. Le 27 mars 1891, on eut la preuve que, loin de désarmer, ils étaient plus que jamais résolus à recourir au crime pour assouvir la haine dont ils étaient animés.

Dans la soirée de ce jour, vers huit heures, Stamboulof sortait de chez le prince et rentrait chez lui, accompagné de son collègue Beltchev, ministre des Finances, lorsque, arrivé devant le jardin municipal qui fait face au palais, il vit surgir quatre individus armés de revolvers. Beltchev était un homme inoffensif, à qui on ne connaissait pas d'ennemis et, certainement, ce n'est pas à lui que les agresseurs en voulaient. Mais la nuit était venue, l'obscurité voilait les visages, et les assassins se trompant tirèrent trois coups sur le malheureux Beltchev, qui

tomba foudroyé, tandis que Stamboulof s'effaçait et prenait la fuite en appelant du secours. Du palais et des maisons voisines, on accourait; on se pressait autour du ministre assassiné dont on ne pouvait que constater le décès. Quant aux auteurs de ce forfait, ils avaient disparu, ils devaient rester introuvables. Personne ne mit en doute qu'ils étaient l'instrument des amis du major Panitza. Mais c'est un innocent qu'ils avaient frappé, et non celui qu'ils voulaient atteindre. Dès le lendemain, on disait de toutes parts qu'ils recommenceraient. Ce meurtre en effet ouvrait la série des attentats qui furent commis, durant les années suivantes, contre les politiciens bulgares et qui fauchèrent tour à tour le docteur Voulkovitch, ministre de Bulgarie à Constantinople, partisan farouche de Stamboulof, Stamboulof lui-même, après lui, son ami Petkof, ancien maire de Sofia, voire d'autres personnages plus obscurs, y compris un certain Tufekchief auquel on imputait la mort du dictateur. A travers ces souvenirs, la Bulgarie apparaît comme la terre classique de l'assassinat.

Cependant, le soir même de la mort de Beltchev, la police et la justice intervenaient sur l'ordre du premier ministre et commençaient une enquête en vue de découvrir les coupables. Mais comment les découvrir, alors que personne ne les avait aperçus et que sur le théâtre du crime rien n'était resté qui permît d'établir leur identité? On voit alors Stamboulof, qui se sent de plus en plus menacé, s'exaspérer de l'impuissance de ses agens, prendre lui-même la direction de l'enquête judiciaire et aboutir à cette conclusion que les assassins ont été soudoyés par la Russie et la Serbie. Karavélof, l'ancien ministre auquel Stamboulof reproche ses opinions russophiles, est arrêté de nouveau, bien qu'il soit invraisemblable que, naguère victime de la cruauté de Panitza, il ait voulu venger sa mort. Avec lui plusieurs députés de l'opposition sont incarcérés; on raconte qu'ils ont été soumis à la torture. Une surveillance rigoureuse est exercée autour du consul serbe, et une prime de vingt mille francs est offerte au bon citoyen qui dénoncera les coupables. La rage du dictateur va si loin qu'ayant appris que les femmes des prisonniers ont adressé à l'agent d'Italie une requête dénonçant les traitemens barbares dont leurs maris sont l'objet, il les traduit devant le tribunal criminel en donnant l'ordre à l'accusateur public de requérir contre elles la peine de mort pour

avoir provoqué contre le gouvernement une intervention étrangère. A cette mesure odieuse les juges répondirent en prononçant l'acquittement des trois femmes.

Les accusés renvoyés en cour martiale comme auteurs responsables de la mort de Beltchev, furent moins heureux. Leur procès se dénoua par douze condamnations, dont quatre à mort, une par contumace. Karavélof, contre lequel aucune charge n'avait été relevée, fut néanmoins frappé de cinq années de prison pour s'être déclaré l'adversaire dugouvernement. Une fois de plus, Stamboulof affirmait son autorité. Mais les assassins de Beltchev restaient impunis, et leur impunité ne pouvait qu'exciter leur audace.

Sollicités de s'entremettre pour obtenir des commutations de peine, les agens des Puissances se divisèrent. Après avoir essayé d'un timide plaidoyer, le baron de Vainzenheim, consul d'Allemagne, chargé des intérêts de la Russie, reçut de sa Cour l'ordre de ne pas insister. Derniq, consul de la Grande-Bretagne, et le baron de Burian, représentant de l'Autriche, refusèrent d'intervenir, en objectant qu'il fallait en finir avec les agitateurs. Le comte de Sonnaz, ministre d'Italie, émit l'avis qu'il n'avait pas été produit contre Karavélof de présomptions suffisant à justifier sa condamnation et conseilla la clémence, appuyé par le gérant du commissariat ottoman, et par les agens de Belgique, de Roumanie, de Grèce et de Serbie; le consul de France n'avait pas été sollicité.

Ces démarches furent vaines. Stamboulof se flattait, en cette circonstance, d'être d'accord avec la majorité du pays, qu'avait justement indigné la mort de l'honnête homme qu'était Beltchev. Il convient d'ailleurs de reconnaître que le dénouement du procès, accueilli avec calme même dans l'armée, avait ramené au dictateur une partie de l'opinion, qui précédemment paraissait lui être hostile. Son patriotisme n'était ni contestable ni contesté. On le savait possédé de la passion de l'indépendance nationale et convaincu que le gouvernement, tel qu'il l'avait constitué, avec le prince sous son autorité, était le seul qui convînt à l'état actuel de la Bulgarie; on ne le désapprouvait pas de tenir pour criminel quiconque voulait y toucher.

Il ne semble pas que les menaces dont Stamboulof était l'objet eussent visé le prince Ferdinand. On lui reprochait de n'avoir pas commué la peine du condamné. Mais on lui tenait

compte de son impuissance à secouer le joug sous lequel il était asservi et des difficultés au milieu desquelles il se débattait pour conserver une apparence de pouvoir, alors que, pour toutes les choses importantes où il eût voulu faire acte de souverain, sa volonté devait plier devant celle du dictateur. Cependant, dans son entourage intime, on regrettait qu'il se fût appuyé exclusivement sur cet homme contre qui grondaient tant de haines.

On le suppliait de l'éloigner.

— Il vous compromet, lui disait-on, et vous expose aux ressentimens dont il est l'objet. Renvoyez-le, et le pays vous bénira.

Mais il dédaignait de répondre aux avertissemens qui lui venaient de divers côtés et qui témoignaient, il est vrai, chez ceux qui les prodiguaient, d'une ignorance complète de l'état des partis en Bulgarie ; il se taisait et se réservait, jugeant que son heure n'était pas venue.

La fidélité qu'il gardait à son ministre tenait encore à une autre cause. Les menaces de mort qu'à toute heure recevait celui-ci, avaient impressionné le jeune souverain. La peur de l'assassinat est contagieuse. Elle l'était tout particulièrement chez ce prince, dont la pusillanimité devant le danger avait été remarquée par la plupart des gens qui l'approchaient. Ne disait-on pas déjà de lui qu'il ne brillait pas par le courage ? Enclin à un mysticisme maladif, mélangé de fatalisme, superstitieux comme Louis XI, il commençait à se révéler tel qu'il se montrera plus tard, dominé par la crainte de périr victime de quelque bandit. On l'entendra dire alors :

— Vous verrez que je périrai massacré et que je n'aurai pas même un prêtre pour m'assister à mon dernier moment.

En juin 1892, étant en Angleterre, il fait part de ses appréhensions à lord Salisbury, qui s'en fait l'écho auprès de plusieurs membres du corps diplomatique. Il est donc certain qu'elles le hantent, et c'est sans doute depuis le jour où il a constaté combien était redoutable et grosse de périls l'atmosphère de supplices et de sang dans laquelle l'a entraîné Stamboulof. Il est alors convaincu que le souci de sa sûreté lui commande de ne pas se séparer du politicien qui gouverne la Bulgarie. En le conservant, il s'assure un défenseur, car Stamboulof le défendra en se défendant lui-même, tandis que, s'il le

renvoyait, il s'en ferait un ennemi irréconciliable, irrité d'être disgracié et brûlant du désir de se venger. Il continue donc à porter sa chaîne, à se soumettre à toutes les décisions qu'il plaît à Stamboulof de lui signifier et à se laisser docilement conduire à travers les innombrables difficultés que suscite dans tout le pays la politique dictatoriale.

Elles se multiplient, surgissent à l'improviste. Un jour, c'est le Saint-Synode qui, réuni à Sofia, refuse de porter ses hommages au prince, qu'il accuse d'être hostile à la religion orthodoxe, acte de rébellion que Stamboulof punit en ordonnant l'arrestation des évêques et en les faisant reconduire dans leur diocèse. Un autre jour, c'est l'expulsion d'un journaliste français, ancien secrétaire de la chancellerie du prince Alexandre, devenu correspondant de l'agence Havas; accusé à tort d'être l'auteur d'un article malveillant pour Ferdinand, publié par un journal de Paris, il est conduit à la frontière, malgré les protestations du consul de France. Le souverain ayant exigé cette mesure, Stamboulof s'est empressé de lui donner satisfaction en une circonstance où il peut céder sans qu'il en coûte rien à son orgueil. Si difficiles que soient encore les relations du gouvernement bulgare avec la Légation de France, l'événement les rend plus difficiles. On lit à ce propos dans un rapport confidentiel : « D'un caractère très vindicatif, Ferdinand poursuit de sa haine tous ceux, grands et petits, qui ne veulent pas faire acte de courtisan vis-à-vis de lui. Il a enjoint à Stamboulof d'expulser le publiciste qui ne le tient pas pour un homme de génie, et Stamboulof a obéi avec plus d'empressement qu'il n'en a manifesté en d'autres cas. » Mais il fait expier au prince cette concession en le livrant aux commentaires désobligeans de la presse et en laissant dire que « l'incommensurable vanité de Ferdinand, ses allures prétentieuses et hautaines, ont fait de lui un personnage ridicule. »

A cette époque, le pouvoir du dictateur s'exerce sans retenue. Un de ses collaborateurs lui résiste-t-il, il est brisé. Tel est le cas du ministre de la Justice Toutchef qui, se trouvant en désaccord avec Stamboulof sur une question de compétence judiciaire, est obligé de se retirer. Comme il est difficile de lui trouver un successeur, le président du Conseil bombarde ministre un fabricant d'essence de roses, malgré les objections du prince qui conteste la spécialité. Humilié par une nomination qu'il

avait déconseillée, Ferdinand fait contre mauvaise fortune bon cœur. Le désaccord s'accentue entre le ministre et lui. Mais comme chacun d'eux a un journal à ses gages, ils laissent ces feuilles guerroyer. Des polémiques s'engagent. L'organe ministériel écrit : « Lorsque les étalons ruent, il ne faut pas que les ânes se mettent au milieu, car ils pourraient en souffrir. » Ferdinand prend l'offense pour lui ; il mande Stamboulof qui ne vient que sur un second appel et sa démission en poche. Il a compris que la patience du prince est à bout. Avec un imperturbable sang-froid, il laisse passer le flot des reproches qui lui sont adressés.

— Vos allures autoritaires, déclare le souverain, me rendent impossible l'exercice du pouvoir et intolérable le séjour de Sofia. J'en ai assez d'être tyrannisé.

— Je me retirerai si Votre Altesse le désire, réplique Stamboulof.

Le prince n'ose le prendre au mot et le laisse s'éloigner, réservant sa décision. Mais, une heure après, le ministre d'Angleterre se présente au palais et fait entendre des conseils de patience et de sagesse. Stamboulof renversé, à qui le prince pourra-t-il confier la direction des affaires de l'État ?

Ferdinand se résigne de nouveau à courber la tête, et le même soir, il part pour Varna, laissant le champ libre au premier ministre. Peut-être est-ce à ce moment qu'en un entretien dont nous trouvons la trace dans nos documens sans pouvoir en préciser la date, il avoue à l'un de ses familiers qu'il n'est pas sur un lit de roses. L'Europe s'obstine à ne pas le reconnaître, et, impuissant à se délivrer de la tutelle qui pèse sur lui, il est réduit à jouer un rôle de roi fainéant, sous peine d'être ramené dans la réalité des choses par son maire du palais.

On se tromperait toutefois en interprétant cette plainte comme une preuve de découragement, ou comme le signe avant-coureur d'une démission que lui conseillerait son impopularité. Impopulaire, il l'est, et il ne l'ignore pas, et d'autres, moins tenaces que lui, jetteraient peut-être le manche après la cognée, lassés de l'inutilité de leur effort pour remonter le courant qui barre la route à leurs ambitions. Mais, même lorsque tant d'obstacles se dressent devant lui, même lorsque, à l'improviste, au moment de se rendre à un bal donné en son honneur au cercle militaire, il apprend que la fête a été contre-

mandée par Stamboulof qui, redoutant une sédition des officiers de l'artillerie, désire qu'il ne sorte pas ce soir-là et le fait garder durant toute la nuit après avoir consigné dans leurs casernes les troupes de la garnison, même en des circonstances aussi critiques, il est convaincu que, dût-il un jour succomber victime d'un attentat révolutionnaire, il atteindra le but qu'il se proposait en acceptant la couronne de Bulgarie; qu'au moins pour un temps, il jouira de la joie d'avoir pris sa place parmi les souverains d'Europe et d'être reconnu par eux comme leur égal. Quel que soit le caractère alarmant des mauvais jours qu'il traverse, l'enjeu de la partie qu'il joue est assez attrayant pour l'emplir de confiance, lui donner un semblant de courage et dominer les terreurs dont il est parfois obsédé.

Il faut dire aussi que, vaniteux et efféminé à l'excès, les formes extérieures de la royauté et les apparences du pouvoir, le luxe dont il s'est entouré, le cérémonial de cour qu'il a créé pour son usage et poussé jusqu'au raffinement sont un heureux contrepoids à ses inquiétudes, dont la gravité s'efface souvent sous l'excentricité de ses habitudes et la futilité de ses préoccupations. Son goût passionné pour les fleurs et pour les joyaux, pour les décorations et les brillans uniformes, ses démarches incessantes à Vienne pour se faire octroyer la Toison d'or, qu'il n'obtiendra qu'après avoir essuyé maints refus, les sébiles pleines de pierres précieuses qui s'espacent sur son bureau et dans lesquelles il aime, tout en causant, à tremper ses doigts chargés de bagues, sa manière de s'habiller, de parler, sa disposition naturelle à ne permettre à personne de lire dans sa pensée, autant de signes caractéristiques d'une nature en qui l'ambition est restée égoïste, personnelle, peu scrupuleuse, bien qu'effrénée dans ses manifestations. Tel que nous essayons de le décrire, tel il se montrera aux heures solennelles où il devra décider de son sort et de celui de son royaume.

On remarquera qu'au cours des événemens que nous venons de résumer il n'avait pas été question de lui. « On dirait qu'il ne règne pas, observait un témoin, et qu'il s'est désintéressé des affaires de sa principauté. » Il ne s'en désintéressait pas, mais il jugeait bon de laisser le champ libre à Stamboulof, plus habile que lui pour écraser la clique révolutionnaire. En 1892, il part dès le mois de mai, non pour se distraire, mais pour intéresser à sa situation quelques-unes des grandes Cours,

celles de Londres et de Vienne notamment, et leur demander de l'aider à se marier en prenant l'initiative de la reconnaissance qui lui avait été refusée jusque là.

En Angleterre, où il avait été reçu à Balmoral, non comme prince de Bulgarie, mais comme cousin de la reine Victoria, il est, au mois de juin, le lion de la saison. Le lord-maire de Londres donne en son honneur un lunch auquel sont invités lord Salisbury, premier ministre, et les ambassadeurs. Ceux de France, de Russie et de Turquie n'acceptent pas l'invitation. Lord Salisbury reste à la campagne et ne se déplace que le lendemain pour venir recevoir le visiteur. Celui-ci confie au ministre anglais qu'il ne veut plus tarder à donner une reine à la Bulgarie. Mais il quitte Londres sans avoir trouvé ce qu'il cherche.

A Vienne, il n'est pas plus heureux. L'audience que lui accorde l'Empereur est courte, banale, ne différant en rien de celles que François-Joseph réserve aux étrangers de distinction. C'est tout à fait par hasard que le comte Kalnocky se trouve au Ballplatz lorsque Ferdinand s'y présente.

— Nous avons failli ne pas nous rencontrer, racontera-t-il le soir.

L'entretien ne sort pas du domaine des lieux communs, et s'il est fait allusion à la question mariage, elle n'est pas résolue quand les deux interlocuteurs se séparent, bien que le nom de la jeune princesse Marie-Louise de Bourbon-Parme ait été prononcé, et qu'ils aient été d'accord pour reconnaître que le mariage du prince aurait pour résultat de consolider son gouvernement, en lui créant des protections nouvelles en Europe parmi les familles régnantes.

C'était aussi l'opinion de Stamboulof. Docile à ses conseils, Ferdinand, au début de l'année suivante, se rendait en Bavière avec l'espoir d'être admis à faire un choix dans la famille des Wittelbach où deux jeunes princesses attendaient un mari : Sophie, fille du duc Théodore, et Clara, sœur des princes Ferdinand et Alphonse. Mais les princesses sont aujourd'hui plus indépendantes qu'autrefois et ne se laissent plus sacrifier à la raison d'État. Le prince de Bulgarie ne fut pas agréé, on lui fit entendre qu'il n'était qu'un roitelet, dont le trône était encore trop fragile pour inspirer confiance. Il n'insista pas et reprit le chemin de sa capitale.

Au moment où il quittait Munich, le bruit se répandit que c'était sur un ordre venu de Berlin par lequel on lui signifiait qu'on ne lui permettrait pas d'épouser une princesse allemande. L'exactitude de cette information n'a pu être établie. Si elle l'était, on y pourrait voir la preuve qu'à Berlin on avait eu à cœur de ne pas froisser la Russie en facilitant l'entrée de Ferdinand dans une famille régnante.

On sait que, le 20 avril 1893, il épousait à la villa Pianore, résidence de la famille de Bourbon-Parme, dans la province de Lucques, la femme qu'il s'était choisie. Cette princesse, morte prématurément après six années d'union, au cours desquelles le foyer conjugal fut embelli par quatre berceaux, n'a fait que traverser l'histoire de la Bulgarie. Mais elle y a tracé un sillon lumineux qui reste encore tout embaumé du parfum de sa grâce et de son charme. Elle a trop peu vécu pour être mêlée à ceux des événemens du règne de son mari où il a donné toute sa mesure et trompé les espérances de ses thuriféraires, qui s'étaient trop pressés de voir en lui un être de sagesse, de droiture et de loyauté. Toutefois, si l'on veut se rappeler que le trépas de cette noble créature a été attribué au désespoir indigné dont elle fut saisie en apprenant que Ferdinand, pour conserver sa couronne, s'était prêté à l'abjuration de son fils aîné, bien qu'en se mariant et d'accord avec Stamboulof il se fût engagé à faire élever ses enfans dans la religion catholique, on inclinera à penser qu'elle est descendue dans la tombe avec le pressentiment des trahisons dont ultérieurement il s'est rendu coupable et qui l'ont voué à la flétrissure du présent et de l'avenir.

ERNEST DAUDET.

(A suivre.)

LA GUERRE

VUE PAR

LES COMBATTANS ALLEMANDS

I

LES ILLUSIONS DU DÉBUT

Quelques semaines après son arrivée à Constantinople, le vieux feld-maréchal von der Goltz, sollicité par un journaliste de lui faire connaître son impression dominante sur les événemens du jour, se déclarait surtout frappé de l'universelle animosité qu'il voyait de tous côtés monter autour de son pays, et qui apparaissait à ses yeux comme une inexplicable « énigme psychologique. » Les causes n'en sont pourtant que trop claires, et, si la guerre actuelle comporte une énigme, il faut la chercher, non dans les sentimens qu'inspirent les Allemands, mais dans ceux qu'ils éprouvent eux-mêmes. Nous avons peine à nous représenter l'esprit de leurs troupes, les raisons et le degré de sincérité de leur confiance en eux-mêmes, leurs impressions sur les opérations, l'opinion qu'ils ont de leurs adversaires, les progrès de leur usure morale et matérielle. La publication de nombreux souvenirs militaires anglais ou français a permis de répondre à des questions analogues pour les principales armées

alliées. Ne serait-il pas intéressant de procéder à la même enquête pour l'armée ennemie, et de retracer le tableau de sa vie intérieure d'après les témoignages de ceux qui, à un degré quelconque, ont pris part à ses luttes?

I

Jamais étude ne paraîtrait plus aisée, si l'on ne considérait que la quantité des ouvrages qui doivent en constituer les élémens. Il s'est formé, en Allemagne, depuis le début des hostilités, toute une « littérature de guerre » dont le catalogue, publié trimestriellement par une grande librairie de Leipzig (1), représente déjà la valeur d'un volume. Sur les milliers de numéros qu'il contient, les plus nombreux désignent sans doute des publications d'un caractère plus général que personnel : documens officiels ou statistiques, chroniques de guerre, études d'art militaire, cartes ou gravures; mais c'est par centaines que l'on peut y compter les livres de souvenirs ou les recueils de lettres dans lesquels les combattans ont consigné leurs impressions.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les plus caractéristiques de ces ouvrages pour s'apercevoir que leur valeur est très inégale et que tous sont sujets à caution. Il ne faut pas oublier d'abord qu'aucun n'a été publié sans « l'autorisation du commandement militaire », dont fait foi le plus souvent la mention portée sur leur couverture : c'est assez dire leurs lacunes, dans un pays où la censure de guerre s'exerce avec une rigueur toute spéciale sur les nouvelles réputées dangereuses pour l'esprit public. Il ne faut donc pas s'attendre à y trouver la sincérité relative des ouvrages similaires sur la guerre de 1870, que nous avons analysés dans une précédente étude (2). Il convient, d'autre part, de ne pas perdre de vue que l'Allemagne impériale, appliquant au domaine moral cet esprit d'organisation dont elle revendiquait la maîtrise et presque le monopole dans l'ordre matériel, a procédé à une véritable mobilisation de tous ceux qu'elle estimait capables de servir sa cause par la plume

(1) *Die deutsche Kriegslitteratur*, Catalogue trimestriel publié par la *Hinrichsche Buchhandlung*, à Leipzig.

(2) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1915.

comme par l'épée. Certains ouvrages de circonstance, présentés au public sous la forme de simples mémoires militaires ou de correspondances de guerre, ne sont en réalité que des instrumens de propagande officielle, destinés à rassurer l'opinion intérieure ou à influencer les neutres. De là la nécessité d'établir, d'après leur degré de véracité et l'indépendance relative de leurs auteurs, quelques catégories dans cette variété presque infinie de témoignages personnels sur la guerre actuelle.

On peut ranger d'abord à part trois récits de visites au front, très divers d'origine, mais présentant ce caractère commun d'avoir été écrits sous l'inspiration directe, presque sous la dictée du Grand ÉtatsMajor allemand : ce sont ceux du Bavarois Ludwig Ganghofer, du Suédois Sven Hedin et de l'Autrichien Hans Bartsch (1). Après s'être fait surtout connaître par la fécondité de sa production comme poète, auteur dramatique et romancier, le premier semble avoir voulu aspirer, à la fin de sa carrière, au titre d'écrivain national : il n'a réussi qu'à se révéler comme un courtisan trop laborieux pour ne pas se montrer quelquefois maladroit. Invité à parcourir successivement les deux fronts d'Orient et d'Occident, il a rapporté de ses pérégrinations guerrières, malencontreusement interrompues par une balle ennemie, des volumes d'impressions où semble dominer le souci exclusif d'inspirer aux Allemands confiance en leur Empereur et en leur armée. On n'y trouve en fait qu'un hymne d'admiration éperdue et continuelle envers les talens de l'un et les vertus de l'autre. — Au surplus, cette apologie ne semble pas d'ailleurs coûter à l'auteur grand effort d'imagination. Pour exalter Guillaume II, qui l'a reçu à sa table, il se borne à décrire minutieusement son installation, s'attendrit sur la frugalité de ses repas, dont il reproduit les menus, rapporte avec un commentaire élogieux les moindres paroles sorties de sa bouche, note jusqu'aux impressions fugitives et jusqu'aux tics de sa physionomie et, pour relever le tout, ponctue de quelques exclamations stéréotypées cette prose de reporter admiratif. Pour glorifier la foule anonyme des combattans, son procédé est plus simple encore : il énumère toutes

(1) Ludwig Ganghofer, *Reise zur deutschen Front 1915*. Berlin, Ullstein, 1915. — Sven Hedin, *Ein Volk in Waffen*, Berlin, 1915. — Rudolf Hans Bartsch, *Das deutsche Volk in schwerer Zeit*. Berlin, Ullstein, 1915.

leurs vertus civiles ou militaires, en accolant à chacune d'elles l'épithète d' « allemande, » comme pour en faire le monopole de leur race, et conclut en affirmant qu'un peuple aussi richement doué ne saurait périr, car ce serait « une insulte à la logique divine. » A quoi bon d'ailleurs s'inquiéter, « quand c'est chez nous qu'est la vérité, chez nous qu'est le droit, chez nous qu'est la force et chez nous que sera la victoire (1)? » La répétition continuelle de ces raisonnemens simplistes et de ces affirmations tranchantes, auxquelles on préférerait une plus grande abondance de détails pittoresques, ne laisse pas que de communiquer à l'œuvre de Ganghofer quelque chose de tendu dans son lyrisme et de monotone dans sa violence. Avec ses insuffisances, elle présente au moins l'avantage de refléter les idées que le haut commandement allemand avait intérêt à propager dans le public.

C'est là également le principal mérite du livre de Sven Hedin. Le nom de cet explorateur suédois est maintenant entouré, et à juste titre, d'une fâcheuse notoriété dans notre pays. On se rappelle comment il avait, dès le début de la guerre, demandé à suivre les troupes allemandes en France, sous le prétexte d'observer de plus près une des grandes crises de l'histoire mondiale, mais en réalité pour obéir, de son propre aveu, à un obscur instinct de solidarité de race; avec quelle inconscience il avait accepté de paraître en hôte de l'envahisseur, dans un pays où il avait été reçu en ami; de quelle façon enfin il avait cru devoir apporter à la gloire et à la discipline de l'armée allemande un témoignage auquel d'abondantes souscriptions officielles enlevèrent par la suite toute apparence de désintéressement. Il prétend à une objectivité, d'ailleurs tout extérieure, affecte de savoir rendre hommage aux adversaires mêmes de l'Allemagne, et mérite au moins d'être consulté au point de vue documentaire.

Quant à Hans Bartsch, invité également aux quartiers généraux allemands, il ne se pique nullement d'une impartialité étrangère à sa nature. C'est un pangermaniste fanatique et naïf, tout fier d'appartenir, ne fût-ce qu'à titre de cadet, à la race élue, un peu honteux de n'être, comme Autrichien, qu'un Allemand de seconde classe, tout prêt à abdiquer entre les

(1) Ganghofer, pp. 44 et 151.

mains des Hohenzollern les destinées et l'existence de son pays d'origine. Dans son enthousiasme pour une guerre qui rendra cette fusion possible, il en souhaite même une autre, destinée à réaliser, dans un demi-siècle, la réunion à la patrie commune « des Pays-Bas, du Brabant et de la Suisse (1). » Agréable perspective et instructif avertissement pour les neutres ! — Tout en caressant ces rêves lointains, Bartsch jouit avec délices du présent, c'est-à-dire du spectacle de l'invasion dans la Belgique et la France du Nord. Il découvre partout des motifs de louange dans l'œuvre de l'armée d'occupation, repousse comme un remords la sympathie un moment éprouvée pour les Belges, dénonce comme un scandale l'expression d'animosité qu'il croit lire dans leurs yeux et leur reprocherait volontiers de ne pas savoir apprécier leur bonheur. Le sien serait complet sans une arrière-pensée dont l'amertume le poursuit malgré lui et représente la note comique de son livre. Malgré l'uniforme de capitaine de réserve autrichien dont il est revêtu, malgré les lettres de recommandation dont il était porteur, il n'a jamais réussi à être traité en égal par ces Allemands du Nord dans lesquels il était prêt à saluer les maîtres de sa race. Il n'a pu obtenir d'eux que les égards un peu dédaigneux que l'on témoigne à un domestique admiratif, s'il se tient à sa place. Il les adjure en terminant d'ajouter à leurs solides vertus quelques qualités aimables, pour se faire apprécier comme ils le méritent (2). Et cette prière même représente un demi-aveu de tout ce qui leur manque.

Alors que Ganghofer, Sven Hedin et Hans Bartsch n'ont pris part à la guerre qu'en témoins officiels et intermittens, presque en curieux, d'autres écrivains, officiers de réserve, ont vu de plus près la vie intime du soldat. Leurs souvenirs sont toutefois d'inégale valeur, et les plus répandus ne sont pas les plus intéressans. Tovote par exemple, connu par ses nouvelles bavaroises, n'a pas quitté son dépôt, où il a exercé sa valeur contre des prisonniers et ses talens manœuvriers dans des parades d'enterrement. Aussi son volume s'intitule-t-il modestement : *Dans une forteresse allemande en temps de guerre* (3). Un autre romancier, Hoecke (4), a commandé en rase campagne

(1) Bartsch, p. 38.
(2) *Id.*, *ibid.*, pp. 236-243.
(3) Heinz Tovote, *Aus einer deutschen Festung im Kriege*. Berlin, Ullstein.
(4) Paul Oskar Hoecke, *An der Spitze meiner Kompagnie*. Berlin, Ullstein.

une compagnie de landwehr, mais, après avoir fait ses débuts militaires en fusillant après le combat des civils belges, il a terminé la campagne en acceptant des autorités allemandes de Lille des fonctions ressemblant à s'y méprendre à celles de mouchard. Cette brève incursion dans le métier des armes ne présente donc rien d'héroïque.

On peut signaler en revanche comme l'un des documens psychologiques et narratifs les plus précieux de cette littérature, le *Journal de guerre* d'un autre intellectuel, Anton Kutscher (1). L'intérêt de ce volume provient moins encore des grandes batailles auxquelles l'auteur a pris part (Charleroi, Saint-Quentin, la Marne, Soissons) que de la personnalité même de Kutscher. Hanovrien d'origine, il est de métier professeur d'Université, et, à ce titre, il personnifie les qualités et les défauts de l'une des classes d'hommes les plus représentatives de la nouvelle Allemagne. Professeur, il l'est jusqu'aux moelles, dans ses habitudes comme dans ses jugemens, et il ne nous le laisse pas oublier. Il prend soin de nous rappeler comment, à la veille de partir pour un congé qu'interrompra la nouvelle des hostilités (juillet 1914), il termine ses cours par la beuverie d'usage (*Semesterschlusskneipe*) dans un hôtel de Munich; comment, lors de la mobilisation, il a le regret de laisser inachevée une étude sur « les poètes de la Basse-Saxe; » comment enfin, au mois de février suivant, il reçoit dans les tranchées de Champagne la nouvelle de sa titularisation (2). — Professeur allemand, il paraît encore tel par le ton imperturbablement doctoral de son style et de ses appréciations. La légèreté de romans et d'ouvrages dramatiques français « trouvés » dans une villa lui inspire un sentiment de pitié dédaigneuse et lui arrache cet aveu dépouillé d'artifice : « Mes préférences vont à ce qui est massif. » L'*Atala* de Chateaubriand, parcourue dans la tranchée, lui semble empreinte d'une « douceur d'opérette » et très éloignée de la vraie nature. L'épithète de « frivole, » qu'il prodigue volontiers, lui paraît une condamnation sans appel, dont la vertu propre le dispense de toute autre justification; aussi l'emploie-t-il pour écarter d'un mot les protestations soulevées dans le monde civilisé par le bombardement de la cathédrale de Reims. Lui-même, d'ailleurs, semble constamment obsédé

(1) Anton Kutscher, *Kriegstagebuch*. Munich, Beck, 1915.
(2) Kutscher, pp. 1, 6, 250.

par la crainte de paraître « superficiel » *(oberflächlich)* (1). Son souci constant d'intellectualisme se trahit par de fréquentes envolées métaphysiques ou panthéistes, d'autant plus surprenantes sous sa plume qu'elles voisinent, par un contraste incompréhensible pour un Français, avec des comparaisons d'une incroyable trivialité de termes (2). Il fait enfin un visible effort de sens critique, cherche à s'élever au-dessus des préjugés populaires et se recommande, par ses prétentions comme par ses travers, à l'intérêt du lecteur curieux de connaître l'état d'esprit des dépositaires de la haute culture allemande.

On aimerait, après l'avoir lu, à recueillir le témoignage de réservistes appartenant à la petite bourgeoisie et à la classe moyenne. Faute de loisirs ou d'habitude de la rédaction, le nombre de ceux qui ont songé à écrire leurs souvenirs apparaît malheureusement comme restreint. On n'en consultera qu'avec plus d'intérêt l'un des rares spécimens que nous possédions de cette catégorie d'ouvrages. C'est le petit volume dans lequel le Saxon Marschner, sous-officier de réserve et commis voyageur dans la vie civile, raconte sa campagne avec la 23e division de réserve depuis la mobilisation, à travers la Belgique et jusqu'aux environs de Reims où le surprend l'hiver (3). Moins riche que celui de Kutscher en observations psychologiques, son livre l'emporte peut-être par la vivacité spontanée des impressions, le mouvement du récit, la réalité pittoresque des détails, l'horreur tragique de certaines scènes, et surtout par un ton de sincérité assez rare dans les publications de ce genre.

Il eût semblé au premier abord logique de placer au premier plan de cette galerie de mémoires les œuvres des repré-

(1) Kutscher, pp. 117, 124, 150, 156, 246.

(2) Le passage suivant, écrit sérieusement et traduit fidèlement, peut servir à montrer quelle singulière absence de goût paraît compatible en Allemagne avec la plus haute culture scientifique. Il s'agit de la nécessité d'une victoire complète pour une paix durable : « Il en est de la paix, remarque à ce propos Kutscher, comme des latrines de campagne ; si l'on en creuse de petites, on doit recommencer le travail au moins une fois par semaine ; mais si elles ont la profondeur de la taille humaine, elles peuvent servir longtemps (p. 214). » Cette délicate question, plus importante peut-être pour le soldat qu'intéressante pour le lecteur, semble préoccuper d'ailleurs Kutscher, car il lui consacre (p. 252) toute une dissertation technique.

(3) *Mit der 23e Reserve-Division durch Belgien und Frankreich, Kriegserlebnisse*, par Felix Marschner. Leipzig, 1915.

sentans attitrés de la caste militaire, officiers ou anciens officiers de l'armée active. En fait, ce serait aller au-devant d'une désillusion que de leur attribuer à l'avance une importance en rapport avec la situation de leurs auteurs. Tout d'abord ceux-ci, absorbés par une besogne plus urgente, n'ont été en mesure de retracer leurs impressions que lorsqu'une blessure inopportune a interrompu pour un temps leur activité guerrière. Hommes de métier, ils se montrent en général trop préoccupés du côté technique de la guerre pour en saisir le pittoresque extérieur ou la signification morale, trop rompus à l'obéissance passive pour discuter les ordres qu'ils reçoivent ou analyser les mobiles qui les font agir. Leurs souvenirs présentent donc un caractère d'impersonnalité d'autant plus marqué que leur grade est plus élevé. Tandis que ceux du général wurtembergeois de Moser ne dépassent pas la sèche précision d'un journal de route, ceux d'un officier saxon (anonyme) ou du capitaine d'artillerie Reinhardt sont déjà plus vivans; si ceux de Gottberg se distinguent par leur liberté d'allures et leur abondance de détails, c'est sans doute que l'auteur, ayant quitté le service actif depuis une vingtaine d'années, se trouve de ce fait plus dégagé des servitudes professionnelles (1).

Quels qu'en soient l'origine et l'esprit, toutes les relations rédigées sous la forme de mémoires présentent cette faiblesse commune d'avoir été composées à loisir, à distance des événemens, avec les déformations forcées qu'entraînent le recul du temps et le désir de soutenir le moral du lecteur. Elles n'apporteraient donc à l'histoire morale de l'armée ennemie qu'une contribution bien insuffisante s'il n'était possible de les doubler et de les contrôler par une autre série de documens, plus directs, plus vivans et plus sincères, dont nous devons la connaissance à la manie bien allemande de tout imprimer. Les innombrables lettres écrites du front aux parens des combattans et insérées ensuite dans les journaux ont été réunies par des éditeurs avisés en une série de recueils aussi intéressans par leur variété que par leur contenu. Les uns, tels que les fasci-

(1) Von Moser, *Kampf und Siegestage*, 1914. Berlin, Mittler et Sohn. — *Unser, Vormarsch bis zur Marne*, aus dem Kriegstagebuch eines sächsischen Offiziers. Berlin, Mittler et Sohn. — Walther Reinhardt, *Sechs Monate Westfront*. Berlin. Mittler et Sohn. — Otto von Gottberg, *Als Adjutant durch Frankreich und Belgien*. Berlin, Scherl. — *Was ich in mehr als 80 Schlachten und Gefechten erlebte*. Berlin, Mittler et Sohn.

cules à 10 *pfennigs* dont la maison Thümmler poursuit régulièrement la publication, reproduisent ces correspondances au fur et à mesure de leur apparition, et sans souci de leur origine (1). D'autres, de prétentions plus scientifiques, visent à constituer une histoire épistolaire de la guerre, divisée en périodes, à chacune desquelles est consacré un volume spécial (2). D'autres ont la forme d'anthologies et groupent sous un titre sensationnel les plus significatifs de ces documens (3). Quelques-uns enfin semblent particulièrement curieux en raison de leur caractère corporatif. C'est ainsi que la brochure où le professeur Witkop a recueilli uniquement des lettres d'étudians permet de saisir sur le vif la mentalité de la jeune génération universitaire, c'est-à-dire de la classe éclairée et dirigeante de l'Allemagne (4).

Écrites au jour le jour, au bivouac ou dans la tranchée, le plus souvent dans l'entraînement de la lutte et sans préoccupation de l'effet à produire, ces lettres présentent pour la plupart, avec l'animation de la vie de campagne, la sincérité d'une confession. Elles offrent par cela même avec les mémoires militaires proprement dits, plus arrangés et plus convenus, un contraste qui se renouvelle à chaque pas fait en avant dans cette enquête. Partout l'on retrouve la même opposition entre les prétentions avouées des combattans allemands et leurs aveux implicites, entre le rôle qu'ils affectent et les préoccupations qu'ils trahissent. — C'est de ce double aspect qu'il convient de considérer leurs témoignages, en y recherchant, d'abord comment ils s'y dépeignent tels qu'ils voudraient paraître, puis comment ils s'y révèlent tels qu'ils sont. On pourra mesurer ainsi successivement l'étendue de leur orgueil et la réalité de leurs faiblesses.

(1) *Deutsche Feldpostbriefe* (30 fascicules parus). Thümmlers-Verlag, à Chemnitz.

(2) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, librairie Georges Muller, à Münich. T. I. *Lüttich, Namur, Antwerpen*. T. II, *Hindenburg und Tannenberg*. T. III, *Zwischen Metz und den Vogesen*. T. IV, *Um Longwy und Verdun*.

(3) *Das deutsche Herz, Feldpostbriefe unserer Helden*, publiées par Otto Krack (Berlin, Scherl). — *Briefe der Feldgrauen*, publiées par J. Wiese (Berlin, Globus Verlag).

(4) *Kriegsbriefe deutscher Studenten*, publiées par Philipp Witkop (Perthes, Gotha, 1916).

II

La modestie n'ayant jamais passé pour une de leurs vertus nationales, on ne s'aurait s'étonner si l'image qu'ils tracent d'eux-mêmes nous apparaît comme singulièrement flattée. On aurait peine pourtant à croire, si l'on n'avait soin d'en préciser les traits, à quel point elle a été déformée par les passions guerrières, et quelle dose d'illusions, de crédulité et de présomption elle suppose dans les esprits où elle s'est fixée. A les en croire, tout serait parfait dans la guerre soutenue par l'Allemagne actuelle contre « un monde d'ennemis. » Les sentimens qu'elle y apporte, la force matérielle et morale qu'elle y déploie, la confiance indestructible qui l'anime, les succès qu'elle y remporte, tout, jusqu'à l'œuvre civilisatrice qu'elle accomplit dans les pays envahis devrait devenir pour le monde étonné un objet d'admiration sans réserve.

Tout d'abord, les mobiles qui l'ont amenée à prendre les armes n'ont rien de commun avec les convoitises matérielles prêtées à ses hommes d'État par la presse de l'Entente. Ce seraient : dans Ies masses, toujours simplistes, l'indignation provoquée par une brutale agression, et dans les classes éclairées la nécessité de défendre leur civilisation contre des adversaires acharnés à la détruire. Ce n'est pas en effet une des moindres surprises de cette lecture que de constater avec quelle apparente conviction beaucoup d'Allemands semblent prendre à tâche de persuader aux autres et à eux-mêmes que les Alliés en veulent à leur *kultur :* « C'est, écrit un jeune officier à sa mère, pour des idées, pour des conceptions comme celles de l'honneur, de la liberté et de la patrie que nous courons à la mort... Cette lutte, ajoute-t-il dans une sorte d'élan mystique, ne se livre pas pour les choses de la terre ; ce sont nos biens les plus sacrés que nous couvrons de notre épée. » Les intellectuels renchérissent naturellement sur ce thème : « Je suis fier, déclare un étudiant, de combattre pour ce que je place au-dessus de tout dans le monde : pour la poésie, l'art, la philosophie, la *kultur.* » — « Nous avons la persuasion, précise un autre, de lutter pour la pensée allemande dans le monde et de défendre la sensibilité germanique contre la barbarie asiatique et l'indiffé-

rence romane. » Il n'est pas enfin jusqu'aux socialistes de la veille qui n'entonnent ce refrain et ne se déclarent convaincus de protéger la « liberté de pensée » contre « la tyrannie russe (1). » On devine quel voudrait être l'effet de ces protestations répétées sur un lecteur non prévenu. Comment refuser une involontaire sympathie à des hommes que soutient en face de la mort un aussi noble idéal ? Mais comment aussi se défendre de quelque inquiétude, à voir sur quel ton d'exaltation ils s'expriment et quels exemples sont invoqués dans certaines lettres : « Oh ! comme en ce moment nous nous sentons bien Allemands ! s'écrie un étudiant. Je lis les œuvres de Frédéric le Grand avec autant de respect qu'une jeune mère lit la Bible. Voilà qui est élevé ! Ma vénération pour le vieux Fritz ne connaît pas de limites. C'est dans ces chefs que se reflète l'âme d'un peuple (2) ! » Déclarations un peu compromettantes, le vieux Fritz n'ayant jamais passé pour une victime, et que serviront à préciser d'autres, beaucoup plus explicites.

Après avoir proclamé à l'envi l'innocence de leur pays en face de ses agresseurs, les combattans allemands, sans s'apercevoir de la contradiction, ne perdent pas une occasion de dépeindre son enthousiasme guerrier et de célébrer la perfection de sa préparation matérielle et morale au début des hostilités. Ils retracent avec complaisance les scènes qui ont marqué leur transport à la frontière : voyage triomphal dans des wagons ornés de branchages et de fleurs, ovations bruyantes et pluies de cadeaux sur tout le trajet, chant de la *Wacht am Rhein* au passage du Rhin, infatigable dévouement des dames de la Croix-Rouge de garde dans les gares. Ces spectacles remplissent leurs âmes d'un juste orgueil, mais leur font trop aisément oublier que tous les États belligérans en ont présenté de semblables et que le patriotisme d'un peuple ne se mesure pas à l'éclat de ses manifestations extérieures. — C'est avec plus de raison qu'ils portent aux nues l'esprit de prévoyance minutieuse dont témoignent les opérations de la mobilisation. L'abondance des armes et des vêtemens neufs qu'ils trouvent, malgré leur nombre, en arrivant au corps, l'ingénieux aménagement des cuisines roulantes, qui leur assurent toujours des

(1) Thümmler, XXV, pp. 23, 24 ; Witkop, pp. 25, 71 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, pp. 217, 222.
(2) Witkop, p. 51.

repas chauds, la ponctualité mathématique de leur voyage jusqu'à la frontière, le fonctionnement impeccable de l'énorme machine militaire dont ils représentent les rouages, tous ces indices d'une puissante préparation à la guerre leur arrachent cette exclamation : « *Alles klappt tadellos*, tout marche comme sur des roulettes ! »

Certains résultats obtenus leur paraissent tenir du prodige, et Gottberg note comme un « miracle d'organisation » la réunion à Faulquemont en Lorraine de trois détachemens venus des régions les plus reculées de l'Empire et qui, à peine rassemblés, se soudent sous une direction commune, se fondent en un organisme homogène et forment une division de réserve prête aussitôt au combat (1). L'exagération même de ces louanges trahit l'erreur psychologique que l'on découvre au fond de tous les jugemens de l'Allemand moderne. Habitué à se considérer comme le centre du monde, il regarde volontiers comme uniques, inimitables et sans précédens les progrès qu'il a pu réaliser. Cet état d'esprit trouve son expression la plus naïve dans la réflexion qu'inspire à Ganghofer la visite d'un hôpital de campagne, propre et bien installé : « Je ne sais ce qu'est ce service dans les armées adverses ; mais nulle part il ne peut fonctionner comme chez nous. »

Cette manière de concevoir les choses devait avoir pour résultat et pour avantage une confiance illimitée et inébranlable, mais aussi présomptueuse et irraisonnée, dans l'issue finale de la lutte. Telle est en effet l'impression dominante, au moins au début, dans les hautes sphères militaires. Quand le général de Moser part en campagne, les officiers de sa brigade sont unanimement persuadés qu' « à la guerre mondiale, l'Allemagne ne fera qu'une réponse : victoire mondiale. » Plus tard, après les premiers succès, lorsque Sven Hedin parcourt les différens États-majors d'armée, il retrouve dans tous la même conviction et entend partout le même mot d'ordre : « Nous devons vaincre, quand même le monde entier serait contre nous (2) ! » Affirmations peut-être sincères dans le fond, mais en partie intéressées, puisqu'elles s'adressaient à un neutre bienveillant, dont le premier soin serait de les propager en Europe.

Chez les hommes de troupe, la même certitude de la

(1) Thümmler, III, p. 5 ; Gottberg, p. 22.
(2) Von Moser, p. 4 ; Sven Hedin, pp. 103, 389, 393, 400, 419 ; Ganghofer, p. 192.

victoire repose sur des raisons un peu différentes. C'est d'abord la croyance en leur supériorité, développée en eux par l'éducation comme par l'orgueil national. « Nous qui sommes, — déclare l'un d'eux dans une incidente, et comme s'il énonçait une vérité incontestable, — nous qui sommes, je puis le dire sans vanterie, les meilleurs soldats du monde (1)... » C'est ensuite un esprit de discipline morale qui leur fait accepter sans critique, non seulement les ordres, mais même les prévisions de leurs chefs. Un soldat de l'armée d'Anvers nous le fait comprendre par une comparaison familière. Ayant demandé à un officier d'État-major la date probable de la chute de la place, celui-ci indique un délai de cinq jours « avec la même assurance tranquille qu'à Berlin le portier de la gare annonce pour une heure douze le départ de l'express de Cologne. En campagne, on se laisse envahir par un sentiment de considération presque surnaturel à l'égard du haut commandement de l'armée. Je crois maintenant aux indications de l'État-major, aussi fermement qu'au portier de la gare de Berlin (2). » Conviction de sa supériorité et confiance aveugle en ses chefs, ce sont là pour une armée deux puissantes forces morales. Ne risquent-elles pas de se transformer en causes de démoralisation, quand le succès ne répond plus à ses efforts?

On se demandera sans doute, à ce propos, comment ce double sentiment a pu résister aux multiples échecs qui l'ont mis à l'épreuve, en arrêtant l'offensive allemande aussitôt après les premiers succès. La réponse est simple : à part les corps de troupes qui en ont été les témoins immédiats, ni le peuple, ni l'armée n'en ont eu connaissance. Ce n'est pas l'un des moindres résultats de l' « organisation » allemande que d'avoir réussi à les cacher au public. Un lecteur non averti pourrait parcourir toutes les productions de cette littérature de guerre, sans soupçonner que les arrêts successifs des armées envahissantes ont été autre chose que des repos volontaires dans leur marche triomphale. L'exemple de Sven Hedin est typique à cet égard. Il arrive au quartier général allemand au milieu de septembre, au moment où la bataille de la Marne vient de changer le cours de la guerre. C'est à peine pourtant s'il signale cet événement capital par une petite phrase incidente, présentée

(1) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, p. 251.
(2) *Id., ibid.*, p. 235.

sous forme de parenthèse et perdue au milieu d'un développement : « En ce moment, l'armée dut, pour des raisons stratégiques, se porter en arrière de 50 kilomètres. » A quelques exceptions près, les rares allusions faites à ce recul, dans les lettres du front, le représentent également comme un mouvement prémédité, effectué en vue de « faciliter les opérations ultérieures (1). »

La même ingéniosité de prétérition sert à dissimuler les échecs les plus caractérisés. Gottberg, qui accompagne les troupes lancées à l'assaut infructueux du Grand Couronné de Nancy, déclare gravement qu'il ne s'agissait là que d'un simulacre d'attaque, destiné à retenir dans l'Est et à empêcher de se rendre en Belgique les forces françaises. Sur l'Yser, où il est envoyé plus tard, il explique l'arrêt de ses troupes par le découragement de l'adversaire, qui, se sentant perdu, a déchaîné les élémens pour sauver une situation désespérée (2). Il n'est pas enfin jusqu'aux combats sur mer, si malheureux pour les armes allemandes, dont le récit ne subisse les mêmes déformations. Un matelot de la flotte qui dut, en janvier 1915, se retirer précipitamment des côtes d'Angleterre et perdre le *Blücher* dans sa retraite, termine ainsi la lettre où il raconte le combat : « Notre adversaire avait fait plus de pertes que nous, et c'est lui qui rompait le combat. La victoire était donc à nous. » Informés de cette façon sur les péripéties de la guerre, les Allemands ne sont-ils pas excusables d'avoir longtemps conservé une confiance supérieure à leurs succès ?

Les vertus guerrières ne sont pas les seules qu'ils revendiquent comme un privilège de leur race. L'épithète de « Barbares » attachée à leur nom paraissant particulièrement cuisante à leur amour-propre, ils mettent une singulière insistance à vouloir traiter un sujet qu'ils auraient au contraire intérêt à éviter et à nous entretenir de leur exploits pacifiques en territoire envahi. S'ils se bornaient à excuser par les nécessités de la guerre leurs excès et leurs dévastations, la tâche serait déjà malaisée, mais vaudrait la peine d'être entreprise. Mais avec cette absence de mesure par laquelle ils compromettent parfois les thèses les plus défendables, ils veulent démontrer qu'ils ont accompli une œuvre civilisatrice dans les régions

(1) Sven Hedin, p. 180. Cf. Thümmler, XI, p. 24 et XII, p. 28.
(2) Gottberg, pp. 35, 36 et 128-129.

occupées, qu'ils y ont introduit l'ordre, la propreté et le progrès, et qu'en dernière analyse, leur présence a été un bienfait pour les habitans. Leur premier soin a été d'y effacer les traces des récens combats, d'y rétablir les ponts et les voies de communications, d'y nettoyer les routes et les villages, où leur sollicitude s'est étendue jusqu'aux tas de fumier, désormais taillés en carrés « à la mode prussienne » et correctement alignés. Si humble qu'il soit, ce travail tout matériel, accompli d'ailleurs pour les besoins de l'armée, cette besogne de balayeur suffisent à exciter leur enthousiasme : « Nous sommes un peuple de pionniers (1)! » s'écrie à ce propos Ganghofer, sans paraître s'apercevoir que cette définition, entendue dans son sens limitatif, pourrait être adoptée par les ennemis de son pays.

D'après le même témoignage, l'activité allemande ne s'est pas bornée à réparer en territoire envahi les dommages de la guerre : elle a réussi également à améliorer et même à créer. Près de Charleville, la villa choisie par l'Empereur pour son quartier général est mieux entretenue qu'elle ne l'était par son légitime possesseur : il est fâcheux que ce dernier ne soit pas là pour apprécier son bonheur. A Saint-Quentin, la direction d'une ambulance établie dans une filature fait fonctionner une heure par jour les organes de transmission de la force motrice, de peur qu'ils ne se rouillent par l'inaction. La générosité de ce geste inspire à Ganghofer un sentiment d'attendrissement aussitôt tempéré par la crainte qu'elle ne soit ni connue ni appréciée du propriétaire lorsqu'il reviendra (2). A Zeebrugge enfin, les officiers de marine allemands ont improvisé sur la plage un casino de fortune qui est, paraît-il, un chef-d'œuvre de goût. Bartsch tremble à la pensée qu'après leur départ un acte d' « inutile et sotte barbarie » pourrait détruire cette trace de leur passage et ce monument de leur culture (3).

En ce cas, l'ingratitude serait d'autant plus noire de la part des Belges qu'ils devraient aux envahisseurs autre chose encore que des modèles d'architecture : la révélation des belles manières. Si invraisemblable que paraisse le fait, Gottberg l'affirme sans paraître plaisanter; en repassant à Bruxelles après un premier séjour, il croit y constater une réelle amélioration

(1) Ganghofer, p. 61; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 230.
(2) *Id.*, pp. 38 et 219.
(3) Bartsch, p. 218.

dans les sentimens des habitans envers ses compatriotes, et il l'attribue à l'influence des femmes, satisfaites désormais de voir leurs maris apprendre des officiers allemands non pas seulement à leur céder la place dans les tramways, mais à claquer les talons en se présentant à elles (1). On ne les aurait pas crues si négligées jusqu'alors, ni si accessibles au prestige de ces façons de cirque.

Après la politesse, il ne resterait plus aux soldats de Guillaume II qu'à apporter la moralité aux populations envahies. L'orgueil allemand n'a pas reculé devant le ridicule de cette prétention. Il a trouvé cette fois pour interprète l'ineffable Hans Bartsch, qui la justifie par un bien singulier exemple. D'après cet écrivain, le premier acte du général von Bissing, gouverneur général de la Belgique, aurait été de porter sa sollicitude sur... les trottoirs, dont les séductions n'avaient pas laissé ses soldats insensibles et dont les habituées semblaient soustraites à toutes les obligations d'une exacte police sanitaire. Il les fait aussitôt arrêter et confier aux soins de la Croix-Rouge allemande : les docteurs soignent leurs infirmités, tandis que le personnel féminin s'occupe de leur âme. Touchant spectacle de « bon ordre allemand » *(deutsche Ordnung)* auquel Bartsch prétend n'avoir pas assisté sans émotion : « Si ce sujet est scabreux, conclut-il avec un bonheur d'expression qu'il faut lui laisser, j'y ai touché néanmoins, car je pense que des milliers de femmes allemandes ont le droit d'être sûres que, *si leurs maris n'ont pu se préserver de certaines faiblesses*, du moins les mesures les plus sages et les plus énergiques ont été prises pour leur en épargner les suites (2). » Cette phrase, qu'il serait fâcheux de laisser perdre, semble caractériser à merveille le mélange de pharisaïsme et de suffisance qui forme le fond de l'âme allemande, comme le grossier matérialisme dont sont empreintes toutes les conceptions et toutes les conquêtes de la *kultur*.

III

L'étrange idée que les témoins allemands de la guerre ont voulu nous en donner ne semblerait pas complète, si l'on ne

(1) Gottberg, p. 84.
(2) Bartsch, pp. 209, 211.

recherchait sous quels traits ils nous ont représenté leurs adversaires après eux-mêmes. Ils ne parlent guère des Belges, considérés évidemment comme une quantité négligeable, et se contentent, au moins au début, d'appliquer aux Russes, qu'ils connaissent encore mal, l'épithète de « Barbares semi-asiatiques. » Les Anglais et les Français sont considérés par eux comme leurs plus redoutables ennemis, et d'ailleurs traités assez différemment dans leurs souvenirs.

Vis-à-vis de la France, leurs sentimens sont assez complexes. Ce sont d'une part le respect involontaire inspiré par la formidable épreuve que leur impose sa résistance; puis, chez les officiers, un désir de la ménager, une certaine affectation à la juger plus digne de compassion que de haine, comme s'ils rêvaient toujours avec elle une réconciliation lointaine contre l'Angleterre. C'est, d'autre part, une sourde et invincible jalousie qui se traduit sous leur plume par de continuelles attaques à coups d'épingles, des remarques désobligeantes et des insinuations obliques. Ils appliquent ce système de dénigrement en détail au pays, à la population et à l'armée.

Il s'agit d'abord pour eux de ruiner la réputation légendaire de richesse et de bien-être que résumait dans l'esprit de leurs compatriotes le vieil adage : « Vivre comme Dieu en France. » Il leur suffit à cet effet de tracer des régions qu'ils traversent un tableau poussé au noir, et dont le lecteur généralisera instinctivement les traits principaux. Ils dénoncent à l'envi l'aspect misérable des villages champenois, où les fumiers sont plus nombreux que les jardins, le manque de goût qui y règne (1), l'absence de gaieté extérieure et de confortable intérieur dans les maisons, l'esprit de parcimonie dont témoigne leur construction, l'ignorance des derniers progrès agricoles que trahit l'état des campagnes, la saleté générale dont ils voudraient faire une spécialité latine, et toutes les insuffisances matérielles qui constituent à leurs yeux autant de signes d'une incontestable infériorité de culture (2). Seuls, les lits français trouvent grâce devant eux et leur laissent même un souvenir reconnaissant (3). Dans ce pays ingrat, comparable seulement

(1) Marschner, p. 27 ; Bartsch, p. 208 ; Ganghofer, pp. 62, 145, 215 ; Thümmler XVII, pp. 28 et 30, XIX, p. 11 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 204.
(2) Ganghofer, p. 103.
(3) Hoecke, pp. 74, 85, 213; Wiese, p. 113 ; Marschner, p. 44.

à la « lande de Lunebourg » en Allemagne, la population, dont ils n'aperçoivent d'ailleurs que de rares échantillons, est représentée par eux comme petite, rabougrie, évidemment dégénérée par l'usage de l'absinthe. Par la négligence de leur tenue, les paysannes ne justifient guère la réputation d'élégance de la Française; si dans les villes les jeunes filles sont mieux soignées de leur personne, c'est pour prendre « un cachet demi-mondain. » D'autres descriptions, aussi peu engageantes, sont destinées aux lecteurs instruits qui hésiteraient à confondre la Champagne pouilleuse avec la France tout entière. Bartsch, parcourant les régions minières du Nord, ne se contente pas de souligner l'aspect inesthétique que leur donnent le hérissement des cheminées d'usines et l'accumulation des tas de charbon sur leurs horizons. Logé dans les châteaux des riches industriels du pays, il critique avec la dernière sévérité les installations intérieures, le faux luxe à bon marché, le clinquant prétentieux des ameublemens, l'abus des plaqués et des simili-bronzes, en un mot tous les traits caractéristiques de la camelote allemande et du modern-style de Vienne ou de Munich (1). Marschner, après une visite à Reims, apporte le tribut de son admiration à la beauté imposante de la cathédrale que bombarderont si allégrement ses compagnons d'armes; mais il refuse au reste de la cité le caractère de « grande ville au sens allemand du mot, » parce qu'elle ne compte pas assez de maisons de plus de deux étages (2)! Ce seul détail suffit à mesurer la valeur de ce reproche de « manque de goût » si fréquemment exprimé et si singulier dans la bouche des touristes casqués que l'invasion a amenés sur le sol de notre pays.

Quant à l'armée française, ceux-ci ne la connaissent guère au début que par la vigueur de la résistance qu'elle leur oppose. Partagés entre le désir de lui paraître supérieurs et la crainte de déprécier eux-mêmes leurs succès en la rabaissant trop ouvertement, ils l'attaquent par des moyens détournés, de petites vilenies, des calomnies anonymes. Ils répètent de confiance que les Français ne sont bons que dans la défensive, n'acceptent que le combat à couvert, redoutent particulièrement l'impétuosité des charges à la baïonnette allemandes; ou encore qu'ils ne respectent pas la croix de Genève et qu'on a

(1) Bartsch, pp. 201 et 212.
(2) Marschner, pp. 47 et 212.

vu leurs blessés tirer sur des infirmiers (1). Il suffit, pour montrer l'inanité de ces accusations, de rappeler que ce dernier fait, — tirer sur des infirmiers, — a été dûment constaté, mais à la charge des Allemands et des Allemands eux seuls. Une autre accusation se réfute par son absurdité, bien qu'un général n'ait pas dédaigné de la prendre à son compte : c'est celle qui représente les soldats et même les officiers de l'armée adverse comme portant dans leur sac un costume civil complet, destiné à favoriser leur fuite s'ils étaient serrés de trop près (2).

Une critique plus justifiée peut-être s'attache aux uniformes surannés et voyans qui, au début de la campagne, les désignaient aux coups ennemis : « On a peine, écrit dédaigneusement un soldat, à appeler uniforme ce qu'ils portent ! » — « Comment se peut-il, déclare un autre, qu'à l'heure actuelle un peuple consente à se laisser mener au combat en pantalons rouges ou noirs et en capotes d'un bleu éclatant (3) ? » Enfin l'argument favori de tous ceux qui n'en trouvent pas d'autre contre l'adversaire, c'est la description des convois de prisonniers. Des hommes harassés par le combat, déprimés par la fatigue, souvent démoralisés par la captivité, peuvent facilement laisser une impression défavorable. Il n'est pas nécessaire de forcer beaucoup la note pour les représenter comme un troupeau pitoyable, composé de malingres « insuffisamment nourris » (gros grief !) et parmi lesquels on aurait peine à trouver une de ces figures qui font dire aux Allemands : « Voilà vraiment de beaux types humains ! » Mais ce ne sont là encore que des remarques tout extérieures, plus significatives pour la psychologie de ceux qui les formulent que pour la valeur réelle de ceux qui en sont l'objet.

A l'égard des Anglais, les Allemands se plairaient visiblement à conserver cette attitude d'indifférence dédaigneuse qu'a symbolisée la phrase célèbre de leur Empereur sur la *contemptible army* du général French. L'épreuve était au-dessus de leurs forces et l'impassibilité de commande qu'ils affectaient au

(1) Von Moser, pp. 36, 37; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, p. 117. Thümmler, I, p. 15, II, p. 12, III, p. 20, VI, p. 10, VIII, p. 9, IX, p. 14, XXIV, p. 23.

(2) Von Moser, p. 22. Cf. Kutscher, p. 77, *Unser Vormasch bis zur Marne*, p. 37

(3) Thümmler, VI, pp. 13-14; Wiese, p. 96.

(4) Ganghofer, pp. 69-70; Thümmler, I, pp. 14-15, II, pp. 30-31, et XXIII, p. 12.

début vis-à-vis de leurs frères de race n'a pas tardé à faire place à l'explosion d'un sentiment trop développé en eux pour ne pas se satisfaire à tout prix : c'est une haine aveugle, tenace, portée à un degré de violence où elle devient de la rage, manifestée sans relâche et sans ménagemens depuis les plus bas jusqu'aux plus hauts degrés de l'échelle sociale. Cette animosité furibonde apparaît d'abord dans les expressions, tour à tour ironiques ou brutales, communément employées pour désigner les Anglais : « nos chers cousins, les mercenaires britanniques, ou plus simplement encore « ces canailles (1). » Elle se trahit chez l'Empereur lui-même, si maître de ses sentimens qu'il prétende paraître, par une involontaire altération de la voix toutes les fois que la conversation vient à tomber sur les gens et les choses d'outre-Manche (2). Elle se manifeste dans les lettres du front par des malédictions continuelles et fournit aux auteurs de mémoires l'occasion de tirades laborieuses et bien senties contre la perfide Albion. Ganghofer accouple à ce nom abhorré celui d'Hérode, ce qui est une manière détournée de comparer l'Allemagne à Jésus-Christ (3). Peu accessible d'ordinaire à la compassion envers les ennemis, il éprouve un attendrissement inattendu en présence du cadavre abandonné d'un jeune soldat français, afin d'avoir le droit de s'écrier : « Dormeur silencieux, qui étais-tu? quel était ton nom? Qui te pleure? Quel bonheur t'a été ravi parce que c'était l'avantage de l'Angleterre! Nous autres Allemands, nous t'aurions laissé ta vie, ton nom et ton bonheur! Mais l'Angleterre veut faire de meilleures affaires et augmenter le chiffre de ses dividendes. C'est à elle que tu as été sacrifié (4)! » Gottberg, à son tour, interrompt un récit animé de sa campagne de Belgique pour démontrer, par une docte dissertation en deux points, que les Anglais, dont ses compatriotes acceptent trop facilement la réputation de gentlemen, ne sont pas plus estimables comme individus que comme nation (5).

Pour comprendre la profondeur de ce sentiment, il faut se rappeler que le dépit y a autant de part que l'inimitié et en

(1) Thümmler, XXVI, pp. 14 et 18; Krack, p. 126.
(2) Ganghofer, p. 87.
(3) *Id.*, p. 74.
(4) *Id.*, p. 126.
(5) Gottberg, pp. 90-94.

suivre à travers toute la campagne les principales manifestations. Au début, les troupes qui envahirent la Belgique avaient été tenues, sans doute à dessein, dans une ignorance complète de la déclaration de guerre anglaise, et elles n'en eurent connaissance que lorsqu'elles virent en face d'elles les uniformes khakis (1). Elles éprouvèrent à ce spectacle la déception d'un joueur heureux auquel l'intervention hostile d'un ami supposé enlève à l'improviste sa meilleure carte. Aussi quelles rancunes s'amassent dans leurs cœurs! D'après Kutscher, l'aspect des premiers cadavres anglais épars sur le sol excite parmi ses hommes un accès de « terrible indignation » *(furchtbare Entrüstung)*. Plus tard, quand son régiment croise un convoi de prisonniers, des poings menaçans se dressent dans leur direction, tandis que des exclamations furieuses s'échappent des rangs : « Vous vous battez contre votre propre race (2)! » Les mêmes cris saluent, à la sortie de Maubeuge, le défilé des soldats britanniques de la garnison, « ces infâmes traîtres au germanisme et à la race blanche (3). » L'issue du siège d'Anvers, où l'on espérait les prendre comme dans une souricière, ajoute une nouvelle déception à l'amertume allemande (4), et l'occupation d'Ostende fournit contre eux un nouveau grief, bien caractéristique de l'hypocrisie germanique. Entrés dans cette ville sans combat, les officiers de l'armée d'invasion se répandent dans les grands hôtels de la plage, pour y fêter en toute tranquillité la perspective d'une agréable et paisible villégiature. Le tir bien ajusté des frégates britanniques vient malheureusement interrompre leurs libations et les forcer à une retraite précipitée. Ils en témoignent une indignation presque comique par l'inconscience qu'elle révèle chez eux. Bombarder une ville ouverte, quel scandale! Il faut être Anglais pour se permettre un pareil attentat aux règles les plus sacrées du droit des gens! Personne ne semble se rappeler la violation de la neutralité belge (5).

En attendant le moment de pouvoir châtier les auteurs de ces crimes, il ne reste d'autre ressource que de les maudire, et personne ne s'en fait faute. « Aucun d'entre eux ne serait

(1) Hoecke, pp. 45 et 66.
(2) Kutscher, p. 27.
(3) Krack, p. 61.
(4) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, p. 254.
(5) Gottberg, pp. 107 et 108.

plus en vie, écrit un combattant, si les anathèmes et les malédictions suffisaient pour tuer. » « Aussi longtemps, déclare un autre, qu'un peuple soutiendra la lutte contre ce gouvernement d'ignominie, on me comptera dans ses rangs (1). » D'autres attribuent à ces adversaires détestés toutes les surprises désagréables qui les attendent au cours de la campagne. Sous Verdun, un soldat explique la résistance de la place par la puissance des canons de marine *anglais* dont elle est munie; plus loin, il parle sérieusement du *commodore* qui la défend (2). Tous soupirent après le moment, prochain à leurs yeux, où les « perfides cousins » recevront chez eux le châtiment qu'ils méritent. On lit dans les lettres du front des phrases comme celle-ci : « Bientôt, nous l'espérons, nous allons sur Londres. Ce sera un vrai régal pour nous autres Bavarois (3) ! » Le sévère Kutscher lui-même oublie ses habitudes d'impassibilité pour formuler le même souhait en termes aussi véhémens. Oh! passer la Manche et saisir enfin à la gorge ce peuple de boutiquiers qui depuis des siècles n'a pas vu la fumée d'un camp ennemi, quelle perspective (4)! Ce rêve s'évanouit bientôt dans la fatigante monotonie de la guerre de tranchées, et il ne reste à ceux qui l'avaient caressé que la ressource de répéter sans trêve le fastidieux et stérile *Gott strafe England!* Que Dieu punisse l'Angleterre!

A défaut des soldats, les marins ont aperçu au moins la possibilité de pouvoir atteindre un instant l'adversaire abhorré dans son île. Aussi, comme ils savourent cette passagère satisfaction! Lors du bombardement de Yarmouth (3 novembre 1914), l'ouverture du feu contre une ville ouverte est saluée par une bruyante explosion d'enthousiasme. Du fond de la chambre aux machines, les chauffeurs eux-mêmes poussent de sonores hurrahs et éclatent de rire à chaque détonation nouvelle. Les mêmes scènes se renouvellent, le 16 décembre suivant, à bord des navires dont le feu fait quelques victimes inoffensives à Scarborough et à Hartlepool. Le cœur des marins déborde de joie à l'idée des « énormes dégâts » et du « puissant effet moral » qu'a dû produire l'apparition de leurs vaisseaux sur la

(1) Thümmler, XIII. p. 20 et XXIV, p. 14.
(2) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 290.
(3) Wiese, pp. 42, 195.
(4) Kutscher, pp. 149 et 225.

côte britannique (1). Ces transports d'allégresse devaient rester sans lendemain, par suite de la sévère leçon infligée par la flotte anglaise à ses adversaires. Ils servent du moins à éclairer encore une des faces de la mentalité germanique.

Les différens traits que nous venons de trouver si fortement marqués dans les mémoires militaires allemands s'accordent pour composer un tableau d'ensemble de la guerre actuelle, telle que leurs auteurs ont cherché à nous la représenter. Une nation pacifique, appelée subitement à la défense de ses biens les plus sacrés par une inavouable coalition de jalousies ; un peuple opposant à l'agression dont il est victime un irrésistible élan d'enthousiasme patriotique, une inébranlable confiance dans la justice de sa cause comme dans la valeur de ses soldats ; une armée modèle, unissant à la perfection de l'organisation matérielle le plus haut degré de discipline morale, et représentant l'instrument de guerre le plus parfait qui ait encore paru sur les champs de bataille ; en face d'elle, des adversaires désunis, défians, battus aux premières rencontres, incapables de prolonger longtemps une lutte à laquelle ils sont mal préparés : voilà l'impression que ces témoignages étaient destinés à produire, et qui se dégage d'une première lecture. Doit-elle rester l'impression définitive ? et la majestueuse façade qu'on nous présente ne recouvre-t-elle pas des fissures, des vices de construction et même des symptômes d'affaissement ? C'est aux intéressés eux-mêmes que nous allons le demander.

ALBERT PINGAUD.

(1) Thümmler, XIX, pp. 24-25 et XXII, pp. 4-6.

LA

MUSIQUE ET LES SOLDATS

I

L'ART D'AUTREFOIS ET D'HIER

« Officiers, sous-officiers et soldats, » ceux des armées de terre et de mer, isolés ou réunis, au combat, au repos, en marche, fût-ce à l'exercice ou à la parade, la musique de tous les temps et de tous les pays leur a fait à tous une place. Opéra, opéra-comique, opérette même, symphonie, chanson, romance ou « mélodie, » il n'existe pas un « genre » où des figures et des scènes militaires ne se trouvent représentées par les sons. Individuelles ou collectives, les unes lointaines et déjà passées, d'autres plus proches et comme toutes fraîches, regardons, écoutons aujourd'hui quelques-unes de ces images chantantes. Images militaires encore une fois, ou de militaires, parmi lesquelles nous rencontrerons plus d'un trait, plus d'une silhouette de héros.

***

Ce musée musical aurait sa « galerie des batailles. » On y donnerait la place d'honneur, le grand panneau central, à *la Guerre*, ou *la Bataille de Marignan*, ou *la Bataille française*, ou *la Défaite des Suisses*, du vieil et mystérieux Clément Janequin. D'autres essais, du même genre, avaient précédé cette œuvre maîtresse, et d'autres, au cours du XVIe siècle, l'ont

suivie. Si l'on en croit notre érudit confrère, Michel Brenet, — et comment ne l'en point croire? — la chose n'a rien d'étonnant, pour peu que l'on mesure « la part alors revendiquée par l'élément militaire et chevaleresque dans la vie publique et privée. » A quoi l'historien musical ajoute, ou plutôt ajoutait (en 1911), quelques observations dont le temps présent accroît encore l'intérêt et la justesse. Les récits, les monumens de l'époque « nous offrent de la guerre une image si différente de celle à laquelle nous sommes aujourd'hui accoutumés! Depuis que « les progrès de la science » ont permis d'organiser de monstrueuses tueries, où des armées entières peuvent se détruire sans se voir, en se servant d'engins compliqués et sûrs comme des instrumens de précision, on a peine à se figurer ce qu'étaient les combats d'antrefois... où le son terrible des mines et du canon n'étouffait pas les cris de guerre et les éclats des trompettes. » A ces deux derniers élémens joignons le roulement des tambours, — celui-ci, comme la sonnerie des trompettes, imité par le chant seul, — et nous aurons toute la substance musicale, purement vocale, on le sait, d'une *Bataille de Marignan* et de tant de productions contemporaines et similaires. L'œuvre de Clément Jannequin se composait de motifs très connus, très nombreux, et divers jusqu'à l'incohérence : les uns graves, héroïques, les autres plaisans ou bouffons. Aussi bien, ce mélange réaliste constituait l'esprit même d'un genre alors très à la mode, le « *quolibet.* » Nous ne saurions trop recommander aux amateurs des « batailles en musique » les pages que leur a consacrées Michel Brenet (1). On trouve là maint détail littéraire, musical, voire pittoresque, d'abord sur la *Bataille de Marignan,* puis sur tant d'autres, qui ne furent guère, par la suite, que des imitations ou des répliques d'un modèle demeuré fameux entre tous. Dans le nombre, il y eut même des batailles navales, tout au moins une, la « *Guerre marine,* » dont l'auteur se nommait Desbordes et dont le texte seul nous est parvenu.

Si, depuis le XVIe siècle, le genre ne s'est ni développé ni renouvelé, la cause de sa décadence et de sa stérilité pourrait bien être la transformation, plus haut signalée, des élémens ou des conditions sonores de la guerre. En somme, et malgré

(1) Voyez : *Musique et musiciens de la vieille France;* Félix Alcan, Paris, 1911.

l'appoint et le progrès de la symphonie moderne, la musique de batailles a cessé de rien produire qui compte. La *Bataille de Vittoria*, que Beethoven, on le sait, ne composa point en notre honneur, n'a pas ajouté non plus à sa gloire. En fait de « guerre marine, » on ose à peine rappeler, de loin, certain combat naval qui se livre, ou plutôt se livra naguère, vers le milieu du siècle dernier. à l'Opéra-Comique, entre les deux flottes vénitienne et turque. C'était au second acte d'*Haydée*. De celui-là nous possédons encore les paroles et la musique :

Bravons la mitraille,
Les flots en fureur;
Un jour de bataille
Est jour de bonheur.

Voilà le style des unes, et l'autre est dans le même goût. Sans compter que, sur le pont du navire, au plus fort de la mêlée, au chant de semblables refrains, on voyait un groupe de marins faire une partie de cartes. Évidemment nous ne sommes point ici à Lépante.

Il y a peu d'années, à l'Opéra-Comique également, un jeune musicien de talent, M. Raoul Laparra, a pris beaucoup plus au sérieux des scènes de guerre, de guerre sur terre cette fois, et de la guerre carliste. Le succès du belliqueux ouvrage fut médiocre, et c'est peut-être justement la représentation visible et sonore, — oh! combien sonore! — d'une bataille moderne, qui fit de la *Jota* la sœur moins heureuse de l'émouvante *Habanera*.

En dehors des batailles, la vie militaire, et cette vie collective d'abord, abonde en sujets musicaux, ou « musicables, » et dont la musique souvent s'est inspirée. Qui dénombrera les marches, ou les chœurs de ce genre, et tant de scènes, parfois des œuvres entières, les unes dramatiques, les autres plaisantes, où figurent des soldats.

De grand matin j'ai rencontré le train
De trois grands rois qui allaient en voyage.
. . . .
Venaient d'abord des gardes du corps,
Des gens armés, avec trente petits pages.

Ainsi des soldats accompagnent ou plutôt précèdent les rois, sur les routes de Provence, aux sons de la marche fameuse,

populaire entre toutes, à laquelle le musicien de l'*Arlésienne*, en lui laissant tout son éclat, ajouta je ne sais quelle ombre de mélancolie et de rêve. Par la beauté, par la poésie du thème et de ses variantes, nulle autre ne nous émeut davantage. C'est de celle-là toujours, avec une éternelle tendresse pour la contrée qu'elle évoque, pour le chef-d'œuvre dont elle est l'âme, que nous nous souvenons d'abord. Gardons-nous toutefois d'en oublier quelques-unes, plus récentes, mais également nôtres et plus dignes que jamais de nous être chères : la *Marche héroïque* de M. Saint-Saëns, dédiée à la mémoire d'Henri Regnault, et, du même grand musicien, la petite marche qui termine la *Suite algérienne :* marche non pas de guerre celle-là, plutôt de revue ou de promenade, et qui rythme gaiement, au soleil d'Afrique, le pas relevé de nos troupiers, j'allais dire de nos pioupious français.

Entre tant de marches, et de tous les pays, il y en a pour les jours de bataille; il en est aussi pour les jours de triomphe et les rentrées victorieuses : celle d'*Aida*, par exemple, double et fulgurante sonnerie de trompettes, égyptienne soi-disant, mais en réalité tout italienne, et qui déroule avec ampleur son magnifique cortège sonore.

Une autre, tout autre, se précipite et se rue à l'assaut. Étrangère par le thème, elle est française par la symphonie, par le développement et l'orchestration, plus encore par l'ardeur, la fureur qui l'anime et peu à peu la transforme en véritable, formidable mêlée : vous avez reconnu la Marche hongroise de la *Damnation de Faust*. Oui, par toutes ces beautés qu'elle reçut du génie de Berlioz, aujourd'hui plus que jamais, nous aimons à la sentir nôtre. Et, toujours aujourd'hui, les pages qui la précèdent nous paraissent également, plus belles et nous émeuvent d'une émotion non encore éprouvée. Quel sens nouveau, plus profond, prennent donc, en de si grands jours, les choses vraiment grandes ! La scène est présente à toute mémoire de musicien. « Plaine de Hongrie. Faust seul au lever du soleil. » En de lentes, longues phrases, chargées d'ennui, le vieil et sombre rêveur exhale la plainte de son âme inquiète. Vainement une symphonie complexe et diverse apporte encore à son oreille les échos de la ronde villageoise et, déjà, les appels de la marche guerrière. Les choses maintenant vont changer autour de lui, qui ne changera pas :

« Une autre partie de la plaine. Une armée qui s'avance. » (Ne dirait-on pas des indications à la Shakspeare?)

Mais d'un éclat guerrier les campagnes se parent.
Ah! les fils du Danube au combat se préparent.
Avec quel air fier et joyeux
Ils portent leur armure! Et quel feu dans leurs yeux!
Tout cœur frémit à leur chant de victoire.
Le mien seul reste froid, insensible à la gloire.

Rappelez-vous ce récit grandiose, héroïque d'abord, puis désolé, l'élan des premières paroles, l'accablement des dernières et leur chute, si morne, dans le silence d'un orchestre qui tout à l'heure soutenait le discours lyrique et maintenant l'abandonne et le trahit. Que de sentimens divers, mais analogues et qui se touchent, qui se mêlent, le souvenir seul de la musique n'a-t-il pas le pouvoir d'éveiller! Un jour de ce printemps, non pas dans la plaine, mais au carrefour d'une forêt, des soldats aussi, devant nous, vinrent à passer : des fils, non du Danube, mais de nos fleuves de France. *Avec quel air fier et joyeux* ils portaient, non pas *leur armure*, mais leur tunique couleur du ciel! En les voyant si jeunes, et si braves, et si beaux, le promeneur à cheveux blancs éprouva quelque chose de la tristesse, des regrets, dont le cœur du vieux Faust est rempli. Mais son cœur à lui, bien loin de rester *froid, insensible à la gloire*, battait de la douleur de ne pouvoir plus y prétendre, y marcher, y courir avec eux.

Sur d'autres pages de la *Damnation de Faust*, une couleur et vraiment une poésie militaire est répandue. Quand s'éteignent les dernières notes de l'air de Marguerite : « *Il ne vient pas!* » quelle expression redoublée de détresse et de délaissement y ajoute l'écho de « la retraite, » sous les fenêtres de la délaissée! Ailleurs, par les rues de la ville, des soldats passent encore, et, cette fois, en chantant. Il y a, dans notre musique française que le *Faust* de Gœthe inspira, deux chœurs de soldats également célèbres, mais très différens et fort inégaux : celui de Berlioz et celui de Gounod. Le second n'est qu'un accessoire, un hors-d'œuvre plaqué. Il fallait faire revenir Valentin (« *Mon frère est soldat* »), ne fût-ce que pour maudire sa sœur. Alors on l'a fait revenir avec les camarades. Excellente occasion de « construire » un « ensemble : » marche d'abord, chœur ensuite,

puis l'un et l'autre à la fois. Mais tous les deux sont peu de chose : aucun intérêt dramatique; valeur musicale médiocre; style d'orphéon; vague analogie thématique, — juste assez pour qu'on mesure la distance, ou l'abîme, — avec le début de la *Marseillaise*. Au contraire, le chœur soldatesque de Berlioz, alternant avec le chœur des étudians et s'y mêlant ensuite, participe de l'action et n'en saurait être détaché. Bien plus, il l'environne, l'enveloppe. Autour d'elle il pose en quelque sorte le décor et crée l'atmosphère. Il respire, il répand la vérité et la vie. « Soldatesque, » disions-nous. Oui, tel est bien le caractère de cette musique. Plus que jamais nous le sentons aujourd'hui. Volontairement, afin de ressembler davantage au modèle, elle affecte quelque chose de rude et de grossier. La dureté du rythme, les accords assénés, les notes épaisses du basson qui chemine, tout, jusqu'au motif même de cette chanson de soudards, tout figure et dénonce la marche, ou la démarche allemande, ce pas lourd et brutal qui retentit et pèse encore, hélas! sur le sol de notre patrie.

Nos soldats n'ont pas de ces allures. Dans leurs emportemens, fût-ce dans leurs excès, ils conservent une certaine tenue, ou retenue, et des manières bon enfant. Il y aurait une étude à faire, légère il est vrai, mais plaisante, sur la théorie, voire sur la pratique de la guerre selon l'idéal et les traditions de l'opéra-comique français. *La Fille du Régiment*, *le Chalet*, fourniraient les exemples ou les types du genre et, comme dit Molière, du « caractère enjoué. » Rien d'innocent, d'anodin comme une action militaire, telle que librettiste et musicien de *la Fille du Régiment* la concevaient et la réalisaient en 1840 : « Au lever du rideau, des Tyroliens sont en observation sur la montagne du fond. » (Quelle ingénuité jusque dans la mise en scène!) « Un groupe de femmes est agenouillé devant une madone de pierre. La marquise de Berkenfield, assise dans un coin, se trouve mal de frayeur, soutenue par Hortensius, son intendant, qui lui fait respirer des sels. On entend le canon dans le lointain. » On l'entend aussi à l'orchestre : un peu, pas beaucoup, et pas longtemps. Tout de suite un paysan accourt, porteur de ce « communiqué » réconfortant : « Les Français quittent la montagne. Nous sommes sauvés, mes amis. » Encore une fois cette représentation poético-musicale de la guerre est d'une bonhomie et d'une vivacité charmantes. Rien n'y traîne; rien

non plus ne s'y prend au tragique, ou seulement au sérieux. La noble voyageuse autrichienne exprime pourtant, à notre endroit, certaines craintes personnelles, mais imaginaires :

Les Français, chacun me l'assure,
Sont une troupe de brigands.
Pour peu qu'on ait de la figure,
Ils deviennent entreprenans.
Aussi je frémis quand j'y pense ;
Mon sort, je le connais trop bien !
La beauté, les mœurs, l'innocence,
Ces gens-là ne respectent rien.

Elle nous calomnie, la marquise, au moins en paroles. Et la musique le sait bien. Elle proteste, la musique, elle nous justifie. Elle n'est pas dupe, elle l'est encore moins que la « poésie, » qui déjà ne l'est guère. Au surplus, le brave sergent Sulpice achève de rassurer les populations : « Fais-moi le plaisir de dire à tous ces trembleurs-là qu'ils peuvent montrer leurs oreilles. Nous venons mettre la paix partout... protéger les hommes quand ils vont au pas et les femmes quand elles sont jolies. » Et voilà dans quels termes, en 1840, l'opéra-comique rendait hommage à l'idéal des guerres de l'Empire, messagères et dispensatrices, par toute l'Europe, de l'ordre et de la tranquillité.

Autre tableau d'invasion, voire de réquisition, toujours sans violence. L'action du *Chalet* ne se passe pas, comme celle de *la Fille du Régiment*, dans le Tyrol, mais en Suisse. Max et ses camarades sont des soldats suisses, mercenaires autrichiens, qui rentrent dans leurs foyers. Mais en musique, ou par la musique, ce sont bien des Français. Petite, oh ! très petite musique que celle-là, démodée et falote, parfois risible, mais parfois rieuse et spirituelle aussi. Le duo du *Chalet*, le « grand duo, » comme on l'appelait sur les programmes, entre Max le batailleur et le peureux Daniel, des artistes de l'Opéra-Comique, et qui se nommaient, s'il vous plaît, Capoul et Gailhard, venaient nous chanter cela aux concerts de Louis-le-Grand, « du temps que j'étais écolier. » Et cela nous donnait une fière idée des militaires et de leur supériorité sur les civils. Alors aussi les fameux couplets, fameux autrefois : « *Dans le service de l'Autriche, Le militaire n'est pas riche,* » et leur refrain, plus populaire encore : « *Vive le vin, l'amour et le tabac !* » nous paraissaient résumer, sur le mode lyrique, le caractère,

ou l'*ethos* (en ce temps-là nous faisions du grec), de la carrière des armes. Telle était en tout cas l'ordinaire expression et comme la formule obligée du genre militaire à l'Opéra-Comique. Au « Grand Opéra, » dans *Robert le Diable*, on disait, ou plutôt l'on chantait : « *Le vin, le jeu, le vin, le jeu, les belles.* » Le fond était pareil; la forme seule, ainsi qu'il convient à l'Académie de musique, un peu plus relevée.

Dans le même esprit, et le même style, — plutôt moyen, — faut-il aller jusqu'aux scènes de pillage, d'orgie? Le *Chalet* encore va nous en offrir comme exemple un chœur de soldats, paraphrase ou mise en scène (le tabac seul excepté) du refrain cité plus haut.

Du vin, du vin, du rhum et du rac,
Ça fait du bien à l'estomac.

(Observez dans le livret de Scribe la fréquence des rimes en *ac.*) Voilà pour la boisson. Et voici pour la mangeaille et les autres excès :

Nous voulons à dîner. Ainsi, belle aux yeux doux,
Il faut, à nous aider, que votre talent brille.
— Mais, messieurs, de quel droit?
— Elle est vraiment gentille.
J'aime ses traits charmans par la crainte altérés.

Nous sommes loin, n'est-il pas vrai, des atrocités allemandes. Aussi bien, gardons-nous d'oublier que la pièce, ou l'intrigue, du *Chalet*, comme celle du *Déserteur* (autre opéra-comique militaire, plus ancien et plus distingué), — ne consiste que dans une plaisanterie. La musique d'Adam, — ne lui disputons pas ce mérite, — le sait et constamment nous le fait savoir. Si menue qu'elle soit, et si facile, trop facile, elle n'est pas sotte, et surtout, ainsi que tout à l'heure celle de Donizetti, elle n'est pas dupe. Comme les paroles, peut-être des paroles mêmes, elle se moque et rit; elle aussi, elle plaisante. A la relire, on se souvient de ce que Voltaire écrivait un jour à Mme du Deffand : « Il faut avouer que le ton de la plaisanterie est, de toutes les clefs de la musique française, celle qui se chante le plus aisément. » On pourrait ajouter, non sans regrets, que la musique française, depuis trop longtemps, semble avoir perdu l'usage de cette clef-là.

Il en est de plus graves, que notre musique militaire, ou de

militaires, a su chanter également. Aux soldats du *Chalet* ou de *la Fille du Régiment*, je préfère ceux du *Pré aux Clercs*, sérieux, et même tragiques. L'élégante et chevaleresque partition d'Hérold est toute bruissante, par endroits, d'un cliquetis d'épées. Le chœur soldatesque du premier acte est beau de rudesse, d'insolence et de colère. Mais celui des archers, au dernier acte, est d'une plus sombre beauté. A ce degré de puissance, le génie, — en vérité le mot n'est pas trop fort ici, — le génie de l'opéra-comique français n'avait pas encore atteint. Il est sinistre, ce chœur, espèce de ronde farouche, cynique, à deux pas de la rencontre furieuse, et qui sera mortelle, de Comminge avec Mergy. Entre les couplets, sur un mode lugubre, l'exempt et les archers, qui de loin surveillent le combat, échangent de funèbres mots d'ordre. De mesure en mesure, presque de note en note, plus d'inquiétude et d'effroi se répand. Rythmes et valeurs pointées, frêle et tremblant motif, phrases étouffées et craintives, déclamation morne, à mi-voix, dernière reprise du chœur à voix plus basse encore; enfin, pour conclure, la fameuse ritournelle escortant au fil de l'eau la barque funéraire (« *cosi sen vanno su per l'onda bruna* »), tout fait de cet épisode lyrique un des plus émouvans entre ceux où des soldats figurent, où passent l'ombre et l'horreur de la mort.

Souhaitez-vous d'autres scènes, militaires toujours, mais plus vivantes? Relisez le second acte de *l'Étoile du Nord*. La vie d'un camp y est représentée. Ce camp fut prussien avant d'être russe. *Le Camp de Silésie*, tel était le titre de l'ouvrage composé par Meyerbeer, en 1844, pour Berlin, et qui plus tard, retouché, transformé, devint, à Paris, *l'Étoile du Nord*. Ouvrage patriotique à l'origine, en l'honneur de Frédéric II, lequel, il est vrai, « n'y paraissait point aux yeux, mais seulement aux oreilles, par un air de flûte joué dans la coulisse (1). » En revanche, on pouvait contempler sur le théâtre, en leurs uniformes variés, les divers régimens de la guerre de Sept Ans. D'où la prédilection des critiques d'outre-Rhin, tels que feu Hanslick, de Vienne, pour « le seul ouvrage véritablement allemand du maître prussien. A nulle autre composition de Meyerbeer la nation allemande ne se trouva plus directement

(1) Blaze de Bury : *Meyerbeer et son temps*.

intéressée. » Aussi ne manqua-t-elle pas de faire un crime, — et de lèse-patrie, — au musicien, d'avoir mis en morceaux, pour plaire aux Parisiens, son œuvre la plus nationale. « *L'Étoile du Nord* est un enfant qui coûta la vie à sa mère. » (Hanslick.)

La vie dont l'œuvre même est animée, au second acte (l'acte militaire), est plus extérieure que profonde. Elle a quelque chose aussi de factice et de mécanique. Elle s'exprime en une série d'épisodes où se sentent moins le naturel et l'inspiration, que l'artifice, la recherche et l'effort. La cavalerie, l'infanterie, chacune des deux armes célèbre à son tour son mérite respectif, en des chansons où l'ineptie des paroles n'est pas rachetée par une musique à peine plus spirituelle, pesante, et qu'alourdissent encore les *rrrr*, les *trrrr* et autres insipides onomatopées. Il y a plus d'agrément et d'ingéniosité dans les couplets alternés, en forme d'assaut, des deux vivandières. Aussi bien, « le vin » et « les belles, » la scène d'ivresse et la scène d'amour, également obligatoires, ne manquent pas à cette succession classique de tableaux militaires. Le meilleur est le dernier, qui représente les soldats russes, mutinés un instant, mais bientôt soumis par le Tsar, apparu et reconnu soudain. Complexe, ou composite, formé de plusieurs thèmes qui d'abord se succèdent, pour s'étager ensuite et se fondre, le finale du second acte de *l'Étoile du Nord* est l'un des exemplaires mémorables de ces architectures, ou peut-être seulement de ces échafaudages sonores, que Meyerbeer excellait à construire et à colorier. Il se peut que la grandeur en soit plus apparente que réelle ; de tels moyens et de semblables effets n'en possèdent pas moins une incontestable grandeur. Quant à la transposition, ou à la naturalisation du sujet, si les Allemands s'en offensèrent autrefois, ce serait plutôt aux Russes aujourd'hui de s'en plaindre, et à nous-mêmes, avec eux et pour eux. Nous ne saurions plus voir, sur la scène française, nos alliés défiler aux sons de la fameuse marche de Dessau, cette marche, dit Hanslick, « dont la mélodie et la signification est familière au moindre gamin allemand. » Un de ces gamins-là, qui s'appelait Henri Heine, la comprit jadis à sa manière. Certain Français, le tambour Legrand, lui en avait appris le rythme et le sens. « J'ignorais le mot *sottise*. Il jouait la marche de Dessau et je comprenais. » Cela, nous le comprenons aussi bien qu'Henri Heine. Mais nous savons, hélas !

encore mieux que lui, qu'une marche militaire allemande a de bien autres et plus abominables significations.

Il y a, dans l'œuvre de Meyerbeer toujours, une scène de soldats, antérieure et supérieure, — de très haut, — à celle-là : c'est le finale du troisième acte du *Prophète*. Même situation (une sédition militaire maîtrisée par un chef), mais non pas du tout même musique. Le passage est parmi les plus nobles et les plus purs de l'opéra meyerbeerien, parmi ceux qu'il faut sauver de l'oubli, que dis-je, du mépris auquel certains prétendent aujourd'hui condamner tout le répertoire du puissant dramaturge lyrique. Le chœur même de la révolte est très bref, ne consistant guère que dans un mouvement, une poussée brutale, arrêtée aussitôt. La réponse, au contraire, est une longue, magnifique harangue, et d'un grand capitaine. Un *Conciones* lyrique ne saurait en offrir de plus éloquente. Admirable de composition et de développement, elle l'est aussi de variété. Elle commence dans la forme du récitatif : d'un récitatif oratoire et mélodique, je veux dire qui parle et qui chante à la fois, dont les notes s'appliquent, adhèrent aux paroles, en renforcent, en centuplent l'expression, en avivent toutes les couleurs et lés moindres nuances même. Il en est, de ces notes, de ces phrases, d'irritées et d'ironiques; les unes menacent, réprouvent et maudissent; d'autres tombent et pèsent lourdement sur les coupables, comme pour les écraser; mais d'autres les relèvent repentans, les exaltent et les enflamment. Ensuite éclate un éblouissant dialogue entre les clairons de l'armée assiégeante et ceux de la ville de Münster assiégée. Par-dessus, et très haut, plane l'exhortation, la proclamation, déjà presque victorieuse, avec, et justement sur ce mot : « *la victoire*, » une modulation qui découvre, d'un seul coup, tout un nouvel ordre, tout un nouveau monde sonore. L'apostrophe enfin se change en un hymne guerrier et religieux, où se reconnaît, transfiguré, le thème liturgique du *Stabat*. Là, tout est magnifique : non seulement les strophes, mais les antistrophes, et les « passages, » ou les « rentrées, » qui les relient : vocalises éperdues et comme ivres d'une joie héroïque et sacrée; thèmes qui tressaillent et bondissent d'allégresse, pareils aux montagnes dont parle la Bible; enfin, çà et là, sur les lèvres inspirées du Prophète, on dirait presque du Psalmiste, dans sa voix et, pourvu que l'interprète, — un Jean

de Reszké naguère, — soit digne du rôle, dans son regard et dans son geste même, la douceur et la modestie d'un jeune lévite. Quel chef! Et quels soldats! Quel ordre du jour! Quelle offensive! La musique jamais n'en « déclencha » de plus foudroyante. Et, pour allemand, voire prussien, que fût le musicien de cette musique-là, ne l'oublions pas, c'est chez nous, pour nous et selon nous qu'elle a été composée. Française par la volonté du maître, par son génie, qu'un Meyerbeer, après et comme un Gluck, avait librement fait nôtre, nous n'avons point à l'envier, moins encore à la détester et à la proscrire aujourd'hui.

Parmi les choses de la guerre, la musique n'a rien omis, rien ignoré. Sensible au mouvement et à l'action, des sujets ou des scènes plus calmes ne la laissent point indifférente : elle a su traduire aussi la poésie du repos et la sérénité du sommeil. Deux tableaux de ce genre, l'un déjà ancien, l'autre d'hier, nous reviennent en mémoire. Le premier est de Massenet et se trouve dans *le Cid*. L'opéra ne renferme pas une inspiration plus pure. Sans être de Corneille, la pensée, le sentiment ici n'est pas indigne de lui. Héroïque avec moins de puissance que de tendresse et de pitié, Rodrigue pourtant s'exprime en héros. Sous sa tente, il veille seul et seul il prie, le jeune capitaine, pour ses soldats endormis, pour ceux qui demain vont combattre et mourir.

Que l'ange du sommeil effleure de son aile
Les fronts déjà promis à l'ange de la mort.

Ils ne sont pas mal, ces deux vers, et la musique en est tout à fait belle de mystère, de sollicitude et de mélancolie. Belle aussi l'oraison qui suit. Fervente et grave, elle se développe avec ampleur, pour se couronner par un élan pathétique, par un « acte, » — au sens religieux du mot, — enthousiaste et brûlant, de foi, d'espérance et d'amour. Une veillée des armes, et d'un chef, et consacrée à la prière, est-il une scène mieux faite pour nous toucher aujourd'hui! En vérité cette page musicale vient, ou revient, à son heure. Elle reçoit des jours présens une vertu nouvelle et, pour le musicien de France qui nous la donna jadis, elle demande aux Français une pensée d'admiration et de reconnaissance.

Autre veillée militaire :

Tandis que j'attends l'ennemi,
Les yeux fixés vers la brume lointaine,
Moi, le chef, j'écoute l'haleine
Des jeunes soldats endormis.
Ils dorment, leur âme légère
Chasse l'image des combats.
Ils sourient, ils ne pensent pas
A leur sublime misère.
Ils rêvent doucement aux choses de la vie,
A la femme, à l'enfant, à la moisson bénie...

Nous empruntons ces vers à certains *Chants de guerre*, dont M. Pierre Lasserre, le philosophe, le critique et l'historien que vous connaissez d'ailleurs, est tout ensemble le poète et le musicien. Pour la seconde fois (1), nous recommandons ce recueil à nos lecteurs. Ils y trouveront les accens les plus variés et les plus justes : rien de banal, encore moins de vulgaire; la gravité, la force et l'enthousiasme en certaines odes; ailleurs, comme en cette élégie militaire, si les deux mots se peuvent associer, une mâle, noble et fraternelle tendresse. Enfin, récente et comme encore chaude de la présente guerre, toute proche du sujet ou du modèle, cette musique en porte la ressemblance, en reflète la flamme. Elle a sur nous une prise immédiate et profonde. Musique de soldats, elle ne l'est point de soldats imaginaires et lointains, mais des nôtres, de ceux-là mêmes qui tous les jours, à tout moment, combattent, souffrent et meurent pour nous.

*
* *

Dans le musée, ou, plus modestement, la galerie militaire et musicale que nous parcourons ensemble, les portraits, comme les tableaux, abondent. Parmi ces figures isolées, il y en a de tous les temps, de tous les grades, de tous les genres, y compris, nous le verrons, le genre féminin.

Saluons, ainsi qu'il convient, les officiers d'abord, et, le premier, le plus populaire, le sous-lieutenant de *la Dame Blanche*. N'en déplaise à nos pédans, c'est un chef-d'œuvre dans un chef-d'œuvre, que le rôle de George Brown dans le ravissant opéra-comique de Boieldieu. « *Chez vous, mes bons amis, ne puis-je pas loger?... J'ai servi depuis mon enfance et je suis*

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1915.

officier du Roi. » Rien que ces premières, toutes premières touches, suffisent pour donner, avec une gaieté juvénile et brillante, une ombre de poésie, presque de mystère, à cette figure de soldat : soldat de fortune qui s'ignore lui-même à demi, ne sachant rien de ses origines et de son lointain passé. Tout dans la peinture musicale du personnage, est délicatesse et distinction. Si « le vin » et « les belles, » « l'amour et le combat » demeurent ici les élémens essentiels et comme spécifiques du genre, sur aucun de ces traits la musique n'appuie; loin de les abaisser ou de les grossir, elle les affine et les relève, les sauvant avec soin de toute apparence, de tout soupçon de trivialité. « *Vous me verrez le verre en main,* » chante George Brown en s'asseyant à table. Et jamais on ne vit officier d'opéra-comique boire avec plus d'élégance, aux sons d'une musique plus claire, plus vive, plus spirituelle, plus française en un mot, « *à l'amour, à la gloire, ainsi qu'à la beauté.* » Non pas que les paroles du toast accoutumé soient ici plus relevées que dans *le Chalet :* le même Scribe en est l'auteur. Mais il s'en faut que le musicien soit le même. Musicien, non d'amour, plutôt de galanterie, Boieldieu sait l'être avec bien de la grâce, témoin le duo de George et de l'accorte fermière, le duo « de la peur, » où ce mot, le plus étranger qui soit aux militaires, prend et reprend sans cesse les intonations variées et toujours légères que peuvent lui donner, légères elles-mêmes, l'ironie et la sensibilité.

Resterait à parler de l'air fameux : « *Ah! quel plaisir d'être soldat!* » Et pourquoi n'en parlerait-on point, de ce vieil air, si jeune toujours? Air d'officier, ou de l'officier par excellence, air professionnel, air-programme, il « embrasse, » comme on dit, — quand on dit mal, — toute la « carrière » des armes. Il ne nous en présente que d'agréables d'images et, si l'on veut, l'illusion, mais charmante, ou, comme on dit encore, le mensonge joyeux. La guerre qu'il célèbre n'a rien de commun avec celle que maudissait le poète antique *(horrida bella),* ou celle qu'a chantée, — sur quel autre mode! — le grand musicien réaliste Moussorgsky. « *Ah! quel plaisir d'être soldat!* » Cela ne ressemble pas davantage, malgré ce début, ou ce « départ enlevant, » à l'*ictus* initial de *la Marseillaise.* Cela n'est pas héroïque, à peine belliqueux. Mais, tout de même, comme c'est militaire! Vous savez le mot qui revient constamment dans les

citations à l'ordre du jour : « Officier plein d'*allant*. » Voilà justement, et tout de suite, l'allure du morceau. « *Quel aimable caractère!* » dira du gentil sous-lieutenant la non moins gentille fermière. On le dirait tout aussi bien de cette musique même. Aux braves gens qui l'écoutent, elle ne vient pas parler de tueries et de massacres. La guerre qu'elle leur raconte est pour les amuser plus que pour les émouvoir. On en revient, on en « réchappe » toujours, de cette guerre-là. Pas question de blessures, encore moins de mort. Sans doute,

Il court dans les champs de Bellone
En riant exposer ses jours,

mais aussitôt :

Écoutez ces chants de victoire :
De la gaîté c'est le signal.
Amis, buvons à notre gloire,
Buvons à notre général.

Au mot : *victoire*, un modeste *tutti* prête son éclat innocent, et le toast au général est souligné par cette indication touchante : « *doux, avec âme,* » en signe d'affectueux, de presque tendre respect.

Cependant le refrain vient et revient sans cesse : « *Ah! quel plaisir! Ah! quel plaisir d'être soldat!* » Oui, *plaisir* encore une fois, dix fois, et pas autre chose. La musique, ainsi que les paroles, n'en dit, n'en veut pas dire plus. Et cela en 1825, dix ans, pas davantage, après la fin de l'épopée. De quelle épopée! Et quelle fin!

Les épisodes continuent de se succéder. Pas un ne manque au tableau. C'est « la Guerre et la Paix, » comme dans Tolstoï. Paix achetée à bon compte, et dont une musique plus que jamais aimable, paisible déjà sans doute, mais encore militaire, décrit les honorables suites :

Quand la paix, prix de son courage,
Le ramène dans son village,
Pour lui quel spectacle nouveau !
C'est un père, un ami, qui le presse et l'embrasse,
Chacun se dit : « C'est lui! C'est l'honneur du hameau! »
Le vieillard même, quand il passe,
Porte la main à son chapeau.

Une autre musique sans doute (et sur une autre poésie) figurera

demain le salut de nos vétérans à nos jeunes vainqueurs, et l'étreinte des amis, des parens, et, qui sait! peut-être l'infidélité de quelques amantes. Boieldieu n'a pas négligé même ce dernier trait; mais il l'a noté, ou plutôt jeté, celui-là aussi, à la légère et gaiement, comme si, d'être un soldat oublié par son amoureuse, cela ne pouvait en somme gâter le plaisir français par excellence, plaisir que la musique française ne chanta jamais avec plus de vivacité, d'esprit et de bonne humeur: le « *plaisir d'être soldat.* »

L'officier de marine n'eut pas d'abord à se louer de la musique autant que l'officier de terre. Sans parler ou reparler d'*Haydée*, s'il y a des choses agréables, spirituelles ou sentimentales, dans *l'Éclair*, d'Halévy, ce ne sont pas les choses militaires. Imité de l'air du sous-lieutenant d'infanterie George Brown, l'air du lieutenant de vaisseau Lionel en reproduit seulement la formule, ou la lettre, dans un style dont l'emphase n'a d'égale que la platitude et la vulgarité.

L'acte naval, ou marin, de *l'Africaine*, en est aussi le plus médiocre. Image de la vie à bord et, s'il vous plaît, à bord d'un navire amiral, il en est une image dépourvue de caractère et de poésie. Le plus meyerbeerien des critiques de Meyerbeer assure, il est vrai, qu'au début de cet acte, avant que le rideau ne se lève, « l'Océan, de loin, s'annonce au voyageur. Vous ne l'apercevez pas encore, que déjà l'air salé, certaines rumeurs vagues, trahissent son approche. » Cela nous paraît seulement dénoter une rare autant qu'enviable finesse de l'ouïe, du goût et de l'odorat, chez Blaze de Bury, notre prédécesseur.

Une œuvre moindre que *l'Africaine*, et de beaucoup plus récente, *Madame Chrysanthème*, de M. Messager, nous donnerait peut-être des sensations analogues, et d'autres encore. Le navire où se passe la première scène n'a rien de commun avec celui d'*Haydée* ou celui de *l'Africaine*. Il porte, au lieu d'un amiral vénitien ou portugais, un officier de notre marine, très vivant aujourd'hui, que dis-je! immortel, et qui garde ici, même en musique, la moitié de son pseudonyme glorieux. A côté de Pierre, sur la passerelle, Yves, son frère, est debout. Nous les connaissons l'un et l'autre, et les reconnaissons. Ils n'ont rien d'imaginaire, ils sont bien de notre temps et de notre pays. Ils parlent de la Bretagne qu'ils viennent de quitter et de l'Orient vers lequel ils voguent. A la vérité de leurs propos, à

celle de leur personnage et de leur « tenue » même, la musique ajoute son prestige et sa puissance de poésie. Elle mêle à des signaux, à des commandemens, à des manœuvres de bord, à des appels de clairon, des impressions marines. Par un thème qui se meut et semble avancer, elle imite la marche du navire; par des accords longuement tenus, par des plans harmoniques tout unis, et qui s'étendent au loin, elle exprime le calme des flots et la sérénité de la nuit. Un gabier chante parmi les vergues, et le jeune matelot de *Tristan* ne chante pas une plus douce, une plus mélancolique chanson. Cependant, l'âme de Pierre et celle de son compagnon se partagent entre les contrées dont ils rêvent et la patrie qu'ils ont abandonnée. Pierre évoque le Japon et le décrit d'avance, d'une voix légère, sur des rythmes alertes, sautillans et menus, auxquels succède bientôt, pour un moment, une plus chaude et déjà presque amoureuse cantilène. Mais voici bien une autre antithèse, autrement pathétique et presque poignante. Soudain le souvenir du pays, du ciel et de la terre natale, ressaisit Pierre et, comme disent les bonnes gens, lui « retourne le cœur. » En musique, par la musique, ce brusque retournement est d'un beau lyrisme et d'une irrésistible puissance.

Parlant un jour de l'exotisme, Jules Lemaître en a dit excellemment : « Tandis que nous imaginons de nouveaux aspects de l'univers, il arrive qu'une fois bien entrés dans ces visions, nous y sommes mal à l'aise et vaguement angoissés; nous y sentons le regret nostalgique des visions connues, familières, et que l'accoutumance nous a rendues rassurantes. » Dans la sensibilité, dans le génie d'un Loti, ce contraste ou ce conflit est évidemment pour quelque chose. Tous les marins doivent en connaître par expérience la joie et le tourment. Et d'en avoir su rendre, avec tant de force, tant de vérité, les deux élémens et la rencontre de l'un et de l'autre, voilà ce qui donne à la musique de M. Messager son caractère et son prix.

Après les officiers, les soldats, et même, premièrement, par galanterie, quelques jeunes guerrières. La plus célèbre des nôtres, — jadis, — était Marie, « la fille du régiment. » Ne l'oublions pas tout à fait. « *Il est là, le voilà, morbleu, le beau vingt-et-unième!* » — « *Au bruit de la guerre,* » — et puis, et surtout, en dépit d'une fâcheuse prosodie, le fameux : « *Salut à la France!* » autant de couplets dignes de rester populaires.

Oui, des couplets tout au plus, et parfois moins encore : des refrains, des traits vifs et courts, à peine des phrases; comme qui dirait, en musique même, des « mots de soldat, » mais qui portent juste et frappent fort.

Pourtant il y a mieux, dans « l'annuaire » féminin, que l'aimable petite grognarde de Donizetti. Je ne songe point ici à la grosse Marion, cette autre brave fille, « la vivandière » de Benjamin Godard, mais à la délicieuse *Clärchen*, de Gœthe et Beethoven : héroïne d'amour, et qui souhaite si crânement de l'être de guerre, aux côtés de son héros bien-aimé. Deux strophes, un *lied* en deux couplets, c'est assez pour chanter sa vaillance. Un autre, tout à l'heure, suffisait à sa mélancolie, et plus tard il ne faudra pas cinquante mesures pour accompagner, pour honorer sa mort. Peu de sons, mais que de musique, et laquelle! Quel mélange, grâce aux deux modes, mineur et majeur alternés, du rêve et de l'action, du désir et de la volonté! Quelle hardiesse, avec quelle élégance, en cette figure, féminine sans recherche et militaire sans trivialité, sœur moins farouche, mais aussi fière et plus fine, des amazones antiques et des wagnériennes walkyries. Sans compter qu'aujourd'hui nous lui trouvons, à l'humble héroïne, des raisons, hier imprévues, de nous charmer et de nous émouvoir. Elle en évoque une autre, de son pays, plus pure encore, plus noble, et puis, et surtout, véritable et vivante. Désormais, au-dessus de la petite bourgeoise de Flandre et par elle, c'est vers la jeune, l'héroïque reine, compagne également d'un héros, et sa compagne de guerre, que s'élève l'hommage de notre admiration et de notre respect.

« *Ah! que j'aime les militaires!* » Ce fameux refrain d'une de nos opérettes, notre opéra-comique pourrait le faire sien. Des militaires, voilà presque tout le personnel masculin du vieil et délicieux chef-d'œuvre de Sedaine et Monsigny, *le Déserteur :* Alexis, « soldat de milice, » Montauciel, dragon, et Courchemin, brigadier de maréchaussée. Courchemin n'a qu'un air à chanter, le dernier, qui raconte le dénouement et la grâce du coupable, accordée, comme on eût dit alors, par la clémence royale à la beauté suppliante. « *Le Roi passait et les tambours battaient aux champs.* » C'est un brillant tableau, non sans grandeur même, de revue ou de parade, avec, au centre, un épisode aimable et plein de sensibilité. Sensible, spirituelle éga-

lement, telle est la partition du *Déserteur* et cette partition tout entière. Le type de Montauciel est peut-être la plus jolie silhouette de soldat qu'ait jamais esquissée notre musique de demi-caractère. Peu de traits y suffisent, mais si fins : un air et une chanson. Air à boire, ou plutôt après boire, d'un genre difficile à traiter. « Montauciel, un peu pris de vin, » dit le livret. Avec une discrétion, une distinction rare, la musique n'en dit pas davantage. Elle fait, non pas tituber, mais hésiter le chant. Elle avive le rythme d'une pointe d'ivresse, et par momens elle semble griser de vocalises légères la mélodie elle-même. Le dialogue, si plaisamment lyrique, du dragon Montauciel et de Bertrand le villageois, est encore une de ces rencontres d'opéra-comique où l'avantage reste au militaire. Jamais deux chansons plus diverses ne se sont mieux opposées d'abord, ensuite mieux combinées et fondues : celle du paysan, gauche et niaise ; puis, pour la relever et la dégourdir, celle du soldat, pimpante, et fringante, et galante, le tout avec un soupçon de poésie, mais de celle-là dont parle si bien Henri Heine, justement à propos du *Déserteur :* une poésie spirituelle, bien française, sans *morbidezza,* « une poésie jouissant d'une bonne santé. »

Cette poésie, et cet esprit surtout, avec moins de simplicité, plus de montant et de gaillardise, abonde, plus près de nous aussi, dans la *Manon* de Massenet. (Voir, au dernier acte, la chanson de route des archers et tout le personnage de Lescaut). Elle est enlevée avec une verve, — les peintres diraient avec un « chic » étonnant, — cette militaire ou plutôt soldatesque figure. Brillante, légère, elle ne manque pour cela ni de solidité, ni de « dessous. » Très libre, débraillée à souhait, cynique même avec élégance, pas une fois le caractère ou le style ne lui fait défaut. Elle est modelée par le rythme, par la mélodie, par l'accent et la déclamation, par les sonorités, qui créent derrière elle un fond, une atmosphère autour d'elle. Dans ce genre, ou dans cette couleur, c'est une espèce de petit chef-d'œuvre que le tableau de l'hôtel de Transylvanie. Le digne frère de Manon est là dans son monde, à sa place et chez lui. Un refrain goguenard à la bouche, se démenant au milieu de thèmes équivoques, parmi les timbres douteux d'un orchestre tantôt étincelant, tantôt sombre et presque sinistre, il apparaît vraiment ici, le sergent aux gardes françaises, comme le maître

de l'heure et du lieu, de l'heure trouble et du mauvais lieu.

Dans *Manon* toujours (dernières scènes), autre croquis militaire : sur la route du Havre, et, pour Manon, de l'exil, les soldats qui conduisent les prisonnières cheminent en chantant. Entre leurs propres voix et l'orchestre, leur chanson se partage. L'orchestre lui-même tantôt la répète et la prolonge en écho, tantôt la divise et l'éparpille en poussière sonore. Elle est d'un tour ancien. Elle a comme le goût ou le parfum de l'époque. Alerte, insouciante, il arrive aussi qu'un détail d'harmonie, ou d'instrumentation, qu'un mot surtout, un accent du dialogue parlé qui s'y mêle, en modifie le sens. Elle prend alors un caractère de tristesse, presque de sympathie. Précédemment, à propos de l'hôtel de Transylvanie, nous parlions de l'heure et du lieu. La musique les exprime encore une fois ici, mais bien différens, l'un et l'autre. Par contre-coup ou par reflet, elle associe la mélancolie des choses, et comme leur pitié même, à la désolation des cœurs.

Le soldat, le nôtre, notre musique sait nous le faire reconnaître jusque sous l'uniforme étranger, que dis-je? sous le costume antique : témoin le dialogue des deux sentinelles, dans *les Troyens à Carthage*. Cela, c'est du Berlioz spirituel, et spirituel en tout : par le tour mélodique, par le rythme cadencé, par l'orchestre imitatif, qui chante en même temps qu'il marche, et semble lui-même faire les cent pas. Ils se plaignent, les deux soldats, mais gaiement, de quitter, pour l'Italie inconnue et lointaine, le séjour, qui leur plaisait déjà, de l'aimable Carthage. A la fois de bonne et de mauvaise humeur, leur double chanson maugrée et sourit tout ensemble. Beaucoup moins troyenne que française, on pourrait lui donner comme titre : « *Un changement de garnison*, » duo pour factionnaires.

Avec *la Vivandière*, déjà nommée, de Benjamin Godard, le plus militaire de nos drames lyriques modernes est sans doute *l'Attaque du moulin :* paroles d'après une nouvelle d'Émile Zola, musique de M. Alfred Bruneau. Et cette musique pourrait bien être la meilleure que ce musicien ait composée. Telle du moins elle nous parut naguère et nous ne lui ménageâmes point, ici même, l'expression de notre sympathie. Le sujet de l'ouvrage était un épisode de guerre, de la guerre avec « l'ennemi, » comme on disait alors, craignant de le nommer en public, sur un théâtre. C'était le temps de la formule, de la consigne

fameuse autant que funeste : « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais. »

Le premier acte de *l'Attaque du moulin* représentait, ou plutôt annonçait la mobilisation générale. Une vieille paysanne, Marceline, espèce de pythonisse villageoise, lançait contre la guerre, tueuse autrefois de ses deux fils, des imprécations qui ne manquaient pas d'une farouche beauté. Le second acte, c'était l'invasion, le moulin occupé, le gendre du meunier pris comme otage. Cependant, au bord de la rivière, une sentinelle ennemie soupirait cette complainte :

Mon cœur expire et moi j'existe,
Mon pauvre cœur est toujours fatigué.
L'amour qui part le laisse triste,
L'amour qui vient ne le rend pas plus gai.
La joie est courte et le deuil est immense,
Je n'attends rien du douteux avenir;
Ah! que plutôt jamais rien ne commence,
Puisqu'un jour tout doit forcément finir.

Voilà le pessimisme sentimental qu'une poésie assez prudhommesque, accompagnée d'une musique très supérieure, prêtait alors aux soldats allemands.

Bientôt survenait Marceline, la vieille sibylle, et la vue du jeune factionnaire boche n'inspirait à cette mère, à cette mère française, et de deux fils morts pour la France, qu'admiration, tendresse et pitié :

Qu'il est fier, jeune et beau! A sa robuste épaule
Son lourd fusil n'est qu'un léger roseau.
Il ressemble à mon Jean! Et comme lui sans doute
Il se bat bien et va, qui sait! pauvre étranger,
(Sans larmes je n'y puis songer!)
Loin des siens tomber mort sur quelque route,
Dans quelque coin. Le triste sort, hélas!

Un dialogue ensuite s'engageait, tout plein de réciproque sympathie :

Soldat, de quel pays êtes-vous?
— De là-bas,
De l'autre côté du grand fleuve.
— Vous avez encor votre mère?
— Oui, veuve;
Et très vieille, et très seule, au village. Ah! c'est loin!
— La pauvre femme! Dieu, si bon, en prenne soin!

Après le souvenir de la mère, celui de la fiancée, naturellement :

— Il est aussi là-bas une fille aux mains blanches,
Blonde, avec de grands yeux bleus comme des pervenches,
Que j'aime bien, qui m'aime bien.
— La pauvre enfant! Et pouvez-vous me dire
Pourquoi vous vous battez?

Avec la réponse, on entrait dans la théorie pacifiste, humanitaire, ou du moins on avait comme une vague impression de la frôler au passage :

Pourquoi? En sait-on rien!
Je ne sais pas pourquoi je suis venu,
Je sais que je voudrais retourner vers ma mère
Vers mon amie!...

Enfin le dernier mot, ou les derniers, restaient à Marceline. Et c'étaient ceux-ci :

Ah! le cher inconnu,
Quelle joie il me donne et quelle peine amère!
. . . .
Adieu, soldat, que Dieu te sauve de la guerre!

Encore une fois, il y avait quelque chose là, je veux dire dans cette musique, la plus mélodieuse peut-être, et la plus harmonieuse, en tout cas la plus touchante que modula jamais M. Alfred Bruneau. Et ce quelque chose assurément s'y trouverait encore. Pourtant, il faut aujourd'hui la proscrire et presque se reprocher de l'avoir autrefois accueillie. Désormais, nous ne pourrions plus l'entendre. Elle fut compagne, un peu complice, de pensées, de paroles trompeuses, funestes ouvrières d'erreur et de mensonge. « Que les temps sont changés! » Que de choses a rajustées la réalité terrible! Elle a déchiré tous les voiles. « *Je ne sais pas pourquoi je suis venu,* » soupirait alors un soldat allemand. Allons donc! Ils le savent tous, ils ne le savent que trop, et c'est pourquoi chacun de nous serait parfois tenté de prier ainsi contre eux : « Mon Père, ne leur pardonnez pas, car ils savent ce qu'ils font. » Mais surtout, contre une mère comme celle qui nous fut présentée alors, contre sa compassion et sa complaisance, qui ne sont que faiblesse coupable, c'est à toutes les mères françaises que nous en appellerions aujourd'hui.

Aux soldats, jadis, aux soldats français, la poésie et la musique

d'Allemagne ont rendu le plus magnifique hommage. *Les Deux Grenadiers!* Sous ce vieux nom de « grenadiers, » hier encore archaïque et légendaire, mais tout à coup rentré dans l'histoire, dans l'histoire des batailles présentes, quel couple de héros, animés d'une même vie, d'une âme deux fois lyrique, nous redevient présent! A Dusseldorf naguère, dans le jardin de la Cour, le petit Henri Heine, couché sur l'herbe, écoutant pieusement son ami le tambour Legrand, avait appris bien des choses. Rappelez-vous le mot : *sottise*, expliqué par le rythme seul de la marche de Dessau. Mais ce n'est pas tout. « Il voulait un jour m'expliquer le mot *Allemagne* et il joua cette simple et primitive mélodie que l'on joue, les jours de foire, devant des chiens dansans, et qui retentit ainsi : *dumm, dumm, dumm.* Je me fâchai, mais je compris cependant (1). » Ce n'était pas tout encore : « Quand je ne savais pas ce que signifiait le mot *liberté*, il me tambourinait *la Marseillaise*, et je comprenais. » Et enfin : « Il me racontait les faits héroïques du grand Empereur et me tambourinait les marches qui avaient accompagné ces faits, si bien que je voyais et que j'entendais tout en réalité... Je vis, j'entendis la bataille d'Iéna : *Dumm, dumm, dumm!* »

De ces leçons devait sortir un jour la poésie des *Deux Grenadiers*. Puis Schumann, étant venu, comprit à son tour, et voulant expliquer à ses compatriotes le mot *liberté*, le mot *Empereur*, le mot *France*, il mit cette poésie en musique et sur la musique de *la Marseillaise*. Le *lied* fameux, — trop fameux pour que l'on s'y arrête, — a beau se partager entre plusieurs styles ou plusieurs formes : marche, récit, dialogue tour à tour, notre chant national en est l'âme unique et toute-puissante. Lointain, mais déjà sensible dès le début, dès les deux premières notes de l'attaque initiale, il approche, il gagne de plus en plus. C'est lui qui soutient le poème sonore, qui le porte et qui finit, — avec quel éclat et de quelle flamme! — par le couronner. Ainsi, par le sujet, par les personnages et par la musique même, le chef-d'œuvre allemand est à nous. Il nous revient, il fait partie des reprises ou des représailles idéales que nous avons le droit d'exercer, en attendant les autres.

Enfin, et pour que les plus hautes figures ferment cette

(1) *Dumm*, en allemand, veut dire : bête.

longue marche guerrière, nous évoquerons encore deux soldats, les derniers. Fils de l'Allemagne, ils le sont d'une Allemagne qui n'est plus, d'une Allemagne civilisée, italienne à demi, de l'Allemagne de Mozart, de cette Autriche, en un mot, à laquelle parlait, — au passé déjà, — le plus musicien de ses poètes, Grillparzer, pour lui dire : « Quelque chose, hélas! s'est perdu : le bonheur de l'innocence, et ce bonheur, Autriche, fut le tien. » C'est le bonheur aussi qu'ils promettent, les deux hommes d'armes de *la Flûte Enchantée*, à « celui qui chemine sur la route pleine de misères. Celui-là sera purifié par le feu, l'eau, l'air et la terre. S'il peut surmonter la crainte de la mort, il s'élèvera de la terre au ciel, il parviendra à l'état de lumière. » Jamais d'aussi graves paroles n'inspirèrent à Mozart une musique plus haute et plus profonde. Qui ne la connaît, l'austère et suave cantilène à deux voix, deux voix de basse; choral à la manière de Bach, et qu'une marche symphonique, de même style, accompagne. « *Les mystères d'Isis.* » Jadis, on nomma de ce nom, dans notre pays, le chef-d'œuvre, — alors défiguré, — de Mozart. Ce chant annonce, découvre de bien autres mystères : mystères non plus de l'erreur ancienne, mais de l'éternelle vérité. C'est au seuil de son temple que veillent les deux chevaliers. C'est d'elle qu'ils sont les gardiens et les messagers, les soldats et presque les prêtres. A Rome, plus d'une fois, gravissant le parvis de la basilique vaticane, où les deux apôtres, sentinelles de marbre, sont debout, je me suis rappelé ces deux autres sentinelles, chantantes et presque saintes aussi. Le temps est venu, ou revenu, de les évoquer, de les écouter et de les comprendre. « Celui qui chemine sur la route pleine de misères... Celui-là, s'il peut surmonter la crainte de la mort, s'élèvera de la terre au ciel, il parviendra à l'état de lumière. » Celui-là, — depuis plus de deux ans, — c'est chacun de nos soldats, de nos héros. A chacun d'eux, à tous, il est juste de révéler, ou de rappeler cette leçon et cette promesse, ce mot d'ordre deux fois sacré, militaire et religieux.

Dans un prochain article, nous essaierons de faire voir comment, « sur la route pleine de misères, » mais pleine de gloire aussi, que suivent nos soldats, la musique s'unit à chacun d'eux et à tous, comment elle les accompagne, les soutient et les fortifie.

CAMILLE BELLAIGUE.

L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

PENDANT LA GUERRE

Parmi les industries qui ont souffert du fait de la guerre, celle de la pêche semblait devoir être la plus atteinte. Elle exige des hommes vigoureux, réclamés aussi pour la défense nationale, elle emploie un matériel sur lequel s'est exercée la réquisition. Elle a besoin, enfin, de liberté pour se développer, tandis que les consignes les plus sévères régissent maintenant l'exploitation du domaine maritime. Cependant, malgré ces circonstances et grâce à l'énergie des gens de mer, la pêche a pu vivre en dépit de la tourmente : les anciens ont remplacé les jeunes sur les bâtimens, et les bureaux du boulevard Montparnasse ont favorisé de tout leur pouvoir les bonnes volontés qui s'offraient.

La France, à cheval sur deux mers, possède des rivages tout à fait appropriés à la capture des espèces les plus variées. Le hareng, d'abord, qui apparaît sur les bancs de Flandre vers le 15 octobre, pour suivre son invariable route le long de notre littoral de la Manche jusque vers l'embouchure de la Seine, et se perdre ensuite, définitivement, de décembre à février, dans la mer du Nord. Puis la sardine, qui abonde particulièrement du printemps à l'automne sur toutes les côtes occidentales et méridionales de l'Europe. Ce sont les marins de Douarnenez, de Quimper, de Lorient, d'Auray, de Belle-Ile, du Croisic, des Sables, de la Rochelle, d'Arcachon, de Saint-Jean-de-Luz et de certains quartiers de la Méditerranée qui « travaillent » la sardine sur la plus large échelle : tandis que ceux de Fécamp, de Dieppe, de Boulogne guettent le hareng à son passage. Les

uns et les autres pratiquent entre temps une pêche côtière fructueuse le long de nos rivages ou à l'entrée de nos fleuves; le thon, le maquereau, le saumon, la merluche, la sole, la raie abondent sur certains points et à de certaines époques de l'année. Enfin, quand nos marins veulent s'expatrier, ils trouvent dans les territoires de nos colonies une source fertile de richesse : la morue sur le grand banc de Terre-Neuve, dans le golfe du Saint-Laurent et dans le voisinage de l'Islande, et tous les genres de poissons le long des rivages de la Mauritanie.

Malgré ces conditions favorables, la pêche n'avait pas atteint chez nous avant la guerre le degré de développement auquel elle est en droit de prétendre. Il n'y a guère d'industrie qui subisse plus que celle-ci l'influence du progrès et ne dépende plus de l'étude scientifique des instrumens de production. Or, jusqu'à ces derniers temps, on l'avait trop abandonnée à l'esprit routinier des pêcheurs. Cela dit, il n'est que juste de remarquer que la création d'un sous-secrétariat d'État l'avait galvanisée : quand la guerre éclata, elle la trouva en plein essor.

La dernière statistique parue, qui concerne l'année 1912, nous enseigne que, si l'on met à part les deux années 1906 et 1908, où le rendement fut relativement inférieur à la normale, l'industrie des pêches maritimes a continuellement progressé pendant les dix dernières années; passant de 131 468 259 francs en 1902 à 176 798 167 francs en 1912 : soit une augmentation de 45 329 908 francs pour cette période décennale. En outre, il est intéressant de noter les améliorations apportées dans l'outillage. Le tonnage de la flotte française de pêche se monte en 1912 à 271 460 tonneaux dont 339 vapeurs d'un tonnage de 52 489 tonneaux, 607 navires à propulsion mécanique de 2066 tonneaux et 28 505 voiliers, jaugeant 216 905 tonneaux. En 1902, les vapeurs ne figuraient que pour 9 448 tonneaux et les voiliers pour 169 980 tonneaux. Il y a donc eu augmentation du tonnage total et surtout du tonnage des bateaux à moteur qui représentent, en 1912, 19,3 pour 100, du tonnage global contre 5,2 pour 100 seulement en 1902.

En 1913, le nombre des bâtimens à vapeur avait encore augmenté, puisqu'il était de 356, tandis que celui des bâtimens à voile tombait à 27 507. Au moment de l'ouverture des hostilités, les pêcheurs formaient une population de 160 000 âmes environ, dont 99 000 embarqués et 61 000 pêcheurs à pied.

Quel trouble la guerre a-t-elle apporté dans l'utilisation des instrumens de pêche par les gens de mer ?

On s'attend, quand on feuillette les statistiques, à constater un fléchissement très marqué dans la production et l'on est, au contraire, agréablement étonné de s'apercevoir que l'écart n'est pas aussi grand qu'on le supposait entre les chiffres comparés des années précédant la guerre et ceux des campagnes 1914-1915. Alors qu'en 1913 la valeur de la vente se montait à 136 954 502 francs, en 1914, elle atteint encore 113 310 113 et en 1915, elle n'est pas inférieure à 95 254 000 francs. Il est juste d'observer que les prix du poisson ayant fortement augmenté, la production réelle n'est pas absolument proportionnelle à la valeur des produits. C'est ainsi, par exemple, que le marché de Paris, dont les prix se sont relevés de plus de 100 pour 100 en moyenne, a vu ses arrivages se restreindre de 33 pour 100 environ.

Il ne s'agit, jusqu'ici, que de chiffres globaux : une petite incursion dans le monde des pêcheurs nous renseignera plus exactement sur leur existence pendant la guerre. Ce sont certainement les pêcheurs à la morue, ces terre-neuvas et ces Islandais immortalisés par Pierre Loti, qui sont les plus populaires. Ils étaient partis, pleins de confiance, sur les bancs, quand un ordre, d'ailleurs regrettable, de l'administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, en leur communiquant la nouvelle de la mobilisation, leur enjoignit de rallier la métropole. La navigation fut interrompue au moment où elle devenait intéressante, et la production baissa de 47 492 403 kilos en 1913, à 36 515 756 en 1914. Allait-on entreprendre une nouvelle campagne en pleine guerre ? Le ministre de la Marine comprit, avec juste raison, qu'il y avait un intérêt général évident à concilier les nécessités de la défense nationale avec ceux d'une industrie indispensable au ravitaillement général du pays. Quelques marins en sursis de plus ou de moins ne pouvaient balancer l'avantage qu'il y avait à assurer l'importation de la morue en France. On autorisa donc le départ des goélettes qui, à l'heure dite, hissèrent leurs voiles dans les bassins de Saint-Servan, de Paimpol, ou de Gravelines. Mais cette autorisation avait été donnée dans des limites fort restreintes, de façon à assurer l'armement du tiers des goélettes ordinairement affectées à la pêche à la morue. De ce fait, 74 bâtimens seulement, dont 12 chalutiers, ont pris la mer en 1915 : leur production,

33 364 728 kilos fut à peine inférieure à ce qu'elle avait été en 1914 et le métier devint extrêmement rémunérateur en raison du prix du poisson qui de 0 fr. 627, prix moyen de vente au kilo, passa à 1 fr. 176 ; soit près du double. C'est à Bordeaux que les arrivages de morue sont les plus importans, à cause des sécheries qui y sont installées. Ce port a reçu, en 1915 : 25 775 424 kilos, d'une valeur de 30 720 427 francs. La campagne de 1915 a donné lieu à quelques incidens pittoresques. A Cancale, les femmes des pêcheurs dont les maris n'avaient pas été démobilisés, se livrèrent à de bruyantes manifestations. Les Cancalaises sont connues pour leur turbulence ; on prétend « qu'elles portent la culotte, » et elles ne perdent aucune occasion d'affirmer leur indépendance.

Le calme cependant ne tarda pas à renaître, ce qui permit, en 1916, de suivre l'exemple de l'année précédente. Tous les chalutiers ayant été réquisitionnés, le nombre des voiliers fut, par compensation, porté à 94. Deux d'entre eux ayant été coulés par des sous-marins et un s'étant jeté à la côte, il en reste encore 91 pour effectuer une campagne de pêche qui se présente d'ailleurs, dès maintenant, sous une apparence favorable. On s'est arrangé, par esprit d'équité, pour ne pas accorder les sursis aux hommes qui en avaient profité en 1915. Ceux-ci ont, en effet, réalisé des bénéfices sérieux. Au moment de mon passage à Bordeaux, la *Marie-Blanche* entrait en rivière avec 203 000 kilos de morue et 37 000 kilos de faux poissons d'une valeur totale de 300 000 francs environ, ce qui représente une part de pêche de plus de 2 200 francs par matelot, le chiffre de 2000 francs étant la moyenne des salaires obtenus par les pêcheurs. Les prix ont d'ailleurs tellement monté qu'on a jugé nécessaire de les taxer à des taux maxima qui varient de 1 fr. 55 à 0 fr. 47 la livre, selon la grosseur et la qualité des poissons (*Journal Officiel* du 13 octobre 1916).

On serait tenté de croire que les goélettes qui n'ont pas été autorisées à appareiller pour les bancs sont restées inactives dans leur port d'attache. Passez à Saint-Servan, à Saint-Malo, à Paimpol : c'est à peine si vous y verrez quelques barques désarmées. Le ministre de la Marine a autorisé l'armement au cabotage de ces goélettes, afin qu'elles contribuassent au ravitaillement général. A défaut de pêcheurs, on leur a trouvé des équipages parmi les R. A. T., et en moins de trois mois, on a

pu ainsi équiper 116 navires, d'un tonnage approximatif de 32 000 tonneaux. Ces bateaux, soit en allant en Angleterre chercher du charbon, soit en transportant des cailloux concassés pour l'entretien des routes sur le front des armées du Nord, ont rendu et continuent à rendre de grands services au pays. Plusieurs de ces goélettes se trouvaient, il y a quelque temps, dans le port de la Rochelle : elles étaient reconnaissables à leur phare carré légèrement incliné sur l'arrière et à leur poupe surélevée. Le capitaine, qui chargeait des poteaux de mines dans ses cales d'où sortait encore un relent de saumure, me contait qu'il était venu de Cardiff avec son plein de charbon en cinq jours, alors que les vapeurs en mettent trois. Étant donné le prix actuel des frets, un tel voyage constitue une bonne aubaine.

Laissons la flotte de Terre-Neuve et d'Islande pour parler de nos pêcheurs côtiers. Malgré les grosses difficultés des armemens et l'impossibilité absolue de pêcher dans la mer du Nord, des harenguiers ont été équipés pour jeter leurs filets dérivans dans la Manche, d'octobre 1915 à janvier 1916. Les résultats de la pêche ont été très féconds, puisqu'ils ont atteint 12 000 000 de kilogrammes d'une valeur approximative de près de 9 000 000 de francs.

Les sardiniers, de leur côté, ont armé 1 300 navires en moyenne, en 1916. La production de la campagne n'est pas encore exactement connue : tout porte à croire qu'elle sera satisfaisante. Il ne faut pas se dissimuler toutefois que l'exercice de la pêche a été fortement contrarié par la réquisition des bâtimens à moteur qui tendent de plus en plus à se substituer aux bâtimens à voile ou à l'aviron.

La pêche du thon, qui s'est effectuée avec 305 bateaux, a été tout simplement excellente, étant donnée surtout l'élévation des cours. On estime que le rendement dépassera 2 500 000 kilogrammes. Il a été de 801 540 kilos en août dernier.

On a donc pu voir, dans les ports pittoresques de la côte bretonne, à Concarneau, à Quimper, à Audierne, etc., les filets bleus, légers comme une résille de soie, se balancer au gré du vent le long des mâts, et admirer encore cette année le fleuve argenté des sardines ruisselant au fond des barques grossières. Une grave question a cependant failli faire avorter cette entreprise. On sait qu'il est nécessaire de répandre de la rogue à l'aplomb des filets, pour y attirer le poisson. Or, par suite de

différentes spéculations, la rogue, qui est fournie par la Norvège, était devenue hors de prix, les Allemands peu raffinés en la matière s'en servant pour leur alimentation personnelle. Les gouvernemens anglais et français ont dû monopoliser les stocks à des prix qui étaient inabordables, et la marine rétrocède à perte ce produit aux pêcheurs à raison de 0 fr. 85, rendu au port de consommation, quel qu'il soit. C'est encore un chiffre élevé, puisque la rogue ne valait guère plus de 0 fr. 50 le kilo en moyenne avant la guerre.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les pêches spéciales se pratiquant à des époques fixes et sur un terrain bien déterminé; mais qu'est devenue la pêche du poisson frais, celle qui approvisionne journellement nos marchés? Depuis quelques années, les chalutiers à vapeur tendaient à accaparer la production; leur rayon d'action leur permettait de s'étendre dans le Nord jusqu'à la grande sole, et dans le Sud de pousser à la hauteur des côtes du Maroc et même de la Mauritanie. C'étaient ces chalutiers, dont le nombre dépassait 200 unités au moment de la déclaration de guerre, qui expédiaient presque toute la marée sur nos grandes villes et sur l'étranger. Les chalutiers à voile, cependant, n'avaient pas perdu leur raison d'être, surtout pour la capture du poisson plat. Nous leur sommes redevables de ces belles soles épaisses et de ces turbots charnus qui font les délices des gourmets. Les vapeurs prennent en abondance les merluches, les raies, les grondins ; mais leurs filets, qui draguent brutalement le fond de la mer, passent au-dessus des soles et des turbots tapis dans le sable sans les draguer; les chalutiers à voiles, dont les procédés sont plus délicats, soulèvent au contraire les poissons plats de leur souille profonde. Qu'il s'agisse de vapeurs ou de voiliers, le relevage du chalut exige beaucoup de force. Ces navires sont donc toujours montés par des équipages jeunes et vigoureux. Dès le mois de décembre 1914, la marine appela presque tous les marins des chalutiers à voiles ; elle fit une exception pour les chalutiers à vapeur, mais ce fut pour réquisitionner le navire lui-même quelques mois après. Il semblait bien que la pêche du poisson frais ne dût pas se relever de cette épreuve. Mais ce serait méconnaître l'énergie des gens de mer que de le supposer. Les armateurs équipèrent d'abord des voiliers avec un personnel de fortune ; puis à prix d'or ils se procurèrent à l'étranger des cha-

lutiers à vapeur qu'on leur promit de ne point réquisitionner.

Grâce à ces mesures, la pêche du poisson frais eut un rendement avantageux. On peut s'en rendre compte par la statistique des arrivages aux halles de Paris. Ces arrivages variaient, en temps normal, de 2 527 000 kilos, chiffre le plus faible en août 1913, à 3 334 000 kilos, chiffre maximum, en novembre de la même année. Or, pendant la guerre, le chiffre le plus bas qui ait été constaté, si j'excepte les deux premiers mois de la mobilisation, est de 1 621 000 kilos en février 1915. Mais il est entré plus de 3 000 000 de kilos en mars et en novembre 1915 par exemple. Voici d'ailleurs des totaux propres à nous renseigner exactement sur le rendement de la pêche : de 18 millions de kilos pendant le deuxième semestre de 1913, les arrivages aux Halles sont tombés à 11 millions de kilos au cours de la même période de 1914, pour se relever ensuite en 1915 à 15 millions de kilogrammes. Dans les quatre premiers mois de 1916, les arrivages varient de 1 621 000 kilos à 2 260 000 kilos. Il faut attribuer ce fléchissement, par rapport à 1915, à la cherté des cours, ce qui restreint forcément la consommation. En effet, en février 1916, les 1 621 000 kilos vendus aux Halles ont produit 2 142 000 francs, tandis que, dans le mois correspondant de 1915, 2 522 000 kilos n'avaient donné que 2 147 000 francs. La situation tend à redevenir normale : les arrivages de septembre 1916 atteignent 1 967 316 kilogrammes.

Ce relèvement des mercuriales est très caractéristique, surtout pour les poissons vulgaires ; les poissons de luxe au contraire n'ayant pas augmenté dans d'aussi notables proportions que les autres. La raie, qui se vendait avant la guerre 0 fr. 50 environ, vaut en gros 1 fr. 48 en octobre 1916, le colin passe de 1 franc à 2 fr. 79, tandis que le turbot, que l'on cotait de 2 francs à 2 fr. 50, ne se vend guère à l'heure actuelle plus de 3 fr. 79 (prix de gros, naturellement). La tenue des cours est le meilleur encouragement qui soit à la pêche côtière. Sur les lieux mêmes de pêche, le poisson de qualité courante, merluches, raies, grondins, dorades, limandes, a presque triplé de prix. En outre, certaines catégories inférieures que l'on ne ramassait même pas autrefois et qui figurent pour près d'un tiers dans la pêche : chiens de mer, petits grondins gris, trouvent aujourd'hui de grandes facilités de vente.

Le rendement des bateaux est également meilleur, du fait

que les poissons sont moins dérangés par suite de l'indisponibilité d'un grand nombre de chalutiers français ou étrangers. On estime que dans l'ensemble le rapport au poids des chaluts a augmenté du tiers; tel équipage, qui apportait 10 tonnes autrefois, rentre au port avec 15 tonnes.

Malheureusement, pour des raisons que nous exposerons, il n'a été possible d'armer qu'une faible partie des voiliers. Si vous allez visiter le port de la Rochelle, le centre le plus important de chalutage à voile, vous verrez au pied des singulières tours de la Chaîne et de Saint-Nicolas, dans le décor maritime moyenâgeux le plus étrange qui soit, toute une série de dundees, dont les mâts ont été calés, les bout-dehors rentrés, et qui gisent au fond du bassin couverts d'algues et de goémons. Rien que pour les navires comptant au quartier, il en existe 33, sans faire état de ceux qui appartiennent aux autres ports. C'est un spectacle assez désolant que la vue de ce cimetière de navires, mais comment résoudre le problème de leur armement? Le service des bâtimens de guerre ou celui des armées ne permettait pas de distraire un contingent important de jeunes hommes, si utile que soit leur travail. Dans son ensemble, d'ailleurs, nous venons de le voir, la pêche est assez productrice pour qu'on ait raison de refuser systématiquement toutes les demandes de sursis qui sont présentées par des mobilisés autres que les auxiliaires et les R. A. T. des dernières classes auxquelles la guerre fit jusqu'ici de larges concessions. Celles-ci ont permis d'armer un nombre assez considérable de navires. Au moment du flot, le cortège des voiles brunes se rassemble toujours à l'entrée des passes, un peu plus clairsemé que d'habitude, mais assez vivant encore pour peupler l'horizon de la mer.

Il nous resterait à dire un mot de la pêche à pied dont l'importance est loin d'être négligeable. Sur une valeur de 156 954 502 francs en 1913, elle figure pour 10 637 131 francs. Il n'a été accordé, et c'est trop naturel, aucune dispense aux pêcheurs à pied, pas plus qu'aux ostréiculteurs et aux boucholleurs; mais les femmes, les vieillards et les enfans ont pu facilement suppléer à l'absence des jeunes. La culture des parcs à huîtres de Marennes ou d'Arcachon, l'entretien des bouchots de la côte de Saintonge, ou la pose des nasses à anguilles dans les étangs du littoral méditerranéen, tout cela n'exige point la présence des marins mobilisés.

*
* *

Ainsi, quel que soit le genre de pêche qu'on envisage : grande pêche, pêche hauturière, pêche au hareng, à la sardine, au thon, petite pêche côtière ou pêche à pied, on doit reconnaître que, sans être absolument normal, l'exercice de cette industrie s'est développé pendant la guerre de la façon la plus satisfaisante. Ce n'est pas faute cependant d'avoir rencontré des entraves de toutes sortes.

Tout d'abord, le commerce du poisson a été paralysé par la suppression des transports privés, durant la période de mobilisation. C'est ainsi que les arrivages aux Halles de Paris sont tombés brusquement de 2 400 000 kilos en juillet 1914, à 1 154 000 kilos en août 1914. A l'heure actuelle, l'expédition de la marée vers les marchés de l'intérieur s'accomplit, il est vrai, dans des conditions plus difficiles qu'en temps de paix, mais avec une régularité très suffisante. Si l'on excepte en effet les ports de l'embouchure de la Loire, les ports méditerranéens qui, par suite de leur éloignement, se trouvent placés dans des conditions très spéciales, et quelques ports de Bretagne, mal desservis par suite de leur situation géographique, on constate que les expéditions par voie ferrée s'effectuent à peu près régulièrement, tant au point de vue des délais de transport que sous le rapport de la température extérieure.

La pénurie de marins a jeté, au contraire, un trouble profond dans l'organisation des pêches maritimes. L'état-major général a cependant procédé avec une extrême prudence à la mobilisation des inscrits. Seuls, les hommes âgés de moins de trente ans ont été atteints par la levée, lors de la déclaration de guerre, ce qui permettait de maintenir armés presque tous les bâtimens de pêche. Plus tard, le 29 octobre 1914, le ministre de la Marine appelait sous les drapeaux tous les inscrits inactifs, mais il avait soin de spécifier que cet ordre ne concernait pas les pêcheurs exerçant une navigation utile au pays. De ce fait, les sardiniers et les harenguiers purent continuer leur métier sans être inquiétés. Ce n'est que le 22 décembre 1914 qu'une circulaire de la rue Royale prescrivit la mobilisation de tous les pêcheurs âgés de moins de quarante-cinq ans. Nul ne saurait admettre, en effet, que la profession de pêcheur puisse dispenser un citoyen français d'accomplir

son devoir de soldat. Faute de pouvoir être employés par la marine, la plupart de ces hommes furent versés dans l'infanterie coloniale, où ils se conduisirent avec la plus grande bravoure. Certes, nous comprenons les regrets des vieux matelots, dont les bras nerveux ont dû lâcher l'aviron pour saisir le fusil du fantassin. Bien souvent, dans la nostalgie des tranchées, leur rêve se détourne vers l'Océan où des inscrits privilégiés naviguent, l'œil au bossoir, dans l'attente du sous-marin perfide. Il importe, cependant, qu'ils sachent se consoler de ne point porter le col bleu, en pensant qu'il n'y a pas deux façons de servir sa patrie et que le poste d'écoute sur le front vaut le gaillard d'avant d'un croiseur.

Bien que la mesure de rappel des pêcheurs ait été radicale, sauf pour les chalutiers à vapeur, les départemens de la Marine et de la Guerre, celui-ci en ce qui concerne les inscrits versés au recrutement, se montrèrent assez généreux dans la concession des sursis aux pêcheurs : les morutiers, les harenguiers, les sardiniers et les chalutiers en bénéficièrent tour à tour, aux époques convenables.

Néanmoins, on constate une diminution sensible dans les effectifs du personnel embarqué. On comptait 98 600 pêcheurs naviguant en 1913; ce nombre n'est plus que de 47 400 en 1915. Encore ne s'agit-il en grande majorité que de réformés ou de marins trop jeunes ou trop vieux pour porter les armes. Chez les pêcheurs à pied, parmi lesquels on rencontre beaucoup de demi-soldiers, la diminution est moins forte : leur nombre est passé de 61 000 à 39 000.

Les conséquences de cette raréfaction de la main-d'œuvre se traduisent par une réduction des armemens. En 1913, on comptait 28 296 bâtimens armés; en 1915, il n'en reste plus que 15 000, c'est-à-dire presque la moitié moins. Au mois d'août 1916, leur nombre atteint 11 896, jaugeant ensemble 85 457 tonneaux. Mais on se montre inquiet, dans le monde des gens de mer, des décisions récentes des ministres de la Marine et de la Guerre qui tendent à supprimer les sursis, sauf pour les harenguiers, et l'on se demande comment la pêche reprendra en 1917.

D'une façon générale, le rendement des bateaux est, nous l'avons dit, supérieur à la moyenne. Toutefois, dans la Manche ou la mer du Nord, l'exercice de la pêche s'est trouvé fortement entravé par les consignes militaires qu'imposaient les nécessités

de la défense contre les sous-marins. La pêche de nuit a été longtemps prohibée aux abords des rades. Enfin, toute une série de mesures ont été prises pour réglementer les mouvemens de vaisseaux dans la Manche. Les harenguiers, selon leur tonnage, ne purent opérer que dans une « zone côtière » allant jusqu'à 3 milles de la laisse de basse mer ou dans une « zone du large » dont les limites, variables suivant les circonstances et la position du poisson, étaient fixées par l'officier chargé de la surveillance des navires. Les harenguiers durent faire exclusivement la pêche avec salaison à bord ; toute navigation de nuit leur fut interdite.

Les dangers résultant de la présence des mines et des sous-marins ennemis ont également nui à la pêche côtière. Les Allemands, en effet, n'ont pas craint de s'attaquer aux pêcheurs qui jouissaient jusqu'ici dans toutes les guerres d'une immunité traditionnelle. Quant aux mines, elles ne choisissent pas leurs victimes. Plusieurs barques de pêche ont été coulées par ces engins. Ce sont des dundees de la Rochelle qui, en heurtant des mines sur le plateau de Rochebonne, ont décelé la présence d'un champ de mines très dangereux.

Parmi les motifs accessoires qui contrarient l'exploitation du domaine maritime, on pourrait citer également la fermeture de nombreuses usines de conserves qui ne fonctionnent pas, faute de personnel. Mais la grande cause de diminution dans la production est incontestablement la réquisition des bâtimens à moteur et surtout celle des chalutiers. Les canots automobiles qu'on employait à traîner les filets sardiniers sur la côte du golfe de Gascogne, de la Rochelle à Saint-Jean-de-Luz et notamment les pinasses du bassin d'Arcachon, ont trouvé, lors de l'expédition des Dardanelles, un emploi tout à fait imprévu. Utilisant leur faible tirant d'eau, leur vitesse et leur puissance relatives, la marine se servit de ces petits bâtimens pour tracer une route libre aux flottilles de chalutiers et aux cuirassés. Les pinasses qui halaient autrefois les minces filets sardiniers explorèrent les détroits, nettoyèrent les champs de mines et firent l'office de remorqueurs pour assurer les relations de toutes sortes entre la flotte et le corps d'occupation. Quelques-unes de ces embarcations automobiles avaient été groupées à bord d'une sorte de mère-gigogne qui s'occupait de leur ravitaillement.

Par une singulière ironie des choses, l'un de ces centres de flottilles se trouvait être un navire allemand, capturé au moment de la déclaration de guerre, et dont les qualités techniques se prêtaient admirablement à ce genre de service. Le port de Rochefort fut chargé de l'aménager en conséquence, et l'on vit longtemps, devant les magasins généraux, construits par Colbert de Terron, le long des berges boueuses de la Charente, la silhouette inattendue du cargo-boat germanique émergeant des roseaux avec sa couvée de pinasses disposées côte à côte à plat pont.

Les embarcations automobiles ont eu une destinée glorieuse, qui ne saurait éclipser celle des chalutiers. J'ai déjà exposé dans cette *Revue* (1) les raisons qui avaient conduit la marine à réquisitionner successivement la presque totalité de nos chalutiers pour les transformer en *arraisonneurs-dragueurs* ou en *patrouilleurs*, munis de pièces de 47 millimètres à 100 millimètres. D'autres concentrés en escadrilles de *drifters* ont rendu, dans la capture des sous-marins, des services sur la nature desquels je ne puis insister. Nos pêcheurs s'acquittent de leur tâche avec zèle et bonne humeur.

— Voyez-vous, me disait l'un d'eux, ce métier là, ça nous connaît tous. Quand nous voyons le dos de leur satané pirate, nous n'avons qu'à nous figurer que nous avons affaire à un requin, une sale bête que nous n'aimons guère parmi les gens de mer. Puis il y a la pêche à la torpille dormante, celle-là est bien plus amusante. Nous jetions jadis le chalut pour ramener des raies et des merlus. Au jour d'aujourd'hui, nous mouillons la drague Ronarc'h, pour ramasser leur marmite. Il y a peu de chose de changé, voyez-vous, sauf qu'on risque de sauter : mourir pour mourir, il vaut mieux pour un marin que ce soit sur l'eau que dans les tranchées.

J'entrevois la transformation apportée par la réquisition à l'existence de ces hommes, transformation fort peu radicale en effet. Tout en restant sur leur bateau, ils poursuivent, à l'aide de filets métalliques, la capture d'un squale d'un nouveau genre. L'inconnu du dragage, le va-et-vient continuel du chalutier sur les zones de patrouille, la recherche des champs de mines, tout cela ne rappelle-t-il pas au pêcheur son ancien métier? Il n'y a

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1916.

pas jusqu'à la prime promise par l'amiral Lacaze qui ne soit un excitant de plus dans la découverte des torpilles : ainsi l'appât d'une marée abondante entraîne les équipages sur la trace d'un banc de surmulets.

On croirait même, à première vue, que rien n'a été modifié dans les bassins de Boulogne, le port d'attache par excellence des chalutiers à vapeur. En arrivant sur le quai, vous voyez tous les navires amarrés l'un près de l'autre, ainsi qu'au retour de la pêche. Approchez-vous ! Les filets ne s'étalent plus au sec entre la misaine et l'artimon. A leur place, le maroquin de la T. S. F. relie la pomme des deux mâts, et l'on perçoit le crépitement des étincelles d'émission. Des matelots en col bleu s'agitent sur le pont ; une pièce d'artillerie légère a remplacé les agrès sur le gaillard d'avant, tandis qu'à l'arrière les flotteurs d'acier, les orins et les cisailles des appareils de dragage font oublier les lourdes cales des chaluts.

Il ressort de tout ce que nous venons de dire que l'industrie de la pêche n'a pas été arrêtée par la guerre. En outre, elle a su apporter une aide directe et efficace à l'œuvre de défense nationale. Quand cesseront les hostilités, il sera bon de se rappeler que les chalutiers à vapeur furent des auxiliaires précieux de la flotte militaire. Notre pays, avons-nous dit, grâce à la disposition de ses rivages, est admirablement placé pour le développement de la pêche. Il s'agit de donner une impulsion vigoureuse à cette industrie, de multiplier les recherches scientifiques, de régénérer les méthodes de capture des espèces, de moderniser et de reconstituer l'outillage, de créer des ports de pêche avec des facilités de débarquement du poisson, ce qui n'existe pas actuellement, de créer enfin des débouchés commerciaux pour l'exportation des produits. De la réalisation d'un tel programme dépend l'avenir de la pêche, dont le rendement peut certainement être doublé. De toutes les richesses, celles que l'on tire du domaine maritime est la plus parfaite au point de vue économique, car c'est une *res nullius*, qui augmente d'autant, en entrant dans la circulation, la fortune générale du pays. Il est donc particulièrement intéressant de l'encourager.

René La Bruyère.

REVUE LITTÉRAIRE

UN CONVENTIONNEL EN MISSION (1)

Joseph Lakanal, non, ce ne fut pas exactement un imbécile. Mais on l'a comparé à Marc-Aurèle ! Entre l'un et l'autre, plus loin de Marc-Aurèle que de l'autre, il a été un conventionnel ordinaire, et non des plus féroces, l'un de ces braves hommes dont l'apologie se fait ainsi : « Au bout du compte, il n'a guillotiné personne ! » Cependant, lors du procès de Louis XVI, il répondit sur la question de l'appel au peuple : « Si le traître Bouillé, si le fourbe La Fayette et les intrigans ses complices votaient sur cette question, ils diraient oui ; comme je n'ai rien de commun avec ces gens-là, je dis non ! » et, quant au verdict : « Un vrai républicain parle peu. Les motifs de ma décision sont là... » De sa main républicaine, il montrait la place ou les alentours de son cœur et concluait : « Je vote pour la mort. » Je ne sais pas du tout pourquoi Joseph Lakanal prétend que les républicains parlent peu. En 1793 déjà, ils parlaient énormément. Joseph Lakanal, en 1793, avait à peine plus de trente ans et ne manquait ni d'éloquence ni d'emphase. Il a beaucoup parlé, dans sa vie, et n'est pas mort avant quatre-vingt-deux ans passés. La cocasserie de son langage, voilà peut-être son originalité la plus attrayante.

M. Henri Labroue vient de consacrer, non pas à tout Lakanal, mais seulement aux dix mois qu'a duré la mission de Lakanal en Dordogne, un gros volume de sept cents pages in-octavo. Si l'on dit que c'est

(1) *La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II* (*octobre 1793-août 1794*), par Henri Labroue (Champion, éditeur). Cf. *Lakanal en Amérique*, par Eugène Welvert (*Feuilles d'histoire*, septembre-octobre 1910).

trop, pourquoi? Sommes-nous si pressés ? Certes, il est bien évident que, de ce train, nous n'arriverons jamais à écrire toute l'histoire ; fût-elle écrite, nous n'arriverions pas à la lire : mais aussi nous ne vivons qu'une petite existence et ne sommes pas moins entourés d'immensité inconnue dans le présent que dans le passé. L'histoire très méticuleuse est longue et lente : elle donne des parcelles de vérité. Si vous aimez la vérité, ces parcelles vous sont précieuses. La vérité entière, aucune histoire ne la donne; le passé, c'est la vérité en miettes : aucune histoire ne la raccommode. M. Labroue, depuis des années, étudie la révolution, mais la révolution dans la Dordogne. Et je crois qu'il n'oserait pas écrire une « Histoire de la révolution dans le département de la Dordogne. » Il s'est risqué une fois à prendre toute une commune : *La commune d'Angoisse pendant la Révolution*. Eh bien! cette façon d'écrire l'histoire, si elle a des inconvéniens, elle a des agrémens : l'auteur dit tout; et vous choisissez. Lui-même choisit; non les documens : il n'en néglige aucun; mais il choisit, en quelque sorte, son interprétation des documens. Il est d'autant plus libre, qu'ayant offert à son lecteur toutes les pièces du procès, il juge et ne vous oblige pas à juger comme lui. L'érudition de M. Labroue est scrupuleuse à merveille ; sa méthode, fine et patiente; sa critique, fort avisée. Il n'énonce pas un fait, tout menu, sans l'avoir contrôlé. C'est plaisir de se fier à lui. Mais il a ses opinions et ne tâche point de les oublier. Il n'est pas la dupe, — il a bien raison, — de ces faux devoirs d'impartialité qu'on voudrait imposer aux historiens. Si les historiens devaient être impartiaux, il faudrait qu'on différât de quelques siècles encore tout essai d'une histoire de la révolution. Mais à quoi bon? L'honnête historien de la révolution ne ment pas au profit de ses idées. Il n'a pas besoin de mentir; il n'en a pas le goût : plus il a cherché la vérité, mieux il s'amuse à l'admirer ensuite ou à la détester. C'est sur la vérité même que s'appuient les opinions diverses; l'on se trompe, si l'on se figure que la vérité ne tolère qu'une seule appréciation : la vérité n'est pas si bête. M. Labroue admire la Révolution, Lakanal et ses travaux. Il ne le cache pas. Mais son admiration, qui est sensible de la première à la dernière page de son livre, n'a aucunement modifié les matériaux et la substance de son ouvrage. On peut n'admirer guère la Convention nationale, ses missionnaires, son Lakanal et trouver dans *La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II* tous les argumens d'une opinion, qui n'est pas celle de l'auteur, au sujet d'une vérité qui, pour plaire ou déplaire, ne bouge ni ne change pas. En attendant que nous soyons morts depuis

longtemps et devenus des esprits purs, il est vain de nous présenter l'histoire autrement. Et, quand nous serons devenus des esprits purs, toute histoire nous sera vaine.

Joseph Lakanal était né en 1762 dans la paroisse de Serres, près de Foix, diocèse de Pamiers. Son père, un forgeron, ne savait pas écrire; ni sa mère, pauvre bonne femme qui mourut quand il avait quatre ans. Mais lui, sut écrire. D'abord, l'abbé Font, curé de Serres, le débrouilla; puis il entra chez les Doctrinaires, qui étaient d'excellens éducateurs. Il apprit le latin qui, plus tard, lui valut parmi les énergumènes, un prestige. Même, il fut agréé dans la congrégation des Doctrinaires, prit la soutane et enseigna, dit-il, « avec quelque distinction. » A Lectoure, Moissac, Gimont, Castelnaudary, Périgueux, Bourges et Moulins, il « parcourut tous les degrés de la hiérarchie scolaire; » il était régent de philosophie au collège de Moulins, le 30 janvier 1791, lorsqu'il prêta bien volontiers le serment civique. Aux Doctrinaires, il y avait des professeurs laïcs et qui cependant portaient la soutane. Joseph Lakanal aurait pu enseigner aux Doctrinaires et porter la soutane, sans pour cela qu'il fût prêtre. Mais il le fut, bel et bien. Dont il enrage, en 1793. Le 5 frimaire an II, il écrit à la Convention : « Dans le cours de la maladie la plus grave que j'aie essuyée de ma vie, on me fit passer, un beau matin, à travers toutes les mômeries sacerdotales, depuis ce qu'on appelait la confirmation jusqu'au dernier période de l'hypocrisie humaine, le sacerdoce. » Il racontait à qui voulait l'entendre et, par exemple, à un Bergeracois anonyme qui nous a conservé ce propos, qu'en deux heures les prêtres abominables, profitant de son état morbide, lui avaient conféré tous les grades et qu'à son réveil il s'était trouvé revêtu du caractère indélébile. Et de s'excuser : « C'est peu, dans la vie, de n'être qu'un jour malade d'esprit et de corps. » Il ajoute : « Depuis, j'ai été exécré par tous les bourreaux en étole, tant anciens que du nouveau style. La députation de l'Ariège, à laquelle j'appartiens, attestera qu'ils ont employé vainement des mesures tortionnaires pour me faire sacrifier au mensonge. Je n'ai jamais messé, confessé, etc., etc... Ainsi, je n'ai jamais été prêtre, et tout ce qui concerne cette horde de jongleurs est étranger à mon âme franche et loyale... » Son âme franche et loyale raconte ici une histoire de brigands, à laquelle on ne croirait pas sans imprudence. Lakanal n'est pas toujours si véridique! Il a composé une *Notice sur J. Lakanal*, où il prétend qu'il avait professé pendant quatorze années avant la révolution : « c'est-à-dire à partir de 1775, remarque M. Labroue; il aurait eu treize ans! » Et il a imprimé aussi un *Exposé*

sommaire des travaux de Joseph Lakanal pour sauver, durant la Révolution, les sciences, les lettres et les arts : là, il assure qu'il a été dix-huit ans professeur ches les Doctrinaires; il aurait été professeur à onze ans! Badinages? Et malins : en 1808, âgé de quarante-six ans, Lakanal suppliait Fontanes de lui faire liquider sa pension de retraite et, pour que l'opération fût avantageuse, il s'attribuait trente-deux années d'enseignement public et salarié par l'État. Si l'on ne peut lui compter comme années d'enseignement ses années de Convention, ça le mène à débuter tout petit, presque à sa naissance. Bref, ce Lakanal est à ne pas croire : et, pas plus qu'il n'a été professeur dans les bras de sa nourrice, il n'a été ordonné prêtre malgré lui et sans le savoir au cours d'un évanouissement. Il a été prêtre : et cela même l'engageait à ne pas écrire de viles sottises contre les « mômeries sacerdotales. » Avant d'insulter les « jongleurs » et « bourreaux en étole, » il pouvait se souvenir que le curé de son village lui avait appris à lire.

Le 5 septembre 1792, il était vicaire épiscopal. Par 164 voix sur 310, l'Assemblée électorale de l'Ariège l'envoya siéger à la Convention. Après qu'il eut voté la mort du Roi, la Convention le désigna comme l'un des quatre-vingt-deux commissaires qui se rendraient dans les départemens pour y maintenir l'ordre et pour y provoquer des enrôlemens. Au mois de mars 1793, avec son collègue Mauduyt, il travaille dans l'Oise et pratique des « fouilles » dans le ci-devant château de Chantilly. Fouilles heureuses : il trouve de grandes quantités d'or et d'argent et les plans de campagne du « brigand illustre connu sous le nom du grand Condé. » Dans l'Oise et à Chantilly, Lakanal s'est fait la main. Désormais, il ne sera plus un apprenti. Le 17e jour du premier mois de l'an II, 8 octobre 1793, la Convention l'envoie à Bergerac, avec mission d'opérer, dans la Dordogne et départemens voisins, une levée de chevaux. Il ne s'agit expressément que d'une levée de chevaux. Mais un conventionnel en mission ne connaît pas la modestie. Trois semaines après le départ de ses commissaires, la Convention les avertissait de ne pas oublier que « leurs fonctions étaient bornées à l'objet de leur création. » Borner à une levée de chevaux l'activité de Lakanal? La Convention n'y pensait pas! C'est le 29 octobre que la Convention le priait, en somme, de lever des chevaux et voilà tout. Mais lui, le 3 novembre, il écrivait à la Convention : « Un mot, et je fonde à Bergerac, sans qu'il en coûte une obole à la République, la plus belle de ses manufactures d'armes. » Et, huit jours plus tard, il ordonnait la démolition du château de Badefols. C'était un garçon, Lakanal, qui ne savait pas rester tranquille.

Or, il y avait, dans le seul département de la Dordogne, plusieurs de ces garçons qui ne savaient pas goûter l'innocence du repos. De 1792 à l'an III, vingt-neuf représentans s'y trémoussèrent, sans compter Lakanal. C'est plus de politiciens qu'il n'en faut pour que règne, dans un pays qui n'en peut mais, la mauvaise intelligence. Chacun des commissaires a, sinon ses idées, au moins ses projets : et que de chamailleries! Lakanal n'était pas commode. Un pamphlétaire de Bergerac le dit jaloux et malveillant, inaccessible à tout le monde; et, si le peuple accueillait aimablement ses collègues, il était malheureux. Il eut maille à partir avec deux collègues principalement, Roux-Fazillac et Romme. Roux-Fazillac était arrivé dans la Dordogne plusieurs semaines avant Lakanal. Et il ne se déplaisait point à Périgueux; car il écrit au Comité de Salut public : « Ce n'est pas l'amour du proconsulat qui me fait persister dans ma première opinion qu'un député montagnard dans chaque département, faisant marcher la révolution sous les ordres du Comité de Salut public, avancerait de plus de six mois la révolution. » Un député dans chaque département : un seul; ces proconsuls sont trop nombreux et ils se gênent les uns les autres. Le 4 décembre 1793, Lakanal prend un arrêté qui impose de 450 000 livres les riches du département : c'est au profit de la manufacture d'armes qu'il a juré d'organiser à Bergerac. Mais Roux-Fazillac, qui a ses amis à Périgueux tout de même que Lakanal les siens à Bergerac, n'entend pas qu'on vienne lui taquiner ses riches, quand il est là pour les taquiner. Précisément, il s'occupe de ses riches : et il les a taxés. L'entreprise de Lakanal ne peut que nuire à celle de Roux-Fazillac. Celui-ci se fâche; il s'oppose à l'exécution de l'arrêté qu'a pris Lakanal; il monte aux gens de Périgueux la tête contre leurs frères de Bergerac. Il écrit au Comité de Salut public, dénonce l'initiative de son collègue. Le collègue part incontinent pour Paris; et, les perfidies de Roux-Fazillac, les perfidies de Lakanal les déjoueront. Roux-Fazillac se méfie, annonce que la mésintelligence des deux collègues est peu de chose : un nuage; et, le nuage dissipé, « il régnera entre lui et moi un concert désormais inaltérable. » Roux-Fazillac, néanmoins, se doute de ce qui l'attend : « Toujours prêt à me sacrifier moi-même au bien de la chose publique, je vous prierais de me rappeler aussitôt, si je voyais que nous ne marchassions pas d'accord... » Lakanal était encore à Paris, sans maladresse, quand Roux-Fazillac fut chargé d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans la Corrèze et le Puy-de-Dôme. Voilà notre Lakanal débarrassé d'un

camarade importun. Le Comité de Salut public, en veine d'obligeance, lui étend ses pouvoirs et lui confie le soin d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans la Dordogne et dans la Gironde alors dite Bec-d'Ambès. Organiser le gouvernement révolutionnaire est une expression délicieusement vague et dont profitera le proconsul, qui déjà n'était pas discret, pour une petite levée de chevaux. Mais il fallait avoir ses coudées franches : et, Roux-Fazillac éliminé, Romme sera le nouvel ennemi. Plus difficile que l'autre ! Lakanal et Romme étaient naguère deux amis ; Lakanal, à propos de Romme, vantait aux Conventionnels « la bonne foi qu'on trouve chez ceux qui joignent des lumières à la droiture. » Seulement, à peine Romme fut-il installé à Périgueux, Lakanal à Bergerac, Romme et Lakanal se haïrent : Périgueux et Bergerac ne s'aimèrent point. Au mois de floréal an II, Lakanal ne craint pas de réclamer au district de Périgueux des subsistances pour Bergerac : et Romme l'éconduit. Bientôt, Lakanal, bienfaiteur des Bergeracois, leur fera cadeau d'un pont sur la Dordogne. Qui payera le pont ? Le département ! répond Lakanal. Romme, là-dessus, dénonce Lakanal aux habitans de la Dordogne « comme un touche-à-tout brouillon et fantasque, » dit M. Labroue; et, « attendu que, pour trop faire à la fois, on se met dans l'impossibilité de rien terminer, » il institue des commissaires qui auront pour office de « recueillir soigneusement les réclamations qu'on pourrait élever contre Lakanal. » Romme et Lakanal furent en bisbille incessante. Le 2 fructidor an II, Romme dénonçait Lakanal aux thermidoriens, blâmait toute la politique de cet extravagant personnage. Et, plus tard, quand Lakanal aura peut-être été pour quelque chose dans l'organisation de l'École normale, qu'il appellera « métropole des connaissances humaines, » Romme lui dénigrera son école sous le nom de métropole du charlatanisme organisé.

Les collègues n'étaient pas le seul ennui de Lakanal ; mais il avait encore affaire à la Convention qui, de Paris, donnait des ordres et, promptement, se ravisait. Le 13 brumaire, il offre de fonder à Bergerac une manufacture d'armes. Le 24 brumaire, la Convention décrète l'établissement d'une manufacture d'armes à Bergerac : et Lakanal est chargé de cette création. Mais, le 27 brumaire, elle enjoint à ce même Lakanal de se rendre à l'armée de l'Ouest. Il écrit bonnement : « Je ne sais à quel décret obéir... » Il ajoute, avec un prudent souci de l'obéissance : « Tous deux, sacrés pour moi, me sont parvenus officiellement. Tous deux m'imposent des obligations que je suis également jaloux de remplir, mais que je ne puis concilier. Citoyen

président, prie la Convention nationale de prononcer sur mon incertitude, et je pars ou je reste, au gré de sa volonté. » Le 12 frimaire, la Convention lui commanda de rester. Mais, le 19 frimaire, il partit pour Paris : il avait à se débarrasser de Roux-Fazillac ; il avait aussi à se garer d'une dénonciation qu'avait lancée contre lui le district de Ribérac. Pas plus que Bergerac et Périgueux ne vivaient en bel accord, Ribérac et Bergerac ne fraternisaient depuis que la fraternité, sous les ordres de Lakanal, sévissait dans le département. Lakanal, à Paris, semble avoir éprouvé quelques désagrémens. Il écrit à la Société populaire de Bergerac que les membres du Comité de Salut public l'ont embrassé : oui ; mais ne vont-ils pas l'envoyer à La Rochelle et Rochefort, où l'on a besoin d'un Montagnard pur et patriote ? Il raconte, en outre, qu'il est retenu à Paris comme l'un des « épurateurs » de la Société des Jacobins. Ce n'est pas vrai, d'ailleurs : il se vante et il tâche d'expliquer joliment son absence. Le 7 nivôse, et autant dire le 27 septembre, il est décidément attaché au département de la Dordogne. Mais il ne rentre pas à Bergerac avant le milieu de janvier 1794. Un mois plus tard, le Comité de Salut public l'invite à rejoindre l'armée de l'Ouest : en un mois, il a sans doute organisé le gouvernement révolutionnaire dans la Dordogne ; maintenant, à l'armée de l'Ouest, il organisera la cavalerie. Comme on le voit, la Convention ne manque pas d'attribuer à ses membres une variété de compétence qui leur fait grand honneur. Un Lakanal vous organise une manufacture d'armes, le gouvernement révolutionnaire et la cavalerie, quoi encore ? tout ce qu'on voudra, sans plus d'hésitation que naguère pour enseigner le rudiment. Néanmoins, l'armée de l'Ouest ne le tente pas. Il écrit au Comité de Salut public : « Vous voulez que je me rende à l'armée de l'Ouest pour l'encadrement des chevaux. Vos demandes seront toujours des ordres pour moi... » Mais, s'il encadre les chevaux, qui donc, à Bergerac, s'occupera de la manufacture ? On le laisse à Bergerac : et, le 17 avril, il est à Paris. Il retourne à Bergerac ; et, le 6 mai, le Comité l'envoie dans le département de Lot-et-Garonne, à Lauzun, où il réprime des « menées contre-révolutionnaires. » Après cela, le Comité ne le dérange plus, ne le somme plus d'achever sa mission : c'est lui qui se lasse de Bergerac. Le 14 thermidor, il apprend la chute de Robespierre ; le 21 thermidor, il est à Paris et monte à la tribune de la Convention pour approuver la déconfiture de ce « nouveau Pisistrate. » Il n'ira plus à Bergerac : le représentant Pellissier l'y remplace.

Voilà des conditions de travail assez fâcheuses. Sur les dix mois

qu'a duré sa mission dans la Dordogne, combien de semaines un peu calmes a-t-il eues ? « Rien, disait-il, ne me paraît plus bête que les opérations ministérielles ; je les vois tous les jours se froisser et se détruire par le croisement et la confusion des agens et des pouvoirs. » Dans ces conditions fâcheuses, qu'a-t-il fait ? M. Labroue va nous le dire : « Action politique, administrative et judiciaire, instruction publique sous ses formes les plus variées, fêtes, subsistances, levée de chevaux pour les armées, fournitures de bois pour la marine, taxes révolutionnaires, réfection des routes, navigation des rivières, travaux d'art, tels furent, durant les dix mois de mission de Lakanal, les objets principaux de sa hardie et heureuse initiative, tel fut le bilan de sa débordante et féconde activité. » C'est bien ! Ne dénigrons pas l'œuvre de Lakanal. Le 25 floréal an II, il écrivait : « Des fusils ! des fusils ! Voilà le cri inextinguible de la France en révolution. » Le 15 messidor, il rendait compte à la Convention des résultats qu'il attendait de sa manufacture bergeracoise ; il annonçait quinze mille fusils par an, vingt-cinq mille bientôt. Provisoirement, il en pouvait livrer cent et concluait : « Vive la République ! Elle seule peut enfanter des prodiges incroyables pour les infortunés courbés encore sous la verge des rois. Et ces prodiges-là valent bien les miracles des prêtres ! » Après la révolution de thermidor, il déclara qu'il était prêt à se servir de tous ses fusils pour abattre les partisans de Robespierre. Les Bergeracois reconnaissans l'appelaient un Orphée, parce qu'il avait, au moyen de son dévouement plus efficace que la lyre de ce chanteur, assemblé « en quelques momens » les pierres de la manufacture. Ladite manufacture a-t-elle enfin produit beaucoup de fusils ? Elle offrait « de belles espérances, » mais elle « avait besoin d'une forte impulsion, » — dit Pellissier, successeur de Lakanal, — lorsque Lakanal s'en retira. Nous ne savons pas trop, même après avoir lu M. Labroue, ce qu'elle donna : elle était « en pleine prospérité » dans les derniers temps de la Convention ; sous le Directoire, elle périclite ; elle est supprimée le 20 pluviôse an V. M. Labroue constate que la plupart des créations de Lakanal durèrent assez peu : mais il le félicite d'avoir « donné aux Périgourdins une leçon de choses civique et sociale. »

Le jour que Lakanal partait pour la Dordogne, Danton l'exhorta. Et : « Tape dur ! » lui disait-il. A Bergerac, en séance du conseil général de la commune, l'agent national, un nommé Boissière, célèbre ainsi le représentant : « Lakanal, cet homme chéri, notre ami, notre père, dont les vertus sublimes et le patriotisme égalent

notre amour pour lui... » Un peu étourdi de ses paroles, il ajoute : « Je ne puis en dire davantage... » Décemment, il ne peut en dire davantage ; il le regrette. A Bergerac, on aime Lakanal ! Ne tape-t-il pas dur autant que le lui conseillait Danton?... Mais, à Périgueux, on l'aime moins. A Ribérac, on ne l'aime pas du tout. A Sainte-Foy, on le déteste. La Société populaire de Sainte-Foy le dénonce un jour à la Convention parce qu'il a des airs superbes et aussi parce qu'il a résolu de rendre navigable une rivière, le Dropt : si le Dropt est navigable, ce sera tout profit pour le district de Bergerac, et non pour Sainte-Foy. Très manifestement, Lakanal favorise Bergerac. Et, à Bergerac même, il ne favorise pas également tout le monde. A Bergerac, sa capitale et son séjour privilégié, il est l'homme chéri, l'ami, le père de sa clientèle : en outre, il a des ennemis, ses victimes réelles ou éventuelles. Il se vantait de n'avoir, durant son proconsulat, fait arrêter personne : il se vantait ! M. Labroue se demande si cette vantardise n'était pas « associée peut-être à un sentiment de prudence thermidorienne. » Il a fait arrêter, pendant ses dix mois de proconsulat, mettons, une soixantaine de personnes : et « que comptent une soixantaine d'arrestations provisoires ? » demande M. Labroue, du ton d'un citoyen que Lakanal n'eût pas persécuté. Dans le procès-verbal des séances de la Société populaire de Bergerac, on lit : « Le montagnard Lakanal veut que tous les malintentionnés soient incarcérés et mis hors d'état de nuire. » Les malintentionnés, chacun les choisit à sa guise ; et l'arbitraire d'un montagnard Lakanal est un jeu terrible. « J'ai purgé Bergerac du petit nombre des habitans suspects ; tout marche ensemble, pressé par le civisme et la justice, » écrit à la Convention le conventionnel ; et M. Labroue conjecture que, ce petit nombre de suspects, c'étaient le greffier du juge de paix, un huissier, « d'autres encore. » Le « nommé Père Jacques, ci-devant Récollet, » fut conduit à Périgueux pour y être incarcéré « jusqu'à ce que la France en paix vomira de son sein la vermine sacerdotale. » Un agent du ci-devant château de l'Aiguilhe, Lelong, fut incarcéré comme « ennemi de l'égalité et des principes de la révolution ; » Dupeyrou, lui, pour avoir soustrait son cheval à la levée ; Boniol, pour avoir eu l'impudence de ne donner que vingt sous aux volontaires. Quant à Léglise, de Montignac, après avoir séduit deux filles, il en avait épousé une troisième : Lakanal confie à la gendarmerie cet « ennemi de la république. » Les autres, la petite soixantaine des autres, on sait leurs noms ; mais on ne sait pas les motifs de leur mésaventure : des malintentionnés, enfin des gens qui n'avaient pas

l'esprit montagnard. M. Labroue note que « la plupart de ces détenus seront remis en liberté, soit par Lakanal lui-même, soit par d'autres autorités : » il ajoute : « notamment après le 9 thermidor. » Parbleu ! et ceux-là, s'ils durent à l' « homme chéri » leur incarcération, ne lui durent pas leur liberté.

« Tape dur !... » Il a tapé sur les prêtres catholiques. Il était déiste à sa manière : « Adore un Dieu. Quel homme n'adorerait pas le Dieu qu'adorait Newton ? » Et, le Dieu de Newton, il l'appelait aussi « le Dieu des républicains. » Le 12 mars 1794, il ordonne au comité révolutionnaire de Belvès de convoquer « les quatre ci-devant prêtres qui lui paraîtront le plus dangereux à la tranquillité publique. » Et, à l'égard de ces quatre suspects, il prend cet arrêté : « Les dénommés se rendront sur-le-champ dans les communes qu'ils habitent, pour y prêcher la raison, la philosophie, l'égalité et le ridicule des mômeries sacerdotales. Dans un mois, deux membres du comité révolutionnaire se transporteront dans les dites communes pour y prendre connaissance de l'état de l'esprit public. Si, à cette époque, il n'est démontré que ces susnommés ont usé de tous les moyens possibles pour tuer le fanatisme et rendre leurs concitoyens à la raison, les susnommés seront déportés. » M. Labroue ajoute que Lakanal faisait apposer les scellés sur les papiers des ci-devant prêtres suspects ; et il conclut : « Cette mesure prouve du moins que, par des procédés légaux et qui n'avaient rien de bien violent, le représentant savait accomplir le mandat que la Convention lui avait confié et surveiller dans le département les menées du personnel ecclésiastique. » Oui ! Mais, condamner des prêtres à prêcher le ridicule de leurs croyances, les menacer de déportation s'ils ne travaillent pas, s'ils ne réussissent pas à démentir, dans leurs ci-devant paroisses, la religion qu'ils ont au cœur, qu'est cela ? Une ignominie d'énergumène tout-puissant. M. Labroue ne nous dit pas ce qu'il advint des quatre ci-devant prêtres. Furent-ils déportés ? Si le représentant n'organisait là qu'une farce, elle a quelque chose de vil et qui peint le farceur. Ce grand ennemi du « fanatisme » était un fanatique à sa manière et, dans l'exercice de sa dangereuse magistrature, un forcené. Le régime de suspicion qu'il a installé dans la Dordogne et départemens voisins, c'est le régime de la Terreur ; et Lakanal, étant un agent de la Terreur, fait son métier. Mais il eut, en outre, le mérite ou la responsabilité de l'invention, quand il institua les « apôtres civiques. » Un apôtre par commune : et le gaillard était chargé de propager les principes révolutionnaires ; ce n'est pas tout : de découvrir et dénoncer

les ennemis de la révolution. Sans doute les apôtres s'en donnèrent-ils à cœur joie. L'un d'eux, Delbos, apôtre de Jayac, signale au Comité révolutionnaire de Montignac un « muscadin » que le Comité recherchera : « Une négligence de votre part serait un crime! » Il moucharde encore un peu et se plaint d'avoir été calomnié; le Comité devra poursuivre le calomniateur : « si vous êtes nonchalans à rechercher l'auteur de cette perfidie, je vous dénonce tous! » Lakanal avait organisé la délation dans la Dordogne.

Cet affreux bonhomme fut membre du Conseil des Cinq-Cents, jusqu'au 30 floréal an V. Alors, sa carrière politique est finie. Il devient professeur dans les écoles centrales de la Seine, puis économe du lycée Bonaparte; et, sous l'Empire, il attrape le titre d'inspecteur des poids et mesures. Les Bourbons, à leur premier retour, le laissent en place. Durant les Cent-Jours, il ne bouge pas. Le deuxième retour des Bourbons l'inquiète : on parle d'une amnistie à laquelle ne seraient pas conviés les vieux régicides, fonctionnaires pendant « l'interrègne. » Lakanal jugea opportun de s'esquiver. Il partit pour l'Amérique ; et son exil, que M. Welvert a conté dans les *Feuilles d'Histoire*, est une aventure étonnamment bouffonne. L'ancien montagnard, qui jadis vilipendait « le fourbe La Fayette, » arrivait dans le nouveau monde avec une chaleureuse recommandation de La Fayette pour Jefferson. Il s'établissait dans le Kentucky, colon, planteur, ignorant tout de la culture. Il éprouvait mille ennuis. Et, en souvenir de ses idées républicaines, il avait des esclaves et les traitait « comme des amis malheureux. » Après maints déboires, il manqua d'argent, si bien que, pour s'en procurer, il entra dans une conspiration ridicule, et dont il fut peut-être l'improvisateur, et qui tendait à installer sur le trône du Mexique le roi Joseph, en Amérique depuis Waterloo. Naguère, Lakanal écrivait à Jefferson : « L'ambition d'un seul homme a déchaîné sur nous les nations enragées... » Il détestait alors Napoléon. Mais, un peu plus tard, il écrit au roi Joseph : « la profonde vénération que j'ai pour votre auguste dynastie... Votre Majesté... notre dévouement sans limites à son illustre dynastie... » Le conventionnel émérite, qui a été fonctionnaire de l'Empereur, demande un roi; et, l'enveloppe, il la ferme d'une cire cachetée aux insignes de la Convention, le bonnet phrygien coiffant la pointe d'une pique; autour de cet emblème, ces mots : « Lakanal, député de la Convention nationale. » Il suppliait le roi Joseph de lui accorder premièrement une décoration espagnole, deuxièmement

l'argent qu'il faut pour mener au succès un joli travail de conspirateur et, mon Dieu, pour vivre.

La « Confédération napoléonienne » aboutit à un échec dérisoire. Lakanal, déçu de son espérance, continua de se tirer d'affaire, en Amérique, tant bien que mal. La révolution de Juillet lui rouvrit les portes de la France. Avant de profiter de l'aubaine, il eut soin de se faire rendre sa pension de retraite, sa place à l'Académie des Sciences morales et, là-bas, de vendre ses plantations. Cela prit sept années. En 1837, âgé de soixante-quinze ans, il traverse l'Atlantique et débarque à Bordeaux.

Un beau vieillard : on l'eût pris pour un sexagénaire. Il se souvenait d'avoir été malade une fois, dans sa jeunesse, quand il enseignait la philosophie à Moulins, capitale du Bourbonnais : voire, il avait gardé le lit. Son vénérable ami Daubenton, célèbre collaborateur de Buffon, lui disait : « Vous ne mourrez qu'ossifié ! » Cette prédiction l'encourageait ; car il se sentait vif et alerte.

Il était veuf. Il avait perdu, l'année qui précéda son retour en France, et enterré dans le cimetière de Ganon Bend, sa femme née Marie-Barbe François. Quant à ses enfans, il les laissa en Amérique. Il n'avait pas été, pour Marie-Barbe, le modèle des époux. On raconte qu'étant économe ou « procureur gérant » du lycée Bonaparte, dans les premières années de l'Empire, il possédait, au lycée même, une bien-aimée; le scandale fut assez gênant, car cette jeune femme ne craignit pas d'être mère. Et cet épisode n'est pas le seul, mais il est un de ceux qui semblaient ne pas destiner Lakanal à être, après sa mort, le héros éponyme d'un lycée.

Il mourut le 14 février 1845. Il venait de se remarier, épousant tard, et en signe de gratitude, Rosalie-Céleste-Bienaimée Lepelletier, qui lui avait donné un fils un mois avant qu'il n'eût soixante et dix-sept ans. Mignet, qui l'a connu à cette époque, l'appelle un « énergique vieillard. » A quatre-vingts ans passés, il se plaisait à herboriser sur les coteaux de Montmorency : cette aimable besogne a diverti de leurs souvenirs, autrefois, beaucoup de politiciens retirés. Avec l'âge, et agréablement installé dans sa vieillesse, il prenait un peu l'air d'un sage : ses folies n'étaient plus que des anecdotes surannées. Mignet le loue et dit : « M. Lakanal avait cru à la république, et il y croyait encore. »

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA TORPILLE ET LES IMMERSIBLES

Dans un de ces entretiens où la science, sans y rien perdre, se fleurit élégamment de charme littéraire, et où Fontenelle expose la théorie de la gravitation des astres, la marquise fictive qui est son interlocutrice s'écrie soudain : « La philosophie est donc devenue terriblement mécanique. » Si elle ressuscitait de nos jours, la rêveuse marquise, se souvenant du temps des mousquetaires, s'écrierait sans doute : « La guerre est donc devenue terriblement mécanique;... » et ce serait assurément le seul rapport qu'elle pût trouver entre la guerre et la philosophie.

Cette domination monstrueuse des machines dans la lutte actuelle, si sensible déjà sur le front de terre, est peut-être plus impressionnante encore dans la guerre navale, et il n'est point d'engin qui enferme en ses flancs autant d'ingéniosité mécanique, autant de science diaboliquement pervertie que la torpille qui, chaque semaine, sur les côtes de l'Europe et ces jours passés jusque sur celles de la lointaine Amérique fait les ravages que l'on sait.

La torpille est au sous-marin ce que l'obus est au canon. L'un est la raison d'être de l'autre, et je voudrais examiner brièvement ici les causes qui font de chacun de ces engins, ou plutôt de leur combinaison, le plus foudroyant des agens de destruction. La torpille n'étant elle-même qu'un sous-marin automatique en miniature, il est naturel que nous nous occupions d'abord du sous-marin lui-même. Son rôle stratégique et commercial a été déjà maintes fois traité ici même de main de maître par M. l'amiral Degouy au cours de ses pénétrans

articles sur la guerre navale, et notamment dans l'étude qu'il a consacrée récemment au fameux sous-marin commercial *Deutschland* (1); quant à la question de droit international que soulève l'emploi des sous-marins, relativement entre autres à la notion de blocus, M. Bertin l'a traitée naguère avec sa grande autorité dans cette *Revue* (2).

Aussi n'est-ce ni du point de vue stratégique, ni du point de vue commercial, ni du point de vue juridique que je voudrais à mon tour aborder ici la question du sous-marin, mais plus modestement d'un point de vue technique et scientifique, en montrant par quelques exemples seulement, — car il faudrait des volumes pour épuiser le sujet, — qu'il ne reste point de partie de la physique à laquelle par quelque côté ne touchent ces navires délicats et compliqués, dont les flancs enferment, comme en une synthèse symbolique, presque tout ce que l'homme moderne a su arracher pour la guerre à l'impassibilité tour à tour féconde ou meurtrière de la science.

***

Ici comme en tout l'important et le difficile est d'abord de s'entendre sur les mots. Si on entend par sous-marin un vaisseau qui navigue habituellement sous l'eau, il n'y a pas de sous-marin, car la navigation immergée n'est jamais qu'exceptionnelle pour les navires de ce type, et ceci justifie la définition humoristique bien connue dans la marine : « Le sous-marin est un bâtiment qui navigue en surface... » Nous dirons donc : Le sous-marin est un navire capable de naviguer à l'occasion sous l'eau. Mais qu'est-ce alors qu'un submersible ? Les submersibles sont-ils ou non des sous-marins ?

Quelques explications sont ici nécessaires, car on a pris la mauvaise habitude d'englober sous ce dernier vocable des bateaux très différens. Anciennement, on appelait sous-marins des navires capables de plonger à volonté sous l'eau, et qui, même lorsqu'ils naviguaient émergés, ne dépassaient que très peu la surface de l'eau, avaient la plus grande partie de leur volume immergée, en un mot avaient une *faible flottabilité*, comme on dit dans le patois technique. La flottabilité d'un navire est la fraction de son tonnage dont il émerge quand il flotte. Dans les premiers sous-marins et dans tous ceux qu'on construisit jusqu'à ces deux dernières décades, cette fraction était petite. Sur les sous-marins du début la flottabilité n'était que d'environ 5 pour 100,

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1916, p. 888.
(2) Voyez la *Revue* du 15 août 1915, p. 758.

c'est-à-dire qu'un sous-marin de 200 tonnes, lorsqu'il naviguait à la surface, n'émergeait que d'une dizaine de tonnes. Il suffisait donc de le surcharger d'une dizaine de tonnes d'eau pour qu'il s'enfonçât sous l'eau conformément au principe découvert par l'ingénieur Archimède. Cette petite surcharge d'eau nécessaire à la plongée des premiers sous-marins, on la leur procurait en ouvrant au moment voulu les vannes des réservoirs ménagés dans la coque du bâtiment et qu'on appelle les *water-ballasts* dans cet horrible jargon que l'entente cordiale elle-même n'a pas encore réussi à rendre digestible aux platoniques amans de la langue de Voltaire.

Mais ces sous-marins lourds, bas sur l'eau, étaient par là même très résistans à l'avancement, c'est-à-dire ne pouvaient avoir qu'une faible vitesse ; il est clair en effet que, de deux vaisseaux de dimensions identiques et munis de moteurs égaux et dont l'un plonge beaucoup moins que l'autre dans l'eau, le premier ira beaucoup plus vite, ayant à vaincre beaucoup moins de résistance liquide (la résistance de l'air est négligeable à côté) : un objet quelconque, une balle de fusil par exemple, projetée avec une force donnée ira beaucoup plus vite et plus loin dans l'air que dans l'eau (1). En outre ces sous-marins entraient facilement dans la lame, étaient traversés même en surface par les vagues, ce qui les rendait difficilement habitables par mer grosse et impropres aux randonnées en haute mer et à la navigation par mauvais temps.

La question changea de face et ces défauts des sous-marins disparurent lorsque notre éminent compatriote M. Laubeuf, ingénieur des constructions navales, eut l'idée de leur donner une grande flottabilité. On appela *submersibles* les navires ainsi créés. La flottabilité y atteint des valeurs presque aussi grandes que dans les torpilleurs ordinaires. Ainsi dans le *Narval* de Laubeuf elle était d'environ 42 pour 100, c'est-à-dire que, à la surface, 42 pour 100 du tonnage total émergeait, celui-ci étant d'ailleurs voisin de 200 tonneaux. Dans tous les *submersibles* construits depuis sur le type plus ou moins modifié de Laubeuf, cette modification fondamentale subsiste ; et la flottabilité y varie de 20 à 40 pour 100, c'est-à-dire qu'elle est de 4 à 8 fois plus considérable que dans les sous-marins antérieurs. Elle est par exemple d'environ 30 pour 100 dans les submersibles des types *Aigrette* et *Pluviôse*, d'environ 33 pour 100 dans nos types plus récens, d'environ 17 pour 100 dans les submersibles italiens du

(1) De ce fait la vitesse des sous-marins est de 20 à 40 pour 100 plus faible en plongée qu'à la surface.

système Laurenti, d'environ 23 pour 100 dans les submersibles allemands du système Germania-Krupp de la série des U_1. [On sait que les Allemands désignent leurs sous-marins par un numéro suivant la lettre U, qui est l'initiale du mot *Unterseeschiff.*] Autant qu'on peut le savoir, les derniers sous-marins construits par les Allemands ont également une forte flottabilité voisine de 20 pour 100. Telle est du moins, d'après ce qu'on peut savoir, le cas pour les appareils de la série des U_{33} à U_{38} commencée en 1913, et qui sont analogues aux sous-marins construits à cette époque par Krupp pour l'Autriche et qui déplaçaient environ 675 tonnes en surface et 835 tonnes en immersion. Le sous-marin pseudo-commercial *Deutschland* a une flottabilité grande et du même ordre, avec un tonnage au moins double, et tel paraît être aussi le cas de l'U_{53} qui vient de se signaler, comme on sait, au large de New-York.

Tous ces navires allemands sont de simples démarquages modifiés et amplifiés des submersibles français. M. Laubeuf en a signalé récemment deux preuves entre mille : 1° A la fin de 1905, nous avons été informés de l'offre à la Roumanie par Krupp de *submersibles système français.* 2° Dans le récit d'une croisière sous-marine de Dantzig à Héligoland, écrit par un officier de la marine allemande en 1914 et traduit dans le journal anglais *Motor ship and Motor boat* du 31 décembre 1914 on trouve cet aveu non dénué de cynisme : « Ce bateau est du type à double coque construit sur le principe Laubeuf qui est un dessin moderne et le type généralement adopté pour tous les navires destinés à la haute mer. »

La confrontation des dates est d'ailleurs à cet égard particulièrement éloquente ;

1° *Le Narval* a été lancé le 21 octobre 1899 ; quatre submersibles français du type *Sirène* ont été lancés en 1901.

2° *Le Glauco* premier submersible italien de l'ingénieur Laurenti, a été lancé le 19 juillet 1905.

3° Le U_1, premier submersible allemand de la Société Germania-Krupp, a été lancé le 30 août 1905.

En 1900, la France était la seule nation construisant des *submersibles.* Toutes les autres nations ne construisaient que des sous-marins à faible flottabilité ; toutes depuis sont venues aux idées françaises.

Comme il faut, pour faire plonger les submersibles, beaucoup plus d'eau que dans le sous-marin primitif, c'est-à-dire des réservoirs beaucoup plus grands, on y a placé ces réservoirs à l'extérieur de la

coque et tout autour, et c'est ainsi que les submersibles sont constitués par deux coques, par deux enveloppes l'une dans l'autre, un peu comme les bouteilles Thermos, l'intervalle pouvant être à volonté rempli d'eau ou vidé de celle-ci par l'air comprimé. Il en résulte une construction entièrement différente : la coque extérieure des submersibles ne subissant aucune pression en plongée, puisque la mer la baigne également sur ses deux faces, ne subit une pression liquide, qui est alors faible, que quand les *water-ballasts* sont vides, c'est-à-dire dans la navigation de surface. Cette coque extérieure peut donc être en tôle mince comme dans les torpilleurs, tandis que la coque interne qui subit toute la pression hydrostatique en plongée est en tôle épaisse. Au contraire, dans les sous-marins à faible flottabilité, les réservoirs étant à l'intérieur du bâtiment, la coque externe doit être épaisse. La forme des deux types de navires diffère également ; le submersible a la forme mince des torpilleurs, tandis que son prédécesseur a une section circulaire comme un cigare. L'expérience a montré que cela ne nuit pas à la bonne tenue en plongée du submersible.

Quant à la crainte, conçue un moment, de voir l'immersion des submersibles durer trop longtemps à cause de leur émergence considérable et de la grande masse d'eau à emmagasiner, elle n'est plus fondée aujourd'hui, des dispositifs heureux et des manœuvres bien conçues ayant permis de ramener cette durée d'immersion à cinq minutes, ce qui satisfait toutes les exigences militaires et permet au bâtiment d'échapper rapidement au tir ennemi en cas de danger.

Aujourd'hui, on a pris l'habitude de désigner sous le nom de sous-marins à la fois les *sous-marins* à faible flottabilité et les *submersibles*, tandis que beaucoup d'auteurs et de marins appellent simplement *sous-marins* tout court les premiers. C'est une source de confusions continuelles. La solution logique et rationnelle consisterait à adopter, pour désigner l'ensemble des deux catégories, le nom collectif d' « immersibles, » qui a été proposé par M. Maurice, directeur de l'École du génie maritime. Cette solution tend d'ailleurs à se propager, et il faut espérer qu'une décision officielle la consacrera ; on saura alors que les sous-marins sont les « immersibles » à faible flottabilité. Un nom qui désigne à la fois un tout et la moitié de ce tout à l'exclusion de l'autre, est un nom vicieux.

De tout ce qui précède il résulte nettement que le submersible est nettement supérieur par le tonnage, les qualités nautiques, le rayon d'action, la capacité offensive au sous-marin (j'adopte par anticipa-

tion la désignation qui vient d'être préconisée). Cela ne veut pas dire que celui-ci soit abandonné partout ou doive l'être. Les submersibles lui sont à certains égards inférieurs (toute médaille a son revers): 1° Ayant un grand tirant d'eau, ils sont plus vulnérables au canon et à la torpille, et surtout ils ne peuvent s'immerger aux petites profondeurs marines, telles que celles qui règnent aux environs précisément d'une grande partie des côtes allemandes. M. l'amiral Degouy a très justement signalé ce danger, et c'est là peut-être la cause qui fait que le voyage du fameux *Bremen* ne s'est pas achevé au port. 2° Lorsque le submersible immergé s'incline, cela est beaucoup plus dangereux pour lui à cause de sa longueur : ainsi un bâtiment de 100 mètres de long s'inclinant accidentellement de 10 degrés, ce qui est fréquent en plongée, aura une de ses extrémités 17 mètres plus bas que l'autre. D'où danger plus grand d'accident et nécessité de profondeurs plus grandes. 3° Le prix de revient et la durée de construction des submersibles sont supérieurs. On conçoit dans ces conditions que certaines marines comme celles de l'Angleterre, des États-Unis, du Japon, emploient concurremment les deux types, le submersible comme engin d'attaque à grand rayon d'action, le sous-marin comme engin de défense des côtes et des ports, à rayon d'action réduit, mais à maniabilité plus grande. Quant aux bâtimens employés si efficacement par les Allemands dans leur guerre sous-marine, ils appartiennent sans exception au type submersible ; ce sont de lourdes pousses germaniques greffées une fois de plus sur une tige française. Le coq a couvé des vautours.

***

Les organes qui servent aux « immersibles » pour se propulser, pour se déplacer ou s'équilibrer en profondeur, pour se diriger, réunissent les plus subtils perfectionnemens de la technique et de la science.

Le propulseur d'abord : en plongée, il est nécessaire que le moteur des immersibles ne consomme pas la précieuse provision d'air respirable, ne produise pas de trépidations et de chocs repérables, ne donne pas de grandes quantités de produits qu'il est nécessaire d'évacuer. Seul, l'accumulateur électrique remplit à peu près ces conditions. C'est pourquoi, en plongée, les hélices des immersibles ont été jusqu'ici mues par des accumulateurs. Mais ceux-ci ont plusieurs inconvéniens, et surtout ils sont très lourds ; ils pèsent environ 80 kilogrammes par cheval de puissance, c'est-à-dire environ 8 fois

plus que certains moteurs à vapeur. Il faut 750 kilos d'accumulateurs pour débiter un cheval-vapeur pendant vingt-quatre heures, et seulement 30 kilos de machine à vapeur pour obtenir le même résultat. Pour donner aux immersibles un rayon d'action suffisant, on a donc été conduit à renoncer complètement aux accumulateurs, lorsque leur emploi n'est plus indispensable, c'est-à-dire pendant la navigation en surface. On emploie alors, soit des moteurs à vapeur, soit, — sur les bâtimens allemands, — des moteurs à pétrole du système Diesel, à combustion interne. Les moteurs de surface servent en même temps à recharger les accumulateurs. L'immersible, qui emmagasine à la surface de l'énergie motrice pour sa plongée, est assez comparable à la baleine qui vient de temps en temps puiser dans l'air l'oxygène nécessaire à son énergie en plongée. Tout cela fait que, en dehors de la viciation de l'air des sous-marins à laquelle on remédie automatiquement par l'oxylithe, le sous-marin, je veux dire l'immersible, a intérêt à ne pas rester trop longtemps en plongée, faute de quoi son énergie motrice disparaîtrait.

L'idéal serait évidemment de n'avoir qu'un moteur unique pour la plongée et la surface, mais jusqu'ici les essais dans ce sens n'ont pas abouti à des résultats définitifs. Pourtant, dès avant la guerre, M. l'ingénieur en chef Maurice avait étudié une machine à vapeur spéciale pour la plongée, dans laquelle la vapeur était produite, non par l'oxydation d'un combustible, mais par la chaleur accumulée en surface grâce à un accumulateur thermique spécial, sur lequel on nous permettra de ne donner aucun détail. Il est probable, comme l'a remarqué déjà M. l'amiral Degouy, que les Allemands, avec leur classique habileté de plagiaires adaptateurs, ont appliqué cette idée dans leurs immersibles récens, car Krupp construit actuellement une chaudière qui ressemble comme une sœur à celle de M. Maurice.

En tout cas, l'emploi d'une source d'énergie unique (pétrole ou vapeur), pour la propulsion à la fois en plongée et en surface, est de ces problèmes dont la solution ne saurait tarder, car il répond à des nécessités réelles, et c'est surtout en matière de technique et de science que les besoins créent les moyens et que « nécessité ne connaît pas de loi. »

*
* *

Les organes qui permettent aux immersibles de se déplacer exactement suivant les trois dimensions de l'espace sont arrivés aujourd'hui à un grand degré de perfection. Le bâtiment étant immobile,

pour monter ou descendre, il faut expulser une certaine quantité d'eau des *water-ballasts*, ou, au contraire, leur en ajouter, ce que l'on fait au moyen de pompes et de vannes commandées électriquement, ou autrement, et dont les manettes sont sous l'œil du commandant. Des manomètres soumis à la pression de la colonne d'eau sus-jacente indiquent à chaque instant la profondeur atteinte.

La montée ou la descente du bâtiment non plus immobile, mais en marche, est encore plus curieuse. La manœuvre et ses organes sont presque les mêmes ici que dans l'aéroplane. L'oiseau artificiel qui se soutient dans l'air, le poisson cuirassé qui se maintient sous la mer se trouvent avoir je ne sais quelles affinités qui les font semblables et symétriques de part et d'autre de la surface du sol. Les pôles aussi sont à l'opposé l'un de l'autre, et pourtant ils sont semblables.

De même que l'aéroplane est *plus lourd que l'air* et ne s'y tient en équilibre que par sa vitesse qui l'empêche de tomber au sol, ainsi que je l'ai expliqué naguère, de même le submersible ou le sous-marin en marche est équilibré par son commandant, de manière à être *plus léger que l'eau*, et sa vitesse seule l'empêche de remonter à la surface. On obtient ce résultat grâce à des ailerons placés de part et d'autre de la coque légèrement inclinée le haut vers l'arrière, de même que, symétriquement, les ailes d'avion sont inclinées le haut vers l'avant, et qui reçoivent de l'eau en mouvement une poussée qui tend à les faire enfoncer. Si, pour une cause quelconque, le bâtiment s'arrête, la poussée descendante ainsi produite sur les ailerons est supprimée, et le navire remonte automatiquement à la surface. La sécurité ainsi obtenue est encore augmentée grâce à de puissantes pompes d'épuisement qui permettent, en cas de besoin, de vider rapidement les caisses à eau, grâce encore à des plombs de sûreté fixés au-dessous de la coque et qu'une manœuvre simple permet de détacher au besoin. Malgré la triple cuirasse de ces dispositifs de sécurité, plus d'un de nos submersibles est, hélas ! dès le temps de paix, resté au fond des abysses océaniques avec son précieux chargement de jeunes vies ensevelies. Mais le péril toujours suspendu sur les courages les couronne d'une auréole, et les sensations et les heures sont multipliées par le frôlement humide du danger dans ces nefs d'acier, cercueils d'héroïsme parfois, vases toujours parfumés de beauté morale et de tranquille sacrifice.

Quant à la gouverne dans le sens latéral dans le plan horizontal, elle s'y fait comme dans les autres navires, comme dans les aéro-

planes, par des gouvernails verticaux. Mais pour se diriger, plonger, pour apercevoir l'ennemi sans en être vu et régler sur lui l'attaque imprévue des torpilles, il faut aux immersibles une vision. Il ne saurait être question de vision sous-marine. Par les hublots d'un bâtiment en plongée, on ne distingue rien sous l'eau à quelques mètres de profondeur, même en employant de puissans projecteurs qui d'ailleurs feraient repérer le navire. La lumière du soleil elle-même est complètement absorbée à une faible profondeur. Il faut donc au navire immergé un œil aérien. Cet œil, c'est le périscope dont la lentille au bout d'un long tube dépasse légèrement la surface de l'eau.

Avec leur périscope pédonculé et leur coque blindée, le sous-marin, le submersible, ne sont-ils pas un peu les frères de ces crustacés podophtalmiques, aux carapaces redoutables, qui ont leur œil au bout d'une longue antenne et qui livrent sans fin de silencieux combats tout au fond de la mer smaragdine ?

* * *

Le sous-marin sans torpille serait comme un canon sans munitions. Bien qu'on ait vu quelquefois dans cette guerre des submersibles allemands user du canon contre d'inoffensifs vaisseaux marchands, il est sans exemple que l'un d'eux ait canonné un navire de guerre. La torpille est et reste leur arme principale.

De tous les projectiles employés dans cette guerre, balles, bombes, grenades, obus fusans ou percutans, etc., la torpille est sans doute le plus meurtrier, celui dont les effets sont les plus foudroyans. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler que, sans parler même du gigantesque *Lusitania*, la torpille a suffi maintes fois à couler en quelques minutes des cuirassés géans. D'où provient cette puissance terrible de la torpille? De plusieurs raisons. D'abord, les torpilles récentes contiennent des charges d'explosif considérables. Celles qu'emploient actuellement les Allemands renferment environ 125 kilos d'explosif, c'est-à-dire autant que les obus les plus puissans, plus que l'obus de 400. Ensuite la torpille est lancée sous l'eau et frappe le navire sous sa ligne de flottaison : outre les effets propres de la destruction, elle produit donc un envahissement du navire par l'eau qui a tôt fait de le couler. Mais surtout, les effets de l'explosif sont beaucoup plus intenses dans l'eau que dans l'air, l'eau formant « bourrage. » Tous ceux qui, aux colonies, ont pêché à la dynamite et ont vu dans un rayon considérable tous les poissons tués par la percussion d'une petite cartouche, connaissent cet effet amplificateur de l'eau sur les explosions. Quant à

l'explosif employé, la plupart des marines utilisent dans leurs torpilles le coton-poudre humide. Il semble pourtant que les Allemands lui aient préféré le trinitrotoluol fondu, — qu'ils appellent aussi trotyl ou trinol, et qui est, on le sait, dérivé de la nitration du toluol, comme la mélinite est dérivée de la nitration du phénol, ou la dynamite de la nitration de la benzine. Mais que ce soit l'un ou l'autre qui soit employé, la détonation de l'explosif placé dans la chambre avant de la torpille n'est obtenue, comme dans les obus, que par l'intermédiaire d'un percuteur au fulminate de mercure et d'un relais contenant un explosif plus sensible, coton-poudre sec ou trinitrotoluol pulvérulent.

En somme, la torpille n'est qu'un obus sous-marin mais qui a ceci de particulier d'être automatique, ou plutôt automoteur. La torpille entretient elle-même sa vitesse sous l'eau, grâce à un petit moteur à air comprimé qu'elle renferme dans sa partie postérieure et qui fait fonctionner deux petites hélices placées à l'arrière et tournant en sens contraire. Ceci est nécessaire pour que la torpille ne tourne pas sur elle-même.

Il ne suffit pas que la torpille marche ; il faut qu'elle marche en ligne droite vers le point visé et à une profondeur constante pour ne pas passer trop bas, sous le navire, où au contraire venir flotter à la surface. La profondeur la plus efficace est de 3 ou 4 mètres. Pour les y maintenir, on munit les torpilles récentes d'un manomètre soumis à la pression de la colonne d'eau sous-jacente et qui, automatiquement, agit par des ressorts sur un gouvernail de profondeur horizontal et très analogue à celui des aéroplanes. Quant à la rectitude de la marche, elle est maintenue grâce à des gouvernails verticaux analogues aussi à ceux des avions et qui sont commandés par un gyroscope.

Pour augmenter la vitesse, on a donné à la torpille comme aux coques d'avion une forme fuselée, ronde à l'avant, effilée à l'arrière, ce qui la fait d'ailleurs ressembler beaucoup plus à un sous-marin qu'à un submersible. Elle arrive à avoir ainsi sur une petite distance une vitesse d'environ 80 kilomètres à l'heure. Pour franchir un kilomètre, — distance au-dessus de laquelle on ne la tire guère avec succès, — il lui faut donc près d'une minute. Pendant ce temps, le navire visé se déplace en général d'une quantité très supérieure à sa longueur. Il faut donc viser en avant, en tenant compte de la vitesse angulaire du navire et de la distance. Comme on voit, le lancement d'une torpille est une opération encore plus délicate qu'un réglage de tir d'artillerie sur but mobile. On comprend aussi dans ces conditions pourquoi un

navire en danger d'être torpillé n'a pas de meilleure tactique que de naviguer irrégulièrement en zigzag.

Avec son gyroscope tournant à grande vitesse, ses hélices aux rotations contraires, son moteur à air comprimé réchauffé, son abdomen bourré d'explosif, ses gouvernails délicats commandés par des servo-moteurs et des manomètres, la torpille est vraiment la plus étonnante merveille que la science au service de l'art de détruire ait jamais réalisée. Une chose pourtant est remarquable et d'une singulière ironie : la torpille a emprunté son nom au poisson bien connu qui attaque et se défend au moyen d'une violente décharge électrique; or l'électricité est précisément le seul des agens physiques qui n'entre pour rien dans le fonctionnement de la torpille.

Certes la torpille est en soi un engin terrible. Mais, tant qu'elle fut destinée à être lancée par des navires à flottaison positive, c'est-à-dire visibles à distance, par les torpilleurs, son efficacité guerrière fut et ne pouvait être que relativement médiocre. Avant qu'un torpilleur, si vite soit-il, eût le temps d'approcher à bonne portée du croiseur ou du cuirassé qu'il voulait torpiller, il avait grandes chances d'être mis hors de combat à distance par les canons de son adversaire.

Mais lorsque c'est le sous-marin, et non plus le torpilleur, qui s'est servi de la torpille, l'efficacité en a été centuplée. Le sous-marin n'est en somme qu'un torpilleur défilé, ou, si on préfère, masqué derrière l'écran opaque et miroitant de l'eau; or, dans cette guerre qui est avant tout, sur mer comme sur terre, une question de repérage et de défilement, cette circonstance est fondamentale. Entre un pauvre petit sous-marin en plongée à quelques brasses d'un puissant cuirassé et celui-ci, la lutte est la même qu'entre une batterie d'énormes obusiers repérée, et visible et une batterie de petit calibre, mais bien défilée; c'est celle-ci qui finalement réduira l'autre au silence comme c'est en général le sous-marin lilliputien qui coulera le Goliath cuirassé. Cela est si vrai que, depuis les expériences du début de la guerre, les flottes cuirassées de haut bord n'osent plus s'aventurer aux abords des havres fréquentés par les sous-marins adverses et qu'elles doivent au repos se barricader dans leurs ports derrière des filets d'acier, comme font, aux pays chauds, les belles indolentes derrière les fines mailles des moustiquaires, seule défense possible contre un misérable insecte.

C'est parce qu'il obéit, grâce à son périscope, aux lois inexorables du repérage, grâce à son immersion à celles du défilement, que le sous-marin armé de la torpille est le plus terrible des engins de cette guerre. Repérage, défilement, c'est partout et toujours les trois quarts

de la tactique dans cette lutte étrange. Heureusement les Alliés ont aujourd'hui contre les torpilles et les sous-marins allemands des moyens de défense qui se sont déjà montrés efficaces. Mais si ces moyens défensifs sont suffisans en l'état actuel, c'est uniquement parce que les Boches par bonheur n'avaient point au début de la guerre un nombre très grand de sous-marins et n'en peuvent point construire assez pour réparer à la fois leurs pertes et multiplier sensiblement le nombre de ceux qui subsistent.

L'amiral von Tirpitz, qui est aujourd'hui, mais un peu tard, l'apôtre bruyant du sous-marin torpilleur, n'a eu pendant toute sa carrière qu'un but : créer une flotte de haut bord qui batte de vive force les flottes ennemies. En 1902 encore, il raillait pesamment l'emploi éventuel des sous-marins dans une guerre navale. Son maître impérial a heureusement partagé son erreur, son dédain passé du sous-marin offensif; et c'est peut-être ce qui, pour une large part, assurera la victoire finale de l'Entente. Si l'Empereur allemand avait su gouverner, c'est-à-dire prévoir, sa devise eût été : « Notre avenir est sous l'eau. » — Aujourd'hui il est trop tard.

L'emploi tactique du sous-marin et de la torpille pour la guerre ou pour un blocus ont été au contraire prévus de longue date par plusieurs techniciens français et anglais, par l'ingénieur Laubeuf, par la claire vision de l'amiral Fournier, par l'amiral sir Percy Scott qui dirige actuellement le service de défense contre aéronefs en Angleterre; ce sont là quelques-unes des plus belles intelligences qui jamais aient mis la science et la pensée au service de la guerre.

Il y a, quoi qu'on en ait, une certaine mélancolie à penser que les armes et les méthodes les plus efficaces de nos ennemis dans la guerre navale sont des armes et des idées françaises. — Et ceci est vrai aussi de la guerre continentale : la poudre sans fumée, les explosifs nitrés stables des obus... d'autres progrès techniques récens, que nous préférons ne pas préciser, quoique nous les connaissions bien, fournissent aujourd'hui, aux Allemands qui ont su les cambrioler, puis les appliquer avec sagacité, des adjuvans matériels sur lesquels s'étaie l'infériorité de leur force d'âme, de leur nombre et de leur richesse. N'eût-il pas mieux valu que ces inventions françaises n'eussent jamais été faites ? Non, si nous savons les généraliser intelligemment jusqu'à dominer l'ennemi non seulement par le cœur, mais aussi par la technique et l'acier.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis le commencement de notre offensive sur la Somme, les journaux allemands, et l'État-major lui-même, ne se sont point lassés de dire, chaque fois qu'ils ont été contraints d'avouer un recul de leurs troupes, que ce recul ne prouvait qu'une chose : l'extrême élasticité de leur front, lequel se tendait sans se rompre. Il y aurait bien des réflexions à faire sur cette espèce d'élasticité en général, et, en particulier, sur la bonne grâce que mettent à exécuter de tels mouvemens Bavarois, Saxons et Poméraniens. Nous nous contenterons d'en présenter une seule, que suggère la plus vulgaire observation, et que tout le monde peut vérifier en se jouant : c'est qu'il n'est pas d'élastique qui, à force d'être étiré, ne claque subitement quand il devient trop mince. Or, les Anglais par un bout, nous par l'autre, et de la rive Nord à la rive Sud de la Somme, nous tirons à deux mains sur la ligne allemande et l'obligeons à s'allonger peu à peu jusqu'à la limite où elle éclatera. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à rapprocher le tracé du front au 1er juillet de son tracé au 15 octobre. Nos derniers efforts, nos derniers succès, que, sauf quelques accrocs insignifians, nous avons toujours et partout intégralement maintenus, nous ont portés, au Nord de la rivière, à Sailly-Saillisel, véritable place d'armes ennemie, au Sud, tout près de Chaulnes, position dont l'importance est assez affirmée par tant et de si rudes combats.

Sous les murailles inviolées de Verdun, les Allemands ont subi une défaite que nulle habileté ne réussira à dissimuler ou à atténuer, et qui rabaisserait leur superbe, si la carapace de crédulité dans laquelle tout Allemand est enveloppé dès le berceau pouvait jamais être percée. Hindenburg, Ludendorff, et le Kronprinz en personne, bien qu'il prenne soin de faire dire qu'il était en congé pour affaires de famille, — tout s'explique ! — seraient mal fondés à prétendre

qu'ils ont été surpris. Ils n'attendaient peut-être pas notre attaque pour ce jour-là, mais il y avait plusieurs jours qu'ils s'y attendaient, et ceux de leurs subordonnés qui se plaisent à la facétie s'étaient fort divertis à nous le signifier, à leur mode, par des écriteaux. Non, ils n'ont pas été surpris; mais, quoique parfaitement avertis, ils ont été parfaitement battus. Les divisions, — nous ne dirons pas « d'élite, » — car ce serait faire injure aux autres, qui les valent, — mais les divisions magnifiques rassemblées sous les ordres du général Mangin se sont ruées à son signal. D'un bond, ou plutôt en deux bonds, avec le repos prévu d'une heure, elles ont, sur sept kilomètres de longueur, reconquis une profondeur de deux à trois kilomètres de sol lorrain, de sol doublement français. Nous avons eu la joie de saluer dans un bulletin de victoire ces humbles et chers villages dont le martyre prolongé nous avait émus jusqu'aux larmes : Douaumont, Thiaumont, Haudromont, Vaux, Fleury; ces bois qui, aux printemps futurs, ne reverdiront plus, mais qui, pour tout homme, toute femme et tout enfant de notre race, sont désormais des bois sacrés. La ligne, devant Verdun, sur la rive droite de la Meuse, est redevenue à peu près ce qu'elle était, après le choc initial, l'ouragan furieux, le raz de marée qui submergeait nos ouvrages hâtifs et ruinait nos citadelles d'acier et de béton, au 24 février. Ainsi huit mois de combats, huit mois de vaillance et de souffrance, sinon, hélas! huit mois de deuil, sont effacés. Des centaines de milliers d'Allemands, et, malheureusement aussi, des milliers et des milliers des nôtres, sont tombés pour rien. Non pas pour rien, les nôtres. Ils sont tombés pour la plus grande cause qui s'offre au dévouement d'un patriote et d'un soldat, pour qu'il ne soit pas attenté au territoire national et pour que n'ait point dépéri en leur mains l'héritage des ancêtres. Leur sacrifice a été d'une utilité qui en égale la beauté et qui les élève au sublime, aussi sûrement que des héros légendaires s'y soient élevés. Mais le Allemands qui se vantaient d'avoir arraché la pierre angulaire de la principale forteresse du principal ennemi (c'était nous, pour la circonstance), ils sont tombés pour rien. La pierre s'est redressée, roule sur eux et les écrase. Verdun écrase le renom allemand, le prestige allemand, l'organisation allemande, l'invincibilité allemande. Un grand homme d'État l'a dit : « La pire erreur qu'un général puisse commettre est d'avoir en sa propre armée un excès de confiance, et de faire indiscrètement trop bon marché de celle qu'il a en face de lui. » Ce fut cette erreur qui, commise jadis par l'orgueil espagnol, sauva déjà la France à Rocroy. *Et nunc erudimini!*

Avec une patience égale à la nôtre, par-dessus les obstacles que dresse devant eux la plus âpre nature servie par l'art le plus retors, dans les hautes solitudes des Alpes ou sur le plateau creusé et bossué du Carso, pareil, — c'est la comparaison courante, — à « une énorme pierre ponce, » nos alliés italiens mènent glorieusement la lutte. L'heure est passée où François-Joseph, sentant se réveiller en lui les anciennes rancunes de 1848 et de 1859, vieil empereur encore tout meurtri des blessures du jeune prince, put croire que ses aigles, promenées par son héritier et les archiducs ses cousins, allaient, après soixante ans, rentrer triomphantes dans les villes vénitiennes et lombardes. La route leur fut vite fermée, à une petite distance de leurs aires. A peine l'Autriche mordit-elle, et pour peu de temps, dans la terre italienne. Elle se vit arrêtée net, et presque aussitôt nos amis reprirent leur marche vers leur double objectif, vers le but, fatal, à leurs yeux, de leur politique immédiate, Trente et Trieste. Du côté de Trente, leurs plus récens progrès les ont ramenés non loin de Rovereto, où ils ont enlevé, à plus de 2 000 mètres d'altitude, la dent du Pasubio. Du côté de Trieste, ils ont, le 10 octobre et les jours suivans, fait craquer la première ligne autrichienne, de San-Pietro, un peu au Sud-Est de Gorizia, à Vertoiba, puis à Villanova et à la cote 208, un peu à l'Est de Doberdo, pour regagner enfin, par une courbe, le renflement, le massif de l'Hermada, qui domine, au bord de l'Adriatique, le chemin de fer côtier. Ils ont fait là de six à huit mille prisonniers : ce ne fut donc pas une escarmouche. Le « rétablissement » opéré par le général Cadorna, au mois de juin et au mois de juillet, de l'Adige à la Brenta, souleva une admiration légitime. L'expédition accessoire en Albanie méridionale ou en Épire septentrionale, fait apparaître la même netteté de vue, la même clarté d'esprit militaire et politique. On sent une pensée, un dessein. De jour en jour et d'étape en étape, les colonnes italiennes, parties de Santi-Quaranta, se rapprochent des colonnes alliées qui manœuvrent sur la rive du lac de Prespa, et par lesquelles le front d'Orient se soudera en une seule barre de la mer Égée à l'Adriatique ; déjà les reconnaissances des deux cavaleries ont pris le contact. Dans la vallée de la Cerna, les Serbes se sont avancés jusqu'à Brod, après avoir repoussé de nombreuses et violentes contre-attaques d'un ennemi qui paraît avoir reçu des auxiliaires. Russes et Français, à l'extrémité de la ligne vers l'Ouest, Français et Italiens autour du lac de Doiran, au pied des monts Bélès, Anglais à l'Est, sur la Strouma, échangent avec les Bulgares germanisés de

continuelles ou intermittentes canonnades. En son ensemble, excepté par son aile gauche qui bat de temps en temps un coup plus violent, l'armée de Salonique, cette quinzaine, n'a pas fait de grands mouvemens. On dirait que quelque chose, qui n'est pas exclusivement d'ordre militaire, la retient et l'attache à sa base; qu'elle est forcée de regarder derrière elle.

De la Pripet aux Carpathes, sur le Stokhod, entre Loutsk et Vladimir-Volynski, plus bas vers Brzezany et Stryj, sur la Zlota-Lipa et le Dniester, plus bas encore, dans la région montagneuse de Kirlibaba, Kimpolung et Dorna-Vatra, une gigantesque bataille est engagée et soutenue depuis des semaines, dont on ne sait presque rien, sinon précisément qu'elle est gigantesque, qu'elle n'en finit pas, et qu'étant comme diffuse dans le temps et dans l'espace, elle passe pour les deux partis, Austro-Allemands et Russes, par toute sorte de péripéties, favorables ou contraires selon l'instant et le lieu ; en somme, cependant, d'après ce qu'on en devine, favorable aux Russes, qui du moins repoussent partout les assauts furieux déchaînés par Hindenburg, et çà et là font plus que de les repousser. Et l'on devine aussi que, si vaste que soit le champ ou la succession de champs où elle se déroule, l'objet de cette bataille colossale est situé en quelque sorte hors d'elle-même. On devine qu'elle tend comme un rideau de feu, à l'abri duquel s'effectuent, dans les deux camps, des déplacemens de troupes; la guerre glisse de la Dwina sur le Danube, et de la Baltique vers la Mer-Noire. Les adversaires rassemblent tout ce qu'ils peuvent trouver de disponible, et, essayant mutuellement de se paralyser ailleurs, le jettent à l'endroit qu'ils jugent le plus propice ou le plus menacé. Ce n'est pas par hasard que maintenant les communiqués de Petrograd mentionnent comme un secteur du front russe le front roumain ; et c'est vraiment en Roumanie que, dans les minutes haletantes que nous vivons, se concentre, avec l'intensité de l'action, l'intérêt du drame.

Nous avons suivi sur la carte les opérations de l'armée roumaine, soit qu'elle en ait choisi le terrain en Transylvanie, soit qu'il lui ait été imposé, dans la Dobroudja. Nous l'avons vue, dans la nuit même où venait d'être déclarée la guerre à l'Autriche-Hongrie, descendant des Carpathes et des Alpes transylvaines, s'infiltrant par tous les cols, puis s'épandant par toutes les vallées, rapidement aux premiers jours, presque torrentiellement, et presque jusqu'au bord de la plaine hongroise. Ensuite, par les mêmes vallées et par les mêmes cols, nous l'avons vue refluer sous la pression de Falkenhayn, exercée de l'Ouest

au Nord-Est, successivement de passage en passage, et pour ainsi dire doigt par doigt. Nous l'avons vue, enfin, arrêtée sur les crêtes, s'y cramponnant, attendant le renfort qui venait. A partir de ce moment, la situation était renversée, et c'était désormais l'armée de Falkenhayn, c'était l'invasion austro-allemande en Roumanie, qui jaillissait de toutes les forêts, coulait par tous les cols, dans toutes les vallées, et débordait, ou s'efforçait de le faire, sur tout le versant moldave et tout le versant valaque. Douze ou quinze ouvertures, douze ou quinze coupures sont pratiquées dans cette chaîne. C'est près de Dorna-Vatra, et vers le Kelemen, on se le rappelle, que s'est établie la liaison, que s'est faite l'articulation de l'armée russe et de l'armée roumaine. Falkenhayn devait être naturellement tenté d'y porter, pour les disjoindre, la pointe de son plus gros couteau. Mais il devait aussi se laisser séduire par l'idée de couper en un ou plusieurs points la longue ligne qui, venant de Czernowitz, de Kolomea et de Stanislau, pour ne pas remonter plus haut, traversant la Galicie, la Bukovine, la Moldavie du Nord au Sud, côtoyant parfois à très courte distance la frontière hongroise, épousant le contour des Carpathes, et encerclant comme en un second anneau la Transylvanie, conduit à Bucarest par Harlau, Roman, Bacau, Focsani, Buzeu et Ploiesci ; c'est-à-dire le chemin de grande communication entre la Russie et la Roumanie, ou plus exactement entre le front russe et le front roumain, la grande artère par où, étant donnés les dispositifs nécessaires, peut, de l'un à l'autre, circuler le sang et la force. Falkenhayn a donc attaqué au plus près de la jointure, au col de Tölgyes ; et, simultanément, aux passages voisins, en glissant, le long des Carpathes, du Nord au Sud, au col de Békas ; sur le Trotus (puisqu'il faut adopter une orthographe qui rend très imparfaitement la prononciation et dont la fantaisie ne facilite pas les recherches), au col de Gyimès, sur l'Uzu ou Uza, sur l'Oitoz, dans la région de Tergu-Ocna ; vers Zabola ; au total, six coups ou six feintes, qui ont été pour la plupart esquivés ou parés, deux ou trois avec une riposte heureuse. Mais, sur l'autre secteur du front de Transylvanie, non plus sur les Carpathes, sur les Alpes, d'Est en Ouest, d'autres passages s'ouvrent, plus dangereux encore, parce qu'ils aboutissent au cœur. Falkenhayn paraît n'avoir fait que tâter, à l'Est, celui de la Bodza ou Buzeu ; à l'Ouest, la passe de Vulkan, où il a rencontré une vive résistance, qui n'est pas entièrement réduite. Au Sud-Ouest, les Austro-Allemands s'agitent vers Orsova, et des Bulgares se montrent vers Widdin.

Au centre, par le col de la Tour-Rouge, au-dessous de Her-

mannstadt, Falkenhayn est entré en territoire roumain, par quelques pas mal assurés, jusqu'au mont Robu, d'où il a été rejeté, quitte à revenir à la charge, avec plus de chance; et par le défilé de Torzburg, au Sud-Ouest de Brasso ou Kronstadt, il a poussé, dans la vallée de la Dambovitza, jusqu'à Rucaru et Dragoslavele, où l'on se battait ces jours ci. Néanmoins, il n'avançait pas ou n'avançait qu'avec beaucoup de peine et de lenteur, et l'on penchait à croire qu'en général, sur lé front de Transylvanie, après le recul des Roumains, après leur retraite en deçà de leur frontière, la situation était pour le moment fixée : le front, disait-on, « a cristallisé. » Mais voici qu'immédiatement au-dessous de Brasso, les Austro-Allemands ont réussi à s'emparer de Prédéal et à se glisser ainsi dans la vallée de la Prahova, que suit la ligne de chemin de fer la plus directe qui relie ensemble Bucarest et Sinaïa, ces deux pôles de la vie roumaine dans la molle douceur des saisons paisibles. C'est certainement un accident fâcheux, dont le bruit retentira et se répercutera d'autant plus que les lieux et les noms des lieux sont plus familiers, associés à de plus agréables souvenirs; mais qu'il faut se défendre de prendre trop au noir, et qui peut n'être qu'un accident. Prédéal, il est vrai, est la première station, l'amorce roumaine du chemin de fer de Sinaïa à Bucarest; mais ce n'est pas Bucarest, et ce n'est même pas Sinaïa, qui en est à une vingtaine de kilomètres; et au-dessous de Sinaïa, il y a encore une quarantaine de kilomètres avant de déboucher dans la plaine, juste aux environs de Ploiesci (ou Plœchti) où la ligne de la Prahova s'embranche à la grande ligne de Moldavie, véhicule de la puissance russe.

Tout dépend de ce que Falkenhayn, s'il a les moyens de s'enfoncer et de pénétrer jusque là, — et en mettant, pour les Alliés, les choses au pis, quoique le dernier mot ni même le mot le plus fort ne soient pas dits, — trouvera devant lui lorsqu'il débouchera dans la plaine; écrivons plutôt, au conditionnel : de ce qu'il trouverait, lorsqu'il déboucherait. Nous avons de bonnes raisons de penser que ce qu'il y trouverait, il ne l'écarterait pas ou ne s'en débarrasserait pas aisément, avec ce que nous avons de non moins bonnes raisons de penser qu'il possède de ressources et de réserves. C'est une question de tout temps débattue par les politiques qui se sont piqués de stratégie, c'est pour eux une question classique que de savoir si les passages par où l'ennemi peut venir doivent être défendus sur place, dans ces passages mêmes. Il y a, là-dessus, une page fameuse, qui, bien qu'elle date de quatre siècles, s'appliquerait à merveille au cas de la Roumanie. « Ceux-là, enseigne Machiavel, au Livre premier du *Discours sur les Décades*,

s'exposent aux pires inconvéniens qui, à l'approche de l'ennemi, décident de tenir les lieux difficiles et de garder les passages; presque toujours cette résolution sera dommageable si, dans ce lieu difficile on ne peut commodément masser toutes ses forces. L'exemple à suivre est plutôt celui de ces généraux qui, assaillis par un ennemi puissant, et leur pays étant entouré de montagnes et de lieux alpestres, n'ont jamais essayé de combattre l'adversaire dans les passages et sur les montagnes mêmes, mais se sont portés à sa rencontre par delà; ou, quand ils n'ont pas voulu le faire, l'ont attendu derrière ces montagnes, en des lieux modérés (*benigni*), et non alpestres. Car, ne pouvant employer à la garde de ces passages beaucoup d'hommes, soit parce qu'ils ne sauraient y vivre longtemps, soit parce que ces lieux resserrés ne sont capables d'en contenir que peu, il n'est pas possible d'y soutenir le choc d'un ennemi qui vient en nombre les attaquer; mais lui, cet ennemi, il lui est facile de venir en nombre, parce que son intention est de passer, non point de rester... Si, par conséquent, vous perdez ce passage que vous vous étiez proposé de tenir, et dans lequel vos peuples et votre armée avaient placé leur confiance, il en résulte le plus souvent, dans le peuple et dans le reste de vos gens, une telle terreur, que, sans pouvoir expérimenter leur valeur, vous avez perdu ; et c'est ainsi qu'on perd toute sa fortune avec une partie de ses forces. » Mais, nous le savons, c'est folie que de jouer un tel jeu, et nous le savons également, la Roumanie ne l'a point joué. Quand, pour son incursion en Transylvanie, l'armée roumaine s'est d'abord efforcée de tendre entre le Kelemen et la Tour-Rouge, dans l'arc que forment les montagnes, une corde sur laquelle elle pourrait plus rapidement se mouvoir, elle portait au delà des passages mêmes la défense des passages. Cette offensive qui, sous un de ses aspects, et subsidiairement, pouvait être regardée comme une défensive préalable, a été brisée. Les Roumains se sont alors repliés sur les Alpes et sur les Carpathes, où la nature les a tout de suite mis en état d'infériorité, puisqu'il y avait trop de cols pour qu'il leur fût possible de tenir chacun de ces cols avec assez de troupes. Reste la défensive en arrière. Le général Cadorna en a donné, sur le plateau des Sette Comuni, entre Arsiero et Asiago, un excellent modèle. Lui aussi, peut-être, il avait voulu faire, au début des hostilités, de la défensive préalable, en marchant sur Rovereto, qui lui représentait moins encore l'entrée du Tyrol autrichien que la clef de la maison italienne. Du val Lagarina au val Sugana, dans le Cadore, la Carnie et les Alpes Juliennes, il était allé défendre la frontière du royaume au

delà de la frontière. Lorsque l'armée des archiducs, appuyée par une artillerie écrasante, l'eut contraint à se retirer, il ne s'attarda pas à lui disputer les passages, ou ne les lui disputa que pour lui faire payer ses progrès, les ralentir, et s'assurer le délai dont il avait besoin. Il rompit franchement de plusieurs kilomètres, et, tout en rompant, regroupa ses divisions, les amena sur les positions les mieux choisies et aménagées pour attendre que l'ennemi débouchât de la montagne dans la plaine. Suivant le plan qu'il leur avait tracé, elles déployèrent autour des débouchés un éventail si hérissé de fer, elles les prirent si bien sous la menace de leurs feux croisés, que les Autrichiens ne risquèrent pas l'aventure. Ce fut le principe et la cause de leur échec. En quelques semaines, le territoire national se trouva à peu près libéré. Nulle part, l'ennemi ne put faire un pas de plus. A ce moment-là, pour tout dire, l'offensive de Broussiloff aida heureusement à décongestionner les abords du Trentin; mais, en ce moment même, une aide aussi, et plus prochaine, arrive à la Roumanie. Loin que tout ait été perdu, par l'abandon de la Transylvanie et l'abandon d'un ou deux des passages, rien n'est encore irréparablement ni même très gravement compromis, si les Roumains sont où ils doivent être, secourus en abondance par les Russes, et prêts, sur un terrain qui le leur permettra, à « employer toute leur force quand ils engagent toute leur fortune. » Dans des conditions de lieu qui ne les diviseront, ne les éparpilleront plus, il se peut que les huit, ou les douze, ou même les seize divisions de Falkenhayn, — l'armée austro-hongroise du général von Arz étant retenue ailleurs, — ne débouchent pas plus des Alpes de Transylvanie que les armées de l'archiduc Charles-François-Joseph ne purent déboucher du Trentin.

Tournons-nous à présent vers la Dobroudja. Les Alliés n'y trouveront pas de quoi se réjouir, et ils ne cachent point la déception qu'ils en éprouvent, mais pas davantage, et bien moins encore, de quoi désespérer. On s'en souvient, après qu'au lendemain de la surprise de Tourtoucaïa et de la reddition de Silistrie, l'Empereur allemand eut télégraphié et fait carillonner « la victoire décisive » de Mackensen, le maréchal, qui s'était avancé jusque sur une ligne Tuzla-Copadin-Rasova, fut ramené, à une allure qu'il eût voulue plus rythmée et plus calme, presque dans ses lignes de départ. Il n'y eut donc, cette fois du moins, ni décision, ni victoire. Mais Mackensen n'était pas homme à accepter que, par sa faute, Guillaume en eût le démenti. Dès que ses troupes furent remises et reprises en main, dès qu'il eut refait ses cadres et comblé ses vides avec des Bulgares et des Turcs,

dès qu'il eut reçu la grosse artillerie qui lui manquait, le plus fougueux, malgré son âge, des généraux prussiens s'élança contre la ligne par laquelle, à quinze ou vingt kilomètres en avant, les Russo-Roumains couvraient la voie ferrée de Constantza à Cernavoda, par Medjidia, qui est à moitié route. L'aile gauche des Alliés fléchit la première; puis le centre, puis un peu l'aile droite, dans la direction du Danube, puis de nouveau et définitivement l'aile gauche, près de la mer. Les Bulgaro-Allemands atteignirent le chemin de fer, à sa station la plus méridionale, Murfallar, d'où ils se rabattirent à l'Est sur le grand port, ses docks et ses magasins, riche proie pour leur appétit. Le lundi 23, au matin, Constantza était tombé au pouvoir de Mackensen. Les « radios » et agences germaniques ou progermaines s'empressèrent de l'annoncer; mais, chose extraordinaire, cette victoire, pourtant réelle, si elle n'est pas décisive, n'eut pas l'honneur d'un télégramme impérial. Guillaume II, échaudé ou refroidi, serait-il devenu moins imprudent? Tout arrive, même ce qui semblait ne devoir ou ne pouvoir jamais arriver. Sur les projets ultérieurs de Mackensen, sur l'objet essentiel ou principal de ses opérations déjà passées ou en cours, on ne sait encore, au moins nous ne savons rien de précis.

Nous n'en savons pas beaucoup plus sur le parti auquel s'arrêteront et le plan qu'auront adopté nos alliés. Mais il n'est pas interdit de supposer que, si Mackensen eût résolu de passer le Danube à Cernavoda, ce serait déjà fait, et qu'il n'eût pas tant différé, pour être sûr de pouvoir le passer sur un pont, faute de quoi il serait exposé à ne point le passer du tout. L'eût-il franchi, eût-il trouvé le pont intact, qu'il irait peut-être, si les viaducs ont été coupés et les chaussées détruites, s'enlizer dans la bordure de marais qui sextuple la largeur du Danube et qui n'est ni la terre ni l'eau. En fût-il sorti, qu'il serait toujours à plus de cent cinquante kilomètres de Bucarest. La jonction avec Falkenhayn se fait plus aisément en imagination que dans la réalité. Mais Mackensen veut-il la faire, et que veut-il faire? Veut-il construire par le Sud la deuxième branche de l'étau à broyer la Roumanie, que Falkenhayn forge par le Nord? Veut-il acculer les Russo-Roumains dans le coude, dans l'angle aigu formé par le Danube, de Galatz à ses multiples bouches, les adosser à une nappe infranchissable, les y chambrer, afin de les prendre, comme à ce jeu de dames où le pion, poussé dans le coin, ne peut plus bouger? Mais le terrain n'est pas uni comme un damier; il va montant de 100 à 300 mètres; dominé de là-haut, c'est le maréchal lui-même qui pourrait être longtemps immobilisé ; et, au surplus, les Russes ont jeté des ponts vers

Reni. A-t-il voulu tout simplement, ainsi qu'il l'aurait déclaré, en se retranchant au point le plus étranglé du quadrilatère, garantir la Bulgarie d'une attaque par la Dobroudja, et s'attacher sa fidélité, toujours équivoque ou avide, en lui jetant incontinent un bon morceau ? Mais alors, que ferait-il, avec les Bulgares aux dents aiguisées? Dessinerait-il de loin, et malgré toutes les barrières interposées, une menace contre Odessa? Ou bien se retournerait-il contre l'armée de Salonique ? Ou bien serait il venu, non pas uniquement, mais surtout, comme Falkenhayn, pour les pétroles et les blés ? La grande expédition de Roumanie ne serait-elle qu'un *Beutezug*, une chevauchée pour le butin, une razzia, destinée à apaiser moins la révolte de la conscience allemande contre une défection que la révolte de l'estomac allemand contre la faim ? Mais ici toutes les hypothèses sont vaines; il n'y a qu'à attendre la suite des événemens.

Vaines aussi seraient les controverses, les discussions et les récriminations, s'il pouvait s'en élever. Que la Roumanie ait bien ou mal fait de porter son premier, son principal effort vers la Transylvanie, au lieu de le porter vers la Dobroudja ; qu'elle l'ait elle-même voulu, qu'on le lui ait conseillé, ou qu'on lui ait conseillé le contraire, mais pas assez énergiquement, il n'importe plus, à cette heure où rien ne peut plus faire que ce n'ait été fait. La philosophie de l'histoire, mais d'abord la philosophie politique, qui doit aller au plus pressé, n'en retiendra qu'une constatation et n'en tirera qu'une conclusion. C'est que la formule : « l'unité d'action sur l'unité de front » est une belle formule, mais qu'elle n'aura pas d'âme, tant qu'on ne lui aura pas donné de corps. Une véritable et formelle unité d'action sur un front de plusieurs milliers de kilomètres, l'unité même de ce front dont les divers secteurs sont séparés l'un de l'autre par d'assez grandes distances, nous ne savons pas si elle est pratiquement possible. Mais l'accord ou la concordance est indispensable. L'Entente, heureusement, ne manque ni d'effectifs, ni de réserves ; son matériel se développe chaque jour et se perfectionne ; son crédit demeure solide ; sa vie économique n'est pas sérieusement ou du moins pas dangereusement troublée. Quelque chose pourtant lui manque encore, qui lui a manqué depuis deux ans, et c'est un organe de coordination. Nous crûmes que nous allions l'avoir quand nous vîmes la photographie de tant de ministres groupés en faisceau au sortir de la Conférence de Paris, et que cette image était un symbole. Il nous le faut de toute nécessité. Il nous faut un commandement et un gouvernement. Osons dire qu'il faut à l'Entente un commandement des commandemens; au

besoin, un gouvernement des gouvernemens; ce qui peut se traduire d'un mot : elle a des bras, il lui faut une tête.

Il faudrait bien aussi que la Grèce qui, ayant deux gouvernemens, est comme si elle n'en avait pas, en eût un certain et reconnu, un vrai et un bon. Le sphinx est toujours en travers de la route de Thèbes et nous propose toujours des énigmes. S'il devait dévorer tous ceux qui n'y peuvent pas répondre, on ne voit pas, même dans les chancelleries, qui lui échapperait. Pour nous, très humblement, nous confessons que nous ne comprenons plus ; et l'aveu que nous en faisons nous est rendu moins pénible par l'aveu réciproque que tout le monde nous fait. Les mêmes ministres de l'Entente, dont le dédain obstiné a contraint à la démission le pauvre M. Kalogeropoulos, ont estimé qu'ils ne pouvaient continuer à ignorer M. Lambros, sans doute parce qu'ils se fussent, en l'ignorant, donné l'air d'ignorer l'archéologie, ce qui, à Athènes, est mal porté. Ils lui ont donc rendu visite, et il n'en a été, nous dit-on, ou il n'en sera rien de plus. Mais il n'en a été et il n'en est encore rien de moins. Nous sommes obligés de faire nous-mêmes, par nos marins, la police de la ville, qui ne serait pas faite ou serait faite contre nous ; de tenir sous notre tutelle méfiante les ports et les forts de la côte ; de surveiller nous-mêmes les chemins de fer, les postes et les télégraphes; d'exercer nous-mêmes la censure, par crainte de l'allemand et pour l'amour du grec. L'amiral Dartige du Fournet est auprès du roi Constantin notre premier plénipotentiaire, et cette charge n'est point une sinécure, quoiqu'elle soit partagée avec un diplomate. Il vient, du reste, probablement, de mettre le doigt sur la pointe de l'abcès; s'il appuie, il le crèvera. Il n'a qu'à exiger que les débris de l'armée grecque qui se concentraient à Larissa, beaucoup trop près de Salonique, soient transportés et enfermés dans le Péloponèse, autour duquel notre flotte pourra monter sa faction. Pour ce qui n'en a pas été livré, il vaut mieux de toute façon être interné à Sparte qu'à Gœrlitz. Cependant, à Salonique même, le gouvernement provisoire a constitué son ministère, à qui rien ne fait défaut, fût-ce la tradition, que M. Politis lui apporte ininterrompue. Bientôt la seule Chambre qui ait eu une naissance légitime, celle qui fut inconstitutionnellement dissoute, y sera réunie. M. Venizelos, l'amiral Coundouriotis et le général Danglis recrutent, comme ils peuvent, dans les provinces et dans les îles, une armée de défense nationale, tandis que l'armée royale est empêchée de se lever, comme elle le devrait. Gouvernement provisoire à Salonique; gouvernement héréditaire à Athènes; qu'est-ce qui est

régulier et qu'est-ce qui est irrégulier ? Qu'est-ce qui vit et qu'est-ce qui est mort? Nous sommes, nous, entre les deux, et sans doute notre cœur ne balance pas, mais notre esprit paraît avoir quelque peine à se fixer.

Ce n'est pas, en nos temps détestables, un poste exempt de soucis ni même de périls, que celui de chef d'État ou de gouvernement. Le comte Stuergkh, président du Conseil des ministres d'Autriche, en a fait hier la nouvelle et cruelle expérience. L'assassin est un socialiste, fils de socialiste, le docteur Frédéric Adler ; mais les mobiles de son acte sont plus intéressans que sa biographie. On a dit qu'il souffrait jusqu'à l'exaspération de voir le Reichsrath prorogé, la presse bâillonnée ou stylée, ses propres amis circonvenus, les représentans des nationalités dissidentes emprisonnés et condamnés, et qu'il aurait voulu frapper en M. de Stuergkh l'auteur de cette déchéance du Parlement et de cette destruction des libertés. Lui-même a dit qu'il a voulu punir l'un des auteurs d'une guerre horrible et scélérate, dont l'Autriche resterait, devant le genre humain, à jamais chargée, à jamais souillée, à un degré plus bas que l'Allemagne qui l'inspira, comme instrument servile, comme complice méprisé et tyrannisé. S'il en est ainsi, et si ce qui a armé Adler, c'est bien la passion pervertie d'un idéal pur à sa source, s'il a cru châtier un coupable, il s'est trompé sur la victime. Les institutions mêmes de la monarchie austro-hongroise ne laissaient, dans une pareille affaire, au président du Conseil cisleithan que très peu de pouvoir, peu d'influence, en vertu de ses fonctions ; et le comte Stuergkh, bureaucrate correct, avait, par caractère et par discipline professionnelle, trop peu de personnalité pour avoir eu beaucoup de responsabilité. Sa mort ne changera rien à rien, en Europe ni même en Autriche, puisque le voilà remplacé par M. de Kœrber, autre bureaucrate, autre ministre à tout faire ou à tout supporter. Une fois de plus, la vengeance aura été aveugle, et le crime, inutile. Le sang a appelé le sang, comme l'abîme appelle l'abîme. Mais une volonté de justice est née dans le monde et grandit.

Charles Benoist.

Le Directeur-Gérant,

René Doumic.